15, rue Falgnière, 75501 Paris Cedex 15

MARDI 9 AVRIL 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14370 - 6 F

L'hystérie anti-polonaise d'une

certaine frange de la société est-allemande ou des Berlinois, qui

préparent leurs services « de

police et d'hygiène » comme s'il fallait faire face à l'arrivée de la

peste bubonique, alors que l'Al-

emagne a, ces demières années,

absorbé tant de ses fils dissémi-

nés dans toute l'Europe centrale

et des dizaines de milliers de

réfugiés turcs et proche-orien-

taux, ne doit pas faire oublier ce principe élémentaire : la liberté

de circulation est un corollaire de

COMMENT justifier, en effet, la fermeture de nos

frontières à des populations que

l'Occident à poussées à se

débarrasser du joug communiste

pour rejoindre l'Europe? Il était

Polonais alors qu'elle avait été

levée pour les Hongrois et les Tchécoslovaques. Malgré les sentiments pro-pelonais officiel-lement affichés à Londres, la

Grande-Bretagne, se trouve encore dans cette inconfortable

L'expérience de la liberté d'en-

trée offerte aux Hongrois et aux

Tchécoslovaques montre que les

craintes occidentales étaient lar-

gement excessives : rares sont

coux à rester en France au terme d'un séjour touristique, n'en

déplaise à M. Pierre Joxe, qui

les autocars de touristes tchécoslovaques reprenaient à vide le

chemin de Prague. Les Polonais, il est vrai, sont plus nombreux et

ont un vieux penchant pour les « petits travaux au noir ». Mais il

saisonnières portant sur de courtes périodes, une charge

supportable pour les économies

E risque est différent pour

les pays des Balkans. La situation économique en Albanie,

en Bulgarie et en Roumanie est

si dramatique que les ressortis-

sants de ces pays , comme ont pu récemment le constater les

Italiens de Brindisi, n'attendent

parfois même pas l'ouverture des frontières pour se précipiter au-

dehors. La démocratie y est encore beaucoup plus fragile que

dans les autres pays d'Europe

centrale, et l'on peut aussi leur

faire valoir que l'obligation de

visa existe pour les Turcs comme

pour les Yougoslaves. Il n'est

toutefois pas sûr que cette posi-

Reste le gros problème de l'Union soviétique, objet de mul-

tiples fantasmes pour les experts an migrations depuis l'été der-

nier, largement encouragés d'ail-

leurs par une certaine propa-

gande soviétique. La contradiction est évidente entre soviétique.

les velléités occidentales d'une

libéralisation de la législation en

URSS sur les déplacements à

l'étranger et le souci d'éviter le

déferlement de « touristes »

soviétiques sans moyens. On en est encore très ioin : la durée moyens de l'attente pour retirer un simple formulaire de demande

de visa au consulat de France à

Moscou est de deux à trois

tion soit tenable indéfiniment.

occidentales...

ment impossible de maintenir l'obligation de visa pour les

Après la suppression des visas par six pays européens

L'Allemagne s'inquiète de l'arrivée «Touristes» de milliers de Polonais

M. Lech Walesa est attendu, mardi 9 avril à Paris, pour une indésirables visite officielle de deux jours, la première en France depuis son arrivée à la tête de l'Etat polonais, il y a un peu plus de trois mois. Il est accompagné de son premier ministre et du ministre TRISTE spectacle : les predes affaires étrangères. Parallèlement, plusieurs milliers de Polomiers voyageurs polonais à franchir librement, lundi 8 avril, nais ont profité, dès le 8 avril, de la suppression de l'obligation la frontière allemande depuis la suppression de l'obligation de de visa avec six pays de la CEE (RFA, France, Italie, Belgique, risa avec les pays signataires de Pays-Bas et Luxembourg) pour se rendre en Allemagne. l'accord de Schengen (Alle-magne, France, Italie, Benelux) ont été accueillis par des jets de

Les cent jours de M. Walesa

par Sylvie Kauffmann

Passion des grands travaux ou curiosité professionnelle de l'ancien électricien des chantiers navals? Lech Walesa avait envie de voir le tunnel sous la Manche. Il fit donc savoir à ses collaborateurs que son voyage en France, du 9 au 11 avril, pourrait fournir l'occasion d'une visite à ce gigantesque chantier du vingtième siècie. Mais M. Walesa n'est plus électricien, ni même dirigeant syndical, il est président de la République de Pologne. Les fonctionnaires chargés d'organiser sa visite officielle en France trouvèrent l'idée diplomatiquement saugrenue et eurent tôt fait d'en

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le complexe militaro-industriel aux Etats-Unis Malgré les retombées com-

merciales attendues de la vic-toire dans le Golfe, les années foiles de la dépense militaire sont finies. Soumis aux pressions du Congrès et des lob-bies, le Pentagone entend mieux contrôler les trois armes pour éviter les gaspilavait, à tort, affirmé, lorsqu'il était ministre de l'intérieur que

Conjoncture: la fin des illusions en Europe

La CEE est moins protég que prévu de la récession américaine.

E Le joker du Golfe.

L'ombre portée de la guerre. E La chronique de Paul Fabra : la discrète nostalgie de l'étalon-or. pages 23 à 26

diplomatie, chacun le sait, n'est pas le fort de M. Walesa : quelques semaines plus tôt, il avait de bon cœur accepté une invitation à Taïwan, sans se douter qu'il allait faire dresser quelques cheveux sur la tête de son ministre des affaires étrangères Krzysztof Skubiszewski, qui s'appretait à accueillir à Varsovie son homologue de Chine populaire. Mais en cent jours d'exercice d'une présidence pour laquelle on a tant prédit qu'il n'était pas fait, le nouveau chef de l'Etat a montré qu'il savait écouter les avis compétents et

Lire la suite et l'article de HENRI DE BRESSON, page 8

Aux frontières d'Iran et de Turquie

Les réfugiés kurdes continuent d'affluer

Fuyant la répression, des centaines de milliers de Kurdes continuent de s'agglutiner aux frontières turque et iranienne. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, parle de deux millions.

L'Iran a annoncé, lundi 8 avril, la réouverture de sa frontière. Pour accueilir les réfugiés, Washington et Ankara ont suggéré la création de zones contrôlées par l'ONU en territoire

Piranshahr, après l'enfer et l'injustice des affamés. Une

PIRANSHAHR (frontière iranienna)

de notre envoyé spécial Soudain, une vaste clameur retentit en haut de la montagne

Il était 10 h 30, dimanche 7 avril. Le convoi de réfugiés avançait dans les lacets comme un serpent blessé, silencicuse-ment, épuisé, désarticulé par tant d'heures de souffrances. Il se cabra tout d'un coup, s'électrisa dans un cri d'abord incompréhensible. En quelques secondes. la foule se rua sur le camion, le secoua et fit voler les colis dans les rires et les plaintes. Les exilés s'emparèrent de ces dizaines de paquets de pain avec la violence

femme tenta de soustraire quelques galettes à un homme qui se retourna, indigné. D'autres, fatigues ou maichanceux, hurlèrent de loin pour que l'on pense à eux. Quelques colis atterrirent dans leur direction sans qu'ils puissent en profiter. Ils devront attendre. Attendre et continuer à marcher. Descendre le Hag-Omran, cette montagne frontière, marcher quelques heures encore avant d'atteindre Piranshahr, la première ville iranienne.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX Lire la suite et l'article de NICOLE POPE page 3
Lire aussi l'article
de JAN KRAUZE page 4

Urbatechnic:

Juge d'instruction au Mans, M. Thierry Jean-Pierre, qui a procédé, dimanche 7 avril, à une perquisition au siège d'Urbatechnic, bureau d'études chargé du financement du PS, a été dessaisi de son dossier, à la demande du parquet.

Parti d'une affaire d'accident du travail, M. Jean-Pierre en était arrivé, avec le soutien de substituts du parquet du Mans, à une information judiciaire visant le financement du PS. Ayant reçu communication par l'éditeur de l'ex-inspecteur Antoine Gaudino d'une copie des sameux cahiers de M. Joseph Delcroix où est détaillé le fonctionnement d'Urbatechnic il avait décidé de reprendre le fil judiciaire interrompu, selon lui, par la loi d'amnistie de 1990.

Cette démarche a été jugée « de parti pris » au ministère de la justice, alors même que M. Jean-Pierre s'appretait à effectuer sa perquisition au siège parisien du bureau d'études. La chancellerie a fait appel à l'inspection générale des services judiciaires.

Lire page 11

l'article d'EDWY PLENEL

Le PS dans l'attente de l'après-Rocard

Les socialistes scrutent les intentions du chef de l'Etat à l'égard de son premier ministre

Par Patrick Jarreau

Les socialistes sont au moins d'accord sur un point mais - afin de ne pas décevoir leur public, sans doute -, ils ne le disent pas. Ils pensent, tous, que le moment de vérité est proche pour M. Michel Rocard. Les uns sont convaincus que ses jours de premier ministre sont, désormais, comptés. Les autres sont impressionnés par la conviction des premiers. Les uns et les aurres se préparent ; ils s'interdisent, en tout cas, quelque initia-tive que ce soit qui pourrait obérer

Autant dire que M. Pierre Mauroy, avec son idée de transformer en congrès anticipé la convention qui, à la fin de l'année, devra adopter le « projet pour l'an 2000 » du PS, tombait mal. Pourtant, le premier secrétaire n'a pas péché par distraction, et l'affaire est loin

d'être terminée. L'enjeu est de savoir si le Parti socialiste est capable, ou non, d'offrir une solution au nœud de contradictions qui étousse le débat et l'initiative poli-



que fait le premier ministre est très

l'Assemblée nationale ne lui per-

qu'à nouvel ordre, il n'y a pas d'autre politique possible que la bien, que le rapport des forces à Lire la suite page 9

« images »

La nouvelle chronique quotidienne de télévision, par PIERRE GEORGES

Le processus de paix au Proche-Orient

 M. James Baker de nouveau à Jérusalem Les Douze se penchent sur le dossier

page 4

La succession d'Albert Ferrasse

à la tête de la Fédération française de rugby

page 18

Le financement des chaînes publiques

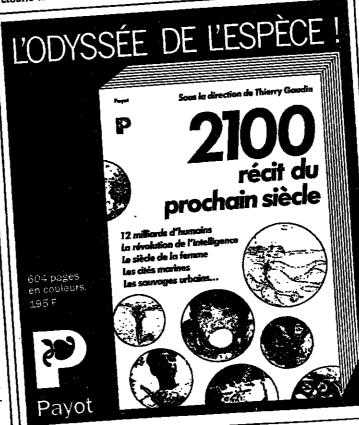
M. Charasse veut prendre à Thomson et à la SEPT l'argent promis à Antenne 2

page 36

Un entretien avec M. Evin

Les professionnels de la santé doivent « accepter de limiter la progression de leur activité». nous déclare le ministre des affaires sociales

page 22



La mort de Louis Joxe

Mort à Paris le samedi 6 avril à l'âge de quatrevingt-neuf ans, Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle, ancien membre du Conseil constitutionnel, avait été secrétaire général du gouvernement provisoire de la République française à Alger pendant la seconde guerre mondiale, puis, vingt ans plus tard, l'un des négociateurs des accords d'Evian qui devaient mettre fin à la guerre d'Algérie.

Elu en 1967 député V. République de la quatrième circonscription du Rhône, il était l'un des rares confidents du général, et avait été intimement mêlé à toutes les aventures du gaul-

Lire page 9 l'article d'ANDRE PASSERON

semaines...

حكذا سالاصل

مكذا ، بالإجل



Industrie

Un enjeu : la filière électronique

par Claude Germon

A guerre du Golfe s'éloigne, la nécessité d'un nouvel ordre international reposant sur des processus d'intégrations régionales renforcées s'impose; la France disposera-t-elle d'une puissance économique et industrielle suffisante pour y conduire son action diplomatique et promouvoir un projet social.

En 1990, le déficit français du commerce extérieur dans l'industrie s'élevait à 85 milliards de francs, sans que cette entorse à notre balance des paiements soit contrebalancée par une nette accentuation de la politique d'investissement des entreprises.

Ce différentiel négatif souligne. une fois encore, les carences de notre politique industrielle. A la veille de l'ouverture des frontières européennes et de probables plans de reconstruction au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, la compétitivité des entreprises françaises ne peut plus se cantonner à quelques secteurs privilégiés nous permettant de remporter des contrats aussi importants qu'irréguliers. C'est l'activité internationale intense de l'ensemble du tissu industriel français qui, comme cela se passe en Allemagne, devrait nous assurer des échanges équili-

brés avec l'extérieur. La France, dit-on, n'a pas de culture industrielle; son système éducatif, par trop élitiste, ne forme pas suffisamment d'ingénieurs : son administration et ses banques cantonnent dans une approche financière de la stratégie d'entreprise. Ces critiques sont fondées, mais non irrémédiables. L'action du politique se mesure à l'aune de ces réalisations ; en démocratie, il doit passer sous la toise du suffrage universel

La gauche a déjà fait beaucoup pour l'industrie, il lui reste encore beaucoup à faire. Aujourd'hui, la situation alarmante du groupe Bull est révélatrice des carences de notre politique industrielle, elle pourrait à terme menacer notre ndépendance nationale.

Le taux de croissance du marché des systèmes d'information est supérieur au PIB mondial ; avec un essor de plus de 60 % en cinq ans, il connaît la plus forte expansion industrielle.

Une stratégle à long terme

La maîtrise de la filière électronique est un enjeu vital de souve-raineté politique et culturelle. La diffusion de la technologie infor-matique au sein même d'outils de formation, de la vie quotidienne et des loisirs induit une influence culturelle en matière de langage et de raisonnement. Or le marché européen est devenu le théâtre d'affron-tements privilégiés dans la bataille que se livrent pour la suprématie mondiale les Etats-Unis et le Japon.

L'Europe doit se mobiliser pour se dégager d'une étreinte mortifiante qui hypothèque sérieuse-ment ses ambitions et son avenir au-delà d'un secteur économique isolé. Les succes futurs d'Airbus ou d'Arianespace sont à ce prix.

L'Etat a joué son rôle d'action-naire, il lui faut encore assumer ses

L'entreprise, les syndicats, s'accordent avec l'Etat sur la nécessité le doter ce groupe de capitaux suffisants pour qu'il atteigne une taille internationale, mais ils souhaitent également que l'Etat ne s'engage plus au coup par coup, mais sur une stratégie à long terme articulée autour de quelques idées-

1) Controler la croissance externe du groupe en constituant une véritable filière informatique curopéenne capable de traiter d'égal à égal avec ses concurrents mondiaux.

forces :

2) Reconstituer une industrie des composants dans le cadre de cette filière europeenne et éviter une politique de sous-traitance qui réduit les marges, le savoir-faire et la maîtrise du groupe dans des secteurs-clés (logiciels, formation, maintenance...).

3) Impulser avec les pouvoirs publics une coopération en amont, des la définition de leur stratégie d'informatisation et de leur cahier des charges pour les grandes admi-nistrations et sociétés publiques.

4) Mettre en place une véritable politique de gestion prévisionnelle de l'emploi. Rien n'est plus traumatisant pour une entreprise que de voir les plans de mutation se succéder; les efforts qu'ils impo-sent ne semblent plus justifiés au regard d'un projet collectivement défini et accepté.

Ces propositions n'ont, bien sûr, rien d'exhaustif. Elles sont quel-

Irak

Histoire de l'infamie, suite

par Bernard-Henri Lévy et Guy Konopnicki

INSI done, c'est au moment où le Conseil de sécurité examinait sereinement les conditions d'un cessez-le-seu définitif que la garde républicaine de Saddam Hussein achevait la liquidation de la résistance kurde. Et c'est au dernier iour des hostilités, après de longues semaines où les Nations unies ont attendu sans réagur la fin du massacre, que la France s'est décidée à saisir les instances internationales. La puissance colossale déployée dans le Goife est restée, en d'autres termes, l'arme au pied pendant que les troupes irakiennes liquidaient les populations civiles chiites plus kurdes. Et lesdites populations civiles ont affronté les légions bassistes tandis que, à côté d'elles, les soldats coalisés faisaient tranquillement l'inventaire du matériel pris à l'ennemi. Les coalisés out détruit les quatre cinquièmes du potentiel militaire irakien? On voit ce que pouvait faire le cinquième restant. Ils out interdit à Saddam l'usage de l'aviation et des gaz? La belle affaire - puisque celui qui, contre toute attente, demeure le maître de Bagdad n'a eu qu'à faire donner ses chars et ses hélicoptères pour détruire, terroriser et, finalement, pousser à l'exode des centaines de milliers d'hommes et de femmes. Les signataires de ces lignes ont

COURRIER

Paix en Irlande

Une paix au Proche-Orient serait-elle envisageable sans la présence autour de la même table des Israéliens et des Palestiniens? L'apartheid pourrait-il être aboli sans une reconnaissance de la force politique de l'ANC? Terroristes ou

L'initiative de M. Brooke en Irlande du Nord, en se privant de Gerry Adams, n'est-elle pas d'emblée vouée à l'échec? N'est-il pas utile de rappeler que le pasteur Paisley, dont les discours sont d'un autre temps (celui d'Elisabeth la, en l'occurrence), dont les activités politiques sont entachées des crimes commis par l'UDA et l'UVF, n'a rien à envier aux bannis de cette table ronde et qui sont pourtant, comme lui, élus démocratiquement? En refusant de permettre au porte-parole de la minorité des catholiques - qui ne se sent nullement représentée par M. Haughey - l'accès à cette initiative de paix, le gouvernement britannique prouve qu'il est prêt à faire des concessions, mais pas à ceux qui souffrent le plus de la

situation en Irlande du Nord. L'année où cette population s'apprête à célébrer le dixième anniversaire de la mort de Bobby Sands et de ses camarades, n'eût-il pas fallu faire un geste de plus, ne serait-ce que pour lui montrer que son droit de vote, acquis de haute lutte il n'y a pas si longtemps, ne compte pas « pour du beurre ». PHILIPPE REVELLO

On parle aujourd'hui beaucoup de la Yougoslavie avant tout à pro-Républiques et interethniques. On me semble par trop discret s'agissant des problèmes et des réformes économiques dans ce pays. Ce sont ses populations. Les inimitiés historiques bien réelles sont fortement attisées par une majorité de dirigeants politiques afin de mieux asseoir feur pouvoir, ancien ou nouveau. Cela masque du même coup les raisons et les motifs d'ordre économique des différends et a pour conséquence de dissuader les entreprises françaises qui mannon négligeables.

Pourtant, de bons projets conjoints sont l'un des moyens propres à tirer l'économie yougoslave de l'ornière et d'atténuer ipso facto les tensions.

Telle est du moins la conclusion qui s'impose au visiteur pour peu au'il écoute les premiers intéressés : chefs d'établissement, chómeurs en sursis, hauts fonction naires de Républiques, chargés de piloter la perestroïka à la yougos-lave.

dénoncé assez tôt - et avec assez cherché, ni même songé, à s'interposer entre les insurgés et leurs bourd'insistance - la forfaiture qui s'anreaux. Et c'est sous les remparts du nonçait pour pouvoir dire aujourmonde démocratique que le massad'hui leur amertume, leur écœurecre a eu lieu. Les remords tardifs de ment. Toute cette affaire ne désigne la France, les protestations et les en effet que trop clairement les efforts de son secrétaire d'Etat aux limites d'un droit international fondé droits de l'homme ne répareront pas sur le sacro-saint respect des fronl'infamie. Car c'est en limitant la tières. Elle démontre la tartuserie guerre à la libération du seul Koweit d'une «justice» qui se satisfaisait, au que l'on a exposé les populations irafond, de la libération des puits de kiennes. Et c'est avec le plus parfait pétrole. Bref, elle met à nu l'invraides cynismes que l'on a, jusque hier semblable malentendu sur lequel ou avant-hier, choisi de sauver un reposait, en fait, l'apparent consensus Saddam dont les méfaits seraient autour de ce qu'on a appelé la guerre désormais circonscrits aux seules du Golfe. Pauvres Kurdes qui ont frontières de l'Irak. C'est la morale naivement cru que la victoire des de l'époque. C'est peut-être sa loi. coalisés sonnait le glas du régime qui Les Kurdes devront-ils attendre, les opprimait! Pauvres démocrates pour survivre, qu'un Bagdad réarmé irakiens qui ont espéré que les alliés

> vain, Guy Konopnicki est journa-liste. ➤ Bernard-Henri Lêvy est écri-

BIBLIOGRAPHIE

La crise avant le conflit

GOUTE : CLEFS POUR UNE GUERRE ANNONCES D'Alain Gresh et Dominique Vidal Le Monde Editions, coll. « La mémoire du monde ». 307 p., 125 F.

viendraient appuyer leur révolte et

leur fournir l'occasion d'en finir avec

Saddam! Les Occidentaux ont pré-

feré faire leurs bagages. Ils n'ont ni

« La crise n'est pas tombée du ciel ». Ce sous-titre de l'un parfaitement la tâche que se sont assignée Alain Gresh et Dominique Vidal : resituer le conflit qui vient d'avoir lieu dans une perspective historique. La querelle irak-Kowelt a bien sûr des précédents : en 1961 et 1973, déjà, les dirigeants irakiens de l'époque avançaient à l'encontre de l'émirat les revendications que Saddam reprit à son compte en soût demier. Au passage, Gresh et Vidal font justice de la thèse irakienne souvent admise sans discussion en France, salon laquelle l'Irak a des droits historiques sur le Koweit. En effet, affirment-ils, « le Koweit n'a jamais fait officiellement partie de l'Empire ottoman s.

Les auteurs nous font voyager à travers les siècles, sans jamais sortir de leur sujet : la crise de 1990. Car on s'est beaucoup battu aur ces terres. De Nabuchodonosor - dont Saddam Hussein se veut i'heritier - aux guerres coloniales, en passant par Ali, le gendre du prophète - Saddam s'en prétend le descendant. - et les guerres arabo-perses, avec la victoire des Arabes sur l'empire des Sassanidas à Qadissiya en 637 - autre fait d'arme dont le président irakien s'affirme l'hérider, – sans oublier Saladìn, né à Takrit comme Saddam - qui

droit international, emploi dans les pays industriels et arsenal nucléaire. Les arguments à géométrie variable que s'échangent Américains et Irakiens en un véritable dialogue de sourds ne pouvaient déboucher sur autre chose que sur cette « guerre annoncée » qui n'avait pas encore éciaté lorsque Tut achevé cet ouvrage. Entre autres mérites, il rappelle que Saddam Hussein n'en était pas à sa première agression et que celle de 1980 contre l'Iran n'entraîna guère de condamnation internationale. Bien au contraire, de cette date, son régime fut choyé par les principaux futurs membres de la coalition de

 \mathcal{Z}_{i}

ت.

Ξ.

7.

¥ 🚓

- 44E 14

· Jung

· · · + * *

25 C 10 10 C

والمهادة المعاد

k – Nordelings

· + 450

4 4 4

De la complaisance: à l'aveuglement

1990-1991.

Sans jamais verser dans la théorie du complot qui veut que les Américains aient sciemment provoqué la crise pour détruire le potentiel irakien, les auteurs soulignant les incohérences des grandes puissances qui passèrent de la complaisance et de l'avauglement à l'égard de l'Irak à une dureté sans précédent dans l'histoire moderne. Ce livre, rédigé en quelques semaines à la fin de l'année dernière, apporte aussi la preuve qu'il est possible d'allier rapidité dans le travail, rigueur dans les faits rapportés et analyse. De nombreuses chronologies, des cartes, des monographies sur les Kurdes, le pétrole, les résolutions de l'ONU, le chiisme etc., au fil des chapitres, ainsi qu'un précieux index font de Golfe : clafs pour una guarra annoncée un ouvrage de réfé-

1

Comité de direction : Jacques Lesoume, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédection Jacques Guiu, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amairic, Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoints au directeur de la rédection)

czi. Philippe Herreman, Jacques-François Simor

Daniel Vernet Idiracteur des relations internationales.

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991) RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopleur : 40-65-25-99 ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MERY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: 49-60-30-10

MICHELINE DE FÉLICE Meudon-is-Forêt.

soutient en être le continuateur rence pratique et complet; - ou encore Nasser (même ques points de repère dans un pay-Alain Gresh et Dominique Vidal Mais le fer de lance de l'informa-Difficultés observation), ces fresques hissage industriel troublé, elles ne tique française, le groupe Bull, semble quelque peu émoussé. y ont recensé tous les ingréprendront pas forme sans ambition toriques nous ramènent à l'uniyougoslaves dients de ce cocktail détonant ni volonté. vers des dirigeants irakiens, et ► Claude Germon est député PS et maire de Massy (Essonne). qui explosa le 2 août 1990. des peuples de la région. dont les effets se feront longresponsabilités politiques. En face, cependant, les réfétemps sentir dans la région. portion des affrontements interrences sont bien différentes. **OLIVIER DA LAGE** Les Américains parlent pétrole, Le Monde eux pourtant qui affectent le plus Edité par la SARL Le Monde

Dialogue.



Ce livre réunit des articles, conférences, homélies et interviews de Monseigneur Lustiger à propos du débat sur les droits de l'homme. Des prises

de position surprenantes, dures ou conciliantes. Mais toujours passionnantes.

ETRANGER

L'exode aux frontières de l'Irak et l'organisation des premiers secours

Alors qu'arrivalent les premiers secours internationaux, l'iran a annoncé, lundi 8 avril, la réouverture de ses frontières. La veille, Téhéran avait annonce ne plus pouvoir, provisoirement, accueillir de réfugiés kurdes, en raison de l'ampleur de l'exode. En revanche, la frontière de la Turquie est. en principe, toujours fermée à ceux qui fuient l'Irak_

Les chiffres avancés varient selon les sources, mais il est clair que des centaines de milliers de personnes - 2 millions selon M. Bernard Kouchner - fuient le nord de l'Irak. Selon les autorités de Téhéran, 700 000 personnes avaient déjà trouvé refuge en Iran, dimanche en fin d'après-midi, et des centaines de milliers d'autres se massent à la

La Turquie ne chiffre pas le nombre des réfugiés qui ont pu traverser sa frontière, mais indique que 300 000 sont massés à ses portes. Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, après s'âtre rendu en Turquie et en Iran, a jugé que l'aide internationale était pour le moment encore insuffisante, tout en se félicitant de la mobilisation en faveur des Kurdes.

Les premiers parachutages de secours américains par des Hercules C-130 escortés d'avions de chasse ont permis de larguer dimanche au-dessus du Kurdistan irakien 20 tonnes de vivres et de couvertures. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a estimé que ces missions, bien que violant l'espace aérien irakien, ne devraient pas poser de problème. Ce pont aérien américain

par-dessus la frontière turco-irakienne devait se poursuivre lundi et mardi. Trois avions de la Royal Air Force, ainsi que cinq Transall et un Hercules français devaient se joindre lundi à cette opération de parachutage pour pallier la lenteur de l'acheminement des secours par la route.

Le Quai d'Orsay a indiqué dimanche qu'« outre les premières aides acheminées des la mi-mars, trois avions avaient déjà transporté les 5 et 6 avril en Turquie et en Iran 120 tonnes de secours » et qu'« une troisième phase du plan d'aide humanitaire à partir de l'Iran est en cours d'élaboration avec les autorités de Téhéran ». Quatre avions allemands et des camions suisses ont également transporté une aide en vivres et en matériel en Turquie. L'organisation Médecins sans frontières a

envoyé deux équipes médicales et du matériel qui devraient gagner le Kurdistan irakien via l'Iran, ainsi que deux avions chargés de matériel médicochirurgical à destination de Téhéran et d'Ankara. Un avion de MSF doit aussi partir mardi pour Bagdad, chargé d'aides destinées aux populations de Bassorah. L'organisation Médecins du monde a déjà envoyé plusieurs tonnes de tentes, médicaments et lait pour enfant aux réfugiés en Turquie

Le Haut-Commissariat aux réfugiés a annoncé dimanche à Genève qu'il allait coordonner l'aide aux réfugiés irakiens. Le conseil européen réuni lundi à Luxembourg devait adopter un programme d'aide pour ces réfugiés. ~ (AFP, AP, Reuter.)

Alors que 300 000 Kurdes sont massés près de sa frontière

La Turquie vient en aide aux réfugiés sans les laisser entrer sur son territoire

« Une fois de plus, le monde est dans l'obligation de répondre à l'agression sauvage de Saddam et à son usage indécent de la force. Seulement cette fois, sa victime n'est pas un pays voisin», a déclaré le secrétaire d'Etat James Baker à son arrivée en Turquie, alors que près de trois cent mille réfugiés sont massés à la frontière turco-irakienne. Il y a trois semaines, M. Baker s'était arrêté brièvement à Ankara pour une visite de courtoisie à la suite de la victoire alliée dans le Golfe. Mais cette fois-ci le problème est sérieux et l'ambiance n'est plus

de notre correspondante

L'administration Rush est sur la défensive et tente de justifier son inaction devant la brutale répression dont sont victimes les Kurdes d'Irak. «Nous ne sommes pas préparès à descendre la pente glissante qui nous entraînerait dans une guerre civile», a affirmé M. Baker.

M. Ozal, qui avait depuis le début de la crise du Golfe adhéré à la politione américaine, semble peu satisfait des efforts internationaux. « La totalité du nord de l'Irak est en marche et il semble que les villes soient vidées». a déclaré M. Ozal, «La Turquie ne permettra pas à ses frontières d'être submergées par un tel slot de percôté l'ambassadeur de Turquie aux Nations unics

Que la Turquie le veuille ou non. les réfugiés sont arrivés à sa frontière. et elle se trouve forcée d'organiser les secours. Mais, déterminé à ne pas voir son pays supporter seul le fardeau, le président a multiplié les appels à l'aide internationale pour que cesse ce qu'il appelle « une sorte déportation ». La résolution adoptée par le Conseil de sécurité vendredi a, en partie, répondu à sa demande, puisqu'en admettant que la répression de la rébellion kurde n'est pas un problème interne de l'Irak, l'ONU le prend en quelque sorte en charge.

Mais M. Ozal, déjà frustré de voir guerre se terminer sans la chute de Saddam Hussein, voudrait aller plus

MER NOIRE

TURQUIE

ZONE KURDS

loin. Il n'a pas hésité à suggérer que les alliés devraient songer à reprendre les armes pour que cesse la répression de la population civile du nord de l'Irak. Les États-Unis ont opposé un refus catégorique et se sont contentés d'allouer 10 millions de dollars pour une aide d'urgence aux réfugiés, qui est parachutée par les avions de transport américains

Un camp en territoire irakien

M. Baker devait se rendre compte par lui-même de la gravité de la situation lors d'un survol de la région en hélicoptère, lundi. Bien que la politique du gouvernement ture soit toujours de tenter de dissuader les réfugiés de s'approcher de ses frontières, Ankara doit agir vite pour assister les

MER .

arrivants qui sont affamés et affaiblis. Selon le ministre des affaires étrangeres, M. Alptemoçin, mille cinq cents réfugiés sont déjà morts de faim, de froid et d'épuisement depuis leur arrivée à la frontière. Les réfugiés à Uzumlu, où est rassemblée une partie de la population de la ville de Dohouk, affirment que des dizaines de personnes, pour la plupart des enfants en bas âge, meurent chaque

centaines de milliers de nouveaux

Jusqu'à présent, les réfugiés ont survecu en grande partie grace aux efforts remarquables de la population kurde locale. Selon des journalistes sur place, l'aide internationale n'a pas encore atteint les régions retirées de la moitié est de la zone frontalière, où certains points de rassemblement

comme celui d'Uzumlu, sont à plusieurs heures de marche de la route la pius proche.

- on peut à peine parler de camps,

Le gouvernement ture, désireux d'éviter que la foule des réfugiés ne s'installe sur son territoire, n'a pas attendu que les Nations unies prennent une nouvelle décision et a commencé à faire évacuer Uzumlu. Des milliers de réfugiés sont descendus le long de la montagne jusqu'à la route. De là, des camions les emmènent vers un nouveau camp erigé par les autorités turques, tout près de la ligne de démarcation, mais sur le territoire irakien. Installés sous des abris rudimentaires, faits de branchages et de toile de tente, ils attendent l'arrivée des secours internationaux.

NICOLE POPE

Piranshahr après l'enfer

Suite de la première page.

aux félicitations.

Piranshahr est ce nouvel Eden qui, avec ses 25 000 habitants, est désemparé par l'ampieur de l'exode. l es autorités iraniennes estiment à 300 000 le nombre de réfugiés kurdes arrivés dans leur pays depuis une semaine. Cent mille seraient actuellement massés à Piranshahr. Les autres sont regroupés plus au sud, dans la région de Bachtaran. La frontière iranienne avant étant officiellement ouverte de vendredi à limanche, le lot de réfugiés devait grossir encore. Selon une évaluation iranienne, un million de personnes attendraient de l'autre côté de la montagne. Le poste-frontière de Piranshahr était embouteillé dimanche et les militaires s'employaient à canaliser la foule. Quel-ques carnions faisaient des aller et retour entre la montagne et la ville.

Mais ces navettes demeuraient évidemment dérisoires. Pour l'heure, les militaires ont installé des barbelés le long du chemin, empéchant les réfugiés de traverser les champs minés par les frakiens. « Hier, à 1 heure du matin, nous sommes partis à la recherche d'un homme qui s'était égaré, confie un soldat iranien. C'était très dangereux. Des gens ont du sauter sur des mines. On ne sait pas combien mais certains étaient obliges de passer par les champs car les trakiens avaient bombarde les chemins. D'autres se sont noyès en franchissant des rivières en crue. »

Principalement originaires d'Irbil et de Kirkouk, les exilés kurdes ont franchi la frontière iranienne dans le

chaos le plus extrême. Dimanche, ils avançaient par grappes, dispersés mais innombrables. Certaines familles donnaient l'impression d'avoir quitté leur maison comme on s'echappe d'un incendie, effrayées et démunies, emportant le strict minimum: une couverture. deux vêtements, un sac,... « Nous n'avons pas eu le temps de nous préparer. Nous avons vu les bombes tomber sur la ville. L'ai tiris ma voiture, mes enfants, mon argent et it suis partie», raconte une jeune emme, professeur d'anglais à libil. « Il v avait un embouteillage tout

long de la route. Ma voiture est tombée en panne. Nous avons marché sans manger pendant sept jours et sept nuits dans la montagne avant de trouver un bus iranien qui nous a descendus ici », dit-elle. Un homme pleure en résumant son épopée : « Nous avons marché vers la Turquie, nous étions bloqués, nous avons dû redescendre sur l'Iran, marcher à nouveau dans la montagne. A Irbil, c'était terrible. Les bombes, les enfants perdus, abandonnes, des familles se sont séparées », lâche-t-il entre deux sanglots.

Un autre homme qui tenait dans ses bras un enfant de quatre ans, les paupières closes et les membres raidis, nous le tendit dans un mouvement de colère. Les autorités iraniennes ont dénombré quarante enfants décédés au cours de la journée de samedi. Vingt bébés seraient lement mort-nés à 2 500 mètres d'altitude. La moyenne, selon un médecin iranien, serait une douzaine d'enfants morts de faim et de

moia (iour. Certains sont habillés d'un simple pull-over, d'autres ont marché pieds nus.

«A bas Saddam »

Les réfugiés ont ainsi erré le ventre vide entre quatre et sept jours dans la montagne. Certains, qui disposaient de voitures, avaient pu emporter quelques bûches pour se réchauffer. Les autres sont arrivés on ne sait comment, tant on a du mal à imaginer un tel parcours entre les congères dans un tel dénucment, sous la pluie, la neige, après le fracas des bombes.

Certains souffrent de sièvre violente, de typhoïde, de diarrhée, de gelures aux mains et aux pieds. Les cheveux en bataille, les traits fatigués, les vêtements déchirés, impregnés d'une odeur de cendre de bois, ils marchaient dimanche en trainant leurs ballots, hagards, surpris d'être là, le visage grave, le regard fixe. Les plus harassés, sachant qu'ils étaient désormais encadrés par les Iraniens, l'une de ces navettes qui les descendraient en ville. Quelques-uns, en particulier des enfants, portaient de larges crevasses sur les joues : en réponse aux regards interrogateurs. ils répondaient ces trois mots « phosphore, bombes, napalm ». Un enfant nous a offert un bout de carton déchiré sur lequel il avait écrit : « A bas Saddam ».

Le premier convoi humanitaire est arrivé à Piranshahr vendredi. Affrétés par la Croix-Rouge internationale, trois camions sont allés dans le massif de Hag-Omran soulager les populations coincées dans la monagne. Dix tonnes de pain ont ainsi été dévorées, M. Bernard Kouchner. secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, était dimanche sur les lieux. accompagnant le premier convoi français arrivé à Piranshahr dans l'après-midi. Au total 38 tonnes de nourriture - chili con carne, moussaka en boite, lait en poudre, - des médicaments, des couvertures et des tentes ont ou être acheminés.

Quatre membres de la Croix-

Rouge française ont en charge la construction de camps et l'achemipossible du flot des réfugiés, « Il Jaul les aider. On me parle d'ingérence, mais que fait-on s'ils sont un million derrière cette frontière à attendre leur tour, perchès dans la montagne? L'ingérence pour nous, c'est tout simplement ne plus supporter que des dictateurs s'abritent derrière leurs frontières», clama Bernard Kouchner à hord d'une camionnette défilant devant les exilés. Félicitant chaleureusement les représentants du ministère de l'intérieur iranien pour leur action humanitaire, le secrétaire d'Etat repartait pour Téhéran dimanche soir afin d'envisaper des opérations de parachutage de vivres et de médicaments par l'armée française. Toute la difficulté résiderait dans la possibilité de larguer des colis sur le versant irakien de la montagne. « Notre rère serait de mener de front des parachutages franco-trantens et cains », confiait un officiel français.

« Nous allons finir par mourir»

Pour l'instant Piranshahr s'emploie à absorber tant bien que mai une population quatre fois supérieure à la sienne. On ne voit pas comment cette ville de 25 000 habitants nourrait faire plus, c'est-à-dite accueillir à elle seule ce million de réfugiés attendu. Vue d'hélicoptère, Piranshahr ressemble à une vaste fourmilière. Des réfugiés marchent en tous sens, se bousculent dans les rues, les cours des maisons, sur les places publiques. Certains se sont installés sur le trottoir, près de leur voiture, d'autres ont planté des tentes de sortune ou étendu des tapis et des sacs de plastique. Les trois mosquées de la ville ont été requisitionnées. Les habitants ont gardé leur calme. Certains ont appelé les réfugiés « nos invités » et ils ont accueilli une trentaine d'entre eux dans chacune de leurs maisons. « Nous nous serrons les uns contre les autres. Ils sont gentils. Le chef de famille veut toujours acheter à manger pour tout le monde », dit une tra-

Les premiers camions français ont été applaudis aux cris de « Francia » ou de « Mitterrand, Mitterrand ». Certains réfugiés kurdes ne cachaient pas leur amertume : Noue blamone les Américains, les Britanniques, les Français. Ils ont laisse Saddam Hussein nous hombarder alors que s'ils l'avaient voulu ils l'auraient renversé en une heure ». s'indigne le professeur d'anglais d'Irbil, qui souhaite demander l'asile politique à la France. Ces réfugiés confirmaient l'ampleur des bombardements à Kirkouk et à Irbil, même si les témoignages divergeaient sur le nombre de tués : 20 000 peut-être à Kirkouk, la moitié de la ville d'Irbil, sans doute, exilée vers les frontières. Certains combattants kurdes, les oershmergas, se trouvaient dimanche parmi les exilés. Mais les Kurdes affirment que les peshmergas étaient en majorité restés sur place, il y a quelques jours encore essayant tant bien que mal de continuer les combats.

Dimanche soir, la ville était éclairée de ces nombreux feux allumés au hasard des trottoirs. Sur une place, trois femmes se repassaient une unique couverture pour se rechausser. Piranshahr allait tenter de s'endormir sous les clameurs d'un preche diffusé par haut-parleurs. Lundi matin elle s'est réveillée sous un soleil glacial. Une femme s'est effondrée en voyant ses deux fils dont elle avait perdu la trace depuis une semaine. Une autre Imkienne confinit ou elle avait entendu dire que trois hommes étaient morts de troid au cours de la nuit, et concluait : « Finalement, ee n'est pas une solution d'etre ici. Nous échanpons aux bombes mais nous allons

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Les réactions politiques en France

u M. Méhaignerie : « au ban des nations ». - M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a défendu, dimanche 7 avril, sur Radio J. le « devoir d'ingérence » humanitaire, en estimant qu'a un pays comme l'Irak qui a massacré des minorités doit etre mis au ban des nations. Des réactions très vives de l'ensemble de la communauté internationale peuvent seules faire pression pour empêcher demain de nouveaux massacres *.

M. Quilès mobilise la Poste. -M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a fait savoir, dimanche 7 avril, qu'il aveit demandé à la Poste de répondre aux appels à la solidarité lancés par la France pour venir en aide à la population

kurde. La Poste va donc mettre à la disposition de l'aide humanitaire française des moyens de transport dans le cadre de l'action mence par les pouvoirs publics et les associations humanitaires. Un convoi de dix-sept « camions jaunes», pouvant transporter 200 tonnes de charge utile, partira prochainement pour aider à acheminer l'aide humanitaire de la

D M. Barrot : la CEE « 20 pied du mur». - M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a estimé, dimanche 7 avril, que l'adoption de la résolution 688 de l'ONU « fais accomplir au droit insernational un saut qualitatif » tout en mettant la CEÉ « au pied du mur ». « Les Nations unies ont parle d'une seule voix, a-t-il souligné. Puissent les Douze ne pas sombrer dans la dodécacophonie. La Communauté européenne ne peut demeurer en reste : elle a assurément le devoir de se porter au devant de la détresse de laminorité kurde.»

□ M. Millon: « fier ». - M. Char-

les Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, s'est déclaré, dimanche 7 avril, sur RMC, « fier de voir que la France a gagnè la bataille diplomatique de l'ONU» car « les nations civilisées ne peuvent regarder un génocide se produire sans réaction ». « Je souhaite que l'ONU puisse se saisir du problème de la drogue, du problème du terrorisme d'Etat et du problème du génocide organisé », a ajouté M. Millon.



FLAUBERT ou le désert en abîme



a me . K ---

競技という。 THE STATE OF \$250. 2 m. ## · **

ACT 2 100

T 19 10 10 10

满手独动人。。

44.24.1

#1880 to 1

nie, suite

A STATE OF THE STA

OFFICE OF STATE

SPANA WITCH

Principal States

A.M. . . . STORY A STORY chose de ALCOHOL: 明月4. 经产品 MA PROPERTY. 40

عكذا في الاح

Washington et Ankara suggèrent la création en Irak de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU

WASHINGTON

de notre correspondant

Comment rapatrier au plus vite les troupes américaines encore présentes dans le sud de l'Irak sans paraître livrer à M. Saddam Hussein les réfugiés qui s'y trouvent? L'administration Bush, sans avoir encore clairement formulé de réponse à ce problème, a déjà indiqué ses préférences: maintenir ces réfugiés – dont personne ne veut – en territoire irakien, mais sous la protection des Nations unies.

L'acceptation par l'Irak des conditions de cessez-le-leu imposées par le Conseil de sécurité répond au souci majeur du président Bush: tenir sa promesse d'un retour rapide des troupes, empêcher toute implication des forces américaines dans une guerre civile de durée indéterminée et éviter tout développement qui risqueraite tout développement qui risquevietnam. « C'est bien », a déclaré samedi 6 février M. Bush en jugeant « positire » la réponse de l'Irak aux conditions édictées par le Conseil de sécurité. « Cela nous permettra d'alter plus vite dans le retrait de nos forces du said de l'Irak », a-t-il ajouté.

Mais le lendemain, dimanche, le général Bent Scowcroft, conseiller national de sécurité, interrogé sur le sort des quelque quarante mille frakiens qui ont cherché protection auprès des forces américaines, semblait prendre un engagement : « Nous n'abandomierons pas ces gens-là. • En même temps, le général Scowcroft fixe. Le secretaire à la détense Dick Chenes a été un peu plus précis en suggerant que des zones de sécurité pour les réfugiés pourraient être établie: à l'intérieur des frontières de l'Irak. L'idée semble réalisable - du moint cour un certain temps - dans la zone tampon prévue au Sud par les accords de cessez-le-feu, mais sa mise en actore au Kurdistan irakien poserait sans doute des problèmes d'une tout autre ampleur; dans un cas comme dans l'autre, le sort de ces populations scrait vraisemblablement

très précaire, aussi longtemps que le régime restera le même à Bagdad.

regme restera le meme à Baguau.

C'est toutefois une solution de ce genre que semble également envisager le président turc Turgut Ozal, qui a expliqué au cours d'une émission de la chaîne de télévision ABC que les Nations unies devraient, si nécessaire. imposer par la force à l'Irak l'établissement de telles zones de sécurité pour les réfugiés qui se pressent aux frontières de la Turquie.

M. Bush se défend d'avoir été indifférent

C'est dans ces régions que trois C 130 américains ont commencé à parachuter une trentaine de tonnes de vivres, d'eau et de petit matériel médical. Ces opérations devraient se poursuivre dans les dix prochains jours, mais ne suffisent pas à dissiper la gène croissante suscitée aux Etats-Unis par l'attitude de l'administration à l'égard de ceux qui ont tenté de s'in-

surger contre un homme que M. Bush a abondamment comparé à Adolf Hitler. Le président américain, qui de toute évidence a très mal pris les accusations de cynisme ou d'indifférence qui lui ont été adressées, est apparu une fois de plus sur la défensive, et il a souligné qu'il n'avait jamais promis de soutenir une rébellion contre M. Saddam Hussein. « J'ai examiné toutes les déclarations que j'ai pu faire à ce sujet, a déclaré samedi M. Bush, et je n'ai jamais laissé entendre que les Etats-Unis utiliseraient la force au-delà des objectifs qu'ils ont atteints si magnifiquement. »

Dimanche, à l'occasion d'une « journée nationale d'action de grâces » pour la victoire des troupes américaines, M. Bush a participé à un office religieux à Houston (Texas) et confié les Irakiens à la protection divine : « Nous prions pour nos ennemis, pour que la paix s'établisse sur leur terre tourmentée. »

JAN KRAUZE

« Notre soutien aux Kurdes sera non seulement politique, mais matériel » déclare un responsable soviétique au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité, dimanche 7 avril, du «Grand Jury RTL-le Monde», M. Alexeï Kojemiakov, collaborateur du département international du comité central du PC soviétique, a déclaré que le vote, par l'URSS, de la résolution 688 de l'ONU sur le problème kurde «témoigne une fois de plus de notre solidarité avec la communauté internationale», « Je suppose que notre soutien [aux Kurdes] sera non seulement politique, mais aussi matériel », a-t-il ajouté.

Commentant, d'autre part, la prochaine visite au Japon de M. Gorbatchev, M. Kojemiakov a exclu toute « percée » à propos des

PARIS-BORDEAUX.

1 heure.

Record sur la distance.

Kouriles du Sud revendiquées par Tokyo. Observant que le président soviétique, compte tenu de son Parlement, « ne peut prendre tout seul » une décision à ce sujet et que 75 % des habitants de l'Extrême-Orient soviétique, selon les sondages, sont hostiles à la restitution de ces îles au Japon, il a déclaré : « Dans ce contexte, je vois mal comment on pourrait sérieusement penser que l'Union soviétique pourrait vendre ces îles contre des investissements japonais ». Il est néanmoins important, a-t-il ajouté, que Moscou ait aconfirmé l'existence d'un problème territorial » entre les

Au cours de sa nouvelle tournée

M. Baker pourrait promouvoir le projet d'une « conférence régionale » de paix

Le secrétaire d'Etat américain, après un bref séjour en Turquie, devait arriver lundi 8 avril en Israēl, avant de se rendre en Egypte et en Syrie, pour tenter de relancer le processus américain de

paix dans la région.

A Tunis, un porte-parole officiel de l'OLP, a annoncé dimanche que la centrale palestinienne était d'accord pour qu'une délégation de personnalités des territoires occupés rencontre M. James Baker lors de sa visite à Jérusalem. Il a déclaré que cette rencontre américano-palestinienne, la

deuxième en l'espace d'un mois, a été approuvée par la direction de l'OLP, présidée par M. Yasser Arafat. Il a ajouté que la délégation réaffirmera à M. Baker « les constantes de la politique de l'OLP contenues dans un mémorandum remis la demière fois » au chef de la diplomatie américaine.

Dans ce mémorandum, les personnalités palestiniennes insistaient sur le fait que l'OLP « demeure l'unique représentant des Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur ».

jérusalem

de notre correspondant

Il y a trois semaines, M. James Baker était venu à Jérusalem pour « écouter et voir », selon ses propres termes. Comme M. Baker n'est pas homme à se contenter longtemps d'un rôle aussi passif, on peut penser qu'il à, cette fois, un objectif plus ambitieus.

Les autorités israéliennes étaient extrêmement avares de commentaires sur une visite dont elles n'ont été prévenues qu'à la fin de la semaine dernière. Le sentiment dominant est que M. Baker cherchera à faire progresser l'idée d'une «conférence régionale» sur le conflit israélo-arabe. La formule est encore assez vague mais elle a l'avantage de ne pas heurter de front le gouvernement de droite que dirige M. Itzhak Shamir et que l'on sait farouchement opposé au principe d'une « conférence inter nationale». Pour le parti du chef du gouvernement, le Likoud, une telle conférence serait plus ou moins dirigée par l'ONU et dicterait, à l'avance, à l'Etat hébreu un règlement fondé sur un retrait des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza.

La conférence régionale serait, au contraire, un forum plus restreint, plus proche des négociations directes souhaitées par Israël, mettant face à face les principaux protagonistes du conflit. Elle pourrait se réunir sous les auspices d'une ou des deux super-puissances, inclure des Palestiniens (mais lesquels?) au sein d'une délégation jordanopalestinienne et aborder de front, a parallèlement », les deux dossiers qu'Israël n'entend pas séparer : celui du conflit avec les Palesti-

rance entre Israel et les pays arabes. A en croire le quotidien Haaretz (indépendant), d'éventuels progrès à l'occasion de la tournée de M. Baker pourraient conduire le président Bush à «lancer des invitations » pour cette conférence devant se réunir dans le courant de l'été, «aux Etats-Unis, en Egypte ou en Europe».

niens et celui de l'état de belligé-

La pomme de discorde des implantations

Voilà plusieurs semaines, déjà, que les spéculations se multiplient, tournant, toutes, autour de ces grandes lignes, sans jamais que les autorités démentent ou confirment. Certains croient que M. Baker demandera à ses interlocuteurs israéliens des réponses précises sur plusieurs sujets qui lui tiennent à cœur : gel des implantations dans les territoires occui composition de la délégation palestinienne, adhésion d'Israel aux résolutions 242 et 338 de l'ONU (elles posent le principe de la paix en échange « de » territoires). Sur ce dernier point, la réponse du Likoud est connue : en rendant le Sinaï à l'Egypte, Israël a déjà souscrit aux obligations contenues dans ces résolutions et ne considère pas qu'elles l'obligent à quitter aussi la

Cisjordanie et la bande de Gaza.

La question des implantations est plus délicate encore pour le gouvernement de M. Shamir.

M. Baker arrive en Israël au moment précis ou le ministre de la construction, M. Ariel Sharon, entend mettre en chantier un programme de treize mille logements en Cisjordanie, ce qui constitue le plus gros effort de colonisation

jamais entrepris depuis plusieurs années. L'affaire a des allures de provocation ouverte à l'égard des Etats-Unis qui considèrent les implantations comme « un obstacle à la paix » et n'ont accordé leur aide à l'intégration des juifs soviétiques qu'à la condition expresse qu'ils ne soient pas installés dans

La question de la délégation palestinienne n'est pas moins conflictuelle. M. Shamir a déjà dit qu'il refuserait de s'entretenir avec les Palestiniens des territoires qui se veulent tous des porte-parole de l'OLP - que M. Baker a rencontrés le 12 mars, lors de sa précèdente visite, et qu'il entend revoir cette fois-ci encore. Pas question, notamment, pour le chef du gouvernement, d'accepter de négocier avec un Palestinien de Jérusalem comme M. Fayçai Husseini. Le ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, est un peu plus nuancé dans la forme : il verrait bien, lui, les mêmes Palestiniens que M. Baker ... à condition ou'ils déclarent, au préalable, n'être pas des représentants de

Attendu lundi soir à Jérusalem, M. Baker devait avoir mardi des entretiens, séparés, avec M. Shamir et M. Lévy puis avec le ministre de la défense, M. Moshé Arens, avant de gagner Le Caire mercredi matin. Dores et déjà, l'accès des Palestiniens des territoires à Jérusalem a été interdit et le dispositif de sécurité renforcé dans la ville sainte. Le week-end a été marqué par la mort de deux jeunes Palestiniens, tnès par balles dans des affrontements avec l'armée en Cis-

ALAIN FRACHON

Le conseil européen de Luxembourg

Les Douze examinent l'après-guerre du Golfe

Comment la Communauté doit-elle participer aux efforts engagés en vue d'un règlement du conflit israélo-arabe? Est-il opportun de rétablir le contact avec l'OLP? Telles sont les questions au centre des conversations des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze qui devaient se rencontrer lundi 8 avril à Luxembourg.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

A la veille de cette réunion convoquée à la demande de la France. l'OLP a adressé un aidemémoire à la présidence du Conseil des Douze, exercée par le Luxembourg, pour faire part de son souci d'ouverture et de sa disponibilité à négocier. L'organisation de M. Yasser Arafat se dit prête à examiner de façon positive toute proposition visant à trouver le cadre et les procédures appropriés pour résoudre le conflit.

Bien qu'elle soit à l'origine de cette première rencontre au sommet depuis la fin de la guerre du Golfe, on ne s'attend pas à une initiative spectaculaire de la France. Le souci de ne pas effaroucher les pays partenaires et de ne pas gêner l'action en cours des Etats-Unis explique cette discretion.

La présidence luxembourgeoise, en étroite concertation avec Paris, aurait opté pour la publication, non pas d'une déclaration solemelle, mais pour une simple communication à la presse. M. Jacques Santer, le premier ministre grandducal, après avoir appelé de ses vœux l'ouverture de négociations entre Israël et ses voisins arabes, y compris les Palestiniens, y réaffirmera les positions traditionnelles des Douze, leur soutien aux efforés

déployés par les Etats-Unis ainsi que leur préférence pour la convocation d'une conférence internationale. La formulation sur la manière de régler le problème palestinien n'est pas encore acquise. Les Douze devront aussi décider si l'OLP doit être citée dans ce document et en quels

Plusieurs Etats membres semblent considérer que la distance manifestée à l'égard de l'OLP n'est plus de mise, alors qu'un des principaux lieutenants de M. Arafat a été autorisé à se rendre au Caire pour négocier et alors que M. Baker doit à nouveau rencontrer des Palestiniens proches de l'OLP mardi, lors de son séjour à Jérusalem. De son côté, M. Dumas aurait l'intention de s'entretenir avec des dirigeants de la centrale palestinienne à l'occasion de son prochain séjour à Tunis, du 21 au 23 avril.

Une aide pour les Kurdes

M. Delors, président de la Commission, a l'intention de proposer un plan d'aide d'urgence (plus de 50 millions de francs) en faveur des réfugiés kurdes, qui serait pris en charge à la fois par le budget communautaire, par des interventions des Etats membres ainsi que par des contributions de certains pays tiers. M. Delors invitera aussi les Douze à hâter la mise en œuvre des décisions prises en décembre 1990 afin de renforcer leurs liens avec les pays de la Méditerrance méridionale et orientale.

Au cours du dîner qui suivra la séance, les Douze feront le point des travaux des deux conférences intergouvernementales chargées de rédiger les traités instaurant une Union économique et monétaire et une Union politique.

politique. PHILIPPE LEMAITRE Pour avoir tué cinq Israéliens

Un soldat égyptien condamné à douze ans de travaux forcés

Un soldat égyptien qui avait tué cinq Israéliens et en avait blessé vingt-sept autres le 25 novembre en Israél, près de la frontière israélo-égyptienne, a été condamné, samedi 6 avril, à douze ans de travaux forcés par la cour militaire de Suez. Une dizaine d'avocats assuraient la défense de l'accusé, Ayman Mohammed Hassan, vingt-deux ans, dont le procès s'érait ouvert le 22 décembre. Selon des témoins, le verdict a été favorablement accueilli par les membres de la famille du conscrit et ses avocats, qui, s'attendant que l'incuipé soit condamné à la peine capitale, ont crié: « Vive la justice!», lors

de l'énoncé du jugement. (AFP)

RECTIFICATIF. - Dans son article consacré au malaise de l'Europe (le Monde des 7 et 8 avril) Philippe Lemaître évoquait les progrès dans la mise en place du grand marché dont «l'Européen pragmatique serait en droit de se réjouir » (et non «l'Européen dogmatique » comme lui à fait écrire une creur de transmission). D'autre part, il écrivait « 1993 risque de devenir l'année de la faillite industrielle européenne » (et non « de la faillite industrielle outre-Rhin »).



Europe et Société

VENTE EN LIBRAIRIE





Après une longue

enquête Roland Jacquard

les dossiers secrets

de la guerre du Golfe.

PROCHE-ORIENT

Les suites de la guerre du Golfe

Bagdad émet des réserves sur la résolution de l'ONU relative au cessez-le-feu

lyser la réponse de l'Irak aux conditions posées par l'ONU en vue d'un cessez-le-feu formel dans le Golfe. Cette réponse, adressée samedi par Bagdad dans une lettre de vingt-trois pages, émet une série de réserves.

The state of the s

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The second secon

a fariria.

THE STATE

Chicken

編集 357 1034 157

N NA SPE

Selection of the

cut/2004 in

A ...

Mr Santa

を確かない。

the grant

property with the

Section 1

高频性 数点

ALCOHOL:

M. WALTER DE

-AK M IE MIT

2 M € # V TAKE T. 14 th 1

giame air Alest and 20 24 5

percentage !

1.1

Section 4

THE PART OF THE PART OF

L'une porte sur la création d'une zone démilitarisée large de 10 kilomètres à l'intérieur de l'Irak « alors que du côté opposé, 5 kilomètres sont exigés, malgré l'uniformité du terrain dans cette région ». Bagdad stigmatise en outre « l'ignorance par la résolu-tion 687 du retrait des troupes étrangères du territoire irakien, ce qui laisse ce retrait à la discrétion des occupants, qui en usent comme un atout à des fins politiques».

Quant au versement des dom-mages imposé à l'Irak, « il ne prend pas en considération les dégâts subis pas en constueration les aegats saois par ce pays et vise à priver le peuple irakien de ses ressources et de son droit à une vie digne ainsi que de ses besoins les plus élémentaires », ajoute

Les membres du Conseil de sécu-rité devaient tenir une réunion de consultation, hundi 8 avril, pour ana-base le manuel de l'avril, pour ana-base le manuel de l'avril, pour ana-base le manuel de l'avril, pour ana-les l'avril, pour ana-les le manuel de l'avril, pour ana-les le manuel de l'avril, pour ana-les l'avril, pour an des armes de destruction massive, Bagdad rappelle les différentes conventions internationales auxquelles l'Irak a adhéré, et souligne que, en l'absence d'une application similaire par Israel, la resolution commet une nouvelle injustice qui a menace sérieusement l'équilibre de la sécurité dans la région».

Bagdad estime aussi qu'en « imposant » le trace des frontières avec le Kowest, « qui devrait être laisse à la décision des deux Etats concernés, la résolution ne respecte pas la souverainetė irakienne».

La résolution 687, adoptée mer-credi 3 avril per le Conseil de sécu-rité, demande à l'Irak d'accepter sans aucune réserve toutes les conditions qui lui sont posées avant tout cessez-le-feu formel. Le Parlement de Başdad a annoncé samedi qu'il acceptait cette résolution. En revanche, les médias irakiens se sont élevés contre « la nouvelle injustice infligée » à leur pays. - (AFP.)

L'émir du Koweït promet des élections parlementaires pour 1992

L'émir du Koweit, cheikh Jaber El Ahmed, a annoncé dimanche soir 7 avril que l'élection des députés aurait lieu e l'année prochaine», sans préciser la date, et a ajouté qu'il allait demander le maintien de troupes alliées dans l'émirat.

« Lorsque la situation sera rétablie, que la vie reprendra, et que les Koweiliens seront de retour chez eux, les élections parlementaires se dérouleront dans le courant de l'année prochaine, conformément à notre Constitution et par sidélité à l'accord intervenu lors du congrès populaire tenu à Jeddah en octobre dernier », a-t-il dit dans un discours prononce à l'approche de la fin de Ramadan, le mois du jeune

L'émir Jaber a indiqué que « la question de la participation de la femme à la vie parlementaire sera examinee » à une date qu'il n'a

pas, non plus, précisée. L'emir a promis d'examiner le cas des citoyens koweitiens porteurs d'une « nationalité de deuxième catégorie et dont la sidélité pour le Koweit sera prouvée ».

Ces Koweitiens, dont les familles se sont en général installées au Koweit après 1920, disposent d'un statut inférieur qui ne leur permet pas de jouir de droits politiques. L'émir a annoncé son intention de demander aux Allies de maintenir des troupes dans l'émirat afin de repousser d'éventuels « actes de folie que pourrait entreprendre le dictateur Saddam Hussein».

L'opposition a salué la promesse de l'émir de tenir des élections l'année prochaine mais a exprimé ses regrets de voir ces consultations repousssées à une échéance si lointaine. - (AFP.)

Lire page 19 : . Le Koweit va autoriser le retour de dix mille exilés par jour à partir du 15 avril. »





Roland Jacquard LES CARTES SECRÈTES **DE LA GUERRE** DU GOI

Un livre choc plein de révélations, un document indispensable pour comprendre.

Prix : 120 F

Édition n° 1 / Éditions Gérard de Villiers



1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration UNIVERSITÈ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à désivrer le :

Master of Business Administration

Filière d'admission : 3° CYCLE Diplômes de l'ensergnement superieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de magistère,

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71 Communication For Engineer University of America Associates on Casacca, and use - 6 1659 Fine Street in Video - San Francesco, CA 9469 Programmes associes on Emerge of on Asia : Talk Manay, Honey Kong of our U.S.A.: Phil)

M. Saddam Hussein nomme son gendre ministre de la défense

Le président irakien Saddam Hussein a démis samedi 6 avril de ses fonctions, le ministre de la défense, le général Saadi To'ma Abbas, qu'il a remplacé par le général Hussein Kamel Hassan, son propre gendre. Ce dernier était jusqu'à présent ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire et ministre du pétrole par intérim. Il a été remplacé à ces deux postes par le général Amer Hammoudi Saadi qui était son adjoint au ministère de l'industrialisation militaire. Le général To'ma Abbas a été nommé au poste honori-fique de conseiller militaire spécial du chef de l'Etat.

Un des membres les plus en vue du clan des Takritis, le général Kamel Hassan, âgé de trente-trois ans, jouit de l'entière confiance de son beau-père qui lui avait confié le

contrôle des programmes irakiens de développement des armes chimiques, bactériologiques, balistiques et nucléaires. A la tête du ministère de l'industrialisation militaire, il était responsable depuis plusieurs années déjà de tout ce que l'Irak organise à l'étranger en matière de transferts clandestins de technologie avancée et d'achats de matériaux stratégiques. Désormais titulaire de la défense, il devient l'homme-clé avec lequel vont traiter les observateurs étrangers chargés par l'ONU de superviser la destruction ou la neutralisation de toutes les armes chimiques et biologiques irakiennes, des installations de recherche et de production de ces produits, ainsi que des missiles balisproduits, amsi que des missues bands tiques. Considéré comme une intelligence hrillante, Hussein Kamel est aussi un homme des services secrets.

il a été le directeur administratif du «bureau exécutif», une des plus puissantes polices secrètes irakiennes, qui contrôle notamment à l'étranger les sociétés de couverture chargées des transferts clandestins de techno-Dans un discours à l'occasion du

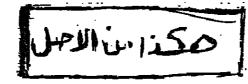
44 anniversaire de la fondation du parti Baas, le chef de l'Etat irakien a exalté son attachement aux principes du Baas « quels que soient les sacri-fices ». Au lendemain de l'acceptation par son pays de la résolution 687 de l'ONU, il a affirmé qu'« aucun pays au monde n'aurait pu résister comme l'a fait l'Irak, face aux forces du Mal, à la coalition impérialiste et sioniste qui avait réuni toute la technologie moderne. Cela n'aurait pas été possible si le peuple irakien n'était pas imprégné des prin-cipes du Baas». - (AFP.)



«J'aime être dans la minorité. Je suis femme – minorité sexuelle. Je suis noire - minorité ethnique. Et je suis communiste - minorité politique. » Dacia Valente, 18 «Je crois qu'une vie sans musique ne serait pas une vie Je crois aux écrits de Laure. Je crois à la solitude. Je crois à la peinture d'Edward Hopper. » Isabelle Huppert, 129 «On préfère mourir. On en a assez de la vie. Ne soyez pas malheureux car nous sommes heureux. On veut faire un mariage dans la mort. » Christelle et Didier, 62

«Espérons inventer un monde où chacun d'entre nous sera totalement anonyme du début à la fin.» Michel Butel, 39





Rejoignez ceux qui exportent partont dans le Monde • École Supérieure du

Commerce Extérieur

4 années d'études dont 12

Enseignement supérieur privé

mois de stage en France et

à l'étranger (USA et CEE)

• <u>Diplôme Homologué au</u>

PALMAPÈS DU MOCI Moniteu, du Commerce International II mars 1991 ESCE : 1er

(Classement des école: 100 % internationales) SALAIRES

JEUNES DIPLÔMÉS L'Expansion 17 mai 1990

(Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel

Niveau II

63. rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37

L'ANGLAIS A OXFORD

OISE 21 rue Théophraste Renaudot 75015 PARIS

legatesiler (d. 1967 - Gryss Nedatesia den Venesia - Gr 雷 (1) 45 33 13 82

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants lycéens - collégiens - enfants ■ Une pédagogie adaptée à chacun

- Des professeurs britanniques ■ Un enseignement dans nos propres écoles ■ Des stages à toute époque de l'année et
- pour tous niveaux Hébergement en familles sélectionnées Voyages accompagnés



OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

ASIE

JAPON: conservateur dissident

Le gouverneur de Tokyo a été réélu aux dépens du candidat gouvernemental

TOKYO

de notre correspondant

Le gouverneur de Tokyo, M. Shunichi Suzuki, a été réélu, dimanche 7 avril, avec une confortable avance sur son principal adversaire, M. Hisanori Isomura. Ces élections pour la désignation de treize gouverneurs et le renouvellement de quarante-quatre conseils généraux se sont traduites par une victoire écrasante des candidats conservateurs. Mais le Parti libéraldémocrate sort meurtri par les luttes internes auxquelles elles ont donné lieu. Assumant la responsabilité de l'échec de M. Isomura, candidat officiel du PLD, son secrétaire général, M. Ozawa, a démissionné. La victoire des conservateurs, qui ont remporté 1 548 sièges de conseils généraux sur 2 698 (200 de plus qu'en 1987) et maintenu leur position en ce qui concerne les gouverneurs - Hokkaido et Fukuoka sont néanmoins restés

aux mains de l'opposition - a pour pendant un recul important des socialistes, qui perdent une centaine de sièges, ainsi que du parti bouddhiste et du PCJ. Le PLD est désormais majoritaire, seul ou en coalition, dans 37 préfectures sur 47. La défaite cuisante du PSI, dont le candidat à Tokyo a été dépassé par son adversaire communiste, pourrait compromettre la position de sa présidente Mª Doi. Les électeurs ont manifesté un faible intérêt pour cette consultation. Si la prolifération des candidatures peut expliquer le phénomène, dans la capitale, c'est plutôt la nature du choix proposé qui paraît à l'ori-gine de ce désintérêt. Le règlement de comptes au sein du camp conservateur entre les partisans de l'octogénaire M. Suzuki et ceux de son adversaire-vedette n'a guère mobilisé les électeurs. C'était en effet moins des options politiques répondant aux maux de la mégalopole (gigantisme,

de logements ou problème aigu des déchets) qu'une simple rivalité de clan qu'incarnaient les deux princi-

M. Suzuki, qui brignait un quatrième mandat, après avoir dirigé douze ans la municipalité, a été servi par le manque de qualification de son adversaire. Ancien fonctionnaire du ministère de l'intérieur, il a su redresser un budget largement déficitaire. Bien que son administration soit critiquée, notamment pour ses «gran-dioses » projets de développement, la manière peu élégante dont M. Ozawa lui retira l'investiture du PLD lui a attiré la sympathie d'une partie de l'électorat. Il a obtenu 49,9 % des suf-frages contre 30 % à M. Isomura.

La démission de M. Ozawa semble La demission de M. Uzawa senoie sceller le sort du premier ministre Knifu qui, après cet échec, a peu de chance de pouvoir briguer un second

PHILIPPE PONS

En visite à Pékin

Le ministre des affaires étrangères japonais n'a pas obtenu le soutien de la Chine sur la question des Kouriles

de notre correspondant

La visite que vient d'effectuer les 5 et 6 avril à Pékin le ministre des affaires étrangères japonais, M. Taro Nakayama, a officialisé le rétablissement - au demeurant déjà largement consommé - des relations sino-japoraises, refroidies à la suite de la répression de juin 1989. Ma n'en a pas recueilli les fruits espérés.

La presse japonaise tire un bilan négatif des rencontres du chef de la

Dans l'école d'Aliou, comme dans 20

autres écoles de la préfecture de Koide,

1486 enfants ont déjà un parrain en France. Grâce à eux, des abris provisoires ont

été remplacés par des classes neuves.

D,antres classes sout eu conte de tepapi-

fitation. Pour Allou, avoir un parrain, c'est

l'assurance de pouvoir suivre une scolari-

té dans de bonnes conditions. C'est sur-

Mals Allou n'est pas seul. Dans sa famil-

le, dans son école, dans son pays, des centaines d'enfants attendent encore

avec impatience ce parrain - vous peut-

être - qui les aidera à prendre le chemin

du-bout-du-monde, si vous voulez que grâce à

vous, un entant puisse apprendre pour viene

tout l'espoir d'un avenir meilleur...

diplomatie nipponue. Tant sur la question des quatre îles des Kouriles du sud, occupées par les Soviétiques diquées par le Japon, que sur celle de l'élimination de la mention des «pays ennemis» de la Charte des Nations unies, qui n'interdirait plus au Japon d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité, M. Nakayama n'a obtenu aucun sou-

tien des Chinois. En ce qui concerne les Kouriles, on note même à Tokyo un recul de la Chine qui, lors de la visite du premier

ministre Takeshita en 1989, avait estime « justifièe » la revendication territoriale nippoune. Cette fois, les dirigeants chinois se sont refusés à soutenir la position japonaise, se contentant de formuler l'espoir que Tokyo et Moscou parviennent à un compromis. Par ailleurs, les dirigeants chinois ont réaffirmé leur opposition au projet d'envoi de soldats des Forces d'autodéfense japonaises à l'étranger, fut-ce dans le cadre d'opéde maintien de la paix de

EN BREF CUBA: 56 morts dans le déraillement d'un train. Assurant la desserte entre La Havane et Guantanamo, à l'est de Cuba, un frain de voyageurs a déraillé, samedi 6 avril, causant la mort de cinquante-six personnes et faisant plus de deux cents blessés. Six voitures ont quitté la voie dans une région montagneuse, à 250 km au sud-est de la capitale. - (Reuter,

 MALI : nouvelle attaque de Tourregs près de Gao. – Une atta-que a été menée par une trentaine de Tourregs en tenue militaire et équipés d'armes automatiques, samedi 6 avril, contre des bâtiments administratifs et la brigade de gendarmerie de Tessit, dans la région de Gao, a annoncé la radio malienne, qui précise qu'un enseignant a été blesse « à coup de couteau » et que le chef d'arrondissement, son secrétaire et deux enfants ont été enlevés. Cette attaque intervient après la signature, le 6 janvier, des accords de Tamanrasset entre autorités maliennes et rebelles touaregs.

D PÉROU : Attentats en série à Lima. - Les guérilleros du Sentier

lumineux ont attaqué plusieurs ambassades et plusieurs banques à Lima et coupé l'électricité dans une grande partie du Pérou, au cours de la nuit de vendredi 5 à samedi 6 avril. Les ambassades du Japon, de Colombie et d'Israël ont été victimes d'attentats à la bombe et au bazooka. Des bombes ont été déposées dans une demi-douzaine de banques et une station-service de la capitale. Il n'y a pas eu de victime. La destruction de relais électriques a privé d'énergie toute une partie du pays, depuis la ville côtière de Trujillo, à 500 km au nord-ouest de Lima, jusqu'à Ica, à

250 km au sud-est. - (AP.) ☐ SAMOA-OCCIDENTALES : le gouvernement remporte les élections. - Les premières élections générales au suffrage universel organisées dans cet Etat du Pacifique sud ont été remportées vendredi 5 avril par le Parti pour la protection des droits de l'homme (HRPP) du premier ministre Tofilau Eti. Le HRPP a remporté 26 sieges, contre 18 au Parti pour développement de Samoa (SNDP) d'opposition et trois à des indépendants. - (AFP, Reuter.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

Violentes manifestations à Lomé

AFRIQUE

TOGO

Plus d'un millier de manifestants ont pris, lundi 8 avril, le contrôle d'un des principaux quartiers populaires de Lomé, Bé, dont ils ont interdit tous les accès, et réclament la démission immédiate du président Gnassingbé Eyadéma.

Cette action a été lancée dans une capitale déjà agitée par une grève des chauffeurs de taxis et une grève des étudiants. Elle intervient pendant une rencontre du chef de l'Eint avec les responsables du Front des associations pour le renouveau (FAR), groupement de l'opposition modérée, qui a lancé le mouvement contestataire mais qui semble dépassé par des extrémistes, à l'Université et dans certains quartiers populaires.

Des jeunes gens ont, d'autre part, manifeste dans deux villes de province, Kepalimé et Vogan,

Vendredi, deux jeunes gens avaient été tués, à Lomé, alors qu'ils manifestaient devant la Maison du Rassemblement du peuple togolais, le parti unique au pouvoir, pour soutenir leurs professeurs en grève, a indiqué un communiqué du minis-tère de l'information. Selon d'autres sources, ils auraient voulu s'en prendre à la statue du président. - (AFP.)

ALGÉRIE Plus de politique dans les mosquées

Les prédicateurs n'auront plus le droit d'utiliser les mosquées à des fins politiques, aux termes de quatre décrets organisant la gestion des lieux du culte, publiés trois mois avant les législatives antici-

pées du 27 juin. Mais, le ministre des affaires religieuses a fait la distinction entre le discours politique dont « l'objectif est l'unité et la défense de la nation islamique » et le discours partisan qui est une « quête du pouvoir » et doit être exclu de la « maison d'Allah ».

D'autre part, le gouvernement a légalisé l'Association islamique des oulémas, interdite, depuis l'indépendance en 1962.

Ces docteurs de la loi avaient prône, pendant la colonisation française, la défense de la langue arabe et s'étaient employés à diffuser le Coran, à travers un réseau

d'écoles coraniques. Le ministère des affaires religieuses a, en outre, annoncé la création d'une Fondation de la mosquée, qui aura ponr objectif de « diffuser la culture islamique et [de] sauvegarder l'unité religieuse de la nation.» – (AFP.)

SÉNÉGAL

M. Habib Thiam premier ministre

Le président Abdou Diouf a nommé, dimanche 7 avril, M. Habib Thiam au poste de premier ministre, rétabli constitutionnellement, il y a deux semaines, après sa suppression en 1983 et que M. Thiam avait occupé de 1981 à 1983.

Cer ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, né en 1933, qui était président du conseil d'administration de la Banque industrielle et commerciale du Sénégal, devrait former très rapidement son gouvernement, auquel participeront deux au moins des partis d'opposition.

Parrainer un enfant du-bout-du-monde



Allou a 7 ans et toute la vie devant lui... Il y a quelques mois encore, il faisalt partie des miliers de petits sénégalais qui ne

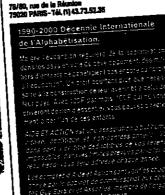
sont pas scolarisés. sonu pas scolariosa. Mais aujourd'hui, près de son village, il est inscrit à l'école. Très bientôt il aura un parrain en France. Un parrain qui lui permettra de suivre une scolarité dans de meilaures conditions. Un parrain à qui il racontera, 3 fois par an, son pays, son école, sa vie, au travers de dessins et même plus tard de petites lettres. Un parrain qui lui enverra très certaine-

nent des cartes postales, des photos... Oul, Allou rejoindra blentôt les 3500 entants sénégalais qui à ce jour bénéfi-cient d'un parrainage personnalisé avec

A l'origine de cette association "loi de 1901", Pierre-Bernard Le Bas, En 1981, cet nomme lance en France l'ingénieur système du parrainage personnalisé. Le principe est simple : chaque parrain s'en-gage à verser 100 F par mois le temps de la scolarité primaire de son filleul. Il reçoit alors le dossier de présentation de son filleul, avec sa photo et quelques mots sur l'histoire de sa famille. Plusieurs fois par an, l'entant et son parrain échan gent alors de leurs nouvelles.

Grâce à cette formule, plus de 42 000 enfants sont désormais parrainés en inde, au Rwanda, au Togo, au Kenya, au Niger et, depuis 1989, au Sénégal et à Haiti. Chaque parrain contribue à la construction, à la rénovation, à l'équipement des écoles, et à la formation des instituteurs... Le parrainage permet également d'aller plus join en agissant sur l'environnement direct de l'enfant : alphabétisation des parents, eau potable, santé, petits maral





AIDE ET ACTION A OBTENU LE PRIX CRISTAL 1990 POUR LA TRANSPARENCE DE SA GESTION

Bon à découper et à renvoyer à Aide et Action: 78/80, rue de la Réunion - 75020 PARIS

OUI, je souhaite parrainer un enfant du-bout-du-monde. Je joins un chèque de 100 F à l'ordre d'Aide et Action, correspondant à mon premier mois de parrainage. N

filleul. Envoyez-moi une documentation complète sur Aide et Action.

Je ne peux pas parrainer un enfant pour l'instant, mais je vous envoie un don de:

□ 300 F □ 150 F □ 500 F ou plus.

Merci de m'adresser le dossier comportant l	a photo do men
□ Mme □ Mile □ M. L.	
En majuscules S.V.P.	
<u></u>	
Prénom	
NºRue	
Code Postal LVille	
Tél.L_1_1_1_1_	MON 13
Profession	



Plus de Pala

AMÉRIQUES

Un protestant à la présidence

du Guatemala : impensable il γ a

encore quelques mois, l'hypo-

thèse est devenue réalité depuis

que, le 15 janvier, un prédica-

teur évangéliste de tendance

populiste, M. Jorge Serrano, a

pris la succession d'un démo-

crate-chrétien, M. Vinicio

Cerezo. Cette élection qui, pour

la première fois, place un non-

catholique à la tête d'un pays

d'Amérique latine est aussi la

confirmation de l'influence gran-

dissante des Eglises protes-

tantes dans le sous-continent.

Le cas du Guatemala n'est pas

lui-même catholique pranquant, mais les groupes protestants ont joué un rôle remarqué dans la promoxion de son image et l'organisation de sa campagne. D'ailleurs, un pasteur baptiste, M. Carlos Garcia, a été élu à ses côtés à la vice-présidence de la Pérmblique et un tiers des parlemen-

République et un tiers des parlemen-taires de son mouvement, Cambio

90, sont des membres actifs de com-

L'irruption brutale sur la scène

politique péruvienne du « phéno-mène Fujimori » n'a pas manqué d'inquiéter la hiérarchie catholique et

d'exacerber des tensions religieuses

utisées par des extrémistes des deux

bords. Pinsieurs prélats et un évêque avaient ouvertement invité les fidèles

à ne pas voter pour le candidat

munautés évangéliques.

L'influence grandissante des Eglises protestantes

La religion, nouvelle source d'enjeux politiques en Amérique latine

Les militaires haussent le ton get attribué aux forces de l'ordre et de constituer une unité policière Les obsèques de Jaime Guzman, l'ancien idéologue du spécialisée. Il a demandé aussi aux régime militaire, assassiné lundi services de renseignement mili-1º avril par un commando extrétaires de collaborer avec la police. miste, sa sont déroulées jeudi Les forces armées marquent donc un point : hier encore vilipendées sans incident grave. Mais la pour leur sauvagerie durant e la guerre contre l'ennemi intérieur ». mort de celui qui représentait au Sénat l'Union démocratique les voilà aujourd'hui sollicitées, même si les autorités n'entendent pas leur confier de tâches répres-sives. Les balles assassines ont bel indépendante (UDI), i'un des deux principaux partis de droite, a déjà des conséquences graves

CHILI: après l'assassinat de Jaime Guzman

pour le régime démocratique.

SANTIAGO

de notre correspondant

Unanimement réprouvé, l'assas-

sinat de Jaime Guzman a relégne

propagande armée a cédé la place

au terrorisme sélectif», affirme doctement le général Hernandez,

doctement le général Hernandez, chef d'état-major de la défense nationale. Dans un communique officiel, l'armée de terre « déplore que ses craintes de voir ressirgir l'agression terroriste aient été confirmées » En effet quelques

confirmées ». En effet, quelques jours avant l'attentat, le général

Pinochet avait mis en garde contre « la spirale de violence et de haine » qu'allait inévitablement entraîner,

selon lui, la publication du rapport sur les crimes commis durant son

saluée par ses adversaires, y com-

pris par les socialistes. En revanche, Rénovation nationale,

Pautre formation conservatrice,

et bien brouillé les cartes. Ces tueurs de l'ombre, qui sont-Ces tueurs de l'ombre, qui sont-its? Bien qu'aucune organisation n'ait encore revendiqué l'assassinat de Jaime Guzman, M. Aylwin en trace le portrait-robot : « Ce sont des professionnels bien armés et entraînés, planifiant parfaitement leurs actions. » Quant à leur cou-leurs politique «il existe malheusinal de Jaime Guzman a relegite au second plan le débat sur les vio-lations des droits de l'homme com-mises sous le régime militaire. Le terrorisme est devenu le thème de l'heure. « Il s'agit de la deuxième phase de la guerra subversine : la leur politique, «il existe malheureusement des groupes d'extrême gauche qui ne cachent pas leur intention de recourir à la violence ». phase de la guerre subversive : la

On en dénombre trois : le Front patriotique Manuel-Rodriguez, dit FPMR autonome depuis que ses principaux cadres ont rompu avec le PC, lorsque celui-ci a abandonné la lutte armée; le Mouvement Lautaro, aux contours idéologiques des plus flous, auteur de la plupart des attentats commis après l'entrée en fonctions du gouvernement démo-cratique; enfin le MIR-Commis-sion militaire, petite fraction issue de l'éclatement du Mouvement de la gauche révolutionnaire, dont la majorité des militants ont dit adicu aux armes. Ces trois groupes recrutent leurs membres parmi la jeunesse déshéritée, et promettent « un châtiment exemplaire » aux enciens disminaires du résime mili La droite a donc retrouvé son éternel cheval de bataille : la défense de l'ordre public. Toute-fois, l'UDI a réagi avec modéraanciens dignitaires du régime milition, appelant ses partisans à sur-monter leur ressentiment pour aider à la consolidation de la démocratie. Cette attitude a été

Mais nombreux sont les Chiliens

— et pas seulement à gauche — qui
sonpçonnent les membres de l'ancienne police politique de la dictature, de manipuler l'extrême
gauche, afin de déstabiliser le
régime démocratique. « C'est le
syndrome italien. explique un dirisyndrome italien, explique un diri-geant démocrate-chrétien. Piste rouge? Piste noire? Peut-être les

deux GILLES BAUDIN

M. Guillermo Yoshikawa, avait pressé ses coreligionnaires d'accorder leurs suffrages à M. Fujimori. Crai-gnant des dérapages, des hommes politiques avaient estime nécessaire de mettre leurs companyant de mettre leurs compatriotes en garde contre le risque de « guerre religrue contre le risque de « guerre retregieuse ». L'accession au pouvoir de M. Fujimori n'a pas mis fin aux frictions avec l'Eglise, surtout depuis le lancement en novembre d'une campagne parignale d'information sur la pagne nationale d'information sur la contraception.

contraception.

Au Guatemala, la hiérarchie catholique se montre d'autant plus préocupée de l'ascension de M. Serrano qu'elle s'est révélée incapable d'enrayer la vertigineuse expansion des sectes évangéliques. A l'origine catholique conservateur, M. Serrano est l'un des innombrables chefs charismatiques qui se sont déconvert une vocation religieuses à la suite de la pénétration en force au Guatemala des sectes évangéliques dans le sillage isolé. L'influence politique croissante des sectes, sinon des Eglises, protestantes dans le sous-continent s'était la pénétration en force au Guatemala des sectes évangéliques dans le sillage de l'aide apportée aux sinistrés du séisme de 1976. Le général Rios Montt – également d'origine catholique, et frère d'un évêque, – dont M. Serrano avait été un proche collaborateur, reste le plus célèbre d'entre ent. déjà manifestée quelques mois plus tôt lors de l'élection en juin d'un candidat atypique, M. Alberto Fuji-mori, à la présidence du Pérou. Fis d'immigrant japonais, cet ingénieur d'immigrant japonais, cet ingenieur agronome presque inconnu quand il s'est lancé en politique se déclare lui-même catholique pratiquant,

tre eux.

«L'attrait des sectes»

Après le déclin du marxisme et des Après le decim du marxisme et des idéologies, la religion menace de devenir une nouvelle source de conflits, voire d'enjeux politiques, en Amérique latine. Particulièrement attenti à l'évolution d'une région où resuer le moétié des catholiques du vivent la moitié des catholiques du monde, le pape avait tenu, lors de son voyage au Mexique en mai dernier, à metre ses coreligionnaires en garde contre « l'attrait des sectes». Jean-Paul II avait ensuite renouvelé le même avertissement en recevant des évêques brésiliens au Vatican. Selon un document de travail de la Seion un document de travail de la Conférence épiscopale, 600 000 catholiques se convertissent chaque année à l'une des seize Eglises protestantes de ce pays, sans parler des

de rites africains. En Bolivie, la participation du president social democrate Jaime Paz Zamora à une journée nationale de prière organisée par les Eglises évangéliques a provoqué de vives réac-tions de la hiérarchie catholique.

L'archevêque de La Paz s'était déclaré d'autant plus indigné que le président, ancien séminariste catholi-que passé au marxisme avant de s'alhier au général Banzer, avait non seu-lement assisté à la prière mais avait lui-même prononcé un véritable sermon. La Bolivie compte plus de six cents Eglises et groupes religieux non catholiques.

Au Nicaragua, le régime sandiniste avait entretenu des relations moins turnultueuses avec les protestants qu'avec le cardinal Obando. A la veille de la passation des pouvoirs en veille de la passation des pouvoirs en avril, le président marxiste sortant, M. Daniel Ortega, s'était fait bénir publiquement par un prédicateur portoricain lors d'une ceremonie rangélique célébrée à Managua

s'il a récemment été mis en évi-dence par l'actualité politique, le développement des Eglises évangéti-ques en Amérique latine ne date pas d'aujourd'hui. Après s'être accéléré des le début des années 60. le depuis le début des années 60, le phénomène touche l'ensemble du

nouveau, c'est que des Eglises protestantes nationales avec des dirigeants locaux se sont implantées aux côtés d'une multitude de sectes d'origines diverses.

Dans une étude au titre délibérément provocateur, L'Amérique latine deviendrait-elle protestante? (1), un sociologue américain, David Stoll, constate que la montée des évangélistes coincide avec l'influence, également croissante, des organisations bénévoles et des associations de défense des droits de l'homme. De son côté, un théologien catholique brésilien, Roberto Libanio, attribue le succès des protestants au fait que l'Eglise catholique aurait tendance à s'éloigner des plus défavorisés.

Cette compétition ne semble pas en voie d'apaisement à l'approche du troisième millénaire. A la campagne «Décennie d'évangélisation» lancée par les protestants vient de repondre la campagne « Evangélisation 2000» lancée par les milieux conservateurs catholiques afin de faire de tous les Latino-Américains des «chrètiens actifs » avant la fin du siècle.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) University of California Press.

anglais, allemand, espagnol, italien, russe... Emplois d'avent : LANGUES ETRANGERES exigées Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues. Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance. Programmes langue générale, langue des Affaires. INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Sce 5151, 35, rue Collange

l'autre formation conservatrice, s'en prend à «l'impéritie des auto-rités» et exige la démission du ministre de l'intérieur. Le prési-dent Ayiwin a condamné la «légè-reté» de ces propos, mais il prend an sérieux, lui anssi, la menace ten-roriste. Pour y faire face, il a a ne pas voter pour le candidat modéré soutenu par les protestants. De son côté, dans une Lettre ouverte au peuple évangélique, un pasteur méthodiste d'origine japonaise, ALPHAPAGE, ET LA VIE BOUGE AVEC VOUS

vos messages arrivent quelques instants et en toutes lettres sur votre Alphapage : le récepteur de poche qui vous permet de rester informé en permanence même lorsque vous vous déplacez. Pour toute information, TAPEZ 3614 CODE ALPHAPAGE TELECOM SYSTEMES MOBILES

مكذا والاحل

Le Parti communiste obtient plus de deux tiers des sièges

Le Parti du travail (PTA, communiste) a remporté plus de deux tiers des 250 sièges du Parfement à l'issue des premières élections législatives multipartites dont le deuxième tour a eu lieu dimanche 7 avril. Selon des résultats annon-cés par le Parti démocratique, le PTA, au pouvoir depuis 1946, a remporté 168 sièges, le Parti Démocratique 75, le mouvement Omonia (défense de la minorité grecque) 5 et l'Union des vétérans (proche du Parti communiste)

Des elections auront lieu dimanche prochain pour l'attribution du dernier siège à Lushnje (Centre) où le scrutin avait été annulé pour irrégularité. Le leader du Parti démocratique, M. Sali Berisha, a accusé le Parti communiste d'avoir organisé de nouvelles fraudes lors de ce second tour, notamment dans la circonscription du premier ministre, M. Fatos Nano, qui aurait été élu, selon des résultats encore provisoires, avec plus de 54 % des voix.

En dépit de de cette victoire, le Parti du travail aura vraisemblablement bien du mal à gouverner. Il doit en premier lieu faire face à la « dissidence » de certaines grandes villes, comme Shkoder, Kavaje ou même Tirana, qui,

rité des candidats de l'opposition, ne veulent plus reconnaître le pou-voir communiste. Ce dernier, qui a essentiellement gagné ces élections grace à un appui massif des campagnes, se trouve aussi confronte à la rébellion des intellectuels, des jeunes, voire des ouvriers des grandes entreprises.

La seule solution serait la formation d'un gouvernement d'union nationale, que les communistes appellent de leurs vœux, mais que les dirigeants du Parti démocratique continuent à refuser. La multiplication des agressions, ces dernières semaines, contre des responsables de l'opposition pourrait d'autre part contribuer à exacerber une situation déja tendue et creuser encore le fossé entre les communistes et le Parti democrati-

D'autant plus qu'à l'exception du premier ministre, la plupart des responsables modéres et réformateurs du Parti du travail ont été battus aux élections. Le chef de l'Etat, M. Ramiz Alia, qui a luimême été défait le 31 mars à Tirana, va devoir réaliser des prouesses pour que son parti n'éclate pas et puisse gouverner un pays qui se trouve dans un état de délabrement économique total.

Durcissement du conflit entre le Kremlin et la Russie à propos de la police de Moscou

URSS

Le ministre soviétique de l'intérieur. M. Boris Pougo, s'est opposé pour la seconde fois à la nomination d'un réformateur à la tête de la police de Moscou. Dans un décret paru samedi 6 avril, le ministre de l'intérieur a opposé son veto à la nomina tion à ce poste de M. Viatcheslav Komissarov, qui avait été approuvée par le ministre de l'intérieur de la Fédération de Russie.

En janvier, la décision du soviet de Moscou de nommer M. Komissarov à la tête de la police en remplacement d'un conservateur, avait été repoussée une première fois, et M. Gorbatchev avait placé la police municipale sous la tutelle directe du ministère de l'In-

Le nouveau refus de M. Pougo risque d'aggraver les tensions entre le Kremlin et M. Boris Eltsine, prési-dent de la fédération russe, qui a obtenu du Congrès de Russie l'octroi de pouvoirs speciaux. Ce dernier a fait une apparition publique dimanche à l'occasion de la Pâque onhodoxe en assistant à la messe en ormodoze en assistant à la mose en la cathédrale de l'Epiphanie à Moseou, en compagnie de M. Valentin Pavlov, premier ministre du gouvernement fédéral et de M. Stankevitch, premier adjoint au maire de Moscou. - (Reuter.)

ALLEMAGNE: en visite à Erfurt

Le chancelier Kohl a tenté de redonner confiance aux Allemands de l'Est

ERFURT

de notre envoyé spécial

C'est à Erfurt que M. Helmut Kohl avait promis le 21 février 1990 à cent mille Allemands de l'Est enthousiastes un avenir «florissant ». Dimanche 7 avril, pour sa première apparition dans l'ex-RDA depuis qu'il est le chancelier de l'Allemagne réunifiée, il avait symboliquement choisi cette vieille cité, devenue entre-temps capitale du nouveau Land de Thuringe.

Pressé ces dernières semaines par les manifestants de Leipzig de venir se rendre compte sur place des problèmes économiques et de la montée du chômage, M. Kohi a voulu donner à sa première visite un caractère discret. Il espérait par ce biais dédramatiser la situation. Il y est largement parvenu et les syndicats avaient décidé de ne pas manifester pour sa venue.

Erfurt paraissait, dimanche, ville morte. Après une messe à la cathédrale Sainte-Marie, le chancelier s'est offert une promenade dans la vieille ville. Les rares curieux aux fenêtres étaient silencieux. Les « Helmut!», « Helmut!» de l'année dernière, les drapeaux brandis partout en signe de bienvenue. étaient cette fois absents. Erfurt, deux cent vingt m ille habitants, compte dix mille sans-emploi, deux fois plus de chômeurs à temps partiel. Ici aussi, on redoute

des licenciements massifs. Seuls les mouvements politiques apparus lors de la chute du régime communiste en 1989, regroupés depuis dans l'alliance électorale

«Bündnis 90 », avaient appele dimanche à protester devant le Parlement régional où le chancelier s'entretenait avec les élus de la région. Mais il n'y avait guère plus de trois cents personnes, dont une centaine de lycéens. Quelques œuss ont gicle de la mince foule. Quelques cris aussi : a Helmut, tes promesses?», « Helmut ne te cache

Conspué ces dernières semaines par l'opposition, qui l'accuse d'avoir trompé la population, Helmut Kohl a affirmé qu'il comprenait les « inquiétudes », les « craintes » de ses compatriotes, mais qu'il ne retranchait rien de sa promesse de faire « refleurir » l'est de l'Allemagne d'ici trois à

La visite de M. Lech Walesa en France

Les cent jours

Suite de la première page

Ce n'est pas la moindre des qualités pour un président... même si elle prive M. Walesa de tunnel sous la Manche et d'un voyage à Taïwan.

Certes, les débuts du président Walesa ont eu leur lot de cafouillages et de bévues. Les intellectuels continuent de railler son manque d'instruction - source de plaisanteries à Varsovie - mais la majorité des Polonais ne lui en veulent pas de ne pas être un président comme les autres. De fait, les quelques gaffes commises proviennent essentiellement de la méconnaissance de la fonction et de l'inexpérience de l'entourage présiden-

Ainsi, M. Walesa émit un jour l'idée de créer une commission d'inspection de l'équivalent polonais de la Cour des comptes, le NIK. Cette initiative lui valut un camouflet du pré-sident du NIK, un homme de l'ancien régime, qui lui rappela sèchement que cet organisme était placé sous le contrôle du Parlement. Comble de malchance, la candidate à laquelle M. Walesa apporta publiquement son soutien pour remplacer le président du NIK, fut ensuite rejetée par le Par-

Le président se trouva ensuite confronté au très épineux dossier des reprivatisations, c'est-à-dire de la restitution des biens privés confisqués par les communistes. Il s'émut de certains cas individuels, comme celui de l'ancienne propriétaire de la villa gouvernementale dans laquelle il vit, et recut la comtesse Branicka, à laquelle promit la restitution d'une partie du

M. Mitterrand annonce une réduction supplémentaire de la dette polonaise

Interrogé dimanche 7 avril par la télévision polonaise, M. François Mitterrand a annonce que le gouvernement français était prêt à accorder à la Pologne une réduction supplémentaire de « 2 à 3 mil-liands de francs » de sa dette, après celle de 50 % déjà décidée en mars par le Club de Paris. La dette publique de la Pologne à l'égard de la France s'élève à 5,2 milliards de réduction supplémentaire que rait donc à environ 10 %.

Le président de la République a déclaré que « le gouvernement fran-çais est prêt à aller plus loin (que la réduction de 50 % décidée par les membres du Club de Paris) avec une somme qui pourrait aller entre 2 et 3 milliards de francs. Au-delà. a-t-il ajouté, c'est au gouvernement et au ministre des finances d'en dis cuter au cours des prochains jours ». Rappelons que le président américain George Bush avail annonce, lors du voyage aux États-Unis du président polonais, Lech Walesa, une reduction de 70 % de la dette polonaise et demandé aux autres pays créanviduels en faveur de Varsovie.

palais de Wilanow. La comtesse se déclara très impressionnée par «la simplicité et la sincérité » du président, mais lorsqu'elle s'adressa aux autorités locales pour la suite des opérations, elle s'entendit répondre qu'il

n'existait pas de textes permettant

d'exécuter la promesse du président.

Dans un pays comme la Pologne où tout est à refaire, ce genre de faux pas était prévisible. Plus gênants ont été certains décalages, voire contra-dictions, apparus entre M. Walesa et ses conseillers. Le Comité consultatif présidentiel, groupe d'une dizaine de residente, groupe à die destité de conseillers, qui se réunit une fois par mois avec M. Walesa, a pris par deux fois des positions publiques que le président a dû contredire: l'une recommandant la suppression de la piwek», un instrument essentie de la lutte anti-inflation puisqu'il s'agit d'une taxe sur les entreprises qui augmentent les salaires, et l'autre déplorant la décision parlementaire de reporter les élections législatives.

Les turbulents jumeaux de Gdansk

Enfin, le tandem des frères Kaczynski, les deux jumeaux de Gdansk qui furent les bêtes noires de l'opposi-tion pendant la campagne électorale et que M. Walesa a amenés avec lui au Belvédère, continuent de lui donner du fil à retordre. Sacré chef de la chancellerie présidentielle, Jaroslaw Kaczynski, le plus virulent des deux, chef du Parti chrétien-démocrate, prend parfois des initiatives embarrassantes pour le président, comme celle de lui conseiller publiquement de dissoudre la Diète lorsque celle-ci décida, contre l'avis présidentiel, le report des élections à l'automne.

Le second frère, Lech Kaczynski M. Walesa à la tête du syndicat Soli-darité; mais les délégués lui préférè-rent Marian Krzaklewski. Il vient à son tour d'entrer dans la chancellerie présidentielle, en remplacement du ministre d'Etat chargé des questions de défense, M. Jacek Merkel, limogé

Autant dire que M. Walesa ne Autant onte que wi. watesa ne parait pas toujours merveilleusement entouré ni conseillé. Un problème dont un autre chef d'Etat «non-professionnel», le président Vaclav Havel, qui jouit pourtant de toutes les faveurs de l'intelligentsia, a fait en son temps l'amère expérience... C'est d'autant olus sergettable que sur le d'autant plus regrettable que, sur le fond, les cent premiers jours de la présidence de M. Walesa se soldent par un bilan plutôt positif, confirmant que l'ancien chef de Solidarité a toute raison de continuer à suivre son fameux flair politique.

Fermeté avec Moscou

Les craintes de le voir se transformer en dictateur, si souvent expri-mées au cours de la campagne électo-rale, se sont dissipées : M. Bronislaw Geremek hui-même a reconnu que, en acceptant sereinement le mois dernier la décision de la Diète sur le report des élections et en refusant de dissoudre le Parlement, M. Walesa « a montrè qu'il voulait respecter la démocratie». « Je ne crains pas la dictature, je ve pense pas qu'une telle menace

existe», déclarait également Jacek Kuron, l'ancien ministre du travail qui fit campagne pour M. Mazo-

Les attaques de l'opposition visent l'ailleurs davantage l'entourage de M. Walesa que le président lui-même, qui ne s'exprime désormais en public qu'avec parcimonie, conscient de son penchant naturel à laisser ses paroles dépasser sa pensée... Le choix de équipe gouvernementale et de son e jeune premier ministre Jan Krzysztof Bielecki, s'est révélé une conne opération. Sa composition a galement confirmé la prédiction que i. Walesa ne se sentirait en rien redevable à l'égard de ceux qui lui avaient fait gagner les élections : ce n'est pas le mouvement de M. Kaczynski, mais celui des libéraux qui est mieux représenté au gouvernement. Le président a visé l'efficacité. Le

maintien de M. Balcerowicz - pourtant plus impopulaire que jamais - à la tête de la politique économique a satisfait les Américains et le FMI, permettant à M. Walesa d'obtenir de conséquentes réductions de la dette extérieure. Le président semble avoir renonce à former son ambitieux «conseil politique» (le Monde du janvier) et s'est contenté d'un nodeste comité consultatif, dont il ne fait d'ailleurs pas grand cas.

Hormis certains «couacs» sur l'affaire des reprivatisations, le gouverne ment parvient à fonctionner avec une bonne autonomie par rapport au staff présidentiel et M. Skubiszewski, par exemple, a les coudées tout à fait franches en politique étrangère.

Sur ce plan, M. Walesa reste ferme vis-à-vis de Moscou, où il retarde sa visite tant qu'un calendrier de retrait des troupes soviétiques ne sera pas agréé par Varsovie; sa récente visite aux Etats-Unis a été bien accueillie. d'autant plus qu'elle avait été préce-dée de la création en Pologne, à son initiative, d'un comité contre l'antisé

Le président ne se sent guère lié non plus par les nombreuses pro-messes faites pendant la campagne électorale et ce, malgré la baisse de sa popularité dans les sondages. Lorsque le bateau s'est mis à tanguer sur le front social, en février, son premie ministre a tenu bon, résistant aux revendications salariales susceptibles de menacer la poursuite du pari éco-nomique polonais.

Mais ce n'est qu'un début : si M. Walesa n'est sans doute pas mécontent du report des élections à l'automne (c'était d'ailleurs son idée initiale), il lui faut d'ici là, avec son gouvernement, obtenir des résultats tangibles pour convaincre l'électorat tement de choc économique était le bon.

SYLVIE KAUFFMANN

□ Rassemblement de solidarité avec les Polonaises. – A l'occasion de la visite de M. Lech Walesa en France, une vingtaine d'associations, parmi elles le Mouvement français pour le planning familial, la commission femmes de la Ligue de droits de l'homme, l'Ancic (association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception), appelent à un rassemblement, mardi 9 avril à 18 h 30, devant l'église polonaise (263 bis, rue Saint-Honore 75008 Paris), pour manifester leur solidarité avec les femmes polonaises dont le droit à l'avortement est menacé par un projet de loi.

La suppression des visas

Les Polonais arrivent!

Les Polonais arrivent. Le 8 avril, conformément à l'accord signé à Varsovie entre les síx pays européens liés par la convention de Schengen et la Pologne, la frontière Oder-Neisse s'est ouverte. Polonais, Allemands et autres Européens concernés, dont les Français, n'ont plus besoin de visa pour se déplacer d'un pays à l'autre.

BERLIN

de notre correspondant

La frontière allemande s'était refermée sur les Polonais le 3 octobre dernier. Avec la réunification prenaient également fin les droits spéciaux des alliés occidentaux sur Berlin-Ouest, qui garantissaient aux Polonais un libre accès dans leur partie de la ville. Berlin-Ouest était devenue la plaque tournante d'un commerce florissant, particulièrement d'électronique bon marché. revendue à prix d'or en Pologne. Pour se gagner les premiers deutschemarks nécessaires, il ait vendre n'importe quoi : un marché aux puces polonais - le marché polonais » - avait vu le jour et provoqué des polémiques sans fin chez les Berlinois choqués du désordre.

Les vieilles rancœurs entre les deux populations avaient déjà donné lieu début 1990 à une violente polémique entre la RDA et la Pologne. Après la chute du mur de Berlin, certains mar-chands avisés avaient fait des razzias dans les magasins subventionnés de l'ex-RDA pour aller revendre leurs marchandises à l'Ouest. Indignés, les consommateurs est-allemands avaient obligé le gouvernement de transition de l'époque, dirigé Modrow, à prendre une série de mesures pour limiter la liberté de

« Saletés et embarras insupportables »

Autant dire que l'ouverture de la frontière, pourtant promise par le chancelier Kohl lui-même lors de sa rencontre avec l'ex-preministre polonais. mier M. Tadeusz Mazowiecki, fin 1990 à Francfort-sur-Oder, n'est pas sans provoquer des grincements de dents. Berlin, qui alme bien revendiquer son rôle de grande métropole du centre de l'Europe, de plaque tournante entre l'Est et l'Ouest, pose ses

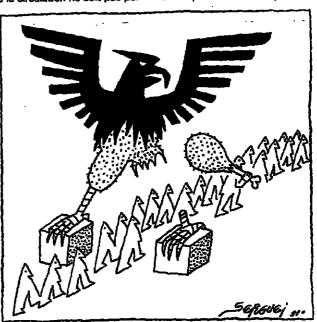
Le sénateur de Berlin chargé de l'intérieur, M. Dieter Heckelmann, a prévenu jeudi 4 avril

dans une déclaration officielle que la « convivialité légendaire » des Berlinois ne s'accommoderait pas des « situations chaotiques », des « délits, saletés et embarras insupportables a qui avaient cours du temps où Berlin était ville ouverte. Une présence policière en civil et en uniforme est prévue pour interdire la reprise du marché polonais. « Il est inadmissible que

Allemands doivent se conformer aux formalités administratives nécessaires et faire preuve de responsabilité pour ouvrir une entreprise, pendant que les Polonais vendent au noir leur marchandise dans la rue», a affirmé le sénateur. Celui-ci a averti qu'il renforcerait les mesures d'interdiction de stationnement pour que la circulation ne soit pas per-

spécialistes polonais du marché noir, les autorités de Varsovie ont promis de faire le nécessaire pour empêcher les abus. Les dougniers sont dûment chapitrés. Les possibilités de coopération entre services de police ont été discutées. Les Polonais, qui avalent laissé la frontière ouverte pour les Allemands de l'Est, espèrent que la liberté de circulation donnera à la région

A Francfort-sur-Oder, du côté allemand de la frontière, l'entou-, rage du maire social-démocrate affiche un air détaché. La ville attendait pourtant ce 8 avril avec une certaine nervosité. Les chômeurs, en nombre croissant voient déjà les Polonais prendre à bas prix les rares emplois dis-



turbée, et qu'il fereit controler l'état des véhicules polonais. Les Polonais sont prévenus : ils devront même respecter les règles berlinoises « de nourriture

Cette déclaration a suscité bien sûr des réactions indignées. y compris parmi les amis politiques du sénateur. Le responsable du Sénat pour les étrangers a affirmé que les Polonais étaient les bienvenus. Mais il était trop tard pour effacer le malaise. Personnalité berlinoise, M. Heckelmann n'est pas le premier venu Avant d'entrer au Sénat, il fut pendant sept ans président de l'université libre de Berlin.

Conscientes de la mauvaise image de marque donnée par les ponibles. On les croit capables de tout. Des rumeurs, qui n'ont reçu aucune confirmation, circulaient cette semaine sur de possibles actions de l'extrême

L'arrivée des Polonais devrait pourtant constituer une aubaine pour le commerce local. Les marchands qui prolifèrent depuis quelques mois sur les marchés sauvages du côté polonais de la frontière affirment pour leur part ne pas vouloir en bouger. Depuis qu'ils ont des deutschemarks, c'est au tour maintenant des Allemands de l'Est de se rendre en Pologne pour profiter de la différence de prix en leur faveur. Personne ne semble s'en plain-

HENRI DE BRESSON

EN BREF

 TURQUIE : un ancien général assassiné à Istanbul. - Le général Memduh Unluturk a été tué, dans la spirée du samedi 6 avril, à son domicile à Istanbul, a annoncé la police. Dans un appel téléphonique à la presse, l'organisation d'extrême gauche Dev-Sol (Gauche révolutionnaire) a revendiqué l'attentat. Ancien responsable d'un centre d'interrogatoire de l'armée turque, le général Unluturk avait été plusieurs fois mis en cause par des détenus qui avaient subi des

tortures lors de la répression consé-

cutive au coup d'Etat militaire de 1971. - (AFP, Reuter.)

a IRLANDE DU NORD: us membre des forces de sécurité tué.
- Un membre des forces de sécurité en Irlande du Nord a été tué, samedi 6 avril, forsque la voiture dans laquelle il se trouvait a explosé à Ballycastle, a annoncé la police. Le même jour, dans le village de Pomeroy, un poste de police a été attaqué à l'arme à feu et à l'explosif. Ces attentats n'ont pas été revendiqués. ~ (AFP. AP.)

<u>Le Monde</u> EDITIONS Les mutations de 'économie mondiale 1975-1991 par le Service économique du *Monde* et Alain Gélédan

育性。一つ

-

والمتحر المعاول

La mort de Louis Joxe

L'histoire, de Gaulle et l'Algérie

Ancien ministre du général de Gaulle, ancien membre du Conseil constitutionnel. Louis Joxe est mort samedi 6 avril à Paris à l'âge de quatre-vingtneuf ans.

par André Passeron

Paradoxal destin que celui de ce professeur qui a si peu enseigné, de ce Breton de Pontivy si Français qui fut un grand voyageur, de ce journaliste manqué qui fut un diplomate. de ce littéraire qui fut haut fonctionnaire, ministre et même juge

Une telle carrière n'est pas seule-ment le fait du hasard. Muni d'un solide bagage universitaire, cet agrégé d'histoire et géographie rompt vite avec l'enseignement. Ce sont le journalisme, la politique, la diplomatie qui l'attirent, c'est. à-dire, en réalité, l'histoire en train de se faire. L'histoire, de Gaulle, l'Algérie : trois éléments qui, à des titres divers, dominent sa carrière.

Après un bref séjour dans un lycée, il entre en 1932 au cabinet de Pierre Cot, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, puis ministre de l'air, et en 1935 à l'Agence Havas, tout en étant le secrétaire général du centre d'études de politique étrangère de l'université de Paris. Il est révoué par Vichy en 1940 il révoqué par Vichy en 1940. Il retourne alors dans l'enseignement et trouve son refuge au lycée d'Alger, où il séduit ses jeunes élèves admiratifs en écartant les manuels pour leur raconter l'histoire et la

Pour en avoir été, nous pouvons témoigner que, dans la ville blanche, ses futurs disciples s'étaient vite géographie. rendu compte que leur aimable et savant professeur menait une double vie! Entre deux cours, il rejoignait ce quarteron de gaullistes qui prépa-raient le débarquement allié du 8 novembre 1942 et surtout la prise de pouvoir de ce général qu'il ne connaît pas encore. De Gaulle, lui, connant pas encore. De Gaune, ini, aura le temps de l'apprécier, pour lui décerner dans ses mémoires un précieux compliment « Modèle de conscience, tombeau de discrétion. » Durant cette période algérienne, il

est secrétaire général du Comité fran-çais de libération nationale, puis du gouvernement provisoire de la République française, et, après la libéra-tion, premier secrétaire général du gouvernement installé à Paris.

Cette première rencontre avec de Gaulle et l'Algérie mêlés se renouvel-lera vingt ans plus tard lorsque le général, revenu une fois encore au general, revenu une tots encore au pouvoir, chargera Louis Joxe de régier l'affaire algérienne. Ainsi, c'est lui qui aura été aux deux bouts de la chaîne, lorsque d'Alger de Gaulle a pris son essor et lorsqu'il conclut à pris son essor et lorsqu'il conclut à Evian la «paix des braves», Entre-temps, sa carrière s'est brillamment déroulée.

Les négociations avec le FLN

Nommé par de Gaulle en 1944 conseiller d'État, il devient, sous la IV- République et jusqu'en 1955, directeur général des relations culturelles au ministère des affaires étrangères, puis ambassadeur à Moscou, à Boun, secrétaire général du Quai, et est élevé, en 1959, à la dignité d'ambassadeur de France avant d'entrer au gouvernement, où il restera jusqu'en mai 1968. Après qu'il aura été secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, puis ministre de l'éducation nationale, de Gaulle hii donne de 1960 à 1962 le titre de ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. Il a en charge toute la négociation avec le FLN. avec le FLN.

Après les accords d'Evian, après le Apres les accords d'Evian, apres le référendum constitutionnel de novembre 1962, il prend le poste plus reposant de la réforme administrative, où il lance les premières mesures de déconcentration, et en 1967 selvi de ministre de la instice. 1967 celui de ministre de la justice. 1967 celui de ministre de la justice. Entre-temps, il s'est pris au jeu poli-tique et a été élu député UDR du Rhône, un mandat qu'il a conservé dix ans, devenant en 1977 membre du Conseil constitutionnel nommé du Conseil constitutionnel, nommé ou Conseil constitutionnel, nomine par Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, pour succéder à Henry Rey, décédé. L'année suivante, c'est à M. Raymond Barre que le PDP offest le consession de le RPR offrait la circonscription de Lyon qu'avait détenue l'homme dont la fidélité à de Gaulle avait résisté à tout et qui, jusqu'à son entrée au Palais-Royal, avait milité activement

dans le mouvement gaulliste. L'Algé-rie en 1942, l'Algérie en 1962, les barricades en 1968 : Louis Joxe aura été de toutes les épreuves politiques du gaullisme insone pendant les du gaulisme jusque pendant les «événements» du quartier Latin, puisque c'est lui qui remplace alors le premier ministre Georges Pompidou en voyage en Iran et en Afgha-

Il est sans doute mai à l'aise face à la violence désordonnée d'une jeu-nesse qu'il ne reconnaît plus. Le nesse qu'il ne reconnait pius. Le diplomate circonspect entretenant certaines amitiés avec les gaullistes de gauche, mais qui rêvait d'écrire avec son épouse, la fille de l'historien papiel Haless, una chistoire de la Daniel Halevy, une e histoire de la bourgeoisie » est décontenancé. Le 10 mai, il refuse de libérer les étu-10 mai, il reluse de fibèrer les etu-diants arrètés après les premières manifestations, bien qu'il ait proposé de rouvrir la Sorbonne. Le 30 mai, il ne figure plus dans le gouvernement que remanie Georges Pompidou.

Un conteur

de talent Médiocre orateur parlementaire, Médiocre orateur parlementaire, Louis Joxe était en revanche un conteur de talent. Il aimait rappeler ses souvenirs d'Alger, de Moscou ou de l'Elysée, un verre à la main, émaillant son propos d'anecdotes, illustrant une de ses propres formules : «Le secret de la diploma-tie, c'est de ne pas rompre : parler de illustrant une de ses diplomaformules: « Le secret de la diplomatie, c'est de ne pas rompre: parler de
la pluie et du beau temps, s'il le faut,
mais toujours parler.» N'avait-il pas,
un jour à Moscou, battu Khrouchtchev dans un concours de prochtchev dans un concours de proparlait beaucoup, Louis Jose révélait
parlait beaucoup, Louis Jose révélait
peu de secrets. Et pourtant il avait
été, à Alger, puis à Paris après 1958,
l'un des rares confidents de
Gaulle. Ses notes constitueront-elles
une suite à son premier volume de
une suite à son premier volume de. une suite à son premier volume de Mémoires publié en 1981 sous le titre Victoires sur la nuil, Alger 1949-1946?

Intre Victores sur 1949-1946?

Louis Joze, élu en 1980 à l'Académie des sciences morales et politiques, renouvelé la même année par M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, dans son mandat de membre du Conseil constitutionnel, était assidu aux séances du Palais-Royal, malgré une santé devenue chancelante. Il aimait toujours fréquenter les petits restautoujours fréquenter les petits restautants de la rive gauche et les bouquinates de l'île de la Cité où il demeurait. Il suivait parfois d'un cil demeurait. Il suivait parfois d'un cil amusé la carrière d'un de ses quatre enfants, Pierre, ministre de la parfois un amuse la carrière d'un de ses quatre enfants. Pierre, ministre de la défense. «Il a toujours été parfois un peu brusque, mais il doit aussi bien s'amuser», nous confiait-il récem-

Ce qui, lui, l'amusait beaucoup, c'était de constater que Pierre, préc'était de constater que Pierre, pré-sident du groupe socialiste de l'As-semblée nationale (de 1981 à 1984 après un bref passage au ministère de l'industrie, puis de 1986 à 1988 après avoir êté ministre de l'intérieur de 1984 à 1986), ouvrait toujours les enveloppes adressées, à leur domicile commun, à « Monsieur Joxe, ancien ministre» pensant, ajoutait-il en ministre», pensant, ajoutait-il en plissant son regard bleu, qu's elles ne pouvaient être que pour lui ».

De l'agence Havas au Conseil constitutionnel

Né le 16 septembre 1901 à Bourg-la-Reine (Seine), agrégé d'histoire et de géographie, Louis Joxe fut, en 1932, chef adjoint du cabinet de Pierre Cot, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et ministre de l'air. Inspecteur des services étrangers de l'agence Havas de 1934 à 1939 et secrétaire général du Centre d'études de politique étrangère, il devint, en 1942, secrétaire général du Comité de libération nationale à Alger. Nommé, en 1944, conseiller d'Etat en service extraordinaire et secrétaire général du gouvernement pro-visoire, il fut, en 1946, directeur au ministère des affaires étrangères, en 1952 ambassadeur à Moscou, en 1955, à Bonn et, en 1956, secrétaire général du ministère des affaires étrangères. En juillet 1959, il est nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, puis, en 1960, ministre de l'éducation nationale et, la même année, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes. De 1962 à 1967, il est ministre d'Etat chargé des réformes administratives. Elu en 1967 député de la quatrième circonscription du Rhône, il devient, la même année, ministre de la justics et retrouve son mandat parlementaire le 30 juin 1968. Il le conservera jusqu'en 1977, date à laquelle il devient membre du Conseil constitionnel.

Le PS dans l'attente devant ce projet – même si la com-mission des résolutions de la convention de Cachan a décide, à

Suite de la première page

POLITIQUE

D'autres - en gros, les jospinistes - estiment que l'on pourrait être plus ambitieux et plus volontariste en matière économique, mais que le ministre qui a la charge de ce secteur. M. Pierre Bérégovoy, empêche toute initiative par une conception étriquée de la rigueur financière. D'autres encore - les fabiusiens - soutiennent qu'un effort pourrait être fait en matière sociale et qu'il appar-tient à M. Rocard d'en prendre l'initiative.

De deux choses l'une : ou bien l'élaboration d'un « projet socialiste pour l'an 2000 » est un exercice purement académique, destiné à habiller la vitrine du PS pendant que les patrons discutent dans l'ar-rière-boutique; ou bien ce travail doit permettre de proposer une politique socialiste qui ne soit pas seulement, comme dit M. Claude Allègre, conseiller de M. Lionel Jospin, « la gestion, plus les droits de l'homme et l'impôt sur les grandes fortunes ». Si cette seconde hypothèse est retenue, alors, en effet, le débat sur le projet doit être aussi l'occasion de trancher le débat sur les hommes, à charge pour eux de faire et d'afficher leurs choix. En proposant d'établir ce lien, M. Mauroy a mis au pied du mur non seulement les chefs de file des courants du PS - et d'abord, ues courants du PS - et d'abord, parmi eux, ceux qui se préparent pour l'avenir, - mais M. François Mitterrand lui-même.

Le président de la République donne des signes ambigus quant à ses intentions vis-à-vis du premier ministre. Il relève des erreurs ou des insuffisances dans l'action du gouvernement, qu'il s'agisse de l'agitation à La Réunion ou de la politique industrielle, mais évite de laisser à penser que sa décision serait prise sur le sort de M. Rocard. Une menace paraissait se dessiner à l'occasion de l'examen par le Parlement du projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, actuelle ment soumis au Conseil d'Etat et qui devrait être inscrit à l'ordre du jour du conseil des ministres le

n'ont pas caché leurs réserves qui l'a accepté, d'ouvrir des négo-

ciations avec les partenaires du PS au sein de la majorité présiden-tielle – celle qui s'était constituée sur le nom de M. Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle de 1988. - c'est-à-dire, principalement, avec les communistes. A ceux-ci, le PS va tenir le langage suivant : s'il veut maintenir ou reconduire les alliances locales avec les socialistes, le PCF doit voter, à l'Assemblée nationale, la reforme du mode de serutin. Ainsi doté d'une majorité sur ce texte, M. Rocard échapperait à la menace présidentielle, et les socialistes à une défaite électorale.

Pour le premier ministre, le péril fabiusien n'est pas le seul, M. Jospin ne s'en est pas tenu, à la convention de Cachan, au sujet du jour, qui était la situation internationale. Le ministre de l'éducation nationale a consacré son discours. aussi, à la politique économique et o nouvel élan a souhaite par M. Mitterrand. A M. Rocard, qui a M. Mitterrand. A M. Rochid, qui a réaffirmé que la lutte contre le chômage reste l'axe principal de son action. M. Jospin a répondu que le succès, dans ce domaine, est « aussi une question de volonté poliaussi une question de votonie por-tique v et il s'est interrogé sur le anominalisme de rigueur, en matière budgétaire et monétaire. M. Henri Emmanuelli, proche du ministre de l'éducation nationale, a mis en cause, lui aussi, la politique de taux d'intéret élevés, qui reduit « la marge d'utilisation sociale de la croissance economique ». La cible de ces critiques est, certes, M. Bérégovoy, mais le premier ministre ne peut pas ne pas se sentir visé.

La proposition d'avancer le congrès, bien hypocritement dénoncée par M. Fabius et par M. Jean Poperen comme un détournement de l'objet de la convention, ne plait guere a M. Mitterrand, qui a reçu l'un et l'autre la semaine dernière. Le chef de l'Etat a observé qu'elle suppose l'accord des principaux dirigeants du parti sur le nom du premier du parti sur le nom du premier secrétaire. Il sait bien que cet accord dépend du choix qu'il doit faire, lui-même, au sujet du premier ministre. S'il s'en va et si M. Fabius est le bénéficiaire de ce départ. l'alliance entre MM. Rocard et Jospin pourrait redevenir d'actualité. Si, au contraire, le président de la République favorise M. Jospin, c'est entre MM. Rocard et Fabius que entre MM. Rocard et Fabius que ce qu'un rocardien appelle la «grande alliance » pourrait voir le jour. Le president attend, et les socialistes l'attendent. PATRICK JARREAU

de l'après-Rocard

atteinte aux principes républicains. Répartition des rôles et des postes

la quasi-unanimité, de le

soutenir, - ni omis d'expliquer à

qui voulait l'entendre qu'ils expri-

maient, en la matière, le sentiment

de M. Mitterrand. Ils estiment que

cette réforme ne « passera » pas,

sauf à faire à la droite la conces-

sion du cadre régional pour élire

les conseillers régionaux; mais,

alors, disent-ils, si M. Rocard s'en-

gage dans cette voie, c'est qu'il veut affaiblir l'autorité de l'Etat en

lui opposant de grands feodaux

elus au suffrage universel. Les mit-

terrandistes, selon cux, ne pour-

raient que se rallier à la bannière

du chef de l'Etat contre une telle

Ce scénario révèle bien des arrière-pensees. M. Fabius a toujours expliqué que, sur beaucoup de points, les rocardiens et les mit-terrandistes sont, désormais, proches, mais qu'il subsiste entre eux une différence dans la conception du rôle de l'Etat. Si celle-ci est en cause dans la réforme du scrutin régional, les conditions d'un affrontement sont reunies. Dans ce cas, le « positionnement » de M. Fabius, par lieutenants interpo-sés, est limpide : son candidat pour le poste de premier ministre, si l'actuel titulaire du poste est remercie ou choisit de partir, c'est lui-même. Et le président de l'Assemblée nationale est assurement, alors, bien loin d'envisager, aujour-d'hui, l'accord auquel il avait songé, avant le congrès de Rennes, avec M. Rocard, sur un partage des rôles : à l'un le parti, à l'autre le statut de candidat à l'Elysée.

L'initiative de M. Mauroy ne pouvait que déranger les plans de M. Fabius, qui l'a très mal prise. D'autant que le premier secrétaire avait un autre tour dans son sac. Inquiet de la situation dans laquelle se trouveraient les socialistes si le scrutin régional n'était pas modifie, M. Mauroy a propose à la commission des résolutions,

Les 12 et 13 avril 1991 se tiendra à l'Assemblée Nationale Le monde change. Peut-on encore changer le monde?

O Une culture à revisiter. Vendredi après-midi, trois tables rondes: Nouveaux désordres, nouvel ordre. Le Nord, le Sud, la gauche. La gauche n'a-t-elle (vraiment) plus rien à dire?

Des pistes pour le neuf. Samedi matin, quatre ateliers: • Aux pouvoirs, citoyens. • Produire, disent-ils; détruire, font-ils. • Le monde change, le travail aussi. • Vers un individualisme de gauche?

o Culture de transformation, culture de gouvernement: une gauche pour l'Europe. Samedi après-midi, séance plénière.

AgorA 91 est née de l'initiative de trois mouvements: la Fondation Agora 71 est nee de l'indidure de 1005 diouvements: la ronadion Ailes, le Forum Progressiste et le Forum Social Européen. Sy sont joints Debat Social (Saint-Etienne), Initiatives (Lille), Reconstruction-Socialisme-Démocratie (Marseille).

Marc Abélès, Alain Arvin-Bérod, Claude Bartolone, Pascal Beau, Les premiers participants: Ugo Boggero, Denis Bonvalot, Serge Briand, Jean-Christophe Cambadélis, André Colin, Albano Cordeiro, Jean-Pierre Delilez, Jean-Claude Delaunay, Serge Depaquit, Piero Fassino, Roger Fainzylberg, Jean-Paul Foncel, André Galan, Patrick Garcia, Raphael Garcia, Pierre Guiraud, Pierre Héritier, François Hincker, Alain Joxe, Pierre Juquin, Roger Lalouette, Anicet Le Pors, Jacques Lévy, Bernard Liger, Gérard Lindeperg, Claude Llabres, Roger Levy, pernard Liger, Gerard Lindepers, Claude Liabres, Roger Martelli, Gustave Massiah, Pierre Moscovici, Michel Mousel, Michel Naudy, Pierre Nesterenko, Maurice Ninitte, Ramon Michel Maudy, Fierre Mesterenko, Maurice Minitte, Kamons Penagarrikano, Jean-Guy Pinède, Jean-Paul Planchou, Bernard Ravenel, Bernard Régnier, Henri Rey, Michel Rolant, Olivier Schwartz, Benjamin Stora, Dominique Taddei, Lucien Vassal, Patrick Viveret, Gilbert Wasserman, Henri Weber. (Liste arrêtée au 15 janvier 1991.)

Entrée uniquement sur invitation, à demander au (1) 43.42.58.69. Participation aux frais: 50E.



Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place! Protection sociale, cout de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports: tous les faits concrets sont dans les monographies de

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acite est la clef d'une expatriation réussie. Pour plus d'informations, tapez 36 15 code A1 Acife ou 36 17 code A9 " Acife.

PUBLICATIONS LE BON DEPART

igei 46

1

M. Fabius propose de faire du contrôle des ventes d'armes un thème d'action « majeur »

La convention nationale du Parti socialiste, réunie à Cachan (Val-de-Marne) les samedi 6 et dimanche 7 mars, a débattu, principalement, de la situation internationale au lendemain de la crise du Golfe. La limitation des armements et le contrôle des ventes d'armes, questions abordées par la plupart des orateurs, doivent devenir, aux yeux de M. Laurent Fabius, des thèmes « majeurs » de l'action des socialistes. Les délégués ont discuté, aussi, de la proposition de M. Pierre Mauroy d'avancer à la fin de l'année le prochain congrès du parti.

Après la crise du Golfe, après les bouleversements à l'Est, alors que le rejet des régimes autoritaires se répand en Afrique francophone et que l'Afrique du Sud renonce à l'apartheid, tandis que plusieurs grands pays d'Amérique du Sud semblent s'enfoncer dans le désastre du populisme face, enfin, aux incer-titudes européennes aggravées par les conséquences de l'unification allemande, les militants socialistes attendaient de leurs dirigeants qu'ils leur proposent, sinon des réponses du moins des questions bien posées, des analyses éclairantes, des repères,

Le texte préparatoire à la convention de Cachan, adopté d'un sei cœur par le bureau exécutif le 13 mars, ne pouvait que les laisser sur leur faim. M. Jean Glavany lui a réglé son compte, samedi, en deux phrases, " Ce texte est bon, a-t-il dit, parce qu'il est unanime. Il est mau-vais parce qu'il est unanime.» Il s'agissait, en effet, pour les responsables du PS, d'éviter que le débat sur situation internationale ne se réduise à une confrontation rétrospective entre la large majorité qui avait approuve la politique de M. François Mitterrand et la petite minorité qui l'avait contestée. Pour y parvenir, les courants, à l'exception des rocardiens et des popere nistes, s'étaient employés à arrondir

Encore M. Jean-Pierre Chevène ment avait-il jugé le texte trop abrupt pour lui et reproché aux responsables de son courant. Socialisme et République, de l'avoir voté. M. Pierre Guidoni, qui est le principai d'entre eux en tant que chargé des relations internationales au secrétariat national, a affirmé sa solidarité avec l'ancien ministre face au « concert de ricanements et d'insultes » qu'avait provoqué sa démission, mais il a justifié son vote en déclarant : « On ne verra pas, et pour cause, ce qu'auraient été les retombées de l'autre politique, qui a été refusée. Le réel d'un côté, un discours de l'autre : la partie n'est pas égale, il est donc vain de la proton-

Le « socialisme des imbéciles »

Plutôt qu'une explication entre partisans et adversaires de la guerre contre l'Irak - explication qui n'était souhaitée par personne, à commencer par l'ancieu ministre de la défense, en voyage en Italie, et par M. Mas Gallo, lui aussi absent de la convention. de la convention, - les socialistes souhaitaient un débat prospectif. De l'Irak, il a été question, bien sur, pour exprimer la consternation qu'inspire le sort des Kurdes et pour féliciter le président de la République d'avoir pris l'initiative de la résolution 688 du Conseil de sécu-rité de l'ONU. M. Pierre Mauroy y a vu une «indéniable avancée diplomatique », qui « donne à la France une victoire politique et, plus encore, morale ». M. Michel Rocard a paru, cependant, ne pas se réjouir sans nuance d'une situation qui reste marquée, à ses yeux, par le «contraste insoutenable entre la mobilisation au profit d'un peuple opprimé, aussitôt suivie par la pas-

sivité à l'égard d'un autre peuple éga-lement opprimé, dans les deux cas par le même dictateur, mais, dans le second cas, à l'intérieur de ses pro-

La convention n'en avait pas tout à fait terminé avec la crise du Golfe, car M. Jean Poperen, comme il l'avait laissé attendre, a fait le lien entre les réactions provoquées par cette crise et l'avenir des conceptions socialistes en matière internationale. Pour le ministre des relations avec le Parlement, les difficultés qu'ont éprouvées certains membres du PS à suivre le président de la République sur la voie de l'affrontement avec l'Irak ne sont ni négligeables, ni innocentes. Elles traduisent, à ses yeux, la persistance d'un anti-americanisme, d'un tiersmondisme et d'un pro-arabisme de principe, hérités de l'emprise communiste sur la gauche des années 50 à 70 et de la guerre d'Algérie. Faia 10 et de la guerre d'Algerie. Par sant allusion aux positions de M. Chevènement, M. Poperen a expliqué que, pour lui, « entre la démocratie imparfaite » des Etats-Unis et «la dictature » irakienne, le

M. Poperen n'a guére trouvé de partenaires pour cette partie-la.

contrepoids européen à la puissance américaine, qui reste la principale, « malgré un déclin relatif ». Pour M. Guidoni, le monde « ne compte plus qu'une seule superpuissance, qui ira, c'est naturel, jusqu'au bout de son pouvoir». M. Jospin, lui, prend « les Etats-Unis pour ce qu'ils sont : militairement forts (sans eux, qui cut contrecarré l'Irak?) : politiquement rationnels, donc sensibles aux rap-ports de force et à la réalité interna-tionale ; économiquement affaiblis ».

M. Laurent Fabius partage ce jugement, en y ajoutant que « les Etats-Unis n'ont plus vraiment, à eux seuls, les moyens de la fonction impériale», car « quand ils manien le « gros baton », c'est avec les sub-sides des Allemands, ceux des petromonarchies et des Japonais».

M. Rocard: l'identité européenne

Le dynamisme de ces derniers représente, pour le président de l'Assemblée nationale, une « menace », tant que l'« énorme pouvoir » qu'ils accumulent est sans contrepartie. demandé, le Japon pourra-t-il accep-ter - pourrons nous, nous-mêmes,

Cependant, la « synthèse » a

MM. Jean-François Delahais

(Isère), Jean-Pierre Fourré

(Seine-et-Marne), Jean-Pierre

Mam Hélène Mignon (Haute-Ga-

(Haute-Saône)

prévalu. Sept députés

Michel

Douze sanctions pour indiscipline

Faire vivre la « synthèse » n'est les élus de Socialisme et Répupas toujours facile. M. Pierre blique, n'était vraisemblablement Mauroy en a fait l'expérience, dimanche 7 avril, à Cachan, lorsqu'il lui a fallu défendre, à la tribune de la convention socialiste, la amodération a dans la « rigueur » avec laquelle ont été sanctionnés les parlementaires qui n'avaient pas respecté la discipline de vote, le 16 janvier dernier, sur l'engagement des hosti-lités contre l'Irak. Alors que les responsables des courants, réunis samedi soir au sein de la commission des résolutions, avaient confirmé leur accord sur ces sanctions, M. Claude Germon a réclamé, en séance plénière, des mesures beaucoup plus sévères à l'encontre, au moins, des deux animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, tous deux parlementaires de l'Essonne

La vindicte de M. Germon, lui aussi député de l'Essonne et maire de Massy, contre ses deux turbulents voisins, rencontrait les sentiments de nombreux déléqués. La position des fabiusiens, qui avaient plaidé pour l'indulgence envers MM. Dray et Mélenchon, railiés à leur courant au congrès de Rennes, et envers

M. Henri Emmanuelli « partage un certain nambre de ses mises au points, mais sans oublier que «l'impérialisme américain existe : nos comarades d'Amérique du Sud l'ont rencontré v. C'est à peine si M. Rocard a pourfendu « un certain anti-américanisme primaire», dans lequel il voit « quelque chose que Marx aurait pu appeler « le socialisme des imbéciles ». M. Lionel Jos-pin a reproché à M. Poperen d'ensoncer des portes ouvertes. « Quant à l'anti-américanisme primaire et au tiers-mondisme, a expliqué le minis-tre de l'éducation nationale, comme ils n'ons jamais été, sous la direction de M. Mitterrand, la mienne ou celle de M. Mauroy, la position majoritaire du parti, je ne crois pas utile (...) d'en faire le centre de nos

Cependant, la place des Etats-Unis dans le monde n'est pas appré-ciée de la même manière par tous Pour M. Rocard, ils ont «leurs intérêts de grande puissance» et toute puissance a besoin d'être équilibrée par une force au moins équiva-lente «. M. Louis Mermaz a insisté, lui aussi, sur la nécessité d'un

AVRIL 1991

deux sénateurs, M. Paul Loridant (Essonne), membre de Socia-

ronne) et Gilberte Marin-Moskovitz (Territoire de Belfort), tous membres de Socialisme et République, ainsi que Mª Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), qui avait rejoint M. Fabius à Rennes - sont suspendus de délégation jusqu'à la fin de la session parlementaire. Il en va de même pour lisme et République, et M- Maryse Bergé-Lavigne (Haute-Garonne), poperéniste. MM. Dray, député, et Mélenchon, sénateur, ainsi que MM. Roland Carraz, député de la Côte-d'Or, et Max Gallo, député européen, tous deux membres de Socialisme et République, subiront la même peine jusqu'à la convention « de rentrée » du PS. à l'automne.

accepter – que ce pays ne prenne pas ses responsabilités politiques?» Selon M. Fabius, «l'emprise japonaise» – technologique, financière, culturelle – « doit nous préoccuper au moins autant que l'empire américain».

Face à l'une et l'autre puissance aux problèmes du développement, à celui des armements, les socialiste ne voient de réponse que dans l'Eu-rope. M. Jospin n'y a pas insisté, se bornant à souhaiter que la France conforte son a rôle central » en «bâtissant d'un même pas l'Europe des Douze (...) et une confedération plus large ». M. Fabius n'a pas été beaucoup plus disert sur ce « point essentiel», en soulignant que « l'Eu-rope doit être, non seulement, un multiplicateur de misseum bosomimultiplicateur de puissance économique et de justice sociale, mais. encore, un multiplicateur d'action politique sur la scène internationale» et que « les années 1991-1992 seront nos années de vérité européenne ». M. Mermaz a affirmé que « la bataille de l'avenir va se livrer, pour nous, en Europe, ce qui n'est pas exclusif de notre rôle mondial, de notre influence dans le Bassin méditerranéen, bien au contraire ».

La construction européenne a occupé une large part du discours de M. Rocard sur la situation interna-tionale. Pour le premier ministre, « les événements du Golfe ont cruellement illustré la nécessité d'une inter vention forte et volontaire du politi-que pour redonner un sens » à cette entreprise. Le grand marché est. certes, « nécessaire et souhaitable ». a-t-il dit, mais « il ne peut pas être l'élèment constitutif d'une identité européenne», laquelle « se forgera (...) à travers le modèle culturel et social qui s'est édifié au cours des siècles d'une histoire mouvementée et, pourtant, commune v M. Rocard a illustré la nécessité d'une « puissance politique » européenne en traitant des ventes

d'armes, corollaire, aujourd'hui, de l'indépendance d'une « force militaire moderne », saul, « peut-être », pour les Etats-Unis. Cependant, a-t-il expliqué, « à l'échelle européenne, peut s'organiser un équilibre dans la fabrication des armements. qui (...) permette que les ventes d'armes (...) s'effectuent de façon limitée, sélective et contrôlée ».

M. Jospin: les discours et les actes

M. Mauroy s'en remet, sur cette

question, aux institutions internationales, qu'il s'agisse de l'Europe des Douze, qui pourrait jouer un rôle de « coordination des ventes d'armes » ou des Nations unies, qui devraient a se doter de moyens de contrôle et de surveillance des marchés». Favorable, comme M. Rocard, à une organisation européenne des industries d'armement, M. Jospin estime que la France doit s'a interdire d'exporter des matériels sensibles militairement» et agir pour des contrôles internationaux, mais il a invité les socialistes à faire preuve de modestie devant ce problème. «Les actes passés tempèrent les discours d'aujourd'hui, a-t-il dit. Je le sais, moi qui ai déconseillé de vendre des armes à l'Irak. Les discours d'aujourd'hui doivent être suivis par des actes demain. » M. Fabius a soulevé la question, selon lui, « la plus épineuse : peut-on, à la fois, dire « Nous voulons le développement », et interdire à nombre de pays du tiersmonde l'accès aux technologies sophistiquées?», mais il a souligné que « sa complexité ne doit pas être utilisée comme un prétexte pour ne rien faire». « Faisons de la limita tion des armements et du contrôle des ventes d'armes un thème majeur de nos reflexions et de nos actions! a-t-il lance. Vous verrez, alors, que la politique intéressera de nouveau les nonulations.

Le président de l'Assemblée nationale, qui s'est exprimé dimanche, avait commencé son propos, en reprochant à M. Mauroy d'avoir pris la responsabilité de «centrer» les débats de la convention, « de façon un peu surréaliste», sur la date du prochain congrès. « J'ai mon idée », a-t-il dit à ce sujet, tout en doutant de l'opportunité d'un congrès qui se réunirait à la fin de l'année, au moment où « se prépareront, sur le terrain, les élections cantonales et régionales », plutôt qu'en juin 1992, après ces élections. Samedi, le premier secrétaire avait expliqué sa proposition en soulignant, notamment, qu'il serait bsurde de séparer l'adoption du «projet» socialiste, prévu pour la fin de l'année lors d'une convention nationale, d'un congrès qui, quelques mois plus tard, « aurait l'inconvénient de replacer (le parti), sans ébat d'idées, dans le cercle infernal des enieux de pouvoir ».

Les rocardiens ont confirmé leur appui à M. Mauroy, M. Claude Evin, ministre des affaires sociales, affirmant : « C'est bien d'idées, avec l'adoption de notre projet pour l'an 2000, qu'il nous faudra débattre à l'occasion de notre prochain congrès. » M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, ministre de la ville proche de M. Mauroy, s'est déclaré défavorable à un congrès en juin 1992, car. a-t-il dit, e nous aurons autre chose à faire pour gagner les élections législatives ». Pour M. Mermaz, la proposition du premier secrétaire est « une bonne idée si, sur cette date, peut se dessiner un accord général », et M. Jospia estime qu'il ne faut « forcer personne ». M. Poperen estime que « la question décisive, ce n'est pas la date» et que «si c'est pour avoir a Rennes bis », le plus tard sera le

a La discussion ne fait que commencer», a assuré M. Bernard Roman, membre du secrétariat national, proche de M. Mauroy, et M. Emmanuelli, jospiniste, s'est étonné « que l'on puisse [la] refuser, aujourd'hui, par principe». M. Gla vany, lui aussi jospiniste, est allé à l'essentiel : « Si M. Mauroy pose le problème, a-t-il dit, c'est, tout simplement, parce ou'il se pose. » L'ancien chef de cabinet du président de la République est un homme pré-

cieux.

L'effet « Rennes »

C'est le nouveau réflexe de Pavlov. Prenez une assemblée socialiste, prononcez le mot congrès », attendez quelques instants. Cela commence généralement par un ballet de RŽ5 qui bloque toutes les rues avoisinantes au grand dam des habitants du lieu. Cela continue par quelques « bombages » à la peinture rouge sur les murs : «PS, du boulot la Cela se poursuit par l'entrée en scène des acteurs principaux: M. Michel Rocard rappelle que l'actuel premier ministre fait du très bon travail; M. Lionel Jospin, discrètement entouré des siens, fait semblant de ne pas voir M. Laurent Fabius, cemé de caméras; M. Pierre Mauroy contemple son parti « rassemblé » du haut de sa tribune, avec la mine éperdue de celui qui voudrait encore

v croire. Puis viennent les « deuxièmes couteaux», qui parlent dans l'indifférence et le brouhaha général, tandis que les préposés aux petites phrases hantent les couloirs à la recherche d'oreilles journalistiques avides ; les attachées de presse affairées, qui plient sous le poids des discours de leur patron - « Regardez bien à la page 28, il frappe fort la : les « minoritaires », qui pestent contre l'absence de « débats d'idées »; les grands fécdaux, qui s'indignent de «l'image désastreuse » du parti, avant de repartir prudemment à la rencontre des « vrais problèmes des Français a sur leurs terres électoécoute siffier les balles, en cherchant désespérément dans les journaux l'explication du pourquoi, du comment, du avec qui, du jusqu'où, qu'on ne lui donne pas à la tribune.

Tout est en place. Le remake du congrès de Rennes peut commencer. Dans le rôle du lieutenant fabiusien, M. André Billardon s'étonne : « Un congrès, pour quoi faire ? » Puis il berre son front d'une ride soucieuse : « Ce n'est pas en faisant un congrès qu'on va régler les pro-blèmes de fond. » Il affirme, sentencieux : «Le parti ne retrouvera du dynamisme que s'il redevient un parti d'idées. » Finalement, il livre le message essentiel : «On ne peut pas faire alliance avec Rocard. Ce serait contre nature. Moi, je suis pour la réunion du courant mitterran-

Passe une minoritaire, M= Marie-Noëlie Lienemann. Forcément pessimiste : « Mon parti va très mai. » Forcément défaitiste : « Tout le monde s'auto-neutralise, car, dès que l'on parle de congrès, les enjeux de pouvoir reprennent le dessus. » Malgré tout idéaliste : «Il faut que le parti se fixe quatre ou cinq grands projets pour montre au gouvernement qu'il n'est pas une carpette. Nous devons retrouver la logique d'Epinay, retravailler sur un vrai programme d'idées » Arrive un conventionnel » qui en a vu d'autres, M. Louis Mermaz. Il glisse le plus sérieusement du monde : « Moi, je suis pour un congrès réussi, quelle qu'en soit la date. » Le ministre de l'agriculture précise sa pensée : « Avancer la date, c'est une bonne idée, à condition que tout le monde soit d'accord. Cela ne peut pas se faire les uns contre Un minoritaire, affligé, qui plus

est, d'une étiquette chevenementiste et d'une sanction pour avoir voté contre la guerre du ∉ Nous, il ne nous appartient pas

de décider de l'avancement du congrès, observe M. Roland Carraz, mais ce serait une bonne chose, dès lors que cela nous permettrait de défendre nos idées. » Un jospiniste qui réfléchit, M. Jean-Christophe Cambadélis, analyse posément : « Dès que l'on dit « congrès », tout le monde se positionne en fonction de ses intérêts de courant. C'est pourtant une bonne idée, mais

l'effet « Rennes » a tout cassé. » Un rocardien optimiste. M. Michel Sapin, entend le rester: « Mon sentiment, c'est que ce congrès anticipé va se faire. » Un éléphant fabiusien, optimiste lui aussi, M. Marcel Debarge, est formel : « Ca y est l Le congrès anticipé est enterré. »

Un poperéniste las, M. Raymond Douyère, soupire : «Un congrès ne sert à rien. Si Mauroy veut vraiment régler le problème de la direction du PS, il n'a qu'à remettre sa démission ; mais, dans ce cas, il sait que la majorité se dégagera en faveur de Fabius. S'il ne le fait pas, c'est qu'il a d'autres idées en tête. » Un jospiniste dubitatif, M. Jean-Marie Le Guen, trouve que ec'est une bonne proposition. qu'il convient d'étudier encore quelques mois . Un eyraultiste convaincu, M. Jean-Marc Ayrault, martèle : «Sì un nouveau congrès paut effacer Rennes, alors d'accord. Sinon, PS. Il faut, maintenant, un vrai pacte de confiance entre Rocard et Fabius. »

Vertige existentiel

Un sénateur esseulé, minoritaire, dirigeant de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), M. Jean-Luc Mélenchon, s'exprime à son tour, mais « en son nom personnel », puisque le parti vient de lui confirmer - pour ses prises de positions contre la guerre du Golfe - les sanctions à son endroit. « Moi, dit-II, je suis contre tout congrès. Sauf celui qui peut donner le parti à Fabius. » Un jospiniste stratège, donc anonyme, confie : « Avancer le congres, pour Mauroy, c'est la seule façon de ne pas aller à l'abattoir su lieu et à l'heure qu'on lui a indiqués, c'est-à-dire après les élections régionales, date à laquelle Fablus n'aurait plus qu'à se baisser pour ramasser un parti en miettes. >

Un rocardien perdu, M. Jean-Pierre Sueur, qui « attend qu'on lui explique ce qui se passe », est soudainement saisi d'un grand vertige existential: « On doit avoir l'air un peu ridicules, non, avec cette histoire de congrès, à côté des grands problèmes du monde 7. Sa conscience socialiste s'affole : « Et si, en plus, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur la date la Et pendant ce temps... M. Fabius discourt gravement sur la question palestinienne. Un chien, jospiniste sans doute, aboie. Les enfants des délégués qui n'ont pas trouvé de nounou le dimanche jouent à leur guerre à eux dans l'arrière-salle. l'école, ils apprendront : « Convention : accord de deux ou plusieurs personnes sur un fait précis. » (Le Petit Robert). **PASCALE ROBERT-DIARD**

多達 LIFTCHET [‡] INDUSTRIE TERMINE

Fondation pour les **Etudes de Défense Nationale**

Stratégie française

et industrie d'armement J.-P. Hébert Prélace de P. L. de Saint Germain

Production d'armement : une synthèse des composantes iques, économiques et industrielles; des données chiffrées

Diffusion: La documentation Française 29, quai Voltaire 75007 Paris

Le Monde **L'EDUCATION**

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS... LA SANTÉ, CA VA ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

festations

Le financement du Parti socialiste et la loi d'amnistie

Un juge d'instruction du Mans est dessaisi après une perquisition au siège parisien d'Urbatechnic

M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction au Mans, a été dessalsi, dimanche 7 avril, à la requête du parquet, d'un dossier d'extorsion de fonds, faux, usage de faux et corruption visant le financement du Parti 'socialiste. Cette décision lui a été notifiée alors même qu'il sortait du siège parisien du bureau d'études Urbatechnic où il venait de procéder à une perquisition. Selon le parquet, M. Jean-Pierre, qui est remplacé dans ce dossier par M. Jacques Liberge, premier juge d'instruction au Mans, a agi avec « parti pris » et selon des « considérations purement personnelles ». Les vingt-huit scellés saisis dans les locaux d'Urbatechnic y ont finalement passé la nuit, dans cinq caisses de carton, sous la garde de policiers en tenue, et devalent être récupérés, lundi 8 avril, par la direction centrale de la police judiciaire. L'inspection générale des services judiciaires a été saisie,

Les deux événements sont excep-tionnels : une perquisition dominitionnels: une perquisition dominicale au siège de la société qui est
au cœur de la polémique sur le
financement du parti au pouvoir,
alimentée par les révélations de
l'ex-inspecteur Antoine Gaudino;
le dessaisissement spectaculaire et
linstantané de celui qui la conduicait. un « netit iuge » de province instantane de ceiui qui la contuc-sait, un « petit juge » de province qui, sans crier gare, avaît décidé de mener jusqu'au bout ce que la loi d'amnistie de janvier 1990 avait

Dans l'opinion, l'effet risque fort d'être désastreux, tant la relation de cause à effet est inévitable. La de cause à effet est inévitable. La réalité est cependant plus complexe, entre procédure pénale et opportunité Politique, ou, plus essentiellement, indignation morale et respect du droit. A l'image du spectacle tragi-comique qu'offrirent, dimanche 7 avril, en début de soirée, les divers protagonistes à deux journalistes, de RTL et du Monde.

Au 5 bis, rue de Rochechouart, à Paris (9°), immeuble abritant diverses sociétés chargées de l'intendance socialiste (GIE-GSR Gracco, Valorimmo, Expimo, Urbatechnic), l'affaire d'Etat a en inffat tourné an vaudeville. Il est effet tourné au vaudeville. Il est 20 h 30. A l'intérieur, au troisième étage, depuis 17 h 30, M. Jean-Pierre perquisitionne consciencieu-sement les bureaux de M. Gérard Monate et de ses collaborateurs. Il

pénale en mars . - Le nombre des détenus, en augmentation constante depuis le début de l'année, a poursuivi sa progression au mois de mars. Les personnes détenues dans les prisons (métropole et DOM confondus) étant au nombre de 52 326 au 1er avril contre 51 714 un mois plus tôt, soit une hausse de 1,18 %. Les chiffres de mars font apparaître une légère baisse des prévenus : 20 587 le le avril, contre 20 735 le 1e mars, et une augmentation des condamnés de plus de sept cents (31 739



est accompagné de sa greffière et de deux témoins. L'un a été requis d'office alors qu'il rendait visite à des amis dans l'immeuble voisin. des amis dans l'immeuble voisin.
L'autre a été pressenti par le juge
lui-même, qui lui a téléphoné pour
l'inviter à l'assister. C'est Me Denis
Langlois, grand pourfendeur des
dossiers noirs de la police française, selon l'intitulé d'un de ses
onveges, et ces derniers mois ouvrages, et ces derniers mois porte-parole de l'«appel des 75» contre la guerre du Golfe...

Dehors, sur le trottoir, Me Yves Baudelot, avocat de M. Monate, accompagné de la secrétaire de ce accompagné de la secrétaire de ce dernier, ne cache ni sa colère ni son impuissance. Colère : « C'est absolument sidérant! C'est un juge qui s'autosaisit, qui a été dessaisi par le procureur! Cette perquisition est une violation de domicile et un voi s'il dessais emportes des doccierci vol s'il devait emporter des dossiers; Totalement illicite! Il n'a aucun Totalement illicite! Il n'a aucun pouvoir, il ignore les règles élémentaires. du code. de procédure pénale. » Impuissance : la porte du 5 bis reste hermétiquement close, le juge ayant du recourir pour pénétrer dans l'immeuble et dans les bureaux à un serrurier qui, après l'avoir fracturée, a évidemment changé la serrure. Les cless ment changé la serrure. Les clefs de la serrétaire de M. Monate sont donc inopérantes.

de la sectione de la deuxième deux inspecteurs de la deuxième Division de police judiciaire parisienne qui font le pied de grue depuis l'après-midi mais n'ont pu pénétrer dans l'immeuble, toute assistance territoriale ayant été refusée au juge d'instruction par la préfecture ide police. Cinq de leurs collègues l'enus du Mans avec M. Jean-leierre ont buté sur le même obstalcle et viennent de repartir dans cle et viennent de repartir dans leur province, quelques secondes à peine avant l'arrivée sur les lieux peine avant l'arrivée sur les lieux de Mª Isabelle Paulat, substitut du procureur de la République de Paris, qui, de permanence criminelle, aura la tâche délicate de Mémère les fils de cer imberglie. démêter les fils de cet imbroglio. Dans l'immédiat, elle cherche à entrer dans l'immeuble, en quête du téléphone d'un second serru-rier...

Demarche finalement inutile. A 21 h 12, M. Jean-Pierre ouvre la porte de l'immeuble. Agé de krente-cinq ans, grand, bien mis, délégué régional du Syndicat de la

magistrature, il a l'allure et le parler d'un jeune homme de bonne famille. Mª Baudelot se précipite, l'apostrophe, s'inquiète de l'éventuelle sortie de documents, demande à vérifier le contenu d'une valise. Les deux hommes échangent quelques vifs propos avant que Man Paulat n'accom-plisse la formalité qui lui permet de prendre le relais du juge d'ins-truction. Une formalité qui tient truction. Une formainte qui tient en quatre feuillets manuscrits, faxés à 19 h 06 depuis le tribunal du Mans et notifiés à 21 h 15 au juge d'instruction.

« Considérations purement personnelles »

Les deux premiers sont signés par M. Henri Bertrou, procureur de la République du Mans. Après une référence à l'information ouverte le 8 janvier 1991 contre X... des chefs d'extorsion de fonds, faux, usage de faux et corruption, faux, usage de taux et corruption, on y lit: «Attendu que, des pièces du dossier, il résulte que le juge d'instruction Thierry Jean-Pierre, bénéficiant de la collusion avec des membres du parquet, a pris l'initia-tive de se saisir artificiellement de faits faisant par ailleurs l'objet d'infaits faisant par ailleurs l'objet d'investigations: que cette saisine parait motivée par des considérations purement personnelles; que son parti pris résulte des conditions dans lesquelles il s'est saisi et dans lesquelles il a diligenté les premières investigations; que dans ces conditions, pour assurer la sérénité de l'information et une bonne de l'information et une bonne administration de la justice, il apparaît opportun de dessaisir M. Jean-Pierre au profit d'un autre juge d'instruction. tres feuillets,

plus brefs, où la présidente du tribunal du Mans fait droit à cette requête du parquet et désigne pour succèder à M. Jean-Pierre l'un de ses collègues du Mans, M. Jacques Liberge. Désormais, M. Jean-Pierre est donc juridiquement hors course. «Je m'attendais à être dessaisi plus tôt mais on a couru trop vite pour eux », confie-t-il avec un vite pour eux », contie-t-il avec un sourire. Le juge savait en effet ce qu'il faisait et risquait. Tout a commencé il y a un an quand, après l'adoption de la loi d'amnistie, il manifeste sa réprobation printing » avec ses deux collègues tie, il manifeste sa reprodation «civique», avec ses deux collègues juges d'instruction au Mans, en relâchant des délinquants qu'il avait du incarcérer. Depuis, le voilà parti en croisade, non sans complicité avec M. Gaudino.

Ayant en instruction un dossier

M. Rainelli Le commerce international

REPÈRES M. Fouet

Le dollar REPÈRES

M. Lelart Le système monétaire

international REPÈRES

128 p., 42 F, 100 titres LA DÉCOUVERTE

d'accident du travail, il reçoit un coup de téléphone anonyme, au début de cette année, lui affirmant que l'entreprise concernée « arrosait» des partis politiques, dont le PS par l'intermédiaire d'Urbatechnic. Un substitut du parquet du Mans le soutient alors dans son désir d'élargir sa saisine au dossier

des fausses factures et du finance-

ment du PS. Un responsable de chez Albin Michel, éditeur de M. Gaudino, vient lui remettre une copie des fameux cahiers de M. Joseph Delcroix, qu'il fait ensuite authentifier par M. Gaudino, entendu le 28 mars. Puis, samedi 6 avril, le juge fait interpeller l'ancien respuge fait interpeller l'ancien les ponsable d'Urbatechnic pour les pays de Loire, M. Christian Giraudon, qu'il inculpe et incarcère. Dimanche matin, il tente sans succès de rééditer l'opération avec M. Monate, à son domicile de Noi-sy-le-Sec. Puis il se rabat sur les locaux parisiens d'Urbatechnic.

En somme, M. Jean-Pierre a gagné sa course folle avec la chan-cellerie mais est invalidé pour cause de « dopage judiciaire ». Res-tait alors un problème, « mes cadavres », comme dira joliment M= Paulat : les vingt-huit scellés, cachetés à la circ, contenus dans cinq caisses en carton. Pour Me Baudelot, pas question qu'un seul document quitte l'immeuble. Les tractations dureront jusqu'après 2 heures, lundi matin, dans les bureaux mêmes d'Urbatechnic. Après être restées dans le hall de l'immeuble, les cinq caisses sont finalement remontées au troisième étage où elles ont terminé la nuit sous la garde de plusieurs gardiens

« Le pouvoir judiciaire contre le pouvoir politique, c'est inédit v. avait sobrement commenté, sur le trottoir, l'un des inspecteurs spec-

EDWY PLENEL

Au tribunal correctionnel de Paris

Un journaliste relaxé du délit de « recel de violation du secret de l'instruction»

Le journaliste Philippe Berti. qui avait été inculpé de « recel de violation du secret de l'instruction » pour avoir publié, dans l'hebdomadaire VSD du 30 janvier 1986, des extraits de procès-verbaux établis par la brigade criminelle - lors de l'enquête concernant l'assassinat de Jacques Perrot, commis le 27 décembre 1985 - a été relaxé, jeudi 4 avril, par la dixseptième chambre correctionnella de Paris.

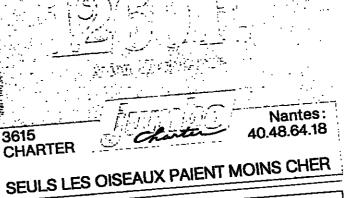
« Affaire Boutboul, document exclusif, les interrogatoires de police, ce que Darie Boutboul et sa mère, Elisabeth Cons-Boutboul, ont vraiment déclaré aux enquêteurs. » Ce long titre révélait sans prudence l'origine de l'article, qui entrainait une plainte de Mª Darie Boutboul et l'ouverture d'une information judiciaire pour a recel de violation du secret de l'instruction ».

Renvoyé devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris pour répondre de ce délit, le journaliste Philippe Berti affirmait avoir

ces-verbaux lors d'une communication téléphonique avec un correspondant anonyme. Or, pour que le délit de recel soit caractérisé, il est nécessaire de démontrer que le secret de l'instruction a bien été violé par l'une des personnes « qui concourent à la procedure ».

Aussi le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, note dans son jugement : « Si cette hypothèse peut être resenue comme une possibilité raisonnable (...), elle ne peut cependant des la comme une peut cependant de la comme une peut de la comme une peu dant être tenue pour certaine.» Et les juges ajoutent : «Il est impossible d'affirmer avec certitude que l'infora affirmer avec certitude que l'infor-mation reçue par le prévenu procède nécessairement d'une violation du secret de l'instruction, alors qu'elle peut tout aussi bien provenir d'une soustraction frauduleuse.»

Le tribunal a donc rendu une Le tribunal a donc rendu une décision de relaxe... teintée de regret, puisque le jugement suggère que les faits auraient pu être « utilement poursuivis » sur la base de l'article 38 de la loi sur la presse, qui « interdit de publier les actes d'accusation et tou autre acte de procédure sation et tout autre acte de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publi-MAURICE PEYROT





Quels que soient vos soins et votre activité, il existe dans la nouvelle gamme PHILIPS un PC fait

Du portable extra-plat (1,6 kg) au PC de bureau 486, en passant par les 386, il y a en tout 25 configurations PHILIPS.

Avec des vitesses atteignant 33 MHZ et un choix de disques durs d'une capacité allant jusqu'à 340 Mo, nos 386 sont exceptionnelle performants et efficaces. Parfaits pour les affaires l

Vous souhaîtez encore plus de puissance ?

EMPREINTE. PEUT PROCURER INE FORTE SENSATION DE PUISSANCE.

Notre 486 a toutes les capacités nécessaires pour devenir le centre nerveux de grands réseaux locaux. Vous vous déplacez

Tous nos portables allient vitesse, puissance et compacité. Les "PCL 200" par exemple : au standard du marché, ils ne pèsent que 3 kg et sont moins encom-

brants qu'une feuille A4. Cela ne les empêche pas de posséder toutes les caractéristiques indispensables : disque dur de 20 Mo, écran LCD rétro-éclairé, affichage haute résolution VGA, logiciels permettant une utilisation simple et immédiate.

Une telle gamme, seule ne entreprise de dimension internationale pouvait vous

Si vous voulez donner un coup de pouce à vos affaires, investissez dans le futur avec un PC PHILIPS.

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.





Le calendrier scolaire 1991-1992

Paru samedi 6 avril au Journal officiel, le nouveau calendier scolaire marque le retour à trois zones pour les vacances d'hiver et de printemps, les congés de la première zone étant avancés

haitées par le premier ministre et réclamées par les industries du tourisme, auxquelles les membres du Conseil supérieur de l'éducation, en particulier les représentants des parents et des enseiants, s'étaient opposés le 28 mars dernier.

es pour les vacances u inver- congés de la première zon- ine semaine. Il entérine les m		1991-1992	1992-1993
	ZONES		Jeudi 10 septembre 1992
Rentrée des élèves	A, B et C	Mardi 10 septembre 1991	2.1 octobre 1992
	A, B et C	Du samedi 26 octobre 1991 au lundi 4 novembre 1991	au lundi 2 novembre 1992
Vacances de Toussaint	A, B et o	Du samedi 21 décembre 1991	Du samedi 19 décembre 1992 au lundi 4 janvier 1993
Vacances de Noël	A, B et C	au lundi 6 janvier 1992	
	A	Du samedi 15 février 1992 au lundi 2 mars 1992	Du samedi 27 février 1993 au lundi 15 mars 1993
Vacances d'hiver		Du samedi 22 février 1992	Du samedi 20 février 1993 au lundi 8 mars 1993
	В	au lundi 9 mars 1992	
	C	Du samedi 29 fevrier 1992 au lundi 16 mars 1992	Du samedi 13 février 1993 au lundi 1ª mars 1993
		2di 11 avril 1992	Du samedi 24 avril 1993 au lundi 10 mai 1993
Vacances de printemps	- A	au lundi 27 avril 1992	Du samedi 17 avril 1993
,	В	Du samedi 18 avril 1992 au lundi 4 mai 1992	au lundi 3 mai 1993
		D. comedi 25 avril 1992	Du samedi 10 avril 1993 au lundi 26 avril 1993
	C	au lundi 11 mai 1992	
Vacances d'été	A, B et	C Du mercredi 8 juillet 1992 au jeudi 10 septembre 1992	

La zone A comprend les académies de Caen, Clermont-Ferrand, Montpellier, Nancy-Metz, Nantes, Rennes, Toulouse jrenoble. rrend les académies d'Aix-Marseille, Amiens, Besançon, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Orléans-Tours,

l'académie de Grenoble sera placée hors zone pour les vacances d'hiver et en zone B pour les vacances de La zone C comprend les académies de Bordeaux, Créteil, Paris, Versailles.

D Le séisme, le 5 avril, au Pérou aurait fait cent morts et six cents blesses. - Le bilan du séisme de magnitude 6,2 qui a violemment secoué, le 5 avril, le département de San-Martin (en particulier la ville de Moyobamba, le chef-lieu du département) dans le nord du Pérou semble s'être alourdi : on

aurait dénombré, le 6 avril, une centaine de morts et six cents blessés, alors que les premiers chiffres faisaient état d'une soixantaine de morts. - (AFP.)

O Explosion dans un immeuble à Aubervilliers : six blessés. - Une explosion s'est produite, dimanche 7 avril en début d'après-midi, dans

une chaudière au gaz q magé deux immeubles de quatre étages à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Six personnes ont été blessées, dont quatre grièvement. Parmi elles, trois enfants qui jouaient dans un petit parc en face de la salle de la chaudière, située dans un sous-sol.

FONDATION JEAN JAURÈS

En présence de Henri Nallet. Carde des Sceaux, Ministre de la Justice

LA JUSTICE ET L'ETAT

INDÉPENDANCE, RESPONSABILITÉ ET LIBERTÉ DU JUGE



SAMEDI 13 AVRIL 1991 DE 9 H 30 A 18 H. MAISON DE LA CHIMIE

28, RUE ST-DOMINIQUE **75007 PARIS** ENTRÉE LIBRE

Possibilité de déjeuner sur place en réservant au 45 56 79 15 (prix 250 F).

"Le juge et la séparation des pouvoirs".

Céraril Collonds, Brièque Graeral de la Fondation Jean Jantes. M. Olivier Andeund, Professor à l'Eniversité de Naure II. M. Christian Wettinek, Jape su Tribuant de Lope, ancies Providest des Magistrals Furapeons pour la Befonse des Liberte. M. Mauro Laborintto Lacio. Ministre de la Justice du Partagal M. Salvatore Serrese, Longeiller à la Laur de Lassation. membre du Cutseil Superious de la Magistrature Halica. M. Coorges Wiederkohr, Professous a l'Cuirerstié de M. le Doven Jean-Pierre Rover.

Professeur à l'Entremité de Lille I laitre Daniel Souler-Larivière, Aroral. Maitre Jean-Paul Levy, April. M. Pierre Duberies, l'infrant de limit. ancien membre du Lanseil Saperirus de la Magistralar.

M. Michel Troper, Professor à l'Universit de Paris V. M. Jean-Luc Sauron, Juge d'hestration au Tribanal de lansde lastance de Paris, Serritaire l'éniral de l'Union Syndrole des Magistrals.

VI. Bernard Stien. Haure des requires on Cansell d'Flat. M. Thierry Remans, Professor a Planershi d' lit-Marselle III. M. Michel Dreyfus-Schmidt, Sesairer, Uce Presiden

Sous la présidence de Jean Gieque APRÈS-MIDI "Vers un nouveau statut du juge?"

Maitre Jean-Pierre Mignard, Iront.

M. Jacques Floch. Depute Haire de Rece. M. Yves Lemoine, Magistrat et Histories. M. Hubert Dalle, birecteur de l'Érole Nationale de la Magistratui M. Patrice Cane, opereur ac e cause nationair ar in nagiona. M. Maurice Zavaro. Conseiller a la Cour d'Appel de Toulouse. on. Maurice / avaro. Conseiuer a la Cour d'Appel de l' Serricaire Graéral du Sendiral de la Magistrature. Mue Anne Boigeol, Chargre de Recherche au CARS. M. Georges Maman, Jage d'Instruction au Tribunal

75007 PARIS - Tél. 45 56 79 15

de Grande lastance de Paris. M. Jarques Leaute, Professor fairne. ancies l'hereteur de l'Institut de Criminalogie M. Dany Cohen, Irwat, Professeur à l'Entressité du Maise. Mm: Blandine Barret-Kriegel, Philosophe, Professeur à l'Eniversite de Lyon III. M. Jean-Pierre Berthet, Président de l'Associati

unalistes de la Presse Judiciaire. des Journalistes de la Presse jugiciaire. M. Michel Sapin, Dépuie, Président de la Commission des Lois. M. Jean-Luc Budiguel, Diverteur du Centre de Recherches. M. Jean-Luc Budiguel, Diverteur du Centre de Sciences Politiques. nistratures de la Fondation Nationale des Sciences Politiques M. Pierre Lyon-Caen. Provierer de la Republique ou Tribanul de Grande lasteace de Nonterre. Henri Nathet, Garde des Nevaux Minister de la Justice.

RELIGIONS

مكذا والاحل

Prochaine encyclique du pape sur la « défense de la vie »

L'Eglise catholique accentue sa lutte contre l'avortement et l'euthanasie

Cent douze cardinaux ont participé, du jeudi 4 au dimanche 7 avril, à un consistoire extraordinaire - le premier depuis sept ans - consacré à deux sujets d'inquiétude majeure pour l'Eglise catholique : les « menaces » contre la vie humaine et la prolifération des sectes. Dans leur déclaration finale, les cardinaux réaffirment leur volonté de défendre « l'inviolabilité sacrée de la vie » menacée par l'avortement, les manipulations génétiques, l'euthanasie.

> CITÉ DU VATICAN de notre envoyé spécial

«Ce sera la grande affaire de l'Eglise au cours des dix années à venir »: le cardinal Decourtray ne machait pas ses mots à l'issue d'un consistoire extraordinaire qui aura

consistoire extraordinaire qui aura manifesté le souhait de la hiérarchie catholique de redoubler d'énergie dans la lutte contre l'avortement et de « déjendre la vie humaine ». Les cardinaux ont confié au pape le soin de s'adresser, dans un document solennel, à la «conscience universelle» avec la force, suggéraient certains, de l'encyclique Pacem in terris de Jean XXIII en 1965. Cet

appel devrait précéder ou conclure une mobilisation massive de l'ensemble des communautés catholiques à travers le monde. Lice au mouvement Pro life, fer de lance de la contestation anti-avortement aux Etats-Unis, l'aile

conservatrice de l'épiscopat américain représentée par les cardinaux O'Connor (New-York) et Law (Boston) a joue un rôle actif dans la convocation et le déroulement de ce consistoire. Ils ont été suivis par l'ensemble des cardinaux pour qui le seuil de gravité est dépassé : légalisa-tion des avortements dans un nombre croissant de pays; fabrication et commercialisation à grands frais de la pilule abortive RU 486; élimination des embryons surnuméraires congelés dans le cadre des procréations médicalement assistées. Sans compter, à l'autre bout de la vie, la tolérance pour des pratiques proches de l'euthanasie et les pressions pour obtenir leur légalisation.

« L'Etat-tyran et totalitaire»

Si cette condamnation de l'avortement - et de la contraception qui participerait de cette même menta-lité « abortive » de refus de la vie – n'est pas nouvelle, les déclarations es à Rome montrent qu'elle entendues à Rome montrent qu'elle se hisse désormais au plan politique. Les autorités catholiques ne s'adressent plus seulement à la conscience des individus. Elles s'en prennent directement à la responsabilité des Etats, coupables de bafouer les droits de l'homme et de laisser faire, sinon d'encourager, des pratiques et sinon d'encourager, des pratiques et des dérives amortelles ».

La désense de la vie deviendrait ainsi une question majeure de morale sociale et politique. Citant le moraie sociale à politique, Chailt le chiffre de trente à cinquante mil-lions d'avortements dans le monde, le cardinal O'Connor a protesté contre l'absence de « protection constitu-tionnelle des enfants non nés » et

D Vingt et un supporters toulonsains blessés dans un accident de car près de Saint-Etienne. Un autocar a brûlé et vingt et un passagers ont été blessés, samedi 6 avril près de Saint-Chamond (Loire), sur la voie express A 47. Le véhicule transportait cinquantecinq personnes de Muret (Haute-Garonne), des supporters du Tou-louse Football Club, se rendant à Saint-Etienne pour un match de

première division. L'accident s'est produit alors qu'au fond du car des supporters étaient occupés à fabriquer des fumigènes, en mélangeant du chlo-rate de soude avec un colorant.

Quarante touristes allemands blessés en Côte-d'Or. - Quarante touristes allemands, originaires de la région de Francfort, ont été légère-ment blessés dans un accident, dimanche matin 7 avril, sur l'autoroute A 36 à hauteur de Saint-Jeande-Losne (Côte-d'Or). Le car transportait soixnte-huit personnes dont trois chauffeurs, de retour d'Espagne, quand, pour une raison encore indéterminée, il a quitté la route et s'est renversé. Six personnes ont été hospitalisées à Dijon.

contre « une loi civile qui devient la norme en matière de moralité, se substituant à la loi divine et à la loi

Avant lui, évoquant pêle-mêle l'avortement, l'euthanasie, le sort des embryons surnuméraires, le diagnostic prénatal, l'expérimentation médicale sur des sendaves médicale sur des «cadavres chauds», le cardinal Ratzinger avait condumné ces « idéologies et ces politiques de mort », dont il fait le symbole absolu de la crise de civili-sation contemporaine : « Le despote sation contemporaries du contrat illumine des théoriciens du contrat social est devenu l'Etat-tyran, de fait social est aevenu i Liai-tyran, ae jair totalitaire. » Le préfet de la congré-gation pour la doctrine de la foi devait ajouter : « L'époque moderne se vante d'avoir découvert l'idée des droits de l'homme, précédant tout droit positif. Mais, reconnus en théorie, ces droits n'ont jamais été si pro-fondément et si radicalement niés sur le plan pratique.»

On trouve là en filigrane le docu On trouve là en filigrane le docu-ment que le pape va rédiger. Mais les autorités de l'Eglise savent qu'elles manient de la poudre. L'en-cyclique Humanae Vitae de Paul VI en 1968, condamnant la contracep-tion artificielle, avait fait l'effet d'un séigne éloignant de l'Folise catholiséisme, éloignant de l'Eglise catholique nombre de couples. De même l'instruction *Donum Vitae* du cardi-nal Ratzinger en 1987, qui désap-prouvait les nouvelles techniques de procréation assistée, avait soulevé maintes contestations.

Jean-Paul II ne peut plus prendre le risque de telles fractures. C'est pourquoi il a voulu s'entourer de l'avis de l'ensemble des cardinaux du Sacré-Collège, dont il entend réhabiliter le rôle historique de Conseil, allant jusqu'à dire - avec humour - que les cardinaux qui se pape devraient bien pouvoir le faire aussi de son vivant...

Mais comment faire un texte qui soit un appel à la défense de la vie sous tous ses aspects (y compris, ont insisté les cardinaux, contre le trafic de la drogue, le commerce des armes et la dégradation de l'environnement) sans risquer, une fois de plus,

de la modernité? C'est-à-dire de sembler contredire les recherches tâtonnantes que font dejà les médecins cux-mêmes et les législateurs face aux questions et les registateurs face aux questions éthiques posées par le début de la vie, la «personna-lité» de l'embryon, les manipulations génétiques, l'expérimentation médicale, le traitement de la stérilité et des maladies incurables?

L'Eglise entend mettre en garde contre l'abus de pratiques de « convenance », mais comment alcrter la communauté scientifique sans l'agresser, ni alimenter « celle méfiance soupconneuse, comme dit le Père Paul Valadier dans une allusion aveuglante (1), qu'on rencontre chez ceux qui, éloignés des laboratoires et des cliniques, s'epouvantent du mythe du promethéisme ou prophétisent un avenir catastrophique à l'humanité?»

Les cardinaux réunis à Rome ont, semble-t-il, flaire ce risque d'une nouvelle rupture entre l'Eglise et la société. La condamnation de l'avortement serait d'autant mieux comprise que serait assouplie la position de l'Eglise sur la contraception, mais cette question n'a pas été posée à Rome. En revanche, certains ont estimé qu'un simple rappel des normes ne suffirait pas ou risquerait, une fois de plus, de tomber dans le vide et qu'en revanche l'examen des situations particulières devrait faire place à une « applica-tion prudentielle » des principes.

Le cardinal Ratzinger lui-même a indique que le document à venir de l'Eglise devrait avoir une coloration positive et viser e une reprise joycuse de l'annonce de la valeur immense mme et de chaque homme ». Acceptons-en l'augure.

(1) Au début de la vie. Des catholiques prenuent position. Ouvrage collectif de théologiens et de médecins. Collection La Découverte. Essais. Décembre 1990. 250 p., 95 F.

Autocritique sur les sectes

Pour la première fois, une assemblée de responsables catholiques au plus haut niveau s'est saisie du «défi» posé par la proifération des sectes, spécialement en Amérique letine, en Afrique et dans les pays de l'Est libérés du marxisme (fire page 7 le début de notre enquête sur les sectes dans le continent latino-américain).

Des chiffres impressionnants ont été cités. Archevêque de Managua (Nicaragua), le cardinal Obando Bravo a indiqué que, dans ce continent, le nombre d'adestes des sectes était passé de quatre millions en 1967 à trente millions

En Amérique centrale, les dénominations d'Eglises non catholi-ques ont été multiplées per trois à Saint-Domingue, quatre à Porto-Rico, cinq au Salvador, six au Honduras, sept au Guatemala. Et, selon le cardinal do Nascimento,

archevêque de Luanda (Angola), l'Afrique compterait aujourd'hui quatre mille Eglises chrétiennes cindépendantes a et environ dix mille sectes, regroupant plus de dix millions d'adeptes.

Refusant toute riposte fondée sur l' cagression», le cardinal Arinze, un Nigérien, président du Conseil pontifical pour les relations avec les religions non-chrétiennes, a versé dans l'autocritique : la prolifération des sectes traduit des besoins spirituels que les Eglises chrétiennes sont incapables de rempir.

Insuffisance de la formation catéchétique, monotonie des célébrations liturgiques, manque de chaleur des communautés, «intellectualisme » des prédications : c'est un cappel en creux», dit le cardinal français Decourtray, qua les sectes adressent à l'Église.

La mission de la navette américaine

L'équipage d'Atlantis est sorti dans l'espace pour débloquer l'antenne d'un satellite

Ils devalent, en fanfare, effectuer ce lundi 8 avril une sortie dans l'espace. La première jamais réalisée depuis 1985 par les Américains. Mais il a suffi d'un contretemps – un de ces petits pépins qui émaillent chaque mission spatiale – pour que deux des astronautes de la navette Atlantis, Jerry Ross et Jerome Apt, enfilent des dimanche leurs tout nouveaux sca-phandres et volent au secours de l'ob-servatoire astronomique GRO (Gam-ma-Ray-Observatory).

La NASA avait à cœur de réussir La NASA avait à creur de réussir parfaitement le largage du coîteux GRO (615 millions de dollars: 3,5 milliards de francs), satellite géant de 17 toones installé dans la soute de la navette, mais la tâche n'était guère aisée, dans la mesure où 1 s'agissait pour l'équipage de lancer la plus grosse charge utile civile jamais misè en orbite, si l'on fait exception du laboratoire habitable Skylab. laboratoire habitable Skylab.

Dimanche 7 avril donc, peu après que Linda Godwin eut saisi le satel-lite dans la soute au moyen du bras

télémanipulateur de la navette, il apparut que l'antenne de 4,8 mètres de diamètre de l'engin refusait de se de diametre de l'engin rerusait de se déployer. Secousses, mouvements brutaux imprimés à l'engin, rien n'y fit. Après sept tentatives infruc-tueuses, la NASA se résolut à envoyer, vers 20 h 40 (heure de Parie) Jerry Ross et Jerome Apt mi Paris), Jerry Ross et Jerome Apt qui, au terme d'une sortie dans l'espace d'environ trois heures trente, parvin-rent à débloquer l'antenne récalci-

était enfin largué et l'équipage, comme les contrôleurs au sol, pouvait se détendre un peu en attendant la nouvelle sortie que les deux astro-nantes devaient effectuer le 8 avril : il testeront, dans des conditions opti-males certains des équipements (chariots à roulettes) qui leur permettront de se déplacer rapidement dans la soute d'Atlantis et qui préfigurent certains des systèmes qu'utiliseront les astronautes pour construire la station



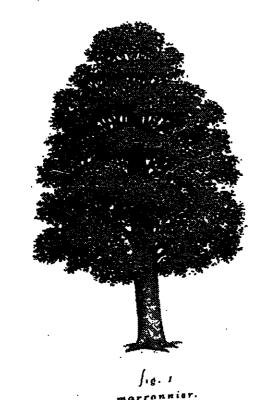


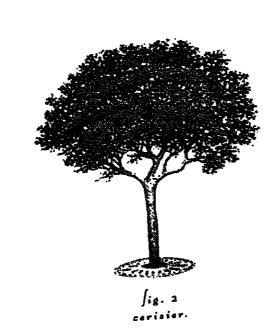


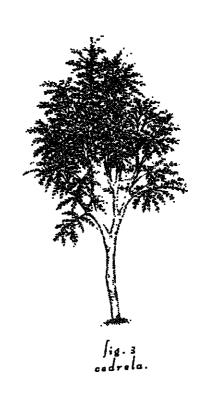




le proje



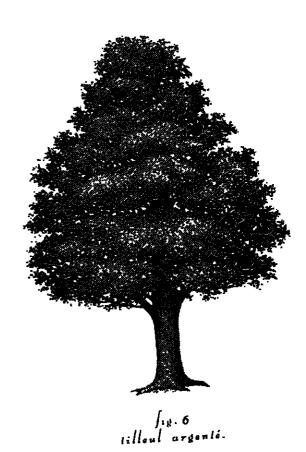




Si la RATP équipe ses bus de pots pyrolytiques, c'est aussi pour préserver certaines essences.







Quand la RATP équipe ses bus de pots non polluants, elle choisit ce que la science peut lui fournir de meilleur: la pyrolyse. Des pots d'échappement qui permettent la décomposition de la plupart des goudrons et des air qui l'est déjà suffisamment. Toutefois, en construisant des tramways électriques et en prolongeant le métro et le RER, la RATP donne la possibilité à chacun de participer à sa lutte pour la protection de l'environnement. En économisant le

gaz toxiques, grâce à la chaleur du moteur. Ces nouveaux équiL'esprit

pétrole, vous prolongerez la vie de certaines essences et vous circulerez l'esprit libre.

pements permettront aux bus de rouler sans polluer un

CINÉMA



« Sogni d'oro », au centre Nanni Moretti

Chic, un cauchemar

Un film vieux de dix ans et le talent déjà éclatant du jeune Moretti cours d'un repas familial ou est

SOGNI D'ORO de Nanni Moretti

auteur, Nanni Moretti, « Sogni d'oro est l'histoire d'un metteur en scène, de ses rèves et du film qu'il est en train de tourner . Réalisé en 1981, après Je suis un autarcique et Ecce Bombo, c'est un autoportrait aussi désopilant qu'angoissant, une critique acerbe et désenchantée du milieu « cinéma intello », une plongée abyssale et irrésistible dans les affres de la création.

Michele Apicella (Nanni Moretti), est un atrabilaire gourmand, amateur notamment de sacher torte (1).

Il fait la tournée des facs, ciné-clubs Dans le même temps, lui-même, au et autres couvents pour « vendre » sa dernière œuvre. Au cours de débats oiseux, des animateurs sadiques lui posent une sempiternelle question: « Ton film peut-il intéresser le paysan de Lucanie, le berger des Abruzzes, la menagère de Trèvise? ». Question torturante, jusqu'à ce que les archétypes excédés décident de prendre le train pour venir

donner la réponse...

vie. S'endormant, s'évadant à volonté, Apicella est aussitôt la proie de cauchemars épatants où ses rivaux le persécutent, les médias l'humilient, les femmes le fuient, le Cependant Apicella prépare son prochain long metrage, la Maman de Freud, qui, comme son titre l'inberger des Abruzzes l'obsède. Dans dique, traitera des rapports (conflicdouloureuse de gags, une merveil-leuse liberté de filmer, de passer sans transition, sans effets spéciaux, tuels) entre un Sigmund déjà chenu (Remo Remotti) et sa maman encore verte (Miranda Campa).

> talent, vieux de dix ans, du pessi-miste gai le plus doué de sa genéra-DANIÈLE HEYMANN

(1) Quelques années plus tard, Moretti, créant sa propre maison de production la baptisera « Sacher ».

Sogni d'oro il y a une avalanche

du songe insupportable au quotidien

conviée l'énigmatique brune qu'il

courtise (Laura Morante), manque

l'art sont bien proches, n'est-ce pas...

contrariante, que le refug

sûr est le rêve.



CREATION SAPPHO DE MYTILENE

65 F LOC. 42 74 22 77 - 2 PL. DU CHATELET PARIS 4° JODIE FOSTER MAGNIFIQUE, ANTHONY HOPKINS REMARQUABLE. VIDEO7



SORTIE LE 10 AVRIL

Films soviétiques à Quimper

La « nouvelle vague » soviétique issue de la glasnost ne serait-elle déjà ou'un bean souvenir ?

D'année en année, les Rencontres art et cinéma de Quimper sont deve-nues le meilleur poste d'observation de l'évolution du cinéma soviétique de ses renouveaux et de ses soubre sauts. Après la vaste rétrospective hongroise et le colloque consacré aux chefs opérateurs qui occupa les débuts du festival, la décevante sélection de films venus d'URSS en com-pétition a témoigné du creux de la vague que connaît aujourd'hui cette cinématographie après les révélations des années passées.

Le jury de cette neuvième édition, présidé par Macha Méril, en a d'ailleurs pris acte en n'attribuant pas de grand prix le 7 avril. Il s'est contenté de trois mentions, pour le Second Cercle, d'Alexandre Sokourov, qui poursuit sa douloureuse introspec-tion du mal-vivre radical au milieu de matières et de sentiments pourrissants, Fils de pute, de Leonid Filatov, fable désenchantée sur l'isolement des artistes à travers une évocation fantasmatique de la Taganka à l'époque de l'exil de Lioubimov, mais où les bons sentiments pallient mal les faiblesses de mise en scène, et l'Essaim, de Khotinienko, qui met en scène sur le mode grotesque une étrange tribu d'hommes et d'ani-maux au fin fond de la Sibérie.

Le public quimpérois, fidèle à la manifestation, ne s'était pas fait d'il-lusions sur la sélection et préféra suivre assidument la rétrospective consacrée à Nikita Mikhalkov – dont on put découvrir le premier moyen métrage – et à son frère, Andref Konchalovski. La qualité moyenne etrangier sa propre mère. La vie et des films en compétition semble aradoxale puisque le nombre de réalité si contraignante, si connu une augmentation notable en films produits en Union sovi Sûr, c'est vite dit. Pas chez Nanni 1990 pour atteindre quatre cents Moretti, où le rêve est pire que la

Mais la pénurie et la désorganisation qui règnent en URSS expliquent sans doute cette baisse de régime – et ont par ailleurs singulièrement com-pliqué la tâche des sélectionneurs. Il faut ajouter à ces obstacles la proximité du Festival de Cannes, qui se serait adjugé le dessus du panier, si on en juge par le meilleur film pré-senté (hors compétition) à Quimper, Le chien qui court au bord de la mer, invivable. Il y a une joyeuse schizo-phrénie (Apicella éveillé apparaît moustachu, et barbu lorsqu'il est endormi), il y a, éclatant, le jeune de Karen Guevorkian, qui devrait de Karen Guevorkiun, qui devrait figurer sur la Croisette. L'espoir, c'était aussi le premier court métrage d'un jeune cinéaste de Leningrad, Maxime Pejinski, hilarante parodie des films de propagande de l'époque stalinienne. Et c'est, bien sûr, le très beau film de Kira Mouratova, le Syndrome asthénique, qui sort mer-credi 10 sur les écrans français. JEAN-MICHEL FRODON

MUSIQUES

Le gangster apprivoisé

Ice Cube, rapper des gangs, connaît également les règles du show-business

ICE CUBE à l'Bysée Montmortre

Sur ses affiches, Ice Cube affectionne le look Bertillon, face revêche et profil menaçant. Membre fonda-teur des NWA (Niggers With Atti-tude), groupe radical de la Côte ouest, Ice Cube vole aujourd'hui de ses propres ailes. Son premier album, Amerikkka's Most Wanted, a confirmé les succès enregistrés avec NWA, sur un mode voisin. Ice Cube chante les gangs, la vie comme me interminable et mortelle partie de gendarmes et de voleurs (le plus grand succès de NWA s'intitulait Fuck The Police) les rapports entre hommes et femmes comme une résistance désespérée face à l'appétit insatiables des bitches.

Le 7 avril, loe Cube, qui ne passe pas à la radio et peu à la télévision, a rempli à ras bord l'Elysée Montmartre. Avant de monter sur scène, pendant que Yo Yo, sa compagne, ouvrait le spectacle, il s'est livré à une brève exégèse du rap selon Ice Cube. La violence? « Je ne fais que tendre un miroir à la société». Le sexisme? « Pour moi les bitches (salopes) correspondent à un type de emmes qui en veulent à l'argent des hommes. C'est aussi à cause d'elles que certains jeunes Noirs américains deviennent criminels. Pour se procu-rer les habits, les voitures, qu'il faut

pour séduire une femme, ils tombeni dans la délinquance. »

lce Cube répond presque automatiquement, comme un homme rompu à toutes les ficelles des médias. Il vient de tourner un film Boys in the Hood, qui sera présenté à Cannes. Il y incarne un jeune menacé par la délinquance. Quand on his demande si, à l'instar de son collègne Ice T dans New Jack Ciry, il inversit un file il mond. il jouerait un flic, il repond: « Jamais je ne jouerai un officier de

Heureusement, dès qu'il monte sur soène, malgré des micros défail-lants, la diplomatie reste en coulisse. Ice Cube, l'air mauvais sous le capuchon de son survêtement, livre le rap réduit à l'essentiel : pas de chorégraphie, des rythmes et des échantillons sobres, un martèlement qui secone sans relache (le « glaçon » menace le sonorisateur des pires châtiments s'il n'augmente pas le volume) et un goût permanent pour la provocation et l'autodérision. Des que Yo Yo l'a rejoint sur scène pour un duo macho-féministe qui vaut largement les vieux classiques que le rythm'n'blues a donné au genre (voir le Tramp, d'Otis Redding et Carla Thomas), ice Cube encourage la salle à l'insulter et quitte la scène aux cris joyeux de Fuck you Ice

THOMAS SOTINEL

Le reggae en viager

UB 40 exploite paisiblement sa maîtrise du genre

UB 40 a toujours raison. Même quand le groupe de Birmingham abandonne un instant le reggae pour se lancer dans une construction house complète, du riff de piano aux projecteurs tournoyants, les six mille spectateurs du Zénith hurlent de joie. Ils ont tout le temps pour se remettre de cette unique surprise : le reste du temps, UB 40 fait très exactement ce que la salle attend du du

C'est-à-dire que les dix musiciens jouent le reggae tels qu'ils l'ont défini depuis déjà quelques années : lisse et nonchalant, fait de mélodies faciles et d'arrangements surves. Sur la base de ce programme minimum du reggae, UB 40 s'est hissé à un niveau de popularité inédit dans le genre, Bob Marley compris. Dépourvu de musiciens à l'indivi-

dualité marquante, le groupe, dont la composition n'a pas change d'un en douze ans, est de ces entités musicales dont les composants sont fondus pour arriver à produire un son, reconnaissable, proche,

Sur scène aussi, le jeu collectif l'emporte, sous des immières propres et efficaces. Malgré quelques manifestations émotives dans les premiers rangs, les déhanchements d'Ali Campbell gagnent à être vus de loin. De toute façon l'important est ailleurs : qu'il restitue de sa voix plaintive les tubes du groupe de Food For Thoughi à Kingston Town. Consciencieusement, sincerement mais sans trop de générosité, evec un brin de paresse, la tâche et ache-vée en quatre-vingt-div minutes,

Les 8 et 9 avol à 20 heures, au Zénith, porte de Pantin, Paris, Le 10 à Rennes, Palais des Sports.

VENTES

La succession Hoppenot

Me Binoche disperse les chefs-d'œuvre de deux collectionneurs d'art moderne et d'Extrême-Orient

«C'est la première grande vente d'après-guerre », déclare Jean-Claude Binoche qui adjugera le 9 avril, à Drouot-Montaigne, les quelque 121 lots de la collection Hoppenot – les petits-enfants s'étant réservé quelques tableaux et l'éventualité d'une dation à un musée de province. Le luxueux catalogue fournit à lui seul une entrée en matière, à commencer par la Guitare (1913) d'un Juan Gris qui réfléchit à la couleur « pure » des Delaunay ou des Kandinsky et emplit violemment ses triangles et ses cercles brisés de mauve, de rose tyrien, de jaune d'or (estimée entre 7 et 8 millions de francs).

Les Oignons de Pablo Picasso (estimés entre 3 et 4 millions de francs) sont datés de 1909. Derrière la botte aux verts déjà fragmentés, les masses géométriques gris fusain témoignent des recherches effectuées l'année où Picasso réalise ses premières sculp-

tures cubistes. Autres pièces majeures de la vente : la Nature morte à la table verte de Braque (1928), estimée 2,5 millions de francs, mais surtout L'Estaque (1906), huile sur toile dont les troncs d'arbres rose et rouge violace, la terre jaune en convulsion expriment le choc éprouvé par Braque au Salon des Indépendants au début de l'année 1906 : de son propre aveu, la salle fauve lui a « ouvert la vole de la peinture ». C'est à l'automne qu'il part pour L'Estaque, près de Mar-

seille. La toile est estimée entre 15 et 18 millions de francs, Parmi les principales pièces, habilement réparties entre les fades Nénuphars de Camille Bombois - l'ancien forain découvert sur un trottoir de Montmartre - et les Chardons cramoisis de Séraphine de Senlis, on retiendra encore ce beau portrait (huile sur papier) de Kiki Modigliani ou cette Composition surréaliste d'Yves Tanguy (estimée entre 800 000 et 1 million de francs).

Qui étaient les Hoppenot? Un couple lettré (il était l'ami de Claudel, elle prenait le thé avec Marcel Duchamp) et cosmopolite : né à Paris en 1891, brillant élève au collège Stanislas et diplômé de Sciences-Po, il entre au ministère des affaires étrangères en 1914 et sera successivement en poste à sera successivement en poste à Rio-de-Janeiro, à Téhéran, Santiago du Chili, Pékin où avec son épouse, Hélène, il séjournera de 1933 à 1937. C'est ici que les « puisards» de la région d'Anyang, plus apeurés par la vengeance des esprits que par les archéologues officiels de l'Academia Sinica,

dépouillent les tombes princières. ils en exhument bronzes, jades têtes d'idoles, béliers d'albâtre, qu'ils revendent à Pékin au fameux marché de Liu-Li-Chang. Selon Michel Beurdeley, expert d'art extrême-oriental et ami du couple pendant trente-cinq ans, les Hoppenot acquièrent des splendeurs à des prix modestes, comme cette statuette de femme en terre cuite rose époque Han, du II siècle av.

J-C (aujourd'hui estimee entre 200 et 300 000 francs) on cette tête de Bouddha en marbre blanc qui toise le visiteur avec une sérénité

Proche de de Gaulle, Henri Hopenot est nommé ambassadeur de France à Berne en 1945. De cette époque datent ses achats les plus importants (Braque, Picasso, Gris) acquis chez des marchands suisses. Les toiles proviennent de l'an-cienne collection du marchand Kahnweiller dont le fonds de commerce avait été dispersé au lendemain de la première guerre mon-

Il n'y a pas de prix de réserve. « Comme les Goncourt ou Jacques Doucet, les Hoppenot ont voulu qu'après leur mort d'autres personnes aient la possibilité de monter leur propre collection à partir de bribes de la leur. C'est un plaisir post-mortem très rare aujour-d'hui », note Jean-Claude Binoche. Scion lui, les prix atteints par

cette vente seront un véritable test pour un marché de l'art incertain. Excellents, ils redonneront la confiance entamée par la crise du dollar et la guerre du Golfe. S'ils atteignent tout juste les estimations cela prouvera que même les mell-leurs tableaux n'en sortent pas

LAURENCE BENAIM

Succession Hoppenot. 16
9 avril, 14 h à Drouat-Modtaigne. Exposition publique le
lundi 8, jusqu'à 22 heures.
Etude Binoche-Godeau. Tél.: Etude Binoch 42-65-79-50.



m det Perenge

1122

1.35

~: <u>L</u>te

:··•

≂ ∷

. ---100

... 2 1000

<u>,</u> 7 4±30

· 1900 5

PHOTOGRAPHIE

Savoureux vestiges

Pour Barbara Kasten, la lumière

n'est pas une matière mais une sensation

BARBARA KASTEN à la Galerie Urbi et Orbi

Dès ses premiers essais en 1979. Barbara Kasten utilise la photographie comme un prolongement de la sculpture. La lumière artificielle donne vie à ses compositions abstraites, d'une rigidité géométrique, bricolées en studio à partir de bouts de miroir et de simples morceaux de bois.

Dans la lignée du constructivisme et du Bauhaus, dont elle admet l'influence, Barbara Kasten conçoit l'éclairage en peintre. Des pinceaux de lumière colorée (orange, turquoise, rose) créent l'illusion de la perspective et contribuent à déconstruire l'espace. L'effet est étonnant quand il s'agit d'une installation grandeur nature, en trois dimensions, comme celle du Capp Street Project, à San-Francisco. L'ambiguité de la perception est portée à son comble dans cet environnement géant, bâti comme une

Une étape décisive

Elle entame son travail suivant, Architectural Sites, en 1986, à la suite d'une commande de Vanity Fair sur l'espace public des grandes sociétés. La créarion a lieu in situ à l'échelle réelle, avec une équipe de vingt techniciens, spécialisés dans l'éclairage de cinema. Le rythme, le relief, la structure interne de l'espace, animent ces dispositifs complexes et coûteux réalisés de nuit avec des canons à lumière. Lors de la séance à l'ICP (International Center of Photography), Barbara Kasten fait éteindre l'Empire

State Building pour éviter toute réflexion. Figurent encore à son palmarès le Whitney Museum et, surtout, l'Atelier de Pollock à East Hampton. Cette étape est décisive. L'émotion l'emporte désormais sur le concept et la transcription de la vision.

Identifier la vérité

Ses derniers travaux, réalisés en mars 1990, ont pour sujet les vestiges de civilisation des Indiens troglodytes du Nouveau-Mexique. Les artifices (miroirs) ont disparu mais la lumière colorée (mauve, orange) module la topographie de ces sites sacrés que l'appareil explore en détail, par pans successifs. En renouant avec les forces

surnaturelles du passé, Barbara Kasten retrouve l'esprit même de la lumière. Mais sa démarche est peut-être plus ethnographique que plastique. Au lieu d'être l'objet de sa création, la photographie n'est plus qu'une trace de son interven-

A ses débuts, Barbara Kasten voulait représenter l'illusoire. Elle tente maintenant d'identifier la vérité. Une importante rétrospective de son œuvre circule au Japon. C'est la première fois qu'elle expose en France. Barbara Kasten souhaite pouvoir travailler sur le site megalithique de Carnac, en Bretagne.

PATRICK ROEGIERS

▶ The Pueblos Serie. 48, rue de Turenne, 75003 Paris. Jusqu'au

Noir limite

En 1961, Bernard Venet entame ses Portraits noirs. Les sujets, saisis par réflection dans un miroir obscur, sont à peine visibles. Projetée sur un écran sombre, la figure humaine (Andy Warhol, le dernier portrait de Rembrandt, Leo Castelli) produit l'étonnement magique d'une apparition.

.La même démarche se poursuit en 1963 avec des tas de charbon. L'obsession du noir est ici portée à son comble. «La matière photograhique, en osmose avec les grains de l'asphake qu'il a photographiée de près, permet la brillance des éclats en opposition aux noirs visqueux de la masse bitumée»,

écrit Michèle Chomette. Ce travail radical constitue l'absolu de la non-représentation. La couleur, maniée telle une matière, absorbe le regard, aspirée, engloutie comme dans un trou ans fond. L'émulsion photographique est l'objet même de cette irradiante alchimie. Situé au cœur de l'indistinct, le poids des ténèbres traduit un enchantement proprement poétique.

Les photos de Bernard Venet étaient réputées impubliables. L'éditeur a brillamment relevé le

▶ Bernard Vanet, Noir, noir et noir, texte de Jean-Louis Sche-fer, Editions Marval, 82 pages, 480 F.

EXPOSITION

L'infatigable rêveur

Une très belle rétrospective rend hommage au surréaliste du petit écran

JEAN-CHRISTOPHE AVERTY COLLAGES-DÉCOUPAGES à l'Espace Electra

Fils d'une institutrice et d'un employé quincaillier, Jean-Christophe Averty entre à la RTF en 1952 : il n'y a encore que 23 964 récepteurs en France et l'unique chaîne télévisée diffuse ses programmes en noir et blanc, 1991 : chaque jour, 34 millions de Français regardent la télévision et le Méliès de l'électronique fait, une nouvelle fois, cavalier seul. Mal-aimé du service public - il n'a pas travaille pour Antenne 2 depuis 1979, - mais bardé de prix (dont le 7 d'or en décembre dernier), Averty fait l'objet d'une superbe rétrospective : après quatre ans de recherches, Anne-Marie Duguet, maître de conférences à l'université Paris-I, a reconstitué le parcours et le travail de ce « grand vocife. rateur, blagueur, briseur de caméras, maniaque de la moulinerre et du coup de ciseaux, magicien des truquages ». Travail difficile, au vu de l'œuvre (quelque mille émissions réalisées en quarante ans) de cet esthète infernal de la télévision, homme de radio, fou de jazz (plus de trente mille disques dans ses archives), cinglé de music-hall, curieux de tout (sauf du rock et du rap), bref décalé avant l'heure.

Théâtre, variétés (« Au risque de vous plaires, «Grand public», «Ticket de retro»), reportages («Cinq colonnes à la une» avec Pierre Lazareff), musiques (Festival de jazz d'An-tibes), publicité, mode («Dim, dam, dom», l'émission de Daisy de Galard): aucun domaine n'a échappé à ce rêveur infatigable. A l'Espace Electra, station électrique récemment détournée en galerie d'art, les images et les sons se télescopent à toute allure : maquettes, «tournettes» (comme ces ciels étoilés en carton peint), décompages burlesques inspirés des « ready-mades » de Marcel Duchamp), costumes de Micromegas,

animent une jungle electronique entre guignol et magicien d'Oz.

L'exposition reprend les classiques : libres adaptations de textes signés Lautreamont (les Chants de Maldoror). Cocteau (le ballet Parade, créé en 1917 avec Satie, Massine et Picasso qui dessine les costumes), Raymond Roussel (Impressions d'Afrique), Alfred Jarry (le Surmèle – « Vu à tra-vers le Grand Œuvre de Marcel Duchaman – et succent Ilha mi dans Duchamp" - et surtout Ubu roi, dans lequel Jean-Christophe Averty a injecté ses propres souvenirs d'en-

fance: «Les Ubu, je les avais devant moi, c'était mes profs de lycée. ») Dès les années 60, avec ses «Bio-Dès les années 60, avec ses « Bio-graphies révées », il s'oppose au vérisme et à l'intimisme de l'école des Buttes-Chaumont. A la reconstitution, au docu drame, il oppose l'illusion obtenue à force de plans, de miroirs en lamelles, de jeux de projecteurs colorés, de cartons-décors empruntés à la machinerie du théâtre. La sorcelà la machinerie du théâtre. La sorcellerie électronique nécessite un long travail préliminaire : collages, découpages superposés de plans, ici mon-trés à travers tous ces cahiers de cro-quis remplis d'annotations techniques quis rempis o annotations tecninques et apparemment absurdes: « Zoom avant sur le visage de l'angoisse mai-gre», lit-on dans les documents de travail du Désir attrapé par la queue,

Que reste-t-il de tout cela trente ans plus tard? Sans aucune nostalgie, des de Picasso.

Une convention entre la Bibliothèque de France et la Bibliothèque nationale. – Elle a été signée vendredi, sur le chantier même de la TGB, par Dominique Jamet, président de l'Etablissement public de la Bibliothèque de France et Emmanuel Le Roy Ladurie, administrateur général de la Bibliothèque nationale, en présence d'Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux. La BDF confie à la BN l'exécution du programme liées au transfert de la rue de Richelieu à Tolbiac (restauration des ouvrages, acquisition, reproduction, récolement, études du déménagement). L'ensemble de ces opérations s'élève à

images modernes parce que construites selon des règles classi-ques : « Le premier devoir d'un melteur en scène, c'est de savoir où mettre la camera s, dit Averty, en faux naïl. Dans un univers scellé par l'Audimat, ramolli par les séries télévisées, ses images gardent l'esprit de piquant et une frascheur d'imagination. Jean-Christophe Averty n'en finit pas de dénoncer « l'ère des marchands et la seconde mort de l'ORTF». On vient de lui refuser un Rimbaud, un Cocteau: « On me dit: vous n'ave: pas le profil de carrière»; ce qui ne l'empêche pas de préparer des projets : un Victor Hugo pour FR 3, un clip sur le deux centième anniversaire de le SACELA de la SACEM, commande par le ue la SACEM, commande par le publicitaire Jacques Séguéla; enfin, la mise en scène de *On purge bébé* de Feydeau aux Bouffes du Nord pour la

Comédie-Française. A l'Espace Electra, Jean-Christophe Averty anime un monde poétique à visiter d'urgence. Mais il ne montre pas toutes les coulisses. « Le rêve est pas toutes as courses. Le conne-un mystère. Il faut garder son étonnement d'enfant. Les gens qui ne croient plus au Père Noël me font de la

LAURENCE BENAIM Espace Electra, Fondation Electricité, 6 rue Récamier, 75006 Paris, De 12 heures à 20 heures, tous les jours sauf lundi et jours fériés, jusqu'au 28 avril.

370 millions de francs (64,5 millions

de francs en autorisation de programme et 64,5 millions de francs en crédits de paiement, pour l'année

□ Décès de la danseuse Nana de Herrera. - Spécialiste des danses espagnoles, elle est décédée mercredi à Paris à l'âge de quatre-vingt-six ans. La légende veut que la danseuse, d'origine peruvienne, qui s'est produite dans toute l'Europe sur des musique de Granados, d'Albeniz et de Falla, ait inspiré le dessinateur français Max Ponty pour son célèbre graphisme illustrant le paquet de ciga-rettes Gitanes.

CLAUDE MAKOVSKI presente PIERRE ARDITI • FRANÇOISE FABIAN DOMINIQUE BLANC • HEINZ BENNENT • PIERRE DUX SORTIE MERCREDI 10 AVRIL Pour le plaisir d'amour Pour l'amour du plaisir Pour l'amour de l'humour Pour l'humour de l'amour laisin a Smoun UN FILM DE NELLY KAPLAN

(47-04-24-24) PALAIS DE TOKYO

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29) Les Cinémas d'Asie centrale soviéti que : le Minaret de la mort (1925), de Viachelsav Viskovski, 14 h 30 : Kladia (1988), de Djakhonguir Fatzlev, Chaleur torride (1963), de Larissa Chepitko 17 h 30 : Terminus (1989. v.o. s.t.f.). de Serik Aprymov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eus tache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (") (A. v.o.) Cinoches, 6: [46-33-10-82]. ALICE IA., v.o.) : Ciné Beaubourg. (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6. (42-25-10-30) . UGC Rotonde, 6. (45-74-94-94) : UGC Champs-Elysées, 9- (45-62-20-40) : UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Escurial, 13- (47-07-28-04) 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79).

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) Cinoches, 6: (46-33-10-82); Lucernaire, 6- (45-44-57-34) ; Studio 28, 18-(46-06-36-07).
AUJOURD'HUI PEUT-ÉTRE... (Fr.) :

Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Pathe Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14- (43-20-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4. (42-78-47-86) : Le Berry Zèbre. 11- (43-57-BONS BAISERS D'HOLLYWOOD

(A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) : Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-381 : Pathé Mangnan-Concorde, 8-(43-59-92-82) : Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20) : 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Francais, 9- (47-70-33-88); Les Nation. 12-(43-43-04-67); Fauvette, 13- (43-31-56-86); Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-941.

LE BUCHER DES VANITÉS (A.. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12): 14 Juillet Odéon, 5- (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67) : Gaumont Parmasse, 14-(43-35-30-40) ; v.f. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82] : George V. 8- (45-62-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.)

Studio des Ursulines, 5. (43-26-19-09); Gaumont Alésia, 14- (43-27-

COMING UP ROSES (Brit., v.o.) Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25).

COUPS POUR COUPS (*) (A., v.o.) Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26) : v f. : Rex. 2- (42-36-83-93) : UGC Montpamasse, 6: (45-74-94-94) Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) Pathé Cichy, 18- (45-22-46-01). CYRANO DE BERGERAC (Fr.)

Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12* [43-43-01-59]; UGC Gobelins, 13* [45-61-94-95]; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Sept Parnassians, 14- (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II. 18- (45-22-47-94)

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.a) : Reflet Logos II, 5. (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8. (43-59-36-14).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-18-18); UGC Normandie, 8- (45-63-18-16); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2 (42-38-83-93) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86) Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27): Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01): Le Gambetta, 20- (46-36-10-28

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Opéra. 2- (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille. 6- (46-33-79-38) ; Publicis Champs-Ely-sées, 8- (47-20-76-23) ; La Bastille, 11-(43-07-48-60) : Gaumont Pamasse, 14-

(43-35-30-40). EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-69-83) END OF THE NIGHT (A., v.o.)

George V. 8- (45-52-41-46). L'EVEIL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28); Pathé impérial, 2- (47-42-72-52); Epée de ns, 5. (43-37-57-47) ; UGC Reconde, 6- [45-74-94-94] ; UGC Normandie, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : Pathe Montparnasse, 14-143-20-12-06). LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.) : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; 14 Juillet Parrasse, 6: (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77) ; George V. 8: (45-82-41-46) ; Fauvette, 13: (43-31-56-86). GENIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8- (45-62-

41-46).

GHOST (A., v.f.) : UGC Montparnassa, 6- (45-74-94-94). LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines. 5. (43-26-19-09); Gaumont Convention, 15- (48-

GREEN CARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36); UGC Danton, 6. (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Bienvende Montpar-nasse, 15- (45-44-25-02); v.f.: Paramount Opéra, 9. (47-42-56-31) ; UGC Convention, 15: (45-74-93-40). HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epes

de Bais, 5: (43-37-57-47) : L'Entrepôt, 4- (45-43-41-63). HAVANA (A., v.o.) : UGC Triomphe 8- (45-74-93-50).

HENRY & JUNE (") (Fr., v.o.) Cinoches, 6• (46-33-10-82). HENRY V (Bnt., v.o.) : Forum Orient Express, 1. (42-33-42-26); 14 Juillet Parnasse, 6. (43-26-58-00) ; Elysées

Lincoln. 8- (43-59-36-14) HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.)

Rex. 2 (42-36-83-93); Grand Pavois, HOT SPOT (") (A., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47).

Forum Orient Express. 1. (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14) : Sept Parnessiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Paris Ciné I, 10- (47-70-

MILLER'S CROSSING (") (A., v.o.) :

MISERY (*) (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8• (45-74-93-50) ; Studio 28, 18• (48-06-36-07) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montpamasse, 6 45-74-94-94

MISTER JOHNSON (A., v.o.)

Images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09) : Pathé Marignan-Concorde, 8. (43-59-92-82). LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71); Grand Pavois, 15: (45-54-NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 24 (47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Gaumont Ambassade, 8

(43-59-19-08); Les Montpamos, 14 (43-27-52-37). LES NUITS AVEC MON ENNEMI (A., v.a.) : Forum Horizon, 1• (45-08-57-57); UGC Odéon, 6. (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6- (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8- (45-

LES FILMS NOUVEAUX

ALLO MAMAN C'EST ENCORE MOI. Film américain d'Amy Hecker ling, v.o. : Forum Honzon, 1* (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6* (42-25-10-30): George V. 8. (45-62-41-46): UGC Normandie, 8. (45-63-16-16): v.f.: Rex. 2. (42-36-83-93) : UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) : Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9-(47-70-33-88) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Basside, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) ; Mistral, 14-(45-39-52-43) : Pathé Montpernasse. 14. Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Le Gambetta. 20 (46-36-10-96).

AUX YEUX DU MONDE. Film français d'Eric Rochant : Gaumont Les Halles, 1• (40-26-12-12) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); La Pagade, 7 (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); La Bastilla, 11 (43-07-48-60); UGC Gobelins, 13 (45-61-48-60); UGC Gobelins, 13' (45-61-94-95); Gaumont Parnasse, 14' 43-35-30-40); Gaumont Alásia, 14' (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27); UGC Maillot, 17' (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18' (45-22-47-94); Le Gambetta, 20' (46-36-10-96).

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER. Film iranien de Bahram Bevzal, v.o. : Utopia Champollion, 5. (43-26-

BUSINESS OBLIGE. Film américain de Jan Egleson, v.o. : Forum

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82).

J'AI ENGAGE UN TUEUR (Fin. v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77) : Républic Cinémas, 11: (48-06-51-33).

LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum Orient Express, 1: (42-33-42-26)

Saint-André-des-Arts 1, 6. (43-26-48-18) ; George V, 8: (45-62-41-46) Saint-Lazare-Pasquier. 8 (43-87-35-43); Sept Parnassiens, 14 (43-20-KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

Cinoches, 6: (46-33-10-82).

LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6- (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08) : 14 Juillet Bastille, 11. (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14. (43-35-30-40); Gaumon Alésia, 14. (43-27-84-50).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A v.a.) : Cinoches, 6' (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15- (45-54-46-85).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); George V, 8: (45-62-41-46); UGC Biarntz, 8. (45-62-20-40) ; Sept Parnas siens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15. (45-75-79-79); v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) : Fau-vette Bis, 13 (43-31-60-74) : Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montpar-nasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetra, 20- (46-36-10-96).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Rex. 2- (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) : UGC Montpamasse, 6- (45-74-94-94) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Les Nation, 12- (43-43-04-67) : UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79): Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) : UGC Maillot, 17- (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, 18- (45-22-(47-94) : Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

Orient Express, 1- (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2. (47-42-72-52); George V, 8. (45-62-41-46) ; v.f. Fauvette Bis. 13- (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-

MADAME BOVARY . Film français de Claude Chebrol : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) : Rex. 2- (42-36-83-93) : 14 .hillet Odéon, 6. (43-25-59-83); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 8. (43-59-19-08); intal azare Pasculier, 8: (43-87 35-43) ; UGC Biarritz, 8: (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11-(43-57-90-81); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (40-88-00-16); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

SOGNI D'ORO. Film italien de Manni Moretti, v.o.: Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Le Saint-Germaindes-Prés, Salle G. de Beauregard, 6: 42-22-97-23); Les Trois Balzac, 8: (45-61-10-60); 14 Juillet Bastille, 11: [43-57-90-81); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

WE THE LIVING, Film italian da Goffredo Alessandrini, v.o.: Panthéon, 5. (43-54-15-04).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE | 182-20-40) ; v.f. : UGC Opérs, 9- (45-74-95-40] ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-46-011

ON PEUT TOUJOURS REVER (Fr.) Fauvette, 13- (43-31-56-86). L'OPERATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opera, 2 (47-42-60-33) : Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (48-

LE PARRAIN, 3 PARTIE (A., v.o.) Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Gau-mont Las Halles, 1- (40-26-12-12); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) ; Pathé Mangnan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) : Max Linder Panorama, 9- (48-24-88-88) : La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escurial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenalle, 15- (46-75-79-79); BienvenQe Montparnasse, 15-79-79); Bienvenue Montparnasse, 15-(45-44-25-02); Kinopanorama, 15-(43-08-50-50); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-67-74); Les Methen, 12-, 143-43-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (46-36-

10-96). LE PETIT CRIMINEL (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V. 8-(45-82-41-46); Gaumont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.): Répu-blic Cinémas, 11- (48-06-51-33); Den-fert, 14- (43-21-41-01); Grand Pavois, 15- (46-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).
POUSSIÈRES DANS LE VENT

(Chin., v.o.): Utopia Champolli (43-26-84-65). PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC Triamphe, 8: (45-74-93-50); UGC Opera, 9- (45-74-95-40); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68); v.f. : Bretagne, 6- (42-22-57-97).

ROSENCHANTZ & GUILDENS. TERN SONT MORTS (A., v.o.) Forum Orient Express, 1- (42-33-42-261.

RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Balzac. + (45-61-10-60i SAILOR ET LULA (") (Brit., v.o.) :

Studio Galande, 5. (43-54-72-71); ucemaire, 6 (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON IAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4. (42-78-47-86) ; Lucemaire, 6- (45-44-57-34). STAYING TOGETHER (A., v.o.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

TELS PÈRES TELLE FILLE (A., v.o.) : George V, 8. (45-62-41-46). TOMBÉS DU CIEL (Esp.-péruvien

v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Ciné Sesubourg, 3- (42-71-52-36); Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LA TRIBU (Fr.) : Cine Besubourg, 3

(42-71-52-36); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) : UGC Opéra, 9º (45-74-95-40) : UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59) : Les Montparnos, 14- (43-27-52-37) : Mistral, 14- (45-39-52-43). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Can.): Club Gaumont (Publicis Matignonj, 8· (43-59-31-97) ; George V, 8· (45-62-41-46) ; Fauvette, 13· (43-31-

52-37) : Saint-Lambert, 16- (45-32-91-681. UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines,

56-86) : Les Montpamos, 14 (43-27-

5- (43-26-19-09). UN FLIC A LA MATERNELLE (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13- (43-31-56-86).

UN THE AU SAHARA (Brit., V.O.) Lucernaire, 6- (45-44-57-34). URANUS (Fr.) : George V, 8- (45-62-41-46); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

LES SÉANCES SPÉCIALES ACCATTONE (it., v.o.) : Accatons,

5- (46-33-86-86) 21 h 30. AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 21 h. ANNE TRISTER (Can.) : Saint-Lam-

bert, 15 (45-32-91-68) 19 h. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15• (45-32

BLADE RUNNER (" (A., v.o.) : Grand

91-683 15 h.

Pavois, 15• (45-54-46-85) 20 h. BLUE VELVET (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 16 h. CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Ciné-Planète magique, 3° (42-76-00-18) 21 h. LA CITÉ DES FEMMES (lt., v.o.) : Studio Galande, 5. (43-54-72-71) 16 h. LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS

D'AUTRUI (Poi., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 05. LE DÉCALOGUE 9. TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME

D'AUTRUI (Pol., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) . DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01)

21 h 40. LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16- (42-88-64-44) 20 h. L'EPOUVANTAIL (*) (A., v.o.) Action Rive Gaucha, 5- (43-29-44-40):

EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) Denfert, 14 (43-21-41-01) 14 h. L'EVANGILE SELON SAINT MAT-THIEU (It., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-

86-86) 16 h. EXTRÊMES LIMITES (A.) : L Géode, 19 (40-05-80-00) . FAHRENHEIT 451 (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 19 h. LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 15 h. LA FEMME FLAMBÉE (") (All., .o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71)

18 h 20 LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) 12 h 30.

GATSBY LE MAGNIFIQUE (A v.o.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) 21 h. LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) 14 h.

HEAT ("") (A., v.o.) : Ciné Besubourg. 3- (42-71-52-36) 11 h 30. HIGHLANDER, LE RETOUR (A., r.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné

Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 15. HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) 21 h. L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) 18 h 20.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) LE LOCATAIRE (Fr.) : Seint-Lambert 15. (45-32-91-68) 19 h.

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Grand Pavois; 15. (45-54-46-85) LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARA-GOSSE (Pol., v.o.) : Ciné Besubourg, 34 (42-71-52-36) 11 h 20. MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beau

bourg, 3-(42-71-52-36) 11 h. METROPOLITAN (A., v.a.) : Reflet Logos I, 5- (43-54-42-34) 12 h. MIMA (Fr.) : Denlert, 14- (43-21-41-01) 17 h 50. LE MONDE SELON GARP IA.

v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) MONSIEUR ARKADIN (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68) 17 h. MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) 111 h 45.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6. (46-33-97-77) 12 h. QUERELLE (") (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) 11 h 10 ;

v.f. : Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 22 h 30. LA RÈGLE DU JEU (Fr.) : Saint-La bert, 15 (45-32-91-68) 17 h.

LA RICOTTA (h., v.o.) : Accatone, 5-(46-33-86-86) 22 h 30. STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.): Utopia Champoliton, 5- (43-26-84-65) 22 h 10.

THE TEMPEST (Brit., v.o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86) 13 h. THELONIOUS MONK (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5. (45-87-18-09)

TILAI (burkinabé, v.o.) : images d'alileurs, 5 (45-87-18-09) 18 h. LA TRAVIATA (it., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85) 14 h. 37-2 LE MATIN (") (Fr.) : Ciris Planète magique, 3• (42-76-00-18) 19 h.

LES GRANDES REPRISES BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galanda, 5• (43-54-72-71). LE CIEL PEUT ATTENDRE (A.

v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5- (43-54-51-60). COMMENT ÉPOUSER UN MIL-LIONNAIRE (A., v.o.) : Action Ecoles,

5- (43-25-72-07).

(Les jours de premiè et de relache sont indiqués

entre parenthèses.)

diers de Paris (43-66-42-17). (dim. soir, lun.) 20 h 30; dim. 15 h 30. (3).

lier du chaudron (43-28-97-04) (dim., lun.) 20 h 30 (3). LEILA ET LE CONTEUR. Essaion de Paris (42-78-46-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (3). MARTIN LUTHER KING, JR. Théâtre de la Sastille (43-57-42-14). (dim. soir, lun.) 19 h 30; dim. 15 h 30 (3).

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Riez pendant que c'est chaud : 20 h 30. BATACLAN (47-00-30-12). Match

QUAI MALAQUAISI (40-51-84-53). Lo To folo ou les Félés d'amour : 22 h. CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Au seuil de la pesantaur : 21 h. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Meison de poupée : 20 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-

00-15). Salle Richelleu. Le Barbier de Séville ou la Précaution inutile :

DAUNOU (42-61-69-14). Bon week end Monsieur Bennett : 21 h. DUNOIS (45-84-72-00). La Guerre

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chave : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Nuits de Terayama : 1) h 30. LA CLEF (43-31-49-27). Antigone

MADELEINE (42-65-07-09). La

Gros N'svion : 20 h 30. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Les hommes naissent tous égo : 21 h. PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timeit :

RENAISSANCE (42-08-18-50), Le Vent du gouffre : 20 h 30. SOUS CHAPITEAU CHAUFFÉ (PORTE DE BAGNOLET) (42-52-98-18), Angèle Box : 20 h 30. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Bloc-notes : 20 h 30. THE SWEENY (46-33-28-12), Drow-

EASY RIDER (A., v.o) : Cinoches, 5-(46-33-10-82). FANTASIA (A.) : Cinoches, 6- (46-

mos, 6- (45-44-28-80).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cos-

33-10-82). FEDORA (A., v.o.) : Action Christine 6- (43-29-11-30). LA FLUTE ENCHANTÉE (Su., v.o.) . Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40)

Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60). HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). INDIA SONG (Fr.): Latina, 4- (42-78-

LAURA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). LE MÉPRIS (Fr.) : Les Trois Luxem-

bourg, 6- (46-33-97-77). PERCEVAL LE GALLOIS (Fr.) Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40). LES PETITES MARGUERITES (tcheque, v.o.) : Accatone, 5: (46-33-86-86).

SA MAJESTE DES MOUCHES (Brit., v.a.) : Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-09) LE SECRET DERRIÈRE LA PORTE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-

LE SQUPIRANT (Fr.) : Le Champo -Espace Jacques Tau, 5- (43-54-51-60). TOUS EN SCÈNE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 5- (46-33-97-77). TRISTANA (Esp.-it.-Fr.) : Racine Odéon, 6- (43-26-19-68).

national de l'Odéon (43-25-70-32)

(lun.) 18 h et 21 h (3). FREGOLI. Théâtre national de

Chaillot (47-27-81-15) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (5).

PIMENT CANNIBALE Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (45-65-38-46) (dim., km.) 20 h 30 (5). PUTINKON. Point-Virgule (42-78-

67-03) (lun.) 21 h 15 (5). LES HOMMES NAISSENT TOUS

EGO. Montparnasse (43-22-77-74)

(dm.) 21 h (5). BONHEUR A TOUTE HEURE.

Tristan-Bernard (45-22-08-40) (sam.) 15 h (6).

MONTAIGNE. Cergy-Pontoise

(30-30-33-33) (dim. soir. lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (6).

20 h 30; carn. 10 h (o).

RAHAB. Crypte Sainte-Agnès
(47-00-19-31) [dim. soir, jeu.]
18 h 30; dim. 15 h; lun.
20 h 30 [8].

LA NUIT REMUE. Guichet Mont-

BORIS, Boulogne-Billancourt (46-

03-60-44) 20 h 30 (9).

DON QUICHOTTE. Espace
Acteur (42-62-35-00) (dim. soir,
lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (9).

DROWNING'. The Sweeny (46-

19 h (9).

asse (43-27-88-61) (dim., lun.)

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

CELIMARE LE BIEN-AIMÉ. Théâtre Daniel-Sorano (48-08-60-83), 21 h ; dim. 18 h (3). CONFUSIONS. Lierre-Théatre

(45-86-55-83) (dim. sair, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (3). LE DERNIER DÉLIRE PERMIS Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h; dim. 17h (3). LE TARTUFFE. Gymnase Marie-Bell (42-46-79-79) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h 30 (3). ROMEO ET JULIETTE. Aman-

OPÉRAS FEUILLETON DU BRÉ-SIL Meison des cultures du monde (45-44-72-30) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 17 h (3). RAPSODOG, Cartou

HISTOIRE D'UN IDIOT. Théâtre

d'improvisation : 21 h. BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3,

Crypte Sainte-Agnès (Eglise Saint-Eustache) (47-00-19-31).

des corbeeux et des hiboux : 20 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Les Bebas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RES-

LE FUNAMBULE THEATRE-RES-TAURANT (42-23-88-83). Medemoi-selle Julie : 22 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Colloque sur l'aménagement d'une région du Nord : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Duende : 18 h 30. Somnolente Méseventure : 20 h. Une banale histoire d'Anton Tchékhoy : 21 h 45.

niraculause des 153 poissons : 20 h 30. MICHODIÈRE (47-42-95-23). La

20 h 30. RENAISSANCE (42-08-18-50), Le

hing: 20 h. Hone Free: 20 h.
THEATRE DE LA MAIN-D'OR
BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Arène. Théâtre : 20 h 30.

33-28-12) 20 h (7). LA VISITE. Marie-Street (45-08-17-80) (dim., km.) 22 h (9). THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Alphonse revient, d'après Alleis : 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (48-34-61-04). rançois Villon ou la Ballade d'un mauvals garçon : 19 h.
THEATRE HEBERTOT [PETIT THÉATRE) (44-70-90-04). Les Aémoires d'un fou : 21 h. THÉATRE MONTORGUEIL (42-74-01-89). Le Fausse Sulvante : 20 h 30. TOURTOUR (48-87-82-48). Amour,

RÉGION PARISIENNE

romage et dessert : 20 h 30.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (TBM CENTRE GERARD-PHILIPE) (48-80-90-90). Grande salle, La Chute : 21 h. CHATILLON (THÉATRE) (46-57-22-11). Sang pour sang : 20 h 45. CLAMART (CC JEAN-ARP) (46-45-11-87). L'Idée fixe ; 20 h 30. CONFLANS-SAINTE-HONORINE

LES CAFÉS-THÉATRES AU BEC FIN (42-98-29-35), Le Portraît de Dorien Gray : 20 h 30. Devos soiste, je l'ai rencontré : 22 h.

(SALLE SIMONE-SIGNORET) (39-72-

57-19). Festival de Conflans-Sainte-Ho-

norine: 21 h.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Saite I. Salades de nuit : 20 h 15. On fait sa pour l'argent : 21 h 30. Saite II. Les Secrés Monstres : 20 h 15. Comment j'ai réussi en sanger : 21 h 30 #nour : 21 h 30. CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Mario d'Alba : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20).

C'est magique et ca tache : 20 h 30, 22 h et 24 h. MOVIE'S (42-74-14-22), No pro-blem : 20 h 30. PLATEAU 26 (43-59-01-76). Menue rit hot : 21 h 30_ POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Les Sardines chantent Trênet : 20 h. Oes. Mots pour le rire : 21 h 30. Serge Den-gleterre chante Bobby Lapointe : 22 h 30.

SUNSET (40-26-46-60). Le Lundi des copains : 20 h. DEMAIN NOTHE SUPPLEMENT

> Le Monde SCIENCES et MÉDECINE

MM INK

. . . .

MANAGECT

)加州

American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

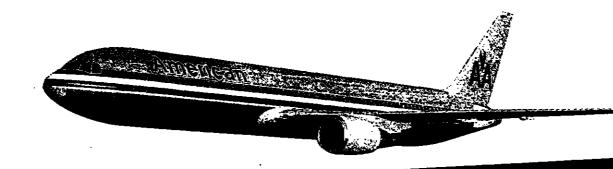
Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230° destinations qu'American

Appelez dès maintenant votre agent de voyages ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes: 40.89.10.92 - Nice: 93.87.19.79 - Strasbourg: 88.32.90.22 - Lyon: 78.92.93.15 - Toulouse: 61.23.30.20.

Paris MIAMI	Paris ORLANDO	Paris NEW YORK	Paris WASHINGTON D.C.
Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer. 4000 ^F	Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées". 3700 ^f 4000 ^f semaine week-end	Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique. 2995 ^F 3295 ^f semaine week-end	Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard. 2995 ^f 3295 ^f semaine week-end
semaine week-end Paris DALLAS/FORT WORTH	Paris	Paris CHICAGO	LOS ANGELES
Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan. 4040 ^F 4340 ^F semaine week-end	De super restaurants, du jazz torride et son quartier français en font un festival permanent. 4040 ^F 4340 ^F semaine week-end	Pour pouvoir dire comme Kiping "j'ai rencontré une ville,	i alus ni moins!

Semanic		
Paris SAN FRANCISCO	Paris SAN DIEGO	
Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways. 4500 ^F Semaine 4800 ^F week-end	Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous $\frac{4500^{\text{F}}}{\text{semaine}} \qquad \frac{4800^{\text{F}}}{\text{week-end}}$	

Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale – Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.



AmericanAirlines

La « République-cassoulet ». C'est ainsi que les poètes du jeu baptisaient naguère le rugby fran-çais. Ils célébraient volontiers cette Ovalie de grande vertu, terre du bien jouar et du bon vivre. Elle fleurait le magret fumé et les gésiers confits, les alliances d'après-ripaille et les ententes de gaillards. On tolérait sa franc-ma-connerie de Gascons. La poignée de mains et la parole donnée y avaient force de contrat. Aujour-d'hui, cette république n'est plus. Les cliches ont vecu. Le rugby en crise offre un tout autre visage. Il vit à l'heure des mariages de circonstances et des pactes de fourbes. Il faut dire que l'enjeu est de taille : la présidence de la lédé-

A l'origine, quatre camps se dis-putaient le trône qu'accupe Albert Ferrasse depuis 1968. Il y avait là, bien sûr, Ferrasse lui-même. A soixante-treize ans, le « Tonton » du rugby, patriarche contesté mais coriace, souhaitait briguer un septième mandat en 1992. Au sein du comité directeur de la FFR est alors apparue une opposition, forte d'une vingtaine de « renovateurs » emmenes par Jacques Fouroux. l'ancien homme de terrain du XV de France, longtemps considéré comme l'héritier de Ferrasse. Celui-ci hurla à la trahison. Fouroux jura qu'il ne voulait pas « tuer le père ». Trop tard, la crise était déclenchée.

Deux autres postulants se décla-rèrent. D'abord Robert Paparemborde, quarante-deux ans, ancien pilier international et manager du Racing Club de France. Cet opposant de longue date s'affirma porteur d'un « projet pour le rugby » institutions. Le quatrième candidat fut Jean Fabre, cinquante-cinq ans, agrégé de mathématiques. Cet ancien president du Stade toulousain venait de se voir confier une mission sur le sport et les universités par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale

Rumeurs et accusations

Ferrasse. Fouroux (ou ses amis), Paparemborde, Fabre. Ils étaient quatre. Donc deux de troo. Ils le savaient. Dès lors, l'Ovalie perdit la tête. Il ne fut plus question de cassoulet mais de vraie politique. Après moult marchandages, polémiques et pressions en tous genres durant plusieurs mois, les quatre équipes, quitte à renier leurs dis-cours, parlois féroces, des premiers jours. Albert Ferrasse s'associa à Jean Fabre, non sans avoir promis - par écrit et devant la presse - de quitter son poste à la fin de l'année au profit de son allié. Quant à Robert Paparemborde, il fit cause commune avec les « rénovateurs ». Détail essentiel : en route, ces derniers avaient égaré le turbulent Jacques Fouroux, dont Paparem-borde assura qu'il ne serait « même pas au fond du car». Il savait que la présence d'un personnage si décrié aurait constitué un handicap

Les élections auront lieu à Paris. samedi 13 avril. Les mille huit cents présidents de clubs éliront les trente-cinq membres d'un nouveau comité directeur qui, à son tour, désignera le président. Chaque club disposera d'un nombre de voix proportionnel au nombre de le choix entre deux listes de trente anciens joueurs...) proposées par les deux camps. Si certains noms leur conviennent dans les deux listes, ils pourront procéder à un « panachage ». Celui qui disposera d'au moins dix-huit élus l'empor-

En attendant le 13 avril, le rugby est déchiré jusque dans ses entrailles, des plus petits clubs aux plus grandes équipes, des bénévoles du Gers aux notables de la Haute-Garonne. Il vit au gré des rumeurs et des accusations. Au regard de cette campagne électorale-là, les élections « politiques » font parfois figure de chamaille-ries. Sans doute faut-il voir Albert Ferrasse soncer tête baissée pour saisir la vigueur du combat.

li est là, Albert, aux côtés de Fabre, dans la salle des fêtes du Pontet, dans les l'aubourgs d'Avignon (Vaucluse). Devant lui, un gnon (vauctuse). Devant int, un parterre de dirigeants provençaux. Il ferraille dur, l'Agenais. Que ce soit devant ces présidents ou face à queiques journalistes. Le camp adverse le dit usé par vingt-deu ans de pouvoir « despotique »? Et le voilà qui rajeunit: « Sclérosé? Moi? Mais j'aimerais bien être sclérosé comme cela dans vingt-ans!» Robert Paparemborde a-t-il la fédération, des repas gargantues-ques des « hauts dignitaires »? La réplique ne tarde pas, savoureuse: | 2. Monaco, 42; 3. Auxerre, 41; 4. Mont-« Quand les British débarquent à | pellier et Cannes, 34; 6. Lile, 33; 7. Metz

l'argent du rugby en repus. Et je finance personnellement ma campagne. moi... v. A-t-on accusé son "ami Jean" (Fabre) d'être télé-guidé par le Parti socialiste, soucieux de lancer une OPA sur la FFR? Contre-attaque immédiate: « J'ai toujours tenu mon sport à l'écart de la politique. Je suis un radical du centre, moi, Monsieur! «

Ferrasse fait du Ferrasse! La salle savoure, glousse, applaudit. Ce Gabin à la mode du Sud-Ouest est une «bête de scène», assurément l'acteur le plus doué de ces élections. Il se sait populaire. Il ioue de son accent, de ses allures de patriarche gourmand. Trop, sans doute. Dans l'état où se trouve actuellement la FFR, tirer à séduction « terroir » risque de lui nuire. Il manque un discours d'avenir, des réponses aux accusations. Evoquer la « petite caisse noire » du comité de Provence -présidé par un adversaire - ne suffit pas à masquer cette inconsis-

«M. Propre»

C'est alors qu'intervient Jean Fabre. Les mots sont différents, le discours plus châtié, le verbe tout aussi chantant mais moins polémiste. L'homme paraît presque terne aux côtés de son coéquipier. li s'est vu confier le rôle du «M. Propre» et reste en embuscode à attendre les ballons que son avant de choc daignera lui offrir.

Jean Fabre est un adepte du beau jeu, un réveur aussi. Avec lui, il est question des « valeurs » de cette « école de la vie » qu'est le rugby. Il prend bien soin de n'oublier personne au fil de ses innombrables promesses, ni les grands, ni les petits: « Des entreprises de premier plan sont prêtes à financer une fondation du rugby. J'ai des contacts. Il y aura de l'argent. beaucoup d'argent »; « dans un vil-lage, le club, c'est plus important qu'une église » : « Áldons les clubs formateurs, donnons-leurs les moyens de réussir ».

Au final, le Toulousain paraît bien trop tendre pour ne pas tomber un jour ou l'autre - même dans quelques années - sous les coups de boutoir des ambitieux ferrassiens qui survivront sans doute à à un jeu plus rude que sur un sujet précis: la présence, sur la liste adverse, de Michel Mouillot, maire de Cannes (UDF) et ami de Robert Paparemborde. « On m'a accusé de rouler pour le PS et voilà que nos adversaires accueillent un ancien directeur de campagne de M. Léo-tard. Je me demande où sont les

apolitiques ». Robert Paparemborde refuse ce type de polémiques. Selon lui, elles sont « sans fondement, d'un côté comme de l'autre ». Mais la présence sur sa liste d'une douzaine de sympathisants très actifs du RPR suscite les railleries des ferrassiens. Le manager du Racing se dit insensible à ces attaques. Pilier il était, pilier il reste. Pret à encais ser les coups. A les distribuer aussi Il ne s'en est guère privé au court de ses trente réunions electorales Ni Jean Fabre (« il est otage de Ferrasse et de ses amis »), ni « Ton-ton » (ui-même n'ont été épargnés:

Paris, je les reçois chez Lasserre, pas à l'Armée du Salut! Mais, croyez-moi, on ne bouffe pas tout monarchique. Il faut en finir avec le monarchique. Il faut en finir avec le mépris et la suffisance. Sur le plan des finances, nous devons aller vers plus de clarté, davantage de transparence, mettre un terme à la gabegic de la FFR sur les voyages de dirigeants, passer d'une gestion paternaliste à une gestion d'entre-prise, restreindre les dépenses indé-

Costume gris et chemise bleu ciel, Paparemborde cherche à faire oublier le joueur qu'il a été jus-qu'en 1983 pour imposer une image de dirigeant crédible. Mais il a beau reconnaître que sa société, un important groupe agroalimen-taire, l'aide dans sa campagne électorale, il ne peut empêcher ses adversaires de railler « les affai-ristes prets à vendre le rugby aux

On l'a compris: certaines reunions ont été plus agitées que bien des « parties de mailloche » à Dublin ou à Cardiff, Pourtant, l'essentiel de la campagne n'a sans doute pas eu lieu en public mais en coulisse, au téléphone ou devant un bon repas. Ferrasse lui-même a réactivité les « réseaux » de feu la République-cassoulet. Dans tout le pays, en particulier dans le Sud-Ouest, les deux camps se sont livrés à une chasse aux voix effrénée, les dirigeants des grands clubs cherchant, bien sûr, à recueillir les procurations des plus petits qui ne pourront « monter » à Paris.

Le choix se fera moins sur des programmes que sur les hommes.

«En cas de victoire trop étriquée, ce qui est probable, la FFR pourrait être ingérable», s'inquiète Henri Nayrou, rédacteur en chef de Midi rugby. « Il faut bien comprendre que tout cela est une querelle d'hommes. La fédération est un guicau qui suscite bien des convoi-tises. Avoir le coq doré sur le blazer permet de serrer la main des minis-tres, à Paris. C'est un sésame utile. Et ils sont nombreux à le vouloir. » PHILIPPE BROUSSARD.

FOOTBALL: la suspension pour dopage de Maradona

L'Argentine solidaire de « Dieguito »

Condamné samedi 6 avril par la Fédération italienne de football à une suspension de quinze mois pour avoir absorbé de la cocaîne avant le match Naples-Bari le 17 mars, le joueur argentin Diego Maradona a décidé de faire appel depuis Buenos-Aires, où il est rentré discrètement la semaine

BUENOS-AIRES correspondance

« Ce n'est pas le moment de le crucifier, mais de l'aider même s'il s'est trompé... L'erreur est humaine. » Les déclarations du président Carlos Menem et les cris lancés dans un stade de football de Buenos-Aires «Diego : nous l'aimons dans les bons comme dans les mauvais moments », traduisant les sentiments de la majorité des Argentins au lendemain du retour au pays de l'enfant prodige du foot-ball mondial, aujourd'hui déchu.

Sept Argentins sur dix se refusent à condamner Diego Mara-dona. Pour près de 70 % de la population, il reste une idole; 63 % sont opposés à toute sanction contre lui. Les résultats d'un sondage effectués par le Centre d'études d'opinion publique, publiés dimanche 7 avril à Buenos-Aires, après l'annonce officielle de la suspension pour quinze mois du capitaine de l'équipe du Napoli pour consommation de cocaîne, révèlent également que, pour beaucoup d'Argentins, Maradona est victime d'un « complot » alimenté par les passions et les désirs de vengeance que ses succès sportifs ont éveillés en Italie.

L'opinion de Carmelo Faraone, technicien de l'équipe nationale argentine, coincide avec celle de l'ancien gardien de but Ubaldo Fillol: « On lui fait payer la note

de l'élimination de l'Italie par l'équipe nationale argentine au Mondiele de 1990. » Quatre procès en Italie, dont deux l'impliquant pour usage et trafic de drogue, des photos le montrant en compagnie de membres de la Cemorra, la Matia napolitaine, ou avec des prostituées, sans oublier les démonstrations de richesse de mauvais goût : les frasques de l'enfant terrible du football argentin ne semblent pas suffisantes pour faire oublier le «goal de tous les temps» qui assura la victoire de l'Argentine Mexico en 1986 et qui sacra Maradona le « meilieur joueur de football du monde ».

Jeans, chemise violette à fleurs, épaisse chaîne en or au cou, anneau à l'oreille, c'est avec plusieurs kilos superflus et sans ovation que Maradona est arrivé. mardi 2 avril, à l'aéport international de Buenos-Aires, fuyant la meute des journalistes. La veille, sa femme, Claudia Villafane, et ses deux filles, Dalma et Néra, l'avaient précédé et avaient quitté l'aéroport cachées à l'arrière d'une voiture pour échapper aux photographes.

Le rêve des plus démunis

Reçu en triomphe il y a cinq ans, après le Mundial de Mexico, acclamé depuis le balcon historique de la Casa rosada, le palais du gouvernement, nommé ambassadeur sportif a par le président Menem avant la Coupe du monde de 1990, Maradona ment à la maison de ses parents. Les visites de ses compagnons de jeu et les manifestations de solidarité du monde sportif argentin se multiplient. Il garde le silence. « On m'a fait vingt-cinq contrôles anti-dopage ; le demier a été positif. Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse?» Lapidaire, cette seule déclaration de Mara dona à la presse est tout aussi pathétique que l'image captée par la télévision argentine : Maradona, une balle de tennis au pied, jouch: avec ses filles dans le jardin de sa maison de san:

Maradone conneit aujouid las l'épreuve la plus humiliante de sa carrière, estime la presso argentine. « Diego n'abandonnera pas le football », affirme son repré-sentant, M. Marcos Franchi, qui a annoncé qu'il allait faire appel de la sanction de la commission de discipline de la Fédération italienne de football. Sur l'avenir de Maradona qui, à trente ans, était au zénith de sa carrière, les spéculations wont bon train. Diego va rester en Argentine. Pour l'instant il a besoin d'être dix ou quinze jours tranquille pour réfléchir. Il sait que c'est un moment très critique de sa vie », indique son manager.

Depuis deux ans, Maradona voulait quitter le club de Napies. L'Olympique de Marseille lui a offert un pont d'or. On dit qu'il ira jouer au Japon. Mais jusqu'au 30 juin 1992 il ne pourra pas touche: un ballon rond. Après la gloire et le pouvoir, la célébrité et le scandale, «El pibe de orc.» (l'enfant en or) comme on l'appelle ici, s'apprête à affer pêcher avec son pere dans son petit village natal des Esquinas, dans la province de Corrientes (nord de l'Argentine).

1. 以"数多。

112 77.1

- Variation

· ` ` · · --

« Dieguito ». l'enfant des bidonvilles devenu milliardaire. est un mythe pop Argentine, comme Évita Peron ou Carlos Gardel. Même si son histoire a mai tourné, contrairement aux contes de fées, Maradona continue à alimenter les rêves des Argentins, et surtout des plus démunis...

CHRISTINE LEGRAND

Du Paris-Dakar au Paris-Le Cap

Dans un entretien avec « le Monde », Gilbert Sabine, organisateur du Paris-Dakar explique pourquoi l'arrivée, dans l'édition 1992, sera jugée en Afrique du Sud

Adieu Dakar, bonjour Le Cap. L'édition 1992 du rallye Paris-Dakar doit bien partir de la capitale française, comme les treize épreuves précédentes, mais elle ne se terminera pas dans la cité sénégalaise. Gilbert Sabine, le responsable de la société TSO, a choisi de modifier l'itinéraire de la course en proposant aux amateurs d'aventures motorisées un raid à travers le continent africain pour rallier Le Cap, en Afrique du Sud. Dans un entratien avec le Monde, Gilbert Sabina détaille son projet.

« Pourquoi modifier un parcours qui, depuis treize ans, assure le succès d'une épreuve

mondialement connue?

- J'éprouvais l'envie de relancer la machine TSO après l'édition 1991. Une édition que j'avais déjà voulue différente en créant des étapes marathon, c'est-à-dire sans possibilité de faire intervenir les mécaniciens d'usine lors des bivouacs, pour favoriser les pilotes privés. Cette modification a renforcé l'intérêt de la course, mais cela

ne me semblait pas encore suffisant. » Mon fils Thierry avait toujours laissé entendre que l'épreuve ne devait pas s'enfermer dans un trajet trop rituel. Alors, depuis notre der-nière arrivée à Dakar, qui ne s'est pas effectuée dans les meilleures conditions possibles, j'ai commence à imaginer des scénarios différents, qui casseraient les habitudes acquises et montreraient à certains gouvernements que nous ne sommes pas «obligés» de traverser leur pays ou d'y situer la fin de la course.

- Pouviez-vous éviter certains Etats, sans pour cela choisir de bouleversar l'itinéraire et fixer Le Cap comme terme du raliye?

- Au contraire, je voulais trouver une idée forte qui surprenne et attire l'imagination. L'évolution de la situation intérieure en Afrique du Sud permettait de penser à ce pays, sans passer pour un «forceur» de blocus. Au moment où l'abolition des interdits liés à l'apartheid est à l'ordre du jour, où des délégations du Comité international olympique se rendent dans cet état pour envisager son retour au sein des instances internationales du sport, il était possible d'accompagner une évolution souhaitée par tout le monde.

» 1992 étant une année olympique, j'ai pensé que rallier Barcelone au Cap pouvait être un merveilleux symbole de l'esprit d'ouverture qui devait s'imposer en Afrique du Sud. Une course qui trace la voie à des changements futurs, qui ouvre de nouveaux horizons : l'idée ne pouvait que séduire les organismes internationaux et satisfaire les constructeurs et les sponsors. - Ainsi que les dirigeants

- Ils n'ont pas manifesté d'opposition. Ils sont même d'accord pour que nous passions directement de leur pays au Tchad en traversant le Tibesti. Nous n'emprunterons cet

itinéraire que si nous avons la certitude que cette région est entière-ment déminée. La situation politi-que évolue rapidement en Afrique, et des tabous tombent.

Un parcours de 12 000 kilomètres Les autres pays africains ont-ils accepté aussi facilement de vous ouvrir leurs pistes ?

- Je peux dire que l'accueil a été favorable auprès de toutes les personnes rencontrées. Du conseiller du président Mobutu à l'ambassadeur de Zambie à Paris, nous avons obtenu des encouragements. Ces pays souhaitent faire mieux connaître leurs richesses touristiques et une épreuve comme «le Dakar» ne peut que les aider.

» L'encouragement de Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération internationale du sport automobile, qui a déclaré au journal l'Equipe que ce parcours « recrée le véritable esprit d'aventure », peut

aussi faciliter les accords avec les fédérations automobiles des différents pays.

- Le trajet sera-t-il plus long que lors des ratiyes précédents - Au total, les concurrents devront parcourir 12 000 kilomètres, et traverser la Libye, le Tchad, la République Centrafricaine, le Zaïre, la Zambie, la Namibie, avant d'atteindre l'Afrique du Sud. Cela représente 3 000 kilomètres de plus que le dernier Dakar, mais, souve-nez-vous, celui-ci avait été raccourci en raison des événements internationanz. C'est un parcours raisonnable, aussi long que pour certaines éditions précédentes, qui peut s'effec-tuer en une vingtaine de jours entre Tripoli et Le Cap.

» Les habitués retrouveront les déserts au nord et au sud, puisqu'en Namibie le sable est présent. Mais il y aura aussi des passages dans la savane équatoriale, des pistes en brousse, bref beaucoup d'inconnues à découvrir.

- Des paysages que votre orga-nisation ne maîtrise pas encore. Cela signifie-t-il que vous allez devoir modifier votre logistique?

- Après treize Paris-Dakar réussis, ous pouvons nous permettre d'aller dans des pays où nous ne connais-sons rien. L'entreprise TSO a gagné le pari de la Libye, elle peut en rem-porter bien d'autres. Dès le 17 avril, une équipe, avec deux véhicules Toyota, va débarquer au Cameroun pour effectuer une pré-reconnaissance. Ensuite, en fonction des informations que ces «explora-teurs» nous rapporteront, nous organiserons une reconnaissance définitive à l'automne.

» La logistique du Dakar est prête à se plier à toutes les contraintes. Je crois même que les membres de TSO et nos partenaires sont Contents de ce nouveau challenge. On abandonne l'étape d'Agadez, devenue trop chère, on évite des pays à risques, on oublie des pistes trop familières, et on se lance dans

» Je sais qu'il existe encore des risques. Les discussions ne sont pas terminées avec tous les pays où nous devons passer. Cette belle construe-tion peut demeurer un rêve irréalisa-ble. Mais je suis optimiste, le 21 ou le 22 janvier 1992, le rallye entrera ац Сар,» Propos recuellis par SERGE BOLLOCH

Les résultats

CYCLISME

Tour des Flandres Le coureur Belge Edwig Van Hooydonck a signé, dimanche 7 avril, sa deuxième vicoire en trois ans dans le Tour des Flandres, toire en trois ans dans le Tour des Flandres, deuxième épreuve de Coupe du monde cycliste. L'enfant du pays, âgé de vingt-quatre ans, a choisi la côte de Bosberg là même où il avait forgé son succès de 1989 — située à 12 kilomètres de l'arrivée. — pour porter une attaque violente et décisive. Le premier Français, Marc Madiot, se classe sixième, après avoir longtemps figuré dans le groupe de tête en compagnie de trois autres Français, Laurent Jelabert, Martial Gayant et Philippe Bouvatier.

FOOTBALL CHAMPIONNAT DE FRANCE

fitchite deducate least-of	
Monaco b. "Paris-SG	2-0
*Auxerre b. Caen	3-(
Little b. *Montpellier	2-1
*Sochaux et Cannes	Ю
*Toulon b, Metz	2-1
*Nice et Lyon	1-1
*Rennes b. Nantes	24
Toulouse b. "Saint-Etjenne	4-
Bordeaux b. *Nancy	
Classement 1. Marseille, 45	pts

et Lyon, 32; 9. Brest, Nice et Paris-SG, 31; 12. Caen et Nantes, 30; 14. Bordeaux, Sochaux, Saint-Etienne et Toulon, 28; 18. Toulouse et Nancy, 27; 20. Rennes

Deuxième division (trentième journée) GROUPE A *Dunkerque b. Nîmes.....* *Valenciennes et Alès..... Strashourg b. Rodez 3-1

Coupe de France Le Paris SG rencontrera l'OM en huitièmes de finale

La rencontre entre les clubs de Paris SG et del'Olympique de Marseille doit constituer le match au sommet des huitièmes de finale de la Coupe de France de footbell, dont le tirage au sort a été effectué, dimanche 7 avril. Les neuf clubs de division 1, encore en compétition, n'ont pas été privilégiés par ce tirage, puisque huit d'entre eux seront oppo-sés lors de ces huitièmes de finale, qui auront lieu le samedi 27 avril, sur un seul match et sur le terrain du club premier

nommé,

"Istres b. Chaumont "Avignon et Bastia ... Amecy at Mulhouse weugnon b. 'Martigues . Classement. - 1. Nimes, 39 pts; Valenciennas, 38; 3. Strasbourg, 36; 4. Istres et Alès. 35. **GROUPE B**

*Orléans et Le Havre
*Angers et Red Star
Beauvais et Laval
"Lens et Rouen
Reims b. "Niort
"Saint-Seurin et Guingamp
"La Roche-sur-Yon et Tours
*Créteil b. Bourges
Saint-Quentin b. "Le Mans
Classement 1. Le Havre, 41

2. Angers, 36; 3, Laval, 35; 4. Rouen, 34; 5. Lens, 33. HOCKEY SUR GLACE

CHAMPIONNAT DU MONDE B L'équipe de France de Hockey sur glace s'est qualifiée pour le groupe A, à l'issue des championnats du monde qui se sont terminés dimanche 7 avril à Ljubljana (You-goslavie). Après une victoire finale sur l'équipe d'Autriche (3-2), les hockeyurs tricolores quittent la Yougoslavie avec une médaille de bronze et la satisfaction d'être qualifiés pour faire partie de l'élite mondiale à quelques mois des Jeux olympiques d'AlLa visite de M. Jean-Marie Rausch et le redémarrage de l'économie de l'émirat

Le ministre aux champs

Tous records battus i il n'e fallu que six heures, montre en main. pour que le ministre français du commerce extérieur constate de visu ce qu'on savait déjà : la reconstruction du Koweit ne sera pasite « marché du sièclé » annoncé. Escorté par sept industriels, dix journalistes, une délégation du CNPF - dont le « patron des patrons » français M. Perigot en personne - et une poignée de hauts fonctionnaires, M. Jean-Marie Rausch a victorieusement mené le 6 avrilune visite éclair, dont la réussite matérielle peut difficilement cacher l'absence de résultat

Conçu d'emblée comme un marathon et soigneusement préparé, orchestré et conduit par les diplomates, les services commerciaux et les militaires présents à Koweit, l'exploit ménte certes d'être salué. En quelques heures, dans un pays toujours largement privé de logistique de base, le ministre et sa suite ont non seulement réussi à mener au pas de charge les contacts officiels - dont une audience de dix minutes accordée par le premier ministre kowettien - ainsi que les « séances de travail » prévues avec les ministres itous démissionnaires) et les services techniques concernés par la reconstruction, mais ils ont aussi effectué, devant les caméras, les visites incontournables aux deux

principales « attractions locales » : les champs de mines - un bref hommage au courage réel des démineurs français - et les champs de pétrole en

Exploit réussi mais résultats sans surprise. La visite de la « mission commerciale » française n'avait d'autre obiet que de « relancer la machine ». en marquant l'intérêt de la France pour la vaste friche industrielle qu'est aujourd'hui le Koweit. De ce point de vue, c'est un succès. Quant aux contrats, c'est une autre affaire. Tous les industriels présents l'ont constaté : les destructions limitées et, sauf dans le secteur pétrolier, les travaux de reconstruction ne devraient pas faire l'objet de contrats gigantesques.

Au total, estiment désormais la plupart des experts, le coût ne devrait guere dépasser une trentaine de milliards de dollars, dont les deux tiers pour le seul secteur pétrolier. Une manne limitée par rapport aux prévisions initiales. Au mieux, les Français espèrent obtenir 8 % du « gâteau », soit environ 2.4 milliards de dollars (13,5 milliards de francs). « Je n'ai appris qu'une seule bonne nouvelle pendant ce voyage, notait au retour l'un des patrons présents, c'est que les Japonais sont désormais très mai vus dans toute la région. »

Le Koweït va autoriser le retour de 10 000 exilés par jour à partir du 15 avril

ramadan, les quelque quatre cent cinquante mille citoyens koweitiens jusqu'ici maintenus en exil seront autorisés à regagner leur pays. Le rythme prévu, nous a revélé samedi 6 avril le Dr Abdelrahman Al Awadhi. ministre chargé des affaires du cabinet auprès du premier ministre, est de dix mille retours par jour. Un défi majeur pour les autorités qui, après des semaines de flottement qui se sont soldéss, le 20 mars, par la démission du gouvernement, commencent à peine à se ressai-

Le 15 avril, après la fin du

KOWEIT-VILLE

de notre envoyée spéciale

En un mois et demi à compter de la mi-avn!, la population présente dans l'émitat va tripler, passant de 250 000 actuellement à 700 000 personnes environ. Au moment même où les grandes chaleurs débuteront, aggravant la demande d'électricité et d'eau, et rendant plus insupportable encore la pollution drainatique qui accable le pays depuis la mise en feu de ses champs petroliers.

Certes, la situation s'est nettement améliorée depuis deux semaines. Leatement mais surement, le Koweit commence à émerger du cauchemar. Si la reconstruction proprement dite demeure un objectif lointain, les premières mesures d'urgence commencent enfin à porter feurs fruits. Depuis une dizaine de jours, la capitale du petit émirat a change d'aspect. L'électricité, qui conditionne la temise en route de tous les autres services publics, a été rétablie depuis une semaine environ dans la plupart des quartiers de la

ville. Les seux de signalisation et l'éclairage public fonctionnent, ce qui rend le trafic moins dangereux. ct si les ordures demeurent, les grandes artères ont été débarrassées des carcasses de chars et des fortifi-

cations élevées par les occupants. Le ravitaillement de la population en nourriture est à peu près assuré. Les entrepèts frigorifiques étant désormais utilisables, fruits frais, légumes et viande ont fait leur réapparition dans les coopératives d'Etat. Et, grâce à la mise en circulation de la monnaie nationale, les commerces privés commencent eux aussi à rouvrir leurs portes. Un grand supermarché, le Sultan Center, est largement approvisionné et partout fleurissent des petits marchés sauvages. Pharmacie, coiffear, garage, magasin de jouets ou de vetements, etc. queiques boutiques miraculeusement épargnées par le pillage et la mise à sac ont levé leur rideau au hasard des rues. On a même aperçu la semaine dernière un marchand de glaces!

Activité *rédaite*

Bref, la vie quotidienne reprend, faiblement et un peu au petit bonheur. Non sans failles : l'eau manque toujours dramatiquement, les éseaux d'alimentation normaux n'ayant toujours pas été rétablis, et les ordures, faute de bennes, ne sont toujours pas ramassées dans la plu-part des quartiers. L'arrivée massive des exilés risque de remettre en question les progrès accomplis depuis deux semaines.

Car le rétalissement partiel des services publics de base n'est pas tout. « L'économie reste paralysée, reconnaît le Dr. Al Awadi. Il faut mobiliser une structure qui a été délibérement et soigneusement détruite par les occupants. » L'activité des banques reste embryonnaire, quasiment limitée à l'échange des anciens

billets contre les nouveaux, dans des montants limités, et à la distribution des 500 dinars (8 600 francs environ) alloués à tous les Koweitiens demeurés au pays. Compte tenu de l'état des voies d'accès (une unique ronte venant d'Arabie saoudite, un commerce ne pourra pas vraiment

Les administrations, faute de locaux décents, n'ont pour la plupart pas retrouvé leur activité sinon sur une base très réduite, et la plupart d'œuvre de base, ne sont pas encore revenus, et le sort des cadres immireste incertain.

mie, elle demeure elle aussi totalement paralysée pour au moins un ou deux ans. L'extinction des 550 puits en flammes se révèle de jour en jour plus difficile que prévu, étant donné l'ampleur de la catastrophe et les difficultés logistiques. La reprise d'une production minimum à partir des rares puits demeurés intacts a été repoussée de plusieurs semaines. Désormais la KOC (Kuwait Petroleum Company) ne prévoit de produire que d'ici cinq à sept semaines, c'est-à-dire pas avant la mi-mai, au rythme de 30 000 à 50 000 barils/jour; un volume tout juste suffisant pour alimenter les besoins d'urgence de l'émirat. Dans une deuxième étape, à partir de septembre, le rythme d'extraction devrait attein dre 100 000 barils/jour, soit à peine de quoi faire face à la consommation intérieure. Quant à la reprise des exportations, elle n'est même pas programmée... L'émirat restera

seul port à demi dégagé des mines, un aéroport contrôlé par les armées américaine, anglaise et française), le reprendre avant de longs mois.

des Koweitiens restent sans travail. Les travailleurs immigrés asiatiques qui fournissaient toute la maingrés, palestiniens pour la plupart, Quant à l'activité industrielle, limitée au pétrole et à la pétrochi-

privé de revenus pétrolier pendant

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement

Le Japon veut accroître son soutien à l'Amérique latine

La réunion annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui regroupe des représentants de quarante-quatre pays, s'est ouverte dimanche l avril à Nagoya. C'est la première fois que cette réunion, qui a pour but de définir des remèdes à l'accroissement de l'endettement des pays latino-américains et d'attirer les investissements étrangers, a lieu en Asie. Sa tenue à Nagoya, la troisième ville nippone par la population, est significative du rôle que le Japon est appelé à jouer dans cette partie du monde.

TOKYO

de notre correspondant Si les années 1980 ont été pour les pays d'Amérique latine une « décen-nie perdue », celle qui s'ouvre doit être placée sous le signe du «redres-sement», estime le président de la Banque interaméricaine de dévelop-pement. Dans son discours d'ouver-ture de la réunion plénière. M. Enrique Iglesias, tout en mentionnant les difficultés auxquelles sont confrontes les pays d'Amérique latine et des Caraibes, a souligné les réformes entamées et les nouvelles occasions d'investissement que représente pour les entreprises des pays riches la créa-tion de zones de libre échange. Le mouvement semble d'ailleurs amorcé: en 1990, la région a reçu 13.5 milliards de dollars en investis sements étrangers, soit trois fois plus que l'année précédente.

Hôte de la réunion, le Japon est le seul pays membre asiatique de la BID et le premier bailleur de fonds parmi les dix-sept pays participants extérieurs à la région. Etant donné les capacités financières dont il dispose, qui lui consèrent un rôle important dans les promotions du développement, le Japon est particuièrement sollicité.

M. Hashimoto, ministre des finances japonais, qui préside la reu-nion, a déclaré que le Japon était favorable à l'octroi de nouveaux financements aux pays en difficulté

été lents », citant à ce sujet l'Union

soviétique, la Bulgarie et la Rouma-

nie. Dans la partie du rapport

consacrée à l'analyse des stratégies

de la transition, les experts distin-

guent les pays qui ont engagé une

Pologne et la Yougoslavie), ceux qui

ont suivi une voie plus progressive

thérapie de choc » (l'ex-RDA, la

plutôt qu'à de simples réductions de leurs dettes, a De nouveaux préts sont essentiels pour remettre ces pays sur la voie de la crossone : si l'effort ne porte que sur la réduction de la dette. une telle approche risque de se traduire par une diminution des ressources financières

Bien que la dette cumulée des vingt-cinq pays de l'Amérique cen-trale et du Sud ait été en 1990 d'environ 420 milliards de dollars, la BID a pour objectif d'obtenir de nouveaux financements, afin de revi-taliser leurs économies. Ces nouveaux financements pourraient provenir de cinq sources : investissements directs américains et japonais; accroissement de la contri-bution d'institutions publiques telles que la Banque japonaise d'export-im-port ; réduction et rééchelonnement du remboursement des prêts consen-tis par des banques privées; libéraliastion des imponations japonaises de produits agricoles; participation du Japon au programme d'assistance en faveur des pays latino-américains proposé en juin par Washington.

Aux termes de ce programme, les Etats-Unis, le Japon et les pays de la CEE constitueraient un fonds d'investissement destiné à fournir annuellement pendant cinq ans 300 millions de dollars aux pays latino-américains. Washington a demandé aux Japonais une contribution de 100 millions de dollars pour la pre mière année.

Une aide spéciale pour le Pérou

Bien que le vice-ministre des finances japonais, M. Makoto Utsumi, ait souligne à Nagoya les difficultés de plus en plus grandes des pays riches à faire face aux demandes en capitaux des plus pauvres en raison de la « bouche vorace » de l'Europe de l'Est et des financements nécessaires à la reconstruction des pays du Golfe. Tokyo semble décidé à assumer une charge plus importante en Amérique latine.

En dépit du fait que cette région ne soit pas une de ses zones d' «influence» privilégices, le Japon entretient avec l'Amérique latine des liens particuliers : 600 000 habitants sont en effet d'origine japonaise. Les échanges commerciaux se chif-frent à 20 milliards de dollars. Le Japon a en outre créé au sein de la BID un fonds spécial d'assistance technique. La BID compte cette année obtenir du Japon 1.3 milliard

de dollars en prêts libellés en yens. M. Hashimoto a d'autre part promis au président du Pérou. M. Albeno Fujimori, de coordonner l'effort international destiné à venir en aide à un pays dont la dette exté-rieure s'élève à 13 milliards de dollars. Un endettement qui, aux termes des réglementations du Fonds moné-taire international, empêche Lima d'obtenir de nouveaux prets. Au cours d'une réunion informelle entre la délégation du Pérou et les principaux pays créanciers a été décidée une aide financière spéciale pour ce pays.

Au cours de son intervention, la représentante du Brésil, Mme Zelia Cardoso de Mello, ministre de l'économie, a pour sa part critiqué les sept pays les plus avances industriel-lement pour les pressions qu'auraient exercées notamment les Etats-Unis et la France sur la BID afin que celle-ci ne fournisse pas de nouveaux crédits i son pays. A la fin de la semaine dernière, les principales banques étrangères ayant des créances non honorées sur le Brésil sont cependant parvenues à un accord avec celui-ci sur le rééchelonnement du paiement d'arriérés d'intérets accumulés depuis deux ans, se chilfrant à 8 mil-liards de dollars. La dette extérieure brésilienne s'élève à 60 milliards de dollars. PHILIPPE PONS

Chute de la production, envol du chômage

un à deux ans...

La récession à l'Est a été en 1990 plus forte que prévu tent : « Mais ailleurs, les progrès ont

La récession s'est fortement aggravé : dans les pays d'Europe da l'Est et en URSS en 1990, ause une ferte chute de la production at un gonflement rapide du chémage. La situation est très différente selon les pays, tant sur le elsa de la conioncture qu'en matière de réformes de structures. Tailes sont les principales conclusions de l'étude du secrétarist de la commission économique pour l'Europe (la CEE) de

l'ONU, rendue publique vendredi 5 avril à Canève. Les changements politiques et l'effondrement précipité du COME-CON (l'organisation internationale d'échanges entre les pays de l'Est) ont contribué à une forte aggravation de la récession en Europe de l'Est et en URSS l'an dernier, «Le produit materiel net (1) a baissé, en mesenne, de 11% en Europe de l'Est en 1940 et de 4 % en Union te la région. * | saviétique", note le rapport de la VERONIQUE MAURUS | CEE de l'ONU. La baisse d'activité

a été générale mais d'intensité variable : la production a baissé de 3 % à 5,5 % en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en URSS, mais de plus de Hongrie, très légèrement. Roumanie.

Cette baisse d'activité provient autant du secteur industriel que de l'agriculture. Globalement, la production industrielle a chuté de 18 % dans les pays de l'Est et de 1,2 % en URSS (un chiffre, officiel, que les experts de la commission économique contestent). La production agri-cole a reculé de 3,5 % en Europe de l'Est et de 2,3 % en URSS.

L'une des causes de cette récession réside, selon le rapport de

pays d'Europe centrale et de 4 % en URSS. Ils n'ont finalement augmenté qu'en Tchécoslovaquie et en

une apparition spectaculaire dont les statistiques officielles ne rendent qu'imparfaitement compte, selon les experts de Genève. Officiellement, nombre des chômeurs était, à la fin de 1990 de 3,5 millions de personnes en Europe de l'Est (hors Yougoslavie) et de 2 millions en URSS. Le secrétariat de la CEE de l'ONU prévoit une nouvelle augmentation en 1991, avec plus de 4 millions de sans-emploi en Europe de l'Est et 5,3 millions en Union

(la Tchécoslovaquie et la Hongrie), ceux qui sont partis plus tard (la Bulgarie et la Roumanie) et « le cas de l'Union soviétique ». L'année 1990 a enfin été marquée, selon les experts de l'ONU, par les « difficultés croissantes des pays d'Europe de l'Est à obtenir de nouveaux crédits commerciaux de l'Ouest » et par les « hésitations » des investisseurs occidentaux privés à leurs égards. Le secrétariat de la CEE de l'ONU conclut en jugeant souhaitable la mise en place de a mécanismes institutionnels permet-

(1) Notion utilisée par les anciens pays de l'Est; le produit matériel net recouvre, grosso modo, le produit national brut movins contains services.

tant d'améliorer la coordination de

l'assistance actuelle » des pays occi-

dentaux en faveur des pays de l'Est.

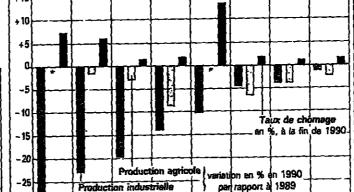
L'état alarmant de l'informatique sur le Vieux Continent

M. Quilès propose la création d'une agence européenne de l'électronique Le ministre français de la poste,

des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, a proposé la création d'une agence européenne pour sauver l'industrie électronique du Vieux Continent, menacée par l'hégémonie des entreprises iaponaises et américaines. Cette agence - concue comme «une agence d'objectifs » par son promoteur - dresserait un état de l'électronique européenne et de ses besoins. Elle proposerait alors des objectifs industriels aux instances de la CEE, en fonction desquels

des moyens financiers, réglementaires et commerciaux pourraient être définis. L'espace - civil et militaire - y serait rattaché.

Ce projet sera approfondi dans les semaines à venir, a precise M. Quilès, lors d'un déplacement en Bretaene ce week-end. Il repond en tout cas aux préoccupations de M. Mitterrand qui, lors du conseil des ministres du 3 avril, avait demandé au gouvernement de suscites « un effort européen particulierement énergique « face à la situation alarmante de l'industrie erectronique.



Des situations très différentes

en % ex-RDA Pologne Roumanie Bulgarie Yougos. Hongrie Tchécos. URSS

Boeing et Sikorsky produiront le nouvel hélicoptère de l'armée de terre américaine De préférence au tandem McDon-neil-Douglas et Bell, qui partait mière livraison en 1998. Le groupe

favori, l'armée de terre américaine a choisi le couple Boeing-Sikorsky pour concevoir son nouvel helicoptère léger. Il s'agit d'un premier contrat, qui porte sur la fabrication de six prototypes en qualre ans, soit la valeur de 2.8 milliards de dollars (environ 16 milliards de francs). Le marché global peut être estime à quelque treize cents hélicoptères commandés d'ici à l'an 2009, pour une somme de 34 milliards de dol-

Ce programme, baptisé LH (light helicopter), est celui d'un hélicoptère leger biturbine qui comporte. comme les hélicoptères du group? français Aérospatiale, un totor de queue intégré appelé « fenestron ». Le premier voi du premier proto-

françois Gla l'Industrie sera associé au projet, grece A son partenaire américain General Electric : les deux sociétés fourniront le canon de 20 mini qui anne l'hélicoptère.

Le programme LH a commencé d'én défini, il y a sept ans, par l'ar-mée de terre américaine et - au détail près qu'il est limité à mille trois cents « machines » au lieu des deux mille cent initialement prévues. - il a survece aux coupes budgétaires du Pentagone. Le choix du fandern Boeing-Sikorsky est un coup dur porié contre le couple McDonnell-Douglas et Bell, qui a désormais peu de chances de demeurer un conspititeur Jynamique dans la construction des hélicoptères mili-

l'ONU, dans l'effondrement des changes entre les différents pays d'Europe centrale (ils ont chuté de 20 % environ) et entre les pays d'Europe de l'Est et l'URSS (ils ont baissé de 13 % à 15 %).

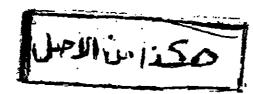
Source : CEE de l'ONU

Cette chute de l'activité a naturellement conduit à une forte baisse de la consommation des ménages et des investissements. Globalement,

soviétique. Il s'agit là d' « un problème sérieux « pour les nouveaux dirigeants est-européens, note le rap-

non disponible

La CEE de l'ONU souligne cependant la grande diversité des situations. « Des progrès considérables sers l'établissement d'une économie de marché ont déjà été réalisés en Pologne, en Hongrie, et dans une J. 1. 1 de 14 % à ceux e 1989 dans les moinure mesure, en Tchéroslova-quie s, notent les experts qui ajon-



Destination Scandinavie? Difficile de trouver mieux que SAS!

Pour vous, les voyages d'affaires sont sans doute beaucoup plus une nécessité qu'un plaisir. C'est pourquoi nous faisons tout pour vous simplifier le vovage, des l'instant où vous le planifiez.

La prochaine fois que vos affaires vous appelleront en Scandinavie, choisissez SAS EuroClass. En vol comme au sol, nous vous assurons une gamme de services spécialement conçus pour vous. Autrement dit, nous prenons en charge tous les problèmes pratiques. Pour vous laisser toute liberté de vous concentrer sur vos affaires.



Vos clients sont au Danemark, en Suède, en Norvège?

De Paris aux aéroports scandinaves, nous vous offrons 8 vols non-stop, tous les jours. Complétés par un excellent réseau de lignes intérieures qui, dans les trois pays, vous conduisent au-delà des principales villes.



Copenhague - le meilleur chemin pour Singapour et Pékin (entre autres destinations).

Rien d'étonnant à ce que nous offrions le meilleur service vers la Scandinavie. (Après tout, nous avons la réputation d'être la compagnie européenne la plus ponctuelle.) Mais même si vous allez beaucoup plus loin — de Paris à Singapour ou Pékin, par exemple — le plus pratique et le plus rapide est de passer par Copenhague, avec SAS.

Tout est prévu pour que votre correspondance soit agréable. Copenhague est l'un des aéroports les plus accueillants d'Europe. Il ne renferme pas moins de 27 boutiques qui vous proposent des produits de qualité à des prix fort avantageux. Ainsi que de nombreux restaurants, pour un repas gastronomíque ou un snack rapide, mais non moins délicieux. Passager Euro-Class, vous bénéficiez du Salon SAS Euro-Class pour vous détendre ou travailler. A votre disposition, le téléfax et tout ce dont vous avez besoin pour vos affaires. Et si vous éprouvez le désir de vous délasser avant de repartir, pourquoi ne pas profiter du sauna, dans l'aéroport?



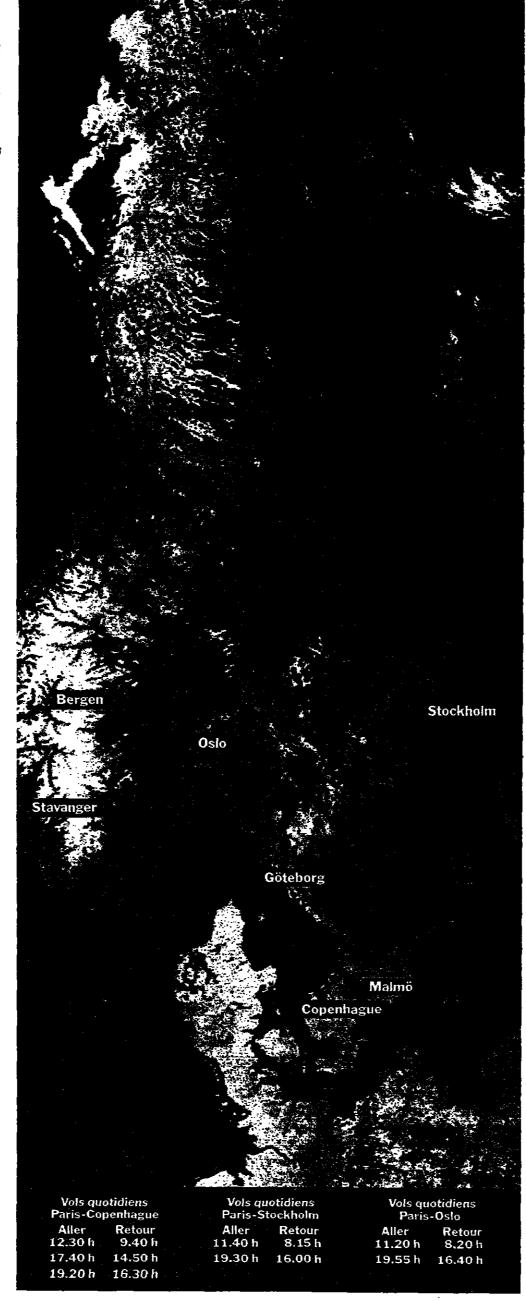
Un seul check-in.

Si vous empruntez un vol intercontinental SAS EuroClass, vous n'aurez pas à traîner vos bagages lors des correspondances... Il vous suffit de les enregistrer à votre départ de Paris: vous ne les reverrez qu'à votre arrivée à destination.



Depuis l'aéroport, annoncez votre arrivée à l'hôtel SAS,

Si vous descendez dans un hôtel SAS en Scandinavie, vous pouvez effectuer votre



enregistrement à l'hôtel dès votre arrivée à l'aéroport, en passant au bureau d'information SAS. Vos bagages sont pris en charge et vous êtes libre d'aller directement à vos rendez-vous d'affaires.

Cette facilité est offerte aux passagers EuroClass SAS à Copenhague, Stockholm. Oslo, Göteborg, Bergen, Bodø, Stavanger et Trondbeim.



Les Business Hotels SAS. Près de l'aéroport ou en pleine ville. Un voyage d'affaires, c'est bien plus qu'un simple transport d'un point à un autre. Aussi avons-nous nos propres hôtels pour

répondre aux exigences des managers. A Copenhague, Stockholm et Oslo, vous avez le choix entre un hôtel tout près de l'aéroport ou en centre ville. Dans les deux cas, vous trouverez tout ce que vous attendez d'un hôtel de haut niveau, et plus

La plupart des hôtels SAS mettent un Business Service Center à votre disposition. Secrétariat, PC, photocopieurs, télèfax...vous pouvez également louer un

téléphone portatif, voire un bureau. Et si vous choisissez SAS EuroClass, vous bénéficierez d'une réduction de 10% sur le tarif des chambres.



Depuis l'hôtel, enregistrez-vous sur votre voi SAS.

Avant votre retour, vous souhaitez probablement profiter au maximum de votre dernier jour en ville. Le service d'enregistrement de votre hôtel SAS prend vos bagages en charge et vous délivre une carte d'embarquement sur votre vol Euro-Class. Vous voici libre de prendre quelques derniers contacts d'affaires ; quant à vos bagages, oubliez-les jusqu'à votre arrivée à Paris.



24 heures sur 24.

Si vous souhaitez modifier votre itinéraire sur SAS, appelez simplement à Copenhague le (45) 33 14 75 55, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, de n'importe quel point du monde. Nous mettrons tout en oeuvre pour vous satisfaire.

Faites l'essai.

Nous espérons avoir bientôt le plaisir de vous accueillir sur l'un de nos avions ou dans l'un de nos hôtels. Et nous sommes prêts à prendre le pari que personne ne vous assurera un voyage plus agréable vers la Scandinavie — ou une destination plus lointaine.

MATEURS



Pour la Scandinavie, volez Scandinave.

The state of the s

The second second

the contraction was

 $(\mathcal{A}^{k_0}, \cdot)$

a Hotel SAS

I this are Direct rife

*ions

Mary Same

📆 🕶 er er eg

in the second

Ball Harrison Co.

plant to the control of

Mark Street

132

🔅 🗞 🚌 🔻

🙀 🦓 நடி 🦠

rede the survey of the

pot I

Pater : 155.5-

M. Jean-Michel Baylet en visite à Moscou

Les soubresauts de la perestroïka perturbent aussi le développement du tourisme soviétique

M. Jean-Michel Baylet, ministre du tourisme, a effectué, du 4 au 7 avril, une visite officielle à Moscou et à Laningrad. Ses interlocuteurs soviétiques lui ont dit leur désir d'accélérer le développement de l'infrastructure hôtelière. Il leur a fait part des inquiétudes des investisseurs français devant les soubresauts de la perestroika.

MOSCOU

de notre envoyé spécial ...

A l'heure où l'Union soviétique et la Russie se disputent sur la politique économique à mener et où l'on réinstalle la croix sur les églises désaffectées de Leningrad, le secteur du tourisme soviétique ne pouvait rester à l'abri des soubresauts économiques et politiques dont tous les observateurs se demandent s'ils ne viendront pas à bout de l'URSS. Il faut bien constater, tout d'abord, un véritable sous-développement du tourisme en URSS, qui accueille seulement 8 millions de visiteurs étrangers par an, quand la France en reçoit 52 millions. Le parc hôtelier, équipement indispensable par excellence, est limité avec 50 000 chambres pour 400 000 en France. A titre d'exemple, Moscou dispose de 13 000 lits, c'est-à-dire dix fois moins que Paris.

Les autorités soviétiques sont conscientes de ces lacunes. Elles sont aussi pressées de faire entrer dans les caisses de l'Union ou des

AFFAIRES Entremont et l'Union laitière normande s'associent

La société Entremont et l'Union laitière normande (ULN) s'unissent sous la bannière d'un nouveau groupe, Entremont les fromagers savoyards, qui permettra d'associer leurs activités pour devenir le lea-der du marché de l'emmenthal en France, a indiqué, vendredi 5 avril à Rennes, M. Marcel Daunay, secrétaire général de l'ULN. L'ULN apporte au groupe ses actifs industriels et commerciaux affectés à la division emmenthal, tandis qu'Entremont conserve le contrôle de la nouvelle société. Les actions seront ainsi réparties : Entremont (38 %), Sanofi (37 %) et

ULN (25 %). L'Union laitière normande, qui emploie 6 000 personnes, prévoit 800 suppressions d'emplois avant 800 suppressions d'emplois avant 1993. L'entreprise avait réalisé un chiffre d'affaires de 18 milliards de francs, en 1989, dont 11 en France. M. Daunay a cependant confirmé. le 5 avril, un déficit de la coopérative laitière pour 1990 estimé de 120 à 130 millions de francs, « comme toutes les autres entreprises laitières », a-t-il précisé. prises laitières », a-t-il précisé.

qui permettront d'équiper le pays et d'améliorer le niveau de vie de ses habitants. Elles sont donc très demandenses auprès des Etats occidentaux de ce qui leur manque le plus : les clients (82 000 touristes français par an en URSS), le savoir-faire et les capitaux.

A l'occasion de son voyage officiel en URSS, du 4 au 7 avril, le ministre français du tourisme, M. Jean-Michel Baylet, a ainsi pu entendre des discours d'une rare franchise venus d'interlocuteurs très différents. « Autrefois, les com-munistes parlaient d'avenir rayonnant. Nous, nous essayons aujour-d'hui de gagner de l'argent, lui a déclaré M. Anatole Sobtchak, le maire très réformateur de Leningrad, qui privatise à tout va les magasins d'Etat et transforme les ateliers d'entretien de chars d'assaut en ateliers de construction de métro. Nous voulons gagner avec notre tourisme autant que Paris, parce que nous avons d'énormes parte que nous avons a enormes besoins d'argent pour protéger nors patrimoine, améliorer nos infra-structures et étendre nos Musées. Savez-vous que le Musée de l'Ermi-tage expose seulement 2 % de ses collections etc. collections par manque de place?»

A l'autre bout de l'échiquier politique, M. Igor Konovalov, pré-sident de la très officielle agence Intourist, qui reçoit 80 % des visiteurs étrangers, propose aux Fran-çais de coopérer avec l'URSS pour construire « la maison commune européennes, notamment en l'ai-dant à mener à bien son programme d'investissements de 3 milliards de dollars (18 milliards

de francs) dans l'hôtellerie. « Créons des joint-ventures, a dit M. Konovalov; beaucoup de pays ont devance la France dans cette voie, mais nous vous donnerons des garantles économiques satisfalsantes. Intourist veut construire du rénover trente hôtels. Nous souhaitons équiper pour le thi alpin la presqu'île de Kola dans le nord. Nous discutons avec la Compagnie générale des eaux et avec M. Pierre Cardin. Mais nous n'arrivons pas à conclure. Pourquoi?»

> Propriété privée

Au centre, M. Viktor Pouguiev, président du conseil central pour le tourisme et les excursions de montagne des syndicats, ne s'embar-rasse pas, lui non plus, de précau-tions oratoires. « A la différence de M. Konovalov, qui représente de M. Konovalov, qui représente le gouvernement, je peux parler carrément, a-t-il affirmé; notre tourisme était jusqu'à présent au niveau zèro. Le gouvernement précèdent de monait. Nous pous précèdent de la promait. s'en moquait. Nous nous préparons maintenant à l'économie de mar-ché, et nous allons nous-mêmes

aux entreprises françaises que le retour en arrière est désormais que se stabilisera prochainement en URSS.»

débloquer ces dossiers? Expliquez

Il est des réalisations qui appuient ces plaidoyers. L'hôtel Métropole, qui rouvrira dans quel-ques semaines à Moscon ses 472 chambres et suites, a été magnifi-quement restauré par les Finlandais et est assisté par la chaîne Intercontinental. L'hôtel Pullman Iris, inauguré le 4 avrit à Moscou par M. Baylet, est un beau quatre étoiles typiquement français. Enfin. Accor assiste le conseil central pour la gestion de l'hôtel Okhtinskaïa à Leningrad, en attendant d'ouvrir à Moscou un Novotel. Malheureusement, ces exemples sont trop exceptionnels pour rassurer les entrepreneurs français. L'hôtel Pullman est le fruit d'un accord entre M. Francis Bouygues et le professeur Sviatoslov Fyodorov, chirurgien des yeux mondialement réputé, qui a réservé un étage de l'hôtel pour ses patients et qui a manifestement eu le bras suffisamment long pour obtenir la garantie de ses financements. L'hôtel Métropole, lui, est un véritable monument historique dont la res-tauration a nécessité cinq aus de travaux et 120 millions de dollars (720 millions de francs).

Aussi, M. Jean-Michel Baylet s'est-il livré au délicat exercice de rappeler ses hôtes à plus de réarappeler ses notes a plus de rea-lisme, sans pour autant les décou-rager. « Vous disposez d'un poten-tiel touristique formidable, a-t-il diagnostiqué. Lorsqu'elle disposera d'une hôtellerie convenable, Lenin-grad sigurera parmi les premières villes touristiques d'Europe à cause de von patrimoine historique hors de son patrimoine historique hors du commun. Mais nos entreprises sont freinées dans leur désir de coopération avec vous par la situa-

économique de l'URSS. Votre système de joint-venture à 50-50 man-que de souplesse, et le retour de la propriété des immeubles aux communes au bout de quarante-cinq ans inquiete les investisseurs. Nous avons l'impression que les décisions sont chez vous difficiles à prendre et qu'elles peuvent être remises en question en raison du foisonnement des organismes compétents. Ne vous étonnez pas dans ces conditions que nos entrepreneurs aient du mal à trouver des crédits auprès des établissements financiers ».

Le dialogue franco-soviétique risque de piétiner jusqu'à ce que Moscou ait clarifié sa législation en matière de propriété privée, ainsi que son organisation touristique. En attendant, le ministre français s'efforcera de maintenir le contact en persuadant les sociétés francaises de ne pas désespèrer de l'énorme marché intérieur soviéti-que, fort de 70 millions de touristes, et en expliquant aux respon-sables soviétiques que la France pourrait leur apporter beaucoup s'ils parachevaient aussi dans ce domaine-là glasnost et perestroïka. **ALAIN FAUJAS**

□ Pétrole : 200 000 barils par jour prélevés dans les stocks stratégiones. - L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué, vendredì 5 avril, que son plan d'urgence, mis en place du 17 janvier au 6 mars et incitant ses membres à puiser dans leurs réserves pour pailier un éventuel déficit de l'approvisionnement petrolier, s'est tra duit par une baisse de 200 000 barils par jour des stocks stratégiques des pays de l'OCDE au premier trimestre 1991. En dépit de ce prélèvement, les stocks gouvernementaux de l'OCDE s'élevaient au 1º mars 1991 à 138,6 millions de tonnes.

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur géneral Philippe Dupuis, directeur commercial

Tél.: (1)45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (7) 40-65-25-25 copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

Edité par la SARL le Monde Darée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

620 000 F

Principant associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde ». « Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerse du Monde 12, r M Guschaurg 94852 IVRY Codes on paritaire des journaux

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS , place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90 SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS
LUXEMBOURG Voie normale-CEE 3 mois . 1 560 F 1 123 F 780 F 2 960 F 1 400 F 1 26 . ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □ ____ Pays : ___ Penalle: asme l'abligeance à cerne tous les noms propres en capitales d'imprimene

SOCIAL

Selon l'INSEE

Les gains de ponvoir d'achat ont été plus importants dans le privé que dans le public en 1990

Une étude publiée le 5 avril par d'achat s'était établi à 2,4 % dans le NSEE indique que le gain de poul'INSEE indique que le gain de pouvoir d'achat moyen se situait pour 1990 entre 1,5 % et 2,1 % dans le secteur privé, contre 1.3 % à 1,7 % dans la fonction publique. La progression du salaire moyen par tête (masse salariale totale, y compris les primes et indemnités, divisée par le nombre de salariés) est de 5 % à 5,6 % dans le privé contre 4,7 % à 5,2 % dans le public, alors que les prix augmentaient de 3,4 %, et que les cotisations sociales restaient stables. En 1989, le gain de pouvoir

Les salariés du privé ayant travaillé chacune des deux années 1989 ct 1990 auront vn leur pouvoir d'achat progresser en movenne de 3,5 %, contre 2,5 % pour les fonctionnaires. Dans le secteur privé, les ouvriers et les employés ont davantage profité de la hausse des salaires (5 % contre 4,8 %). * alors qu'on avait observé un écan en sens inverse au cours des trois années précédentes », rappelle l'INSEE.

Directeur du cabinet de M. Soisson

M. Michel de Virville est remplacé par M. Jean-Claude Bonichot

du travail, M. Michel de Virville a été nommé, le 3 avril en conseil des ministres, conseiller maître à la Cour des comptes. Agé de quarante-cinq ans, titulaire d'une maîtrise de mathématiques et d'un doctorat de statistiques mathématiques, M. de Virville est devenu ingénieur de recherche au CNRS en 1968 puis directeur adjoint du CEREQ (Centre d'étude et de recherche sur les qualifications) en 1975. Conseiller technique au cabinet de M. Laurent Fabius à Matignon, de 1984 à 1986, il rejoint ensuite la délégation à l'emploi où il est conseiller technique.

Depuis l'arrivée de M. Jean-Pierre Soisson au ministère du travail, en

Directeur du cabinet du ministre 1988, il était plus que son directeur de cabinet, le véritable initiateur de la stratégie en faveur de l'emploi que le ministre savait traduire politique-ment, notamment grâce à son habi-leté parlementaire. Tous deux formaient un tamdem efficace, dont la complémentarité était appréciée des partenaires sociaux.

A ce poste, M. Michel de Virville est remplacé par M. Jean-Claude Bonichot, dont la nomination a été publiée au Journal officiel du 6 avril. Ancien élève de l'ENA, âgé de trentesix ans. M. Bonichot a été auditeur au Conseil d'Etat en 1982, puis maître des requêtes en 1985. Il était détaché auprès de la Cour euro-

LE MONDE diplomatique

Avril 1991

- UNION SOVIÉTIQUE : La Russie contre Union, par Jean-Marie Chauvier.
- ALLEMAGNE : Après l'antification, le chagrin, par
- PROCHE-ORIENT : Les embaches de la paix, par Claude Julien. - Un grand dessein, par Eric Roulean. - Les Palestiniens dans le grand jeu, par Alain Gresh. - Les factures de la guerre, par Olivier Da Lage et Frédéric F. Clairmonte. - Le jeu régional de la Turquie, par Semih Vaner. - Au Pakistan, l'armée affirme son nationalisme, par A. Dasturac et M. Levent.
- · MAGHREB : Déchirements après la « nouvelle
- défaite arabe », par Zakya Daoud.
- Catherine Coquery-Vidrovitch. • JAPON : Faiblesse d'un titan économique, par Karoline Postel-Vinay.
- SANTÉ: Combattre le sida « au nom de la civilisa-tion » ? par Meredeth Turshen et Annie Thiband-Mony.
- MÉDIAS : Guerre et mensonges, par John Berger.
- ART ET SOCIÉTÉ : Soudain les murs de Dakar fleurirent sous les fresques, par Jacques Bugnicourt.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



NUMÉRO SPÉCIAL

EUROPE: L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES En vente chez votre marchand de journaux

Le conseil d'administration s'est réuni le 27 mars 1991, sous la présidence de M. Paul Alibert, pour arrêter les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 mai 1991. L'année 1990 a été marquée par une production exceptionnelle des opérations de crédit-bail immobilier, dans un marché très actif.

(En milliers de francs)

	1990	1989
Engagements nouveaux • Crédit-bail • Location simple	I 366 473	615 831 71 000
Loyers et préloyers Charges financières nettes Amortissements et provisions A. 64 Bénéfice courant Plus-values de cessions	555 579 172 883 218 530 137 859 23 875	503 485 129 128 215 369 128 942 40 630
Bénéfice net Montant soumis à distribution	161 599 159 630	169 602 155 800
Dividende proposé par action	7Ú	67,80

L'augmentation du dividende proposé est de 3,2 % sur celui de l'exercice anté-

La Société Euroleasing Immobiliario S.A., filiale espagnole de crédit-bail consti-tuée avec la Caixa, a poursuivi son activité en 1990 dans des conditions satisfai-santes, le volume de sa production s'étant élevé à 2,3 milliards de pesetas (125 mil-

santes, le volume de sa production s'étant élevé à 2,3 milliards de pesetas (125 millions de francs).

Le Conseil d'administration a décidé d'opter pour le maintien du régime fiscal des Sicomi, en conformité avec l'article 96 de la loi de finances pour 1991. Cette option, valable cinq ans, devrait toutefois pouvoir être annulée à tout moment. Enfin, le Conseil a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire, ayant pour objet une augmentation de capital par incorporation de réserves, correspondant à la création d'une action gratuite pour 25 titres (jouissance : le janvier 1991).

BORDAS

DALLOZ

LAROUSSE

NATHAN

PRESSES

DE LA CITÉ

RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'Administration, reuni sous la pré de Monsieur Christian Brégou le 3 avril 1991, a exomine et arrêté les comptes consolidés de l'exercice

Le chiffre d'affaires s'établit à F.6 246 millions, en progression de 10 % sur celui de l'exercice precédent qui s'élevait à F.5 592 millions. Le groupe a consolidé pour la première fois en 1990 les tions Robert Laffont et, à cette occasion, il a été décidé de retraiter en consolidation le chiffre d'affaires de l'ensemble des filiales de diffusion et de correspondant à des prestations réelles effectuées pour le compte d'éditeurs extérieurs au groupe.

Le résultat net consolidé (part du groupe), hors amortissement des écorts d'acquisition s'élève à F. 350 millions, soit une progression de 13 % par rapport à 1989 (F.309 millions).

Le Conseil a décide de proposer à l'assemblée générale ardinaire du 12 juin prochain de porter le dividende net par action à F. 16,50 contre F. 15,50 FRANCEpour 1989, Le Conseil à également décidé de proposer à l'assemblée générale le paiement de ce dividende en numéroire ou en actions.



RÉSULTAT COURANT CONSOLIDÉ DE 1 485 MILLIONS DE FRANCS **EN PROGRESSION DE 19.2% DIVIDENDE EN AUGMENTATION DE 10%**

APPEL AU MARCHÉ POUR L'EXPANSION EN EUROPE Le conseil d'administration, réuni le 4 avril 1991 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes, a approuvé les comptes consolidés du groupe

En millions de francs	1990	1989
Chiffre d'affaires	37 67 1	36 947
Résultat d'exploitation	2 348	2216
Résultat courant avant impôts	1 485	1 246
Résultat net, part Béghin-Say	1081	1138
Investissements corporels	1 895	1 337
Capitaux propres	7944	7077
Endettement net	8 466	8379
Effectifs	15 526	15383

Le résultat courant avant impôts des sociétés intégrées augmente de 239 millions de francs (\pm 19,2%) après des charges financières nettes de 863 millions de francs, en diminution de 106 millions de francs par rapport à 1989 (\pm 11%).

Le résultat net part Béghin-Say, en légère réduction par rapport à 1989, s'explique par une diminution sensible du résultat exceptionnel (461 millions de francs en 1990 contre 661 millions de francs en 1989) et de la quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement financier net des autres immobilisations financières, des valeurs de placement et des disponibilités, s'établit à 1,07 au 31 décembre 1990 contre 1,18 au 31 décembre 1989.

Le conseil d'administration a, par ailleurs, arrêté les comptes sociaux de Béghin-Say, société mère du groupe. C'es comptes se traduisent par un résultat courant avant impôts de 836 millions de francs (748 millions de francs en 1989) et un bénéfice net de 657 millions de francs (806 millions de francs en 1989), après résultat exceptionnel positif de 30 millions de francs (223 millions de francs en 1989).

En conséquence, il sera proposé à l'assemblée générale du 22 mai 1991 de distribuer 312 millions de francs contre 283 millions de francs en 1989. Le dividende par action et certificat d'investissement s'élèverait ainsi à 27,50 francs contre 25 francs versés en 1990 (soit au total, après avoir fiscal, 41,25 francs contre 37,50 francs l'exercice prédédent).

Par ailleurs, pour poursuivre l'expansion européenne du groupe dans ses diffé-Far ameurs, pour poursurvre l'expansion europeenne du groupe dans ses dunc-rentes branches, notamment en Allemagne pour le secteur « Amidon » et éven-tuellement pour le « Sucre » et l'« Huile » dans les pays de l'Est, le conseil d'admi-nistration a décidé de procéder prochainement à une augmentation de capital d'environ l'milliard de francs, prime d'émission comprise,

En outre, il sera également procédé à une émission d'obligations convertibles ur un montant de 2 milliards de francs.

Ces opérations seront réalisées conformément aux délibérations de l'assemblée générale extraordinaire du 23 mai 1989.

Le groupe Ferruzzi, qui détient environ 61% du capital, a fait part de son intention de souscrire à ces opérations.

sogerap

Les Assemblées Générales Extraordinaire et Ordinaire qu'il était prévu de tenir le 15 avril 1991 sont reportées au 14 mai 1991 à 11 h 00, Salle de l'Espace (C.N.E.S.) 2, place Maurice-Quentin - 75001 Paris

M. Alain Blocman, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Au niveau consolidé, le chiffre d'affaires s'est élevé à 701,3 millions de franc, contre 688 millions de francs en 1989. Il est rappelé que le département Outifix de la Société Mère a été cédé au début de l'exercice. A structure identique, la progression aurait été de 4,4 %.

Le résultat exceptionnel s'élève à 2.4 millions de francs contre 17,6 millions de francs en 1989 ; il provient de la cession par la Société Mère du fonds de commerce Outifix ainsi que d'antres actifs hors exploitation diminué de l'amortissement des frais d'acquisition d'un second établissement industriel par la filiale S.N.M. Métalex et de diverses provisions.

Le bénéfice net consolidé s'établit à 37,1 millions de francs contre 44,8 millions de francs et la part du Groupe à 29,3 millions de francs. Au niveau de la Société Mère, le chiffre d'affaires de 1990 est de 199,6 millions

de francs contre 203,7 millions de francs. A structure identique la progression Après un résultat exceptionnel de 12,5 millions de francs contre 6,7 milli

francs en 1989, le bénéfice net s'établit à 21,1 millions de francs contre 18,6 millions de francs pour l'exercice précédent.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se réunira le 26 juin 1991, la distribution d'un dividende de 12 francs par action assorti d'un

Le premier trimestre 1991 a été marqué par une baisse d'activité due aux effets de la conjoneture qui affectent particulièrement le secteur automobile. Sans reprise soutenue dans les mois à venir, le résultet de l'exercice en cours devrait être en retrait sur celui de l'exercice 1990.

M. Alain Blocman a ensuite fait part au Conseil de sa décision de démissi de ses fonctions de Président du Conseil d'administration de la Société.

Le Conseil d'administration, après avoir pris acte avec regret de cette décision, a exprimé à M. Alain Blocman ses remerciements pour l'action qu'il a menée à la tête de la Société pendant plus de dix ans et a appelé aux fonctions de Président du Conseil d'administration M. Paolo Martignoni, précédemment vice-président

Sur proposition de M. Martignoni, le Conseil d'administration a désigné

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel s'est réuni le Le conseil d'administration de la societé de l'exercice 1990.

21 mars 1991 et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Pendant cet exercice, la Société a poursuivi l'allégement de son portefeuille en vue de réduire sa dépendance des marchés boursiers et de procéder à des investissements nouveaux à meilleure rentabilité, bien conformes à sa vocation

Néanmoins, la baisse des cours sur les principales places a provoqué des reammons, la basse des cours sur les principales places à provoque des moins-values, ou rendu nécessaires des provisions, qui ont pesé sur ses résul-tats. De ce fait, le bénéfice net comptable de la Société a été ramené à F/289.922 contre F/931.465 en 1989. Dans ces conditions, le conseil proposera à la prochaine assemblée générale d'affecter le bénéfice en totalité au report à

Parallèlement à la réduction de son porteseuille de titres cotés en Bourse, l

Parallèlement à la réduction de son portefeuille de titres cotés en Bourse, la Société de la Tour Eiffel a fait des investissements nouveaux, notamment en prenant une participation de 42 % dans le capital de la Société du Parking de la Gare du Nord, qui doit apporter dès 1991 une rentabilité appréciable. En outre, diverses plus-values d'ores et déjà réalisées permettent de prévoir une reprise du dividende au titre de l'exercice en cours.

Par ailleurs, le conseil d'administration proposera à la prochaine assemblée générale l'absorption de la Société Sogimob, dans laquelle la Société de la Tour Eiffel détient la quasi-totalité du capital. Sogimob dont les fonds propres s'élèvent à F/11.576.940, a une activité essentiellement financière et d'importantes liquidités. Cette fusion renforcera opportunément les fonds propres et les moyens d'intervention de la Société de la Tour Eiffel.

BOIRON

BOIRON CONFORTE SES POSITIONS

Le Conseil d'Administration de BOIRON S.A., réuni le 3 Avril 1991 sous la présidence de Christian BOIRON, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 et décidé de réunir les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 5 Juin 1991.

RESULTATS 1990 (en millions de francs)		
Comptes consolidés :	1990	1989
Chiffre d'Affaires Groupe	887.1	797,5
Résultat d'Exploitation	106,6	109,5
Résultat Courant	81,3	89.7
Résultat Net	40,1	43,6
Comptes sociaux :		
Chiffre d'Attaires	784.5	733.3
Résultat d'Exploitation	99,8	105,6
Résultat Courant	81,2	89,9
Résultat Net	45,7	44,8

L'exercice 1990 a été marqué par la poursuite de notre politique de développement de l'Homéopathie en France et à l'International, la fusion avec les Laboratoires SIBOURG et l'ouverture vers la thérapeutique complémentaire des oligo-éléments grâce au rapprochement avec HERBAXT.

En France, le résultat net social progresse légèrement, malgré l'absence persistante d'augmentation des prix des médicaments homéopathiques remboursables et le faible niveau de pathologie

Le Conseil d'Administration propose de porter le dividende de 6.50 francs à 6.80 francs par action, soit 10.20 francs avoir fiscal inclus, représentant 26% du résultat net social et mis en ement le 1er Juillet 1991.

Le développement international se poursuit à un rythme soutenu, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1991 devrait dépasser 950 millions de francs et le résultat net rester proche de celui de l'exercice précédent.

"ENSEMBLE L'HOMEOPATHIE"



BOIRON



Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un entretien avec le ministre de la solidarité

Les professions de santé doivent « accepter de limiter la progression de leur activité », estime M. Claude Evin

Après les biologistes et les cliniques privées (le Monde du 6 avril), M. Claude Evin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, souhaite impliquer d'autres professions de santé dans la maîtrise des dépenses. Dans le cas contraire, le gouvernement est prêt à prendre des mesures. Il considère aussi que la formule d'abonnement avec les généralistes ne devrait pas être remise en cause par la Caisse nationale d'assurance-maladie.

« En concluant des accords de maîtrise des dépenses, que cher-chez-vous à modifier dans le paysage de l'assurance-maladie à

- La particularité du système fran-çais est qu'il est libéral dans son mode de fonctionnement, alors que la prise en charge des dépenses est assurée par la collectivité. La liberté de prescrire du médecin est garantie par le maintien d'un système de sécurité sociale fondé sur la solidarité, c'est-à-dire assuré par l'ensemble de la collectivité : lorsqu'ils ont des contraintes financières, les gens ne sont pas libres de se soigner. Ces deux principes de liberté et de solidarité, les Français y sont attachés, et je veux les maintenir, même si la tâche est compliquée et que, parfois ces deux principes s'opposent.

» Or, jusqu'à présent, notre système de protection sociale ne com-portait aucun mécanisme réellement regulateur. Tout le monde se plaint que les dépenses de santé dérapent mais nous sommes dans un jeu où, dès que l'on pèse sur les tarifs, les volumes grimpent et, dès que l'on veut maîtriser les volumes, on nous demande d'augmenter les tarifs. Par contre, l'accord conclu avec les biologistes comme, récemment, avec les cliniques privées et, dans une cer-taine mesure, les contrats d'abonne-ment entre les généralistes et leurs patients permettent une réelle régula-tion. On se met d'accord sur une évolution des dépenses dans un secteur particulier pour l'année suivante. Après, ce sont les profession-nels et les caisses qui répartissent cette enveloppe globale.

Quelles autres professions de santé pourraient signer des accords similaires?

- Celles qui le souhaitent. Les résultats font apparaître que, vrai-semblablement, certaines dépenses ne sont pas nécessairement fondées. ne sont pas necessairement rondees.
Lorsque, dans un secteur, la progression des remboursements est de l'ordre de 8 à 10 % par an, je suis obligé de dire aux professionnels qu'il leur faut accepter de limiter la progression de leur activité. L'importance des décesses ne constitutes à alle des dépenses ne garantit pas à elle seule le bon état de santé de la population. Nous proposons des accords contractuels qui responsabilisent tout le monde : les caisses, les profession-nels et l'Etat. Croyez-vous que les biologistes et les cliniques privées suraient accepté de s'engager si ces dispositions mettaient réellement en cause les libertés, comme le prétend M. Jacques Chirac?

» Ces accords sont bénéfiques pour chacun, mais il n'est pas ques-tion de recopier un système élaboré avec un secteur professionnel donné, car chacun a ses particularités. Je

souhaite que se développent ces accords même si, pour y parvenir, les discussions sont difficiles. Ils permettent aux pouvoirs publics comme aux professionnets de savoir à quoi s'en tenu.

Ce qui signifie que les professions qui refuseraient de s'impliquer doivent s'attendre à ce que le gouvernement prenne des

- Absolument. En 1991, l'équilibre des comptes de l'assurance-maladie ne pourra se faire qu'au prix d'une maîtrise de l'évolution des dépenses de l'ordre de 10 milliards. Le gouvernement a le choix entre augmen-ter les cotisations, réduire les remboursements on limiter la progression des dépenses. Il est d'ailleurs plaisant de voir M. Jacques



Chirac parler de « rationnement des soins ». L'amnésie semble décidément sa seule qualité en politique, car qui ne se sonvient du plan Séguin, qui réduisait le remboursement des médicaments aux personnes agées et aux grands maiades? C'était son choix, ce n'est pas celui

du gouvernement de Michel Rocard. M. Jean-Claude Mallet (FO), le nouveau président de la caisse nationale d'assurance-maladie, et le CNPF souhaitent remettre en cause la formule d'abonnement avec les généralistes.

- Le conseil d'administration de la CNAMTS et particulièrement son président sont des partenaires avec lesquels j'ai entretenu des relations responsables. Il n'y a pas de raison pour qu'à l'avenir il en aille autrement. Quant à la formule de l'abonnement, je rappelle qu'elle résulte d'un avenant à la convention médicale simé aux deux chieses d'assucale signé par deux caisses d'assu-rance-maladie (la CNAMTS et la Mutualité sociale agricole) et une organisation représentative des médecins, et plus particulièrement des généralistes. Cet avenant a été agrée par le gouvernement et, juridi-quement, ne peut être remis en cause que s'il est dénoncé par les deux caisses. D'autre part, je n'ai aucune raison de penser qu'un syndicat attaché à défendre les salariés reviendrait sur un accord qui permet aux assurés souffrant d'une maladie de longue durée et aux personnes âgées d'être dispensés de l'avance de frais. Cet accord est éminemment positif pour les assurés sociaux et sécurisant pour les professions de santé. Je ne vois pas ce qui pourrait le remettre en

Propos recueilis par JEAN-MICHEL NORMAND

Réunis à Clermont-Ferrand

Les syndicats de Michelin demandent la création d'un comité de groupe européen

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Grande première à Clermont-Ferrand: les 4 et 5 avril, les syndicats
de Michelin se sont mis à l'henre
européenne. Sous l'égide de la Fédération européenne des syndicats de
la chimie, une soixantaine de délégués, venant d'Allemagne (IG chimie), d'Espagne (UGT), de GrandeBretagne (TGWU), des Pays-Bas,
(FNV), d'Italie (CISL) et, pour la
CFDT, de sept usines, se sont réunis
pendant deux jours. Ils ont demandé pendant deux jours. Ils ont demandé la création d'un comité de groupe curopéen, composé des représen-tants du personnel des usines Michelin de chaque pays.

Sachant que leur demande ne sera pas satisfaite rapidement, les délépas satistaite rapidement, ica descende ont retenu, dans un premier temps, le principe d'un comité restremt de coordination des syndicats Michelin en Europe, Faisant de l'emploi leur priorité, ils se sont retrouvés autour du même constat sur la stratégie de la firme, qui vise

à suspendre ou arrêter les investissements et à réduire les effectifs: 2 000 suppressions d'emplois sont envisagées en Espagne ainsi que du chômage technique en Grande-Bretagne. En France, 16 000 emplois ont été perdus en dix ans, dont près de 10 000 à Clermont-Ferrand. La CFDT redoute même que ces suppressions. Jusqu'alors mises en pressions, jusqu'alors mises en œuvre « d'une manière douce », ne se traduisent dans un avenir proche par des licenciements secs.

Les syndicalistes misent sur une réglementation communautaire imposant des comités de groupe aux multinationales installées en Europe. M. Franco Besigna (Italie), secrétaire général de la Fédération euro-péenne de la chimie, a fait état du « projet de directive » de la Commission allant dans ce sens, déjà approuvé par le Comité économique et social européen. Les délégués out souhaité l'adoption de cette direc-tive par la Communauté avant le marché unique européen.

JEAN-PIERRE ROUGER

3 74 × 11

. 1845 - 1255

Le complexe militaro-industriel dans le monde

Etats-Unis : sous la pression du Congrès

Face aux lobbies, le Pentagone veut mieux contrôler les trois armes dans un double souci d'efficacité et de rentabilité

E succès de leurs missiles dans la guerre du Golfe a rendu les Américains encore un peu plus... patriotes. Dans la rue, l'heure était à la cèlébration de la victoire et aux retrouvailles; mais au Pentagone chacun vatues; mais au rentagone chucun s'efforce d'avoir le triomphe discret. De leur côté, les fabricants d'armes ne pavoisent pas trop. Tous savent que les contraintes du budget conti-nueront à les mettre à la diète pour plusieurs années. Leur seul espoir est d'amadouer le Congrès ». résume un observateur privilégie de la scène militaire, installé en Californie, un Etat qui absorbe à lui scul un cinquième des dépenses d'armement et qui de ce fait fonc-tionne en prise directe sur

Washington.

L'équation est simple. La troïka Dick Cheney-Colin Powell-Norman Schwarzkopf (respectivement secrétaire à la défense, chef d'état-major interarmes et commandant en chef des troupes alliées) va percevoir les dividendes – politiques – de la «Tempête du désert», une opération dont le principal bénéficiaire reste le président George Bush. Mais, sur le fond, les «années folles» de la dépense militaire, qui ont atteint sous la présidence de Ronald Reagan jusqu'à 6,5 % du Ronald Reagan jusqu'à 6,5 % du produit national brut au milieu de son second mandat, sont bel et bien révolues. Fin 1996, l'appareil militaire, qui est toujours le princi-pal poste de dépenses budgétaires, ne devra plus représenter que 3,6 % du PNB américain, soit son plus bas niveau depuis la seconde

Les commandes étrangères

A l'avenir, le complexe militaroindustriel américain, vainqueur de l'Irak et du syndrome du Vietnam, n'échappera pas à une réduction de 25 % de son enveloppe globale sur cinq ans ni à une réorientation de son implantation. A l'étranger notamment, de nombreuses instalnotamment, de nombreuses instal-lations seront fermées, tout parti-culièrement en Europe où les troupes stationnées devraient être

réduites de moitié. Enfin il lui faudra vivre désormais pendant plusieurs années sur les stocks constitués durant le build-up reaganien, contraignant les principaux fournisseurs du Pentagone à se tourner vers l'étranger. e demarche, que l'administration vient de favoriser en autorisant l'Eximbank à garantir à nouveau les ventes d'armes américaines, est destinée à compenser les commandes que la gigantesque entreprise Pentagon înc. (lire encadre) lui assure de moins en moins.

Dans le même temps, les fabricants d'armes s'efforceront d'utiliser au mieux les escouades d'agents d'influence dont ils disposent au Congrès et directement au sein des services acheteurs de l'armée américaine. Ceux-ci détiennent encore un grand pouvoir en dépit de la rationalisation et de la concentration du processus de décision dicté

par Dick Chency et déjà esquissé par ses prédécesseurs.

A la différence du système francais où la Délégation générale pour l'armement (DGA) acquiert le matériel militaire et le met à la disposition de l'État, les États-Unis n'ont pas d'agence centralisée de ce type. Ici, chacun des quatre grands services l'armée de terre IIC Maure services (armée de terre, US Navy, US Air Force et corps des marines) décide de sa propre politique d'achais, laquelle est confiée, sous sa responsabilité, à un bureau spécialisé dans les acquisitions.

Ainsi, la marine pouvait choisir jusqu'ici sa propre série d'hélicop-tères, en fonction de ses besoins. sans se soucier des appareils de même nature ou non commandês par l'aviation. Cette autonomic des services a son revers : une redon-dance inévitable des matériels, d'où un gaspillage des deniers publics – un sujet très sensible

après avoir été contesté par le Congrès, puis désavoué par Dick Cheney à propos des dépassements budgétaires considérables qui avaient accompagné le programme de l'A-12 (un chasseur d'attaque dont la conception a finalement été abandonnée par le Pentagone), il est reparti dans l'industrie.

De gros programmes

« Cette période a été marquée par un bras de fer permanent entre le sous-secrétaire aux acquisitions et les services depensiers qui s'effor-cent de résister au pouvoir centralicent de resister au pouvou centair sateur. Le fait qu'il n'ait pas été remplacé immédiatement à ce poste déterminant, malgré les urgences aeterminant, matgre les urgences de la crise du Golfe, est révélateur des rapports de force à l'intérieur du ministère. Beaucoup interprètent ce vide comme une faiblesse du dis-

au plus juste. Pour le plus grand bien du Pentagone et des contribuables américains. C'est également ce double souci financier qui a conduit Dick Cheney à lancer deux gigantesques programmes, celui de l'ATF (advanced tactical fighter), un chasseur destiné à suc-céder au F-15 de McDonnell Dou-glas, et le LH (light helicopter), gias, et le LH (light neticopter), deux nouvelles générations de matériels produits en grande série dont le concept a certes été élaboré au sein des services mais dont la décision finale de lancement a été prise au tonnivers de l'adminie prisc au top-niveau de l'adminis-

Celle-ci s'est réattribue un pouvoir considérable si l'on songe aux sommes en jeu : 103,7 milliards de dollars pour les futurs 750 appareils ATF qui devraient échoir à l'US Air Force (au lieu de l'estima-tion de 79 milliards de dollars

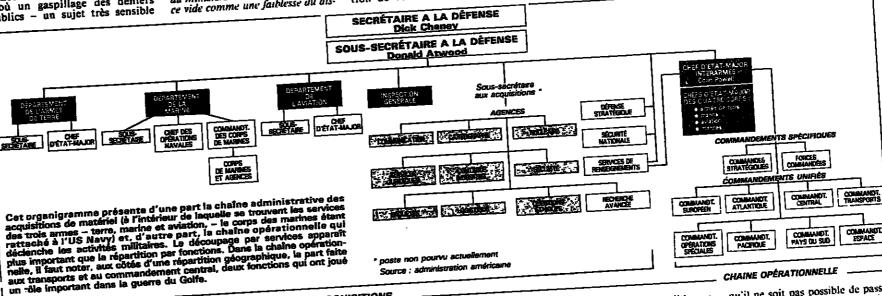
Aspin, le président (démocrate) de la commission des forces armées de la Chambre des représentants et son homologue du Senat (cealement démocrate), Sam Nunn, tigurent en bonne place, même si la cote des démocrates, hostiles pour la plupart à la guerre du Golfe, a beaucoup pâli depuis cet épisode. Traditionnellement, la Chambre,

longtemps partisane de coupes drastiques dans le budget de la défense, a toujours été plus remuante Mais les deux instances remuante mais les deux instances épluchent régulièrement ligne par ligne les dépenses et les pro-grammes militaires, quitte à se livrer à quelques passes d'armes avec la Maison Blanche ou avec le patron du Pentagone.

A titre d'exemple, le Congres, via sa Chambre des representants, a reussi à doter deux années de suite, en dépit de l'opposition de Dick Chency, le programme du V-22, un

par la direction de Grumman, un groupe installe dans la banlieue de New-York, et par une armée de consultants à qui il a suffi d'ouvrir un bureau à Washington pour obtenir une rallonge à la fabrica-tion du chasseur F-14 que le secrétaire à la défense voulait arrêter

Pour faire pencher définitive-ment la balance alors que s'avive la concurrence entre fabricants américains et étrangers, en dépit du «plus» incontestable qu'a apporté l'offensive high tech des sables saoudiens, mieux vaut être du sérail, Profitant d'une tradition bour ». Beaucoup moins contraignante qu'en France, la règle veut



ici - et le risque de complaisance vis-à-vis de lobbies particulièrement «actifs» explique un spécialiste des questions militaires à Washington.

« Déjà, dans le passé, l'adminis-tration avait essayé de centraliser les besoins du Pentagone », rappelle-t-il. De fait, Caspar Weinber-ger, le secrétaire à la défense (de 1981 à 1987) sous l'administration Reagan, avait créé un organisme ad hoc, la commission Packard (du nom du fondateur de la firme Hewlett-Packard) chargé d'apporter une réponse à ce besoin de mieux utiliser les dépenses militaires du gouvernement. En remettant son rapport en 1984, la commission avait proposé la création d'un poste-clé, celui de sous-secré-taire aux acquisitions, directement rattaché au ministre de la défense

et à son adjoint. Le poste, officiellement créé en 1986, fut successivement attribué à Richard Godwin puis Castelou avant d'être confié, dans l'administration Bush, à John Betti, une fonction très importante mais qu'il n'aura pas assurée très longtemps. Démissionnaire en décembre 1990

positif Cheney car, pour l'instant, l'avantage est aux services », souligne de son côté un familier du Pentagone. Peut-être pas pour très longtemps.

L'avenir imposé par le secrétaire à la défense est à de très gros pro-grammes d'acquisitions en prèt-àporter destinés à toutes les armes au lieu du sur-mesure prone jus-que-la par les services. Une réforme inspirée du « Defence Management Report », un état des lieux et un récapitulatif des actions à entreprendre remis en juillet 1989 à George Bush et dont le but est de mieux controler le fonction nement de l'institution dans un double souci d'efficacité et de ren-Ainsi la simple consolidation du

processus de distribution des matériels entre les différents dépôts devrait permettre d'économiser 127 millions de dollars à l'horizon 1993. De même, la nouvelle prati-que du «contrat à prix fixe stimuque du «contrat à prix tre sumu-lant» dans laquelle le fournisseur accroît sa marge bénéficiaire s'il [abrique à moindre coût que le budget initial (en revanche, tout dépassement est à sa charge)

avancée par le service des acquisiavancee par le service des acquisi-tions de l'aviation), selon le Gene-ral Accounting Office, l'organe fédéral de contrôle. En attendant un marché sensiblement identique pour l'US Navy, dotée des memes modèles dès que l'administration aura définitivement tranché, fin avril, entre les projets concurrents présentés par le tandem McDon-nell-Northrop et par le trio Gene-ral Dynamics-Lockheed-Boeing (lequel, selon certaines indiscretions recueillies dans la capitale

A ces relations un peu compliquées de complicité dictée par des intérêts communs mais en même temps de défiance naturelle entre une administration remise en selle depuis les succès militaires et technologiques du Golfe et une industrie qui reste très puissante en dépit du passage à vide que res-sentent quelques-uns des grands groupes (notamment McDonnell Douglas), il faut ajouter le rôle ambigu - du Congrès, beaucoup plus important qu'en France sur le chapitre de la défense. Dans la hiérarchie occulte du pouvoir, Les

fédérale, semble en passe de l'em-

projet d'avion convertible en hélicoptère voulu à tout prix par le corps des marines et que la concurrence - étrangère - s'accorde à trouver « révolutionnuire ». Au-delà du coup de cœur pour tel ou tel programme, savamment entretenu par les milliers de lob-byistes qui campent au Capitol Hill après avoir déposé leur carte de visite dans toutes les instances régionales où peut se cacher la moindre parcelle de pouvoir de décision, les parlementaires sont surtout soucieux de ne pas trop déplaire à des électeurs autant concernés par l'emploi local que par la bonne gestion des deniers de

Ainsi, les premiers exemplaires du B-2, un chasseur bombardier «invisible» dont le sort a été long-temps compromis, vont finalement sortir. Le fait que le maître d'œu-vre de cet appareil, Northrop, fasse appel à des sous-traitants installés dans quarante-huit Etats sur les cinquante que compte l'Union n'est pas étranger à ce sauvetage in extremis, fait valoir un habitué des groupes de pression. Il rappelle le lobby efficace constitué en 1988

qu'il ne soit pas possible de passei directement du public au privé (dans une entreprise avec laquelle l'intéresse a été en liaison à l'intérieur de son service) avant quelques mois. Un « délai de décence » limité toutefois à un an et que nombre de firmes étrangères, s'inspirant de l'exemple américain, s'efforcent d'écourter pour embaucher des militaires de haut rang dont le dialogue sera naturellement facilité par les relations nouées précédemment avec leurs futurs ex-collègues.

Dernier exemple en date, la firme Aerospatiale Helicopter Corp., qui s'est adjoint au début de cette année les services de Greg Bradford, un ex-officier supérieur der à un président français à la tête de cette importante filiale du groupe Aérospatiale. Un transfert dicté par le professionnalisme croissant des affaires et dont nul ne songerait à s'offusquer.

de Washington SERGE MARTI

DENGE MANTI

Lire sur le même thème les articles concernant la France, la
Grande-Bretagne et l'URSS dans
« Champs économiques » des 19 et
26 mars.

Pentagon Inc.

Plus d'un mois après la fin des hostilités dans le Golfe, le Pentagone se libère lentement du « secret défense ». Les touristes viennent tout juste, le 1= avril, d'être autorisés à arpenter à nouvezu les 26 kilomètres de couloirs de ce curieux bâtiment situé sur les rives du Potomac, où plus de 30 000 fonctionnaires élaborent et appliquent la politique définie par Dick Cheney, dix-septième secrétaire américain à la défense depuis la création de ce poste en 1947.

Une véritable ville composée d'interminables bureaux moins austères qu'on ne l'imagine, mais aussi de quantité de boutiques et de services mis à la disposition du personnel. Une gigantesque entre prise aussi, dotée d'un budget équivalent à celui de la France et qui emploie environ 5 millions de salariés, dont 2 millions de mill-

taires d'active de l'armée de terre, de la marine, de l'US Air Force et du corps des marines (et à peu près autant de réservistes), incluant en moyenne 11 % de femmes en uniforme.

Comme peau de chagrin

Accaparant à lui seul environ 20 % du budget fédéral – le plus gros poste - «Pentegon Inc.» est certainement aussi l'un des plus gros employeurs des Etats-Unis. En effet, aux actifs et aux réservistes il faut ajouter 1,6 million de retraités, soit 30 % des effectifs.

Autant dire que les frais de personnel pèsent lourd : près de 80 milliards de dollars sur un budget total d'environ 300 milliards, sensiblement autant que les dépenses de maintenance et les achats de matériel militaire, les

La plupart des militaires sont affectés à l'une ou l'autre des 890 installations réparties sur l'ensemble du territoire. Mais un sur quatre est encore à l'étranger, dans l'un des 23 pays et des 20 territoires américains où les Etats-Unis assurent une présence Pentagon Inc. a des clients dans

le monde entier et ses principaux fournisseurs sont des géants industriels tels que McDonnell Douglas (9 milliards de dollars de chiffre d'affaires militaire), General Dynamics, General Electric, Raytheon, General Motors, Lockheed, United Technologies, Martin Marietta, Boeing, Grumman, GTE, Litton Industries, Rockwell, Westinghouse, Honeywell, pour ne citer que les plus importants. Ceux-ci se disputent des com-

mandes réduites comme peau de chagrin et ramenées à environ 60 milliards de dollars (contre une centaine de milliards en 1985) dans le budget 1992.

Personnel sous les drapeaux et civils employés par les grandes firmes de l'industrie de l'armement sont une source de revenus importante pour de nombreux Etats où l'activité défense est un lément vital du PNB local. C'est notamment le cas en Californie, en Floride, en Géorgie, au Texas et

Autant de régions qui s'inquiètent des mesures d'économie décidées par le Pentagone et que la guerre du Golfe ne remet pas en cause, loin de là. Dick Cheney et Colin Powell ont récemment fait savoir qu'ils envisageaient des réductions d'effectifs et de matériel supérieures aux prévisions

eslsca

3° CYCLE SPÉCIALISÉ "GESTION DE PATRIMOINE"

Formation de haut niveau à la gestion, la protection et le développement des patrimoines. De l'immobilier, aux actifs financiers, de la gestion de portefeuille aux aspects internationaux et fiscaux de l'investissement.

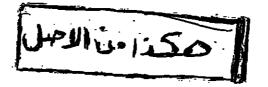
Pédagogie et corps professoral: Spécialistes experts et Entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

1, rue Bougainville - 75007 PARIS - Tél.: (1) 45.51.32.59

حكذا بن الاصل



CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

La fin des illusions en Europe

Face à la récession américaine, la CEE, moins protégée que prévu, ne dispose que de marges de manœuvre très réduites

par Claude Levant

ORSQUE, l'automne dernier, les probabilités
d'une récession outre-Atlantique se multipliaient,
on s'accordait généralement sur les capacités de l'Europe
à se préserver de ses répercussions.
Les efforts réalisés en matière de
construction européenne avaient
déjà progressivement forgé l'espoir
d'un possible affranchissement de
l'activité face au reste du monde
occidental; les changements intervenus en Allemagne, l'an dernier,
ont encore conforté ce sentiment.
Les perspectives d'un surcroît de

Les perspectives d'un surcroît de demande interne venant doper la croissance au moment où celle-ci s'essoufflait un peu partout imprégnaient largement les diagnostics conjoncturels. L'Europe pâtirait certes de la « déprime » américaine, mais la « locomotive » allemande deus it compenser pour une

De faibles différences

Le diagnostic a bien changé en quelques mois. Les bénéfices de l'unification allemande ne sont pas totalement absents du contexte actuel, mais le climat de morosité généralisé de part et d'autre de l'Atlantique en a largement anni-hilé les effets. L'heure n'est plus, aujourd'hui, à un constat rassurant de l'accentuation des divergences de conjonctures entre les Etats Unis et l'Europe mais bien à celui de la puissance de leurs imbrica-

En 1990, la croissance euro-péenne a été de 2,5 % en moyenne péenne a été de 2,5 % en moyenne après 3,6 % l'année précédente. C'est véritablement au second semestre de l'année dernière que le ralentissement conjoncturel a été le plus marqué, révélant de plus en plus clairement les signes avant-coureurs d'une récession. De 3,3 % durant la première moitié de l'année, l'évolution du produit national hour européen exprimée en net brut européen exprimée en rythme annuel n'était plus que de 1 % au second semestre et n'excédait pas 0,6 % l'an ailleurs qu'en Allemagne; elle était de 0,4 % aux Etats-Unis au cours de la même

Moins flagrant qu'au Royaume-Uni où les avertissements s'étaient manifestés depuis plusieurs trimes-tres déjà, le ralentissement de l'activité a affecté tour à tour les éco-nomies européennes autres que l'allemande. Les soubresauts de la production industrielle française durant l'été ont retardé l'acceptation d'un diagnostic déjà percepti-ble au début de 1990 : la dégrada-tion de fin d'année en fut d'autant

Les conjonctures italienne et espagnole s'affaiblissaient elles

aussi durant cette période. La Bel-gique et les Pays-Bas étaient en définitive les seuls pays à montrer une relative stabilité de leur activité. Les rythmes de croissance y étaient certes moins soutenus que l'année précèdente, mais encore très supérieurs à la moyenne euro-péenne, grâce notamment aux bénéfices tirés de la croissance alle-

Les créations d'emplois ont cessé de s'accroître à partir du deuxième trimestre 1990 en Europe et laissé la place à une remontée progressive des taux de chômage dans plu-sieurs pays à la fin de l'année der-nière. Le conflit du Golfe puis l'entrée en guerre ont encore accentué la médiocrité de l'activité accentue la neutorité des derniers constatée au cours des derniers mois de 1990, laissant un pano-rama conjoncturel bien assombri au regard des anticipations antérieures.

Les indicateurs précurseurs de l'activité compilés par l'OCDE reflètent assez fidèlement ces résultats. Mais la concordance des évolutions entre l'Europe, d'une part, et les Etats-Unis, de l'autre, retient encore plus l'attention que le sim-ple constat d'un ralentissement européen quasi uniforme amorcé au début de l'année passée.

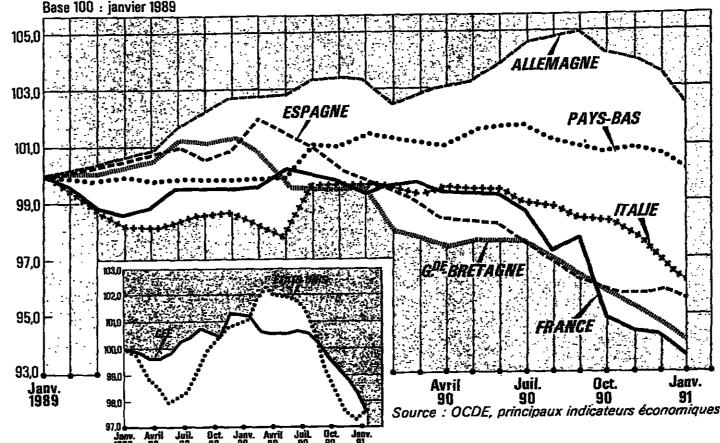
Les mécanismes de transmission des fluctuations conjoncturelles d'un côté à l'autre de l'Atlantique ne sont pas récents et ont régulièrement suscité l'intérêt des éconocaines antérieures. La durée exceptionnelle du cycle de croissance des années 80 outre-Atlantique, en donnant l'illusion d'une disparition possible des risques de récession, a, sans doute, conduit à réduire l'importance accordée aux phénomènes de contagion conjonc-turelle au cours des années récentes - d'autant plus que le renforcement des économies européennes et les perspectives du grand marché communautaire étaient perçus comme une protec-tion contre les caprices de l'activité américaine.

Un impact dépressif

Le développement des relations financières entre les pays industria-lisés semblait, en outre, en mesure de supplanter les liens conjoncturels traditionnels, de sorte qu'on avait progressivement relégué au second plan du diagnostic écono-mique les effets de la diffusion des récessions américaines sur la CEE.

Au regard de ces considérations, la similitude des résultats d'acti-vité entre les Etats-Unis et l'Europe observée au cours des récents trimestres peut sembler déconcer-tante. Aux États-Unis, la récession actuelle ne laissera guère de place à une reprise de l'activité avant le





courant du second semestre, et la croissance affichera vraisemblablement une baisse de l'ordre de 1 %

La croissance européenne pour-ra-t-elle, dans ces conditions, excé-der 2 %? Davantage qu'un simple effet de diffusion, les imbrications conjoncturelles observables aujour-d'hui laissent peu de place à cette

rement vigoureux marque par un effort soutenu de l'investissement et de la consommation. Ceci se traduit par un rapprochement inhabituel des conjonctures européenne et américaine à même d'amplifier l'état de fébrilité général des éco-

L'a atterrissage en douceur » aty-pique qui a caractérisé la conjonc-

l'année 1989 et la mi-1990 explique en partie cette absorption des déca-lages conjoncturels traditionnels. En l'absence de récession américaine, la croissance européenne, plus tardive qu'aux Etats-Unis, a pu poursuivre sa course jusqu'à son terme, de sorte que les forces de rappel sont aujour-d'hui sensiblement diminuées. Aux phénomènes de saturation relative des besoins d'investissement des entreprises et de consommation privée s'ajoutent les contraintes financières des endettements passés dans un environnement de taux d'intérêt

ture américaine entre le début de

Dans un contexte de diminution du nombre des emplois au début de 1991, un retournement du comportement des ménages est quasiment exclu au coms des mois à venir. Les perspectives d'investissement, déjà affectées par le climat actuel, pour-raient de fait se détériorer davantage encore, d'autant plus que les dépenses d'équipement importantes réalisées durant les années antérieures laissent sous-utilisées des capacités de production. Face à cette situation, les marges de manœuvre des politiques économiques européennes apparaissent bien

M. Mme Mile

encore très élevés en Europe.

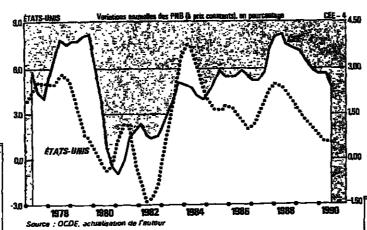
réduites. L'harmonisation des politiques monétaires dans l'ensemble européen limite les assouplissements susceptibles de contrecarrer les évolutions en cours. Les contractions de recettes fiscales à venir paralyseront vraisemblablement toute tentative de relance budgétaire.

 $k \in \mathbb{N}$

Ces perspectives laissent peu de place à une amélioration rapide de la conjoncture en Europe. Et si, il y a quelques mois encore, l'on pouvait onnablement miser sur la dynamique de l'Allemagne pour impulser un surcroît d'activité à l'extérieur de ses frontières, cette opportunité semble bien avoir disparu.

Au moment où la résorption des déséquilibres internationaux - tant prônée durant la seconde moitié des années 80 - marque le pas, n'y a-t-il pas cependant des raisons de croire que les changements structurels outre-Rhin entraîneront bientôt une modification des rapports de forces entre les pays européens? Cette étape pourrait s'amorcer sans trop tarder si la dégradation de l'économie allemande, anjourd'hui encore mal appréciée, se concrétisait au

Des évolutions décalées



On admet aisément que par le seul jeu du commerce mondial, la contraction des importations amé-ricaines – consécutive à celle de la demande en période de récession – ait un impact dépressif sur l'acti-vité des pays fournisseurs. Encore convient-il de relativiser ces méca-nismes par le poids effectif des Etats-Unis dans les exportations de la CEE. Le commerce intracommunautaire couvre aujourd'hui 60 % des exportations européennes, les ventes de la Communauté aux. Etats-Unis moins de 8 %, en dépit de la forte augmentation de la pénétration de l'économie américaine durant les années 80.

Ainsi, une contraction de 5% du volume des importations américaines en moyenne sur une année, mesurée à taux de change fixe, aurait un impact mécanique de l'ordre de 0,2 point sur les croissances allemande et britannique, moitié moindre pour la France. L'effet n'est donc pas négligeable, mais ne suffit pas à justifier l'am-pleur du ralentissement européen actuel

L'économie européenne montre depuis plusieurs trimestres maintenant les manifestations de la fin d'un cycle de croissance particuliè-



Dunod

orientations

Filières, débouchés, métiers: des écoles vous informent.

Code postal LLL Ville Niveau d'études 90-91 désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intére Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille

80F

75008 Paris (réponse par courrier uniquement) minitel 3615 code ORIENTATIO

back-office Organisation, contrôle et audit des opérations financières Les nouveaux métiers des marchés financiers - PARTENAIRES -Association Française des Banques, Association Bencaire Italienne, Banque de France. Banque Indosuez, Banque pour l'Industrie Française, Banque Nationale de Parts, Banque NSM, Banque Paritas, Banque Populaire, DADA/Delottie à Touche, Caisse de Gestion Mobilière, Chicago Board of Trade, City University Business School London. Commission des Operations de Bourse. Concept Recrutement, Crédit Agnoole, Crédit Contimercial de France. Crédit Lyonnals, Finmfo. G3F, Instituto Universatanto de Administración de Empressa, International London Stock Exchange, International Society of secundis Administrators: Chase Manthattan Bank. Chibank, Deutsche Bank, Creadner Bank, Midland Bank, Nomura, Union Bank of Sentzerland, Mati S.A., NASDAO International, Revue Banque, SCSF, SICOVAM, Société de Diffusion d'Informations Bourseres, Société des Bourses Françaises. Stockholm Option Market, Stockholms Universitet, Sun Microsystems, WHU Coblence. **CLOTURE DES INSCRIPTIONS: 15 MAI 1991**

> IS back-office - Groupe CERAM-CERICS - BP 120 - Sophia Antipolis 06561 Valloonne cedex - Tél. : (16) 92 94 22 90

CORECT avec le soutien de la Commission des Communautés Européennes

Land of the State

CHAMPS ECONOMIQUES

Le joker du Golfe

Face à la puissance du Japon, la guerre au Proche-Orient a redonné aux États-Unis le contrôle des cours des matières premières

par Jacques Capdevielle et Kenneth Courtis

ARADOXALEMENT, le début des rencontres au sommet, au milieu des années 70, s'était accompagné d'un relatif effacement du politique, derrière les impératifs de la gestion au jour le jour et une convergence des poli-le jour et une convergence des poli-tiques économiques adoptées par les équipes au pouvoir, quelle que soit leur couleur : abandon du key-nésianisme pour le monétarisme, politique du « moins d'Etat » et priorité à l'investissement productif. Le personnel politique était réduit au silence ou à une omniprésence médiatique dissimulant mal son impuissance.

Le politique était pourtant, avec l'effondrement des pays de l'Est et les négociations sur la sécurité en Europe, déjà revenu en force sur la scène de l' Histoire. Avec l'action des Etats-Unis dans le Golfe, il s'impose désormais sous sa forme la plus achevée à ce jour, telle que le XVII^a siècle nous l'a léguée : le politique comme monopole de l'exercice de la violence légitime.

Ce retour en force du politique n'implique pas forcément un retour en force de la démocratie. Plutôt que le « nouvel ordre inter-national » invoque par certains coalisés, il annonce un tournant dans la confrontation américano-

En 1979, les Japonais détiennent 16 % des parts du marché automo-bile des Etats-Unis ; à la faveur de la crise du début des années 80, ils

doublent presque ce taux de péné-tration, avec 28 % des parts du marché. Les Américains pensent alors sauver à terme leur production en imposant au Japon des quotas, pendant une période tran-sitoire d'adaptation. On croit un moment pouvoir se ressaisir face à la montée en puissance du Japon en affrontant sa concurrence, en s'alignant sur ses normes de productivité et sur ses modèles de ges-

Face à l'échec

Toutefois, d'une part, l'explosion d'un endettement privé et public considérable à partir des années 80 et l'habitude de vivre à crédit qui en découle ne permettent guère la réalisation des investissements nécessaires à ce défi, des investissements massifs à la hauteur du retard industriel accumulé. D'autre part, la société japonaise – en particulier dans son carront en traticulier dans son rapport au travail, à l'entreprise, à la consomma-tion – n'est pas exportable n'importe où : il ne suffit pas de n importe ou : ii ne suitit pas de robotiser la construction automo-bile et d'adopter superficiellement le système de production japonais pour s'aligner sur ses coûts et sa qualité.

D'un point de vue plus global, le pouvoir s'appuie au Japon sur un compromis social fondé sur la priorité au plein emploi, en echange d'une converture sociale restreinte, d'une productivité croissante et d'une redistribution de la valeur ajoutée toujours favorable à l'entreprise. Aux Etats-Unis, le pouvoir s'appuie à l'inverse sur un

compromis social qui donne la priorité à la consommation, la population active et les entreprises y trouvant finalement leur compte au prix d'un endettement perma-nent et socialisé, et d'une marginalisation de tous les laissés pour

Entre ces deux modèles, l'échange ne peut être que structu-rellement déficitaire, au désavanrellement déficitaire, au desavan-tage du second. La dévaluation du dollar, imposée en septembre 1985 avec les accords du Plazza, apporte une réponse statique qui ne suffit pas à renverser la dynamique de cette situation. Le déficit commer-cial des États-Unis face au Japon passe de 33 milliards de dollars en passe de 33 milliards de dollars en 1984 à 38,5 milliards en 1990 à quoi s'ajoute une progression spec-taculaire des investissements directs japonais aux Etats-Unis : 76,5 milliards de dollars entre 1985 et 1990.

Face à cet échec, il reste pour les Etats-Unis à en tirer les leçons.
Puisque la puissance japonaise ne
peut être affrontée sur le terrain économique, le rapport de force va se déplacer sur le terrain politique, un terrain sur lequel la fragilité du Japon est encore renforcée par son Japon est encore rentorcee par son absence physique totale pendant les opérations du Golfe. Loin de pallier cette absence, la contribution financière de Tokyo aux opérations du Golfe la révèle et lui denna se masure. donne sa mesure.

Sans parler de l'ensemble des marchés à venir au Proche-Orient, ce déplacement est d'ores et déjà mis en œuvre avec la reconstruc-tion du Kowelt, les Américains s'étant assuré les trois quarts des contrats avant même la conclusion

lement, ce déplacement va se manifester à travers la réorganisation du partage de la rente pétro-lière et de celle d'autres matières

Le conslit du Golfe marque la fin de la parenthèse ouverte par l'OPEP en 1973. D'une part, les Etats-Unis imposent leur présence renforcée dans le Golfe et y prennent directement part au contrôle de la production pétrolière, aux côtés du Koweit et de l'Arabie

Vii COSIII. du dispositif

D'autre part, les négociations en cours sur la constitution d'une vaste zone de libre échange réunissant le Canada, les Etats-Unis et le Mexique sont en voie d'achève-ment. Cette zone sera vraisembla-blement élargie à l'ensemble de l'Amérique latine, comme George Bush l'a rappelé à l'occasion de sa tournée dans ces page justs avant tournée dans ces pays, juste avant tournée dans ces pays, juste avant sa visite aux troupes dans le Golfe. Se met donc en place une structure permettant un contrôle indirect de la production pétrolière de l'en-semble du continent américain.

Les Etats-Unis seraient ainsi en mesure d'exercer une influence décisive sur l'offre mondiale de décisive sur lottre mondiale de pétrole et sur les cours, dans la limite bien sûr des possibles politi-ques d'économie d'énergie et de substitution. Dans un contexte mondial de pénurie de liquidités, les Etats-Unis occuperaient une place privilégiée dans la fixation du montant de la rente pétrolière

capte les énergies désordonnées et les

restitue de manière puissamment

coordonnée », alors que la part des

subventions est très faible. L'Europe

se réveille après un long engourdis-

sement et comprend enfin que la

technologie est une forme d'infra-

structure favorisant aussi bien des

moyens de recherche dans les PME

que des procédures internationales

Quant aux Etats-Unis, ils ont réa-

lisé, en 1989, la moitié des dépenses

mondiales de la recherche (hors les

pays de l'Est), qui est, au reste, la plus subventionnée de la planète.

Comment se fait-il qu'une telle

mobilisation n'ait presque aucun effet visible sur la compétitivité de

l'industrie américaine? C'est que la

et que, du côté privé, la concentra-tion est considérable, ce qui conduit

à un gaspillage de ressources finan-

absence de diffusion.

cières et humaines, du fait de leur

En démontant pour notre édifica-

tion les « horloges » de l'économie,

Philippe Delmas a mis le doigt sur

des mécanismes insolites, voire per-

vers. Il est sain de troubler le lec-

nse draine les trois quarts du financement public de la recherche

(projets Eureka, Brite, etc.).

tion des objectifs des Etats-Unis à ceux de l'OPEP rend le schéma très différent de celui des deux premiers chocs petroliers.

Les objectifs de l'OPEP concernaient principalement la recherche d'une augmentation immédiate de leur consommation de biens manufacturés, armement compris. Les objectifs américains ne sauraient être la relance d'une consommation immédiate de biens manufacturés, dont les concurrents japonais seraient les premiers bénéficiaires. Le rôle mondial des Etats-Unis leur impose d'arbitrer entre un certain nombre de priorientre un certain nombre de priori-tés: le financement de leur rattra-page industriel et technologique nécessaire à la perpétuation de leur puissance politique, la liquidation de leur dette et de celle de l'Améri-que latine, le financement de la stabilisation de l'Union soviétique et de la libéralisation des pays de l'Est, un plan Marshall pour l'Améet de la liberalisation des pays de l'Est, un plan Marshall pour l'Amé-rique latine, voire pour d'autres régions du monde comme le Proche-Orient.

La rente petrolière ou la partici-pation financière d'autres pays comme la RFA ou le Japon ne sau-raient suffire à faire face à ces énormes besoins de financement En revanche, l'assiette de l'impôt pétrolier peut être élargie à d'autres matières premières, une relance de l'inflation permettant simultanément - dans des conditions nouvelles, rappelons-le, par rapport à 1973 et 1979, – à la fois une liquidation de la dette et un affaiblissement des économies non productrices de matières pre-

mières. L'Europe ne serait pas épargnée. Avec des concessions aux États-Unis - notamment dans les négociations sur les politiques agricoles, l'aéronautique civile et la limitation des exportations d'armement – et en échange de transferts techonologiques et financiers en URSS, elle pourrait cependant obtenir de ce dernier pays des conditions préférentielles d'appro-

Le Japon serait aussi vulnerable que l'Europe face à une hausse des matières premières, bien mieux armé économiquement pour y répondre mais plus fragile politiquement. Il pourrait même être contraint à concéder aux Etats-Unis une remise en question profonde de son organisation économique et financière et du compromis social évoque plus haut, à moins qu'il ne tente de résister en élargissant son leadership écono-mique à l'ensemble de l'Est asiati-

Le retour en force du politique à travers le contrôle des cours des matières premières – et pas seulement du pétrole – serait ainsi le joker des États-Unis dans la formidable partie de poker qu'ils jouent au Golfe. Un joker qui modifie les donnes du jeu sans supprimer pour autant les défis auxquels l'Amérique est confrontée: l'assainissement de son sustème financie. ment de son système financier et son rattrapage industriel et techno-

➤ Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques. Conseiller en Asie de la Deutsche Bank, professeur invité aux universités de Keio et de Tokyo.

Bibliographies

Racines arabes

L n'est pas facile de comprendre le monde arabe avec toutes ses nuances, ses gradations, ses variations, ses aspects de surface et les facteurs profonds », souligne Maxime Rodinson dans sa préface à l'Atlas du monde arabe. L'ouvrage de l'économiste et géo-graphe Rafic Boustani et du démographe Philippe Fargues n'est pas seulement un atlas économique ou un atlas tout court.

On y trouve certes, mises en forme graphique, toutes les don-nées classiques sur les productions, et au premier chef le pétrole, sur l'industrie, l'agriculture l'artisanat traditionnel et les routes commerciales, comme sur les villes ou l'éducation. On pourra reconnaître l'apport de Philippe Fargues dans l'accent mis sur la société, la famille, la population et ses mou-vements (croissance et baisse de la fémondité) fécondité), comme sur les migra-tions, dont les suites du conflit au Koweit nous ont révélé l'impor-

Complétées par des textes éclai-rants, les cartes mettent en évi-dence les nombres et les flux. Mais le livre apporte aussi des informa-tions sur d'autres phénomènes politiques ou culturels, faisant émerger les résimes, l'état des émerger les régimes, l'état des libertés et celui des armements, la complexité des clivages nationaux et religieux – et rappelant la longue histoire des querelles de frontières. De quoi faire comprendre les racines anciennes des conflits actuels et leurs enjeux. Et, mieux actuels et leurs enjeux. Et, mieux encore, mettre en doute des explications trop simples et des visions unilatérales d'un monde souvent entouré, comme le disent les auteurs, d'un « halo de mystère » : fortement caractérisé et très divisé à la fois.

GUY HERZLICH

➤ Rafic Boustani et Philippe Far-ques, Atlas du monde araba. Pré-face de Maxime Rodinson. Bordas,

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70 L'essentiel sur

ECONOMIE **GENERALE**

par Gérard DUBOUCHET Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

La face cachée de l'Etat veritable créativité des pouvoirs publics : l'Etat est « un laser [qui]

OMME dans la comédie italienne, pour ridiculiser l'Etat, on l'a affublé de costumes divers : celui de Pandore, d'une Providence aux ailes grandissantes ou d'un « burelain » (1). Ces images se démodent aussi vite que l'idole du marché à la main invisible. L'économie réelle l'emporte heureusement aujourd'hui sur l'économie

C'est ce qu'a pensé Philippe Del-mas en écrivant le Maître des horloges, analyse de la modernité de l'action publique. L'entreprise est menée avec un grand souci d'appuyer toujours les affirmations sur des faits recueillis, notamment dans les trois grandes régions de l'Occident prospère : les Et rope et le Japon. Lourde tâche, qui n'empêche pas l'allégresse de l'écri-

La thèse centrale est celle-ci : l'Etat est au cœur des formes nouvelles de compétitivité. Les entreprises vivent au rythme des marchés, et « le battement de ceux-ci est trop rapide [...] pour la plupart des changements de structure. L'Etat peut seul être le garant de la continuité. [En outre], il a la capacité de donner du temps au temps. [11] est le gardien des horloges, le pourvoyeur de la lenteur nécessaire inaccessible

C'est l'Etat qui permet



Centre de préparation. aux HEC et à Sciences Politiques .créé en 1976_ Classes prépa ESC et classes piletes HEC Corps professoral réputé Suivi personnalisé et groupes

homogènes Admission sur dossier pour bachellers B, C, D. Classes "pilotes" HEC Conditions d'admissi Vole générale bac C plus mention et/ou admissibles aux concours

de janvier GROUPE ESLSCA - PCS
48, rue de la Fédération 75015 Paris
16L (1) 45 65 59 98
enseignement supérieur privé

tissu social au cours des mutations qui l'écartèlent, qui donne des moyens sur mesure pour le financement des PME ou la conversion de certaines activités, qui allonge le délai de rentabilité d'investissements particuliers pour les rendre possibles face à une concurrence étriquée par le temps. Divergence du marché et de l'Etat ? Allons donc! C'est leur convergence qui rend les économies solides.

Tout le propos de Philippe Delmas est d'illustrer par le menu cette proposition centrale, en luttant notamment contre un certain nombre d'idées reçues et en révélant la face cachée de l'économie, ou plutot de l'Etat. Quelques illusions perni-cieuses ? La faiblesse des exportations américaines est due aux barrières inventées par les autres pays ? Faux! Les deux tiers des biens americains vendus à l'étranger sont produits à l'étranger. Les grands équilibres pesent

moins que les micro-ajustements dans les performances d'un pays. « Ce n'est pas une « économie » qui est compétitive, c'est une nation. » Regardez l'Italie. Autre fausse piste, celle de la désindustrialisation. En fait, les services servent de plus en plus à l'industrie, qui est la scule à permettre la stabilisation des prix, à faire grimper le pouvoir d'achat et les échanges, mais, hélas ! aussi le chômage, car « il y a une divergence irrévocable entre les stratégies de compétitivité et celles de création

Des mécanismes insolites

Parmi les idées fécondes engranramin les idees lecondes engran-gées par Philippe Delmas, notons encore celle-ci : il peut y avoir contradiction entre la modernité et l'efficacité si la rationalité, c'est-àdire la meilleure cooperation des dire la meilleure coopération des facteurs, n'est pas suffisamment prise en compte. De même, la creation d'un tissu industriel, d'une « société d'entreprises », est aussi importante que le bon fonctionnement d'un marché.

Sur le dossier si important de la formation, Philippe Delmas s'emporte contre l'objectif d'amener au baccalauréat 80 % d'une classe d'âge. La question est en effet beaucoup moins celle du niveau absolu de formation que sun adéquation de formation que son adéquation aux besoins. « L'enjeu de l'école n'est pas de produire des diplômes, mais de développer des aptitudes pour tous. »

Comparant enfin les rapports de l'Etat et de l'industrie, notamment sur le chapitre de la recherche, notre auteur souligne des disparités éloquentes. Au Japon, il existe une

ET DU MANAGEMENT

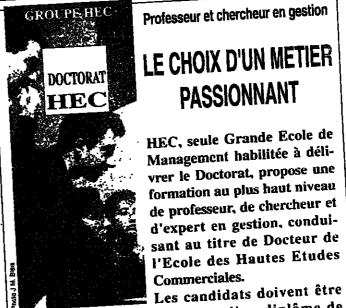
4 ans de formation internationale au management Études à Paris, État-Unis, Europe Admission 1" année : bac + concours,

2° année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS).

ësisca

1. THE BENGGIOPPIA: (3017 Pers. Franc.)
IN (1) \$10.59.59.5

STABLENEMENT PRIVE D'ENSEMBLEMENT SUPÉRIEUR
PONDÉ EN 1949 - RÉCONSIU PAR L'ÉTA I



(1) a Celui qui mene la vie de bureau est un burelain, comme est châtelain celui qui inène la vie de château » (Alfred Sauvy). Le Burelain est aussi le titre d'un roman de Richard Jorif (Editions François Bourin, 1000)

▶ Le Maître des horloges, de Phi-lippe Delmas. Editions Odile Jacob, 352 pages, 160 F.

PIERRE DROUIN



titulaires d'un diplôme de DOCTORAT HEC Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, d'un DEA, d'un MBA, ou équivalent. Des aides sinancières sont accordées sous forme de

PASSIONNANT

bourses d'excellence et de fonctions d'assistanat. Date limite de candidature : 15 mai 1991.

Pour tous renseignements **Doctorat HEC Groupe HEC** 1, rue de la Liberation 78 351 JOUY-EN-JOSAS CEDEX

Tél. (1) 39 67 72 39

مكذا من الاصل

OMMENT savoir si la politique du crédit menée par les autorités monétaires est suffisamment, trop, pas assez, restrictive? Et, surtout, comment peuventelles le savoir elles-mêmes? Les références historiques manquent, puisque, historiquement, les taux dits «réels» (taux nominaux moins la hausse de l'indice des prix) n'ont jamais été si élevés sur une période aussi longue. Mérite peu commun pour un homme qui fut du sérail, Manuel Johnson ne cache pas les graves incertitudes qui se cachent demère ces questions.

Jusqu'à sa démission en août demier, Manuel Johnson remplissait les fonctions de vice-président du système de Réserve fédérale (institut d'émission des Etats-Unis). L'article qu'il vient de publier en collaboration avec un actuel fonctionnaire du «Fed». Robert Keleher, dans The International Economy sous le titre « Comment diriger le Fed?» (1), présente une critique des méthodes de guidage aujourd'hui communément employées par les banques centrales. Les propositions alternatives qu'il leur oppose peuvent paraître très théoriques. Mais il s'agit d'une théorie nourrie d'une expérience que leur auteur a eu l'occasion de mener, au moins partiellement, au poste « stratégique » qu'il occupait.

En outre, et c'est pour l'avenir le point essentiel, la solution préconisée se rattache à une idée-force, dont les tenants des doctrines économiques dominantes – Johnson et Keleher précisent que leur « stratégie » est fondée sur des hypothèses (concernant l'information) différentes de celles des monétaristes, des keynésiens « et même des néoclassiques » – auront du mal à se débarrasser. Cette idée-force est tout simplement qu'une économie de marché se gouverne à partir de prix et de taux de marché, et non d'indicateurs statistiques (Notre chronique : « Les statistiques, le réel et le marché », le Monde du 3 juin 1986).

On sait gre à Manuel Johnson et à Robert Keleher de nous rappeler d'entrée de jeu qu'il n'existe à l'expérience monétaire actuelle que deux précédents majeurs. Le premier, c'est la période 1797-1821, pendent laquelle la Grande-Bretagne vivait sous le régime du papier-monnaie; le second recouvre une bonne partie de la période d'entre les deux guerres mondiales du XX- siècle. Ce qui caractérise ces différents épisodes est que plusieurs grands pays ont coupé le lien que leur monnaie entretenait avec un étalon-marchandise quelconque (or ou argent, dans la pratique). Notons au passage que pour la plupart de nos contemporains la rupture en question, appliquée à notre propre système, a quasiment cessé d'être considérée comme une caractéristique dans la mesure où, pour eux, la chose va de soi et représente a priori un progrès.

La discrète nostalgie de l'étalon-or

Ils n'envisagent plus, fût-ce à titre d'hypothèse, qu'il puisse en être autrement. L'incidente historique de Johnson et Keheler a un discret mais très utile avantage : de rappeler par prétérition que l'absence de tout étaion a des conséquences qui, elles, sont bien réelles (et pas forcément positives pour la conduite d'une politique monétaire rationnelle).

C'est pourquoi nos auteurs, sans transition, passent à ce qu'ils appellent «la mesure du prix de la monnaie» (measuring the price of money). On ne les chicanera pas sur cette expression (les prix de toutes marchandises étant exprimés en monnaie, peut-on parler du prix de la monnaie ellemême?). En réalité, elle découle de la logique du système institué depuis l'abandon de facto en mars 1968 de l'étalon-or (devenu abandon de jure le 15 août 1971). Sous le régime de l'étalon-or, tel qu'il était en vigueur jusqu'à cette date, il existait au moins une définition légale de la valeur de la monnaie, par référence à un poids déterminé d'or. Cette définition, on l'a un peu vite taxée de formelle.

On ne peut pas qualifier de purement formelle une définition qui a des conséquences pratiques. La plus visible d'entre elles était que les banques centrales intervenaiant sur le marché de l'or (à l'achat et à la vente) pour maintenir le prix du métal précieux à la parité de la définition légale de la valeur de la monnaie par un poids d'or (2). Une autre, indirecte, était que le souci d'éviter les tensions trop fortes sur le marché de l'or était un des facteurs incitant la banque centrale à modérar la politique de crédit. Revenons à Johnson-Kelaher.

Puisque la valeur de la monnaie n'est plus rattachée à celle d'une marchandise-étaion comment s'apercevoir qu'elle reste stable? Nous connaissons tous la réponse : en systématisant ce qu'on faisait déjà sous le régime un peu guindé et formaliste (sinon formel i) de l'étalon-or. Sous ca régime, on ne se contentait déjà pas de ne surveiller que le seul prix de l'or. L'hypothèse était bien que, en maintenant fixe le pouvoir d'achat de l'unité monétaire par rapport à une seule marchandise (l'or, en l'occurrence), on avait de bonnes chances par là même de stabiliser à peu près le pouvoir d'achat de la monnaie vis-à-vis de tous les autres biens at services.

A en juger par l'expérience historique, le calcul n'était pas si mauvais. La stabilité était cependant loin d'être absolue, et du reste ne pouvait pas l'être. Bref, sous le régime de l'étalon-or classique, on éprouvait du fiuturi prix de la monnale, l'ancien vice-déjà le besoin de regarder de plus près président du Fed et le « special assistant » auprès de cette institution citent primo les valeur de la monnale ne se mesurait pas de leur position voudrait qu'ils s'attachent aux cette facon.

TOHNSON et Keleher écrivent : «L'objectif d'une politique de stabilité des prix revient à stabiliser le taux d'échange entre, d'une part, la monnaie et, de l'autre, les biens, et par là même de stabiliser le niveau général des prix. » Disons (ce que ne disent pas expressément nos auteurs) que les biens et services composant le fameux panier de la ménagère (élargi pour accueillir les principaux biens de consommation d'un ménage-type) sont devenus le nouvel étalon. Poussé à l'extrême, le nouveau système consiste à considérer que la relation essentielle pour l'économiste, ce n'est plus le prix d'un œuf, qu'on supposers être de 33 centimes, mais le prix du franc exprimé en œuf. Si un franc vaut aujourd'hui 3 œufs et que demain il en vaut seulement 2 (le prix de l'œuf est passé à 50 centimes), on dira que la valeur (ou le prix) de la monnaie a baissá d'un tiers.

Cependant, en surveillant désormais un indice de prix plutôt qu'un seul prix (celui de la marchandise-étalon), les autorités monétaires ont en réalité changé d'exercice. Un índice n'est pas une donnée immédiate de l'observation ; on le calcule toulours avec un certain décalage. On le révise aussi. A telle enseigne que les banques centrales se sont avec le temps donné des objectifs qu'elles dénomment «intermédiaires» et qu'on devrait plutôt, en français, appeler complémentaires. Le plus utilisé de ces objectifs mom ezeem el tea'o senisibamen celle-ci a tendance à croître trop vite, on en déduit que la stabilité de la monnale pourrait s'en ressentir. Mais, là, les difficultés statistiques sont encore plus grandes.

Les évaluations statistiques font appel à des céchantillons ». Nos auteurs estiment que pour une institution monétaire la question n'est pas tant de disposer de l'indice le plus creprésentatif » que de disposer des données les plus csensibles ». Or, sur les grands marchés, les prix, au comptant et à terme, sont des indicateurs avancés de la tendance, telle qu'elle est perçue par les opérateurs sur le base de la totalité des informations disponibles (clin d'œil en direction de la théorie dite de l'efficience des marchés, pur fruit de la théorie néoclassique pourtant.

curtant. Comme indicateurs particulièrement utiles président du Fed et le « special assistant » auprès de cette institution citent primo les prix des matières premières (la logique de leur position voudrait qu'ils s'attachent aux mercuriales, alors qu'ils parient d'indices); secundo les prix (cours) des changes étrangers (DM, yen, etc.); tertio les prix (cours) des obligations. Nos auteurs insistent aut l'idée que ces prix doivent être considérés non pas comme des « objectifs » mais comme des informations qu'il est impératif d'interpréter les unes à la lumière des autres. Autrement dit, à consulter l'évolution du prix des matières premières, les autorités monétaires ne doivent pas viser à faire cesser leurs variations. Le concept de valeur stable (ou aprixa) de la monnaie est plus large. Ce qu'il faut, c'est viser à la stabilité de l'ensemble des marchés.

Remarquons au passage que cela implique une notion beaucoup plus juste) de la notre sens, beaucoup plus juste) de la notion de stabilité du pouvoir d'actat de la monaie que celle qui est communément admise : serait jugés stable une monaie dont le pouvoir d'actat moyen serait maintenu aussi constant que possible à l'égard d'un ensemble de biens incluant non seulement les biens et services mais aussi les créances obligataires (pas de vie économique saine sans un marché des fonds prêtables stable, ce qui ne va pas sans des taux d'intérêt modérés) et les devises étran-

(1) on confordeit stabilisation moveme et générale avec une politique visant à la stabilisation d'un marché en particutier, it n'est pas douteux qu'on aboutirait *ite* à des contradictions. Nos auteurs né donnent aucun exemple, mais il en est un qui vient, ou devrait immédiatement venir, à l'esprit : celui des marchés des changes. Les opérations de soutien du dollar pour en stabiliser le cours ont un effet éminemment déstabilisant sur le système monétaire dans son ensemble, et donc à la longue sur la stabilité des prix dans le monde. Quand le siègeait au conseil d'administration du Fed, Manuel Johnson s'est souvent montré hostile à ces «interventions». Il n'a sans doute pas changá ďaviš.

Admettons qu'à la faveur du rapprochement de ces trois séries d'indicateurs les dirigeants de l'institut d'émission se fassent une idée assez précise du mouvement général des prix. Quels instruments utiliser pour infléchir ce mouvement dans le sens de la stabilité souhaitée (briser la hausse si le mouvement est ascendant, stopper la baisse s'il est descendant)? Nos auteurs proposent ce qu'ils appellent une politique « wicksellienne », du nom du grand économiste suédois Knut Wicksell (1851-1926).

E demier soutenait que la clef de la stabilité, c'était de faire coincider le taux d'imérêt du marché, qualifié par lui de taux de la monnaie (c'est de l'argent que reçoit l'emprunteur), avec ce qu'il appelait le taux «naturel» du capital (le taux qui serait perçu si l'emprunteur, supposé être un entrepreneur, pouvait emprunter directement les biens capitaux dont il a besoin pour produire, au lieu de passer par le détout de l'argent). Ce taux «naturel», on ne le conneît pas, ce n'est pas une donnée observable directement. Mais on peut s'an faire indirectement une idée, selon Wicksell, en observant précisément les mouvements de prix. Si les prix montent, c'est que très probablement le taux de la monneie est plus bas que le prix naturel. Les entrepreneurs sont poussés à s'endetter pour acheter, d'où hausse sur les marchés. Processus inverse au cas où le taux de l'argent vient à dépasser le taux naturel.

C'est ce taux naturei que nos économistes prétendent évaluer à partir de leurs subtiles analyses des données du marché. Oubli typique de l'école moderne, ils omettent de l'attribuer au capital, comme faisait leur illustre prédécesseur. Cela n'est pas sans conséquence théorique : les émissions modernes de titres sont le plus souvent destinées à financer des dépenses de consommation, via les déficits budgétaires. Autrement dit, le taux des marchés financiers n'est plus que très partiellement déterminé par des facteurs de nature purement économique. D'un point de vue pratique, is démerche de nos auteurs est peradoxale. Ils avaient commencé par s'en prendre aux constructions a posteriori des statistiques,

Il reste que les pratiques actuelles sont de moins défendables. Une certaine désinflation a été incontestablement obtenue, mais dans un climat d'instabilité accuse de tous les grands merchés, devises et taux d'intérêt en premier lieu. Peut-on parler, dans de pareilles conditions, de stabilité retrouvée de la valeur de la monnaie?]

(1) The International Economy, numbro de janvier-février 1991, «Row to run the Fed?», 1050-Connecticut Av. N. W. Washington DC.

(2) De la détermination de la valeur du dollar par un poids d'or (0.888 grammes d'or fin), il résultait que le prix de 0.889 gramme d'or fin était égal à i dollar. L'unité de poids pour l'or étant l'once, dans les pays anglo-saxons, le prix correspondant à la parité était de 35 dollars l'once. A quoi correspondait à Paris un prix d'environ 5 550 francs pour un lingot de 1 l'alo.

L'ombre portée de la guerre

Une guerre rapide inquiète moins les financiers qu'une paix qui traîne

par Christian Schmidt

L est beaucoup trop tôt pour tirer une leçon, fût-elle provisoire, de la guerre du Golfe. Son déroulement a mis cependant en évidence plusieurs facettes des relations entre l'économique et le stratégique, qu'il convient, dès maintenant, de relever, afin d'alimenter

une réflexion ultérieure. On peut les regrouper autour des quatre dimensions suivantes : les composantes économiques des objectifs poursuivis par les acteurs du champ de bataille ; le recours aux moyens de coercition économique par l'un des adversaires ; le coût et le financement des opérations militaires pour les pays engagés ; la nature des anticipations des agents économiques participant

ou non à cette guerre. L'invasion du Koweit par l'Irak, pas plus que l'entrée en guerre des Américains et de leurs alliés n'ont été exclusivement motivées par des considérations économiques ; mais les conséquences économiques de ces choix n'ont jamais été absentes des calculs effectués de part et d'autre. Si la richesse exceptionnelle du Koweit n'est pas étrangère à son occupation par l'Irak, la mainmise militaire du pays n'offrait pas aux Irakiens la garantie de son exploitation

Quant à l'ampleur du déploiement américain, elle a très largement dépassé ce qu'exigeait la protection d'un ordre économique pétrolier à domination saoudienne. Enfin, la thèse de la relance de l'économie des États-Unis par la guerre au moment où elle entre en récession n'a plus aujourd'hui beaucoup de défenseurs dans les rangs des économietes

Une tolle de fond

Les intérêts économiques ont donc constitué, en cette affaire, une toile de fond permanente, gardienne de l'unité au cours des trois phases, depuis la crise (du 2 août 1990 au 15 janvier 1991) jusqu'à la préparation de la paix, en passant par la guerre ellemême (du 16 janvier 1991 au 28 février 1991). Ils ont offert un ancrage au système conflictuel à travers ces différentes étapes. Rien d'étonnant dans ces conditions que la gestion de la crise et la conduite de la guerre par la coalition qui l'a emportée soient souvent apparties imprégnées par le raisonnement économique (recherche de l'efficacité maximale sous contrainte de coût).

Cette observation est à méditer

au moment où s'engage le proces-

sus de paix. Un certain parallélisme se dessine, en effet, entre les transferts économiques imposés par la sécurité sociale au niveau national et la redistribution internationale des richesses que semble exiger une véritable sécurité internationale. Il faudra bientôt l'approfondir.

Le rôle joué par l'embargo économique dans cette guerre suscite l'étonnement. Avancé tout d'abord par les coalisés comme le plus sûr moyen d'aboutir à leurs fins, celui-ci s'est vn assez rapidement relayé par la solution militaire, pour réapparaître maintenant comme une garantie destinée à éviter tout retour en arrière pendant les négociations de paix. Il apparaît rétrospectivement que la lentenr de ses effets (plus d'un an au moins) et la lourdeur de son contrôle rendaient le blocus des exportations pétrolières de l'Irak inapte à atteindre la cible qui lui avait été assignée.

Une fois de plus l'ambiguïté sémantique entretenue par l'expression « arme économique » s'est révélée trompeuse. Certains calculs ont même montré qu'un recours prolongé à la coercition économique avait toutes les chances d'être plus coûteux, en définitive, pour ceux qui l'appliqueraient qu'une opération militaire de trois mois.

Quant à la définition du coût de la guerre, elle exige quelques précautions. Il importe de distinguer soigneusement son coût direct, correspondant aux troupes et aux matériels déployés, auxquels il faut ajouter les destructions et dommages de toute sorte, de son coût indirect, engendré par ses effets induits sur les relations économiques en cours ou prévues (pertes de marchés, ruptures de contrats, etc.) Or, la comptabilité des seuls coûts directs de l'engagement militaire représente déjà une opération délicate.

Pour y parvenir, on doit tout à la fois retrancher des estimations les frais que, de toute façon, aurait entraînés l'entretien des hommes et des armes et intégrer dans leur évaluation le coût d'opportunité des forces au combat, c'est-à-dire les dépenses publiques qu'aurait effectivement permises leur économie. Faute de pouvoir disposer de ces informations, cet exercice est prématuré, et l'on sait paradoxalement anjourd'hui plus de choses sur le financement de cette guerre que sur son prix.

Les anticipations des agents

Les gains pétroliers procurés par cette crise à l'Arabie saoudite et aux pays producteurs de la région engagés dans la coalition pourraient, au moins en théorie, permettre de financer une très large part des dépenses directes de la guerre. Par ailleurs, la participation exclusivement financière de certains pays, au premier rang desquels l'Allemagne et surtout le Japon, à la charge commune contribue à aboutir à ce cas unique où le maître d'œuvre de la riposte militaire ne sera probablement pas son principal payeur. Le budget militaire présenté au Congrès par le président George Bush l'aiteste implicitement en

poursuivant sa décroissance.

Enfin, c'est par l'intermédiaire de son incidence sur les anticipations des agents que la guerre affecte d'abord le fonctionnement des économies dans les pays extérieurs au champ de bataille. Les séquences écoulées révèlent que c'est la phase de crise qui a alimenté les comportements les plus pessimistes des spéculateurs.

Face à l'inconnu, les opérateurs ont répondu par une tension sur les marchés pétroliers (hausse du baril de brut jusqu'à 40 dollars) et par une défiance à l'endroit des titres boursiers et de la monnaie américaine. L'annonce de l'ultimatum et surtout le début de l'engagement militaire ont entraîné une rapide inflexion de leurs anti-

cipations dans un sens plus serein.

Un schéma presque inverse a été observé dans les comportements des consommateurs. Chez eux, la guerre, beaucoup plus que la crise, a entraîné des bouleversements. Epargne de précaution et stockage de produits courants se sont manifestés sur un fond général de baisse de la consommation (annulation ou report des achats de biens durables).

de biens durables).

Tout semble donc indiquer que c'est l'incertitude dont était porteuse la crise qui a atteint en priorité les décisions des opérateurs professionnels. Au contraire, c'est la guerre avec son cortège trop connu de stéréotypes collectifs qui a surtout atteint les ménages dans leur activité économique quoti-

dienne.

Gageons donc que le retour à la paix ramenera très rapidement ces derniers à leurs habitudes de consommation antérieures. Les difficultés de toute sorte qui risquent d'accompagner cette période de réorganisation sont susceptibles, en revanche, de peser à nouveau sur les marchés internationaux, lant on peut supposer qu'une guerre rapide inquiète moins les financiers qu'une paix qui trafae.

Telle apparaît aujourd'hui l'ombre portée, économiquement parlant, de la période exceptionnelle de tension et de conflit que le monde vient de traverser. Elle n'est pas achevée et, au moment où elle entre dans sa phase diplomatique, on peut conjecturer que son analyse minutieuse conditionne maintenant le succès ou l'échec des nouvelles « conséquences économiques de la paix ».

Professour à l'université



Premier dossier

LA SIDÉRURGIE

Second dossier

LE BRÉSIL

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Réuni sous la présidence de M. Pierre SUARD le 3 avril 1991, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Alcatel Alsthom bénéfice net par action en hausse de 20 %

Pour un chiffre d'affaires de 144,1 milliards de francs, le résultat consolidé d'Alcatel Alsthom s'est élevé à 7.230 millions de francs dont 5.136 millions de francs en part groupe contre 6.955 millions de francs dont 4.937 millions de francs en part groupe pour l'exercice précédent. Les résultats de 1990 et de 1989 comprennent respectivement des bénéfices exceptionnels de 144 millions de francs et de 1.033 millions de francs, dégagés en 1990 par Alcatel Cable et Sogelerg et en 1989 par Alsthom qui facturent désormais les contrats à long terme à l'avancement et non plus à la clôture des affaires.

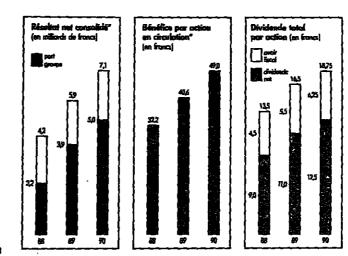
Hors effet de ces changements de méthodes comptables, le résultat net enregistre une hausse de 20 % par rapport au résultat comparable de 1989 et traduit un taux de marge nette de 4,9% en 1990 contre 4,1% en 1989 et 3,2% en 1988. Par ailleurs, le résultat net part groupe enregistre une hausse de 29% par rapport à l'exercice précédent. Compte tenu d'une sugmentation du nombre d'actions en circulation de 7%, il représente un bénéfice par action de 48,95 francs, en augmentation de 20 % par rapport à celui de 1989.

Le résultat net d'Alcatel Alsthom, société mère, s'établit à 2.457 millions de francs en 1990 contre 1.934 millions de francs en 1989, soit une hausse de 27%.

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer aux actionnaires un montant de 1.355 millions de francs en progression de 20% par rapport au montant de 1.128 millions de francs versé au titre de 1989. Le dividende par action est de 12,50 francs (11 francs en 1989) et correspond à un revenu global par action de 18.75 francs (16,50 francs en 1989). Ce dividende sera mis en paiement à partir du

Chiffres des des comptes consolidés (en milions de francs)		
	1990	1989
Chilline d'affaires hors taxes	144053	143 897
Résultat opérationnel	12550	10866
Résultat net courant	6 233	5 1 7 9
Résultat net hors changements		
de méthodes comptubles	7 086	5 922
- dont part du groupe	5 035	3 904
Nombre d'actions en circulation (en millions)	102,9	96,0

48.95



Bénéfice net par action (en francs)

1º juillet 1991. Le Conseil a décidé de proposer aux actionnaires, comme les années précèdentes, l'option du paiement de ce dividende sous forme d'actions Alcatel Alsthom.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale mixte le 27 juin 1991 à 14 heures 30 au Palais des Congrès à Paris.

Par ailleurs, le Président a indiqué que des projets ont été présentés au Conseil en vue de procéder, avant la fin du premier semestre 1991, aux fusions absorptions par Alcatel Alsthom d'une part de la Générale Occidentale et de Trocadéro Participations et d'autre part de Saft et de Locatel, après filialisation au préalable des activités industrielles et commerciales de ces deux dernières filiales.

En ce qui concerne Générale Occidentale et Trocadéro Participations, il est en effet apparu souhaitable de simplifier les structures du Groupe Alcatel Alsthom dans l'important secteur de la communication et de faire bénéficier les actionnaires minoritaires de Générale Occidentale, qui recevront des actions Alcatel Alsthom en échange de leurs titres, du potentiel de croissance d'un titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité sur les marchés.

Quant aux deux filiales Saft et Locatel, confrontées dans un passé récent à une conjoncture difficile, leur développement appelle un renforcement de leurs capitaux propres très important au regard de leur capitalisation boursière. Les opérations envisagées permettront de doter de structures financières solides les nouvelles sociétés issues de la filialisation.

Le Président a ajouté que les estimations des parités d'échange conduisent, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et aux fusions, à des rapports de quatre actions Alcatel Alsthom pour trois actions Générale Occidentale, de neuf actions Alcatel Alsthom pour quatre actions Saft et d'une action Alcatel Alsthom pour trois actions Locatel.

Le Conseil a approuvé le principe des opérations et a décidé de se réunir le 24 avril prochain pour en arrêter les modalités définitives et les soumettre à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT:

- . MINITEL: 36.16 code CLIFF
- Téléphone actionnaires: (1) 42 561 561

The state of the state of the state of

i wix qui troine

Occidentale, réuni le 3 avril 1991 sous la présidence de M. Philippe DARGENTON, a pris connaissance des comptes intérimaires au 31 décembre 1990 de l'exercice en cours. endamment des résultats, d'un montant de

Le Conseil d'administration de la Générale

GENERALE OCCIDENTALE

918 millions de francs, à caractère en grande partie exceptionnel, réalisés avant le 31 mars 1990 par la Compagnie Electro Financière, absorbée en juin 1990 avec effet rétroactif au 1er juillet 1989, le résultat net consolidé part groupe s'élève, pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1990, à 377 millions de francs, et le résultat social à 233 millions de francs.

Le Conseil a ensuite pris connaissance du projet d'absorption de la société par son actionnaire majoritaire Alcatel Alsthom. Il en a approuvé le principe, ainsi que les modalités envisagées, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et à la fusion, à savoir l'attribution de quatre actions Alcatel Alsthom portant jouissance du 1st janvier 1991, pour trois actions Générale Occidentale.

Le Conseil estime que cette opération, qui permet une simplification des structures du secteur communication du Groupe Alcatel Alsthom, fera bénéficier les actionnaires de la Générale Occidentale du potentiel de croissance et du très large marché d'un titre internationalement reconnu. Il considère comme satisfaisante la parité envisagée.

Afin d'éviter que, du fait de la date de jouissance des actions nouvelles Alcatel Alsthorn qui seront ainsi créées, les actionnaires de la Générale Occidentale ne soient privés de rémunération durant l'année 1991, le Conseil, au cours de sa réunion du 24 avril 1991, proposera à l'Assemblée mixte, qui sera convoquée pour approuver la fusion, la mise en distribution, par prélèvement sur les réserves, d'un dividende exceptionnel de 27 francs, égal au dividende de l'exercice 1989-90, et assorti d'un avoir fiscal de 13,50 francs.

Le Conseil d'administration de Saft, filiale d'Alcatel Alsthom, s'est réuni le 2 avril 1991 sous la présidence de M. Claude DARMON.

Tout d'abord, le Président a tenu à rappeler que 1990 avait été un exercice de transition dû à une conjoncture difficile.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Saft s'est élevé à ons de trancs contre 3.073 m mons de francs en 1989. en diminution de 9%, par suite de la faiblesse du marché des accumulateurs portables, de la baisse du yen et de la situation difficile du marché américain.

Le chiffre d'affaires de la société mère Saft a atteint 1.859 millions de francs en 1990 contre 1.983 millions de francs en 1989 en baisse de 6%.

Le résultat net consolidé du groupe Saft ainsi que celui de Saft, société mère, ont tous deux été affectés par cette baisse d'activité. Le premier est une perte de 33,4 millions de francs en 1990 contre un profit de 115,2 millions de francs en 1989, tandis que le second est une perte de 19,9 millions de francs contre un profit de 89,8 millions de francs en 1989.

Le résultat de l'exercice ne permettra pas au Conseil de proposer une distribution de dividende à l'Assemblée générale des actionnaires qui se réunira avant le 30 juin 1991 pour statuer sur les comptes de l'exercice.

Le Président a ensuite indiqué au Conseil que les dernières formalités liées au rachat de la société suédoise Nife avaient été accomplies. La grande complémentarité des activités des deux sociétés permettra, en particulier, de renforcer la dimension internationale du groupe Saft.

La noursuite du développement de la société nécessitant un renforcement très important des capitanx propres de la societé au regard de sa capitalisation boursière, une fusion absorption de Saft par Alcatel Alsthom est envisagée, permettant ainsi aux actionnaires minoritaires de bénéficier, en recevant des actions Alcatel Alsthom, du potentiel de croissance d'un titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité sur les marchés.

Cette fusion, qui devrait avoir lieu avant la fin du premier semestre 1991, sera précédée d'une filialisation des actifs industriels et commerciaux en vue de constituer une nouvelle société industrielle qui reprendra le nom de Saft et dont le bilan d'entrée permettra de couvrir ses besoins de financement.

Une première estimation interne de la parité, dont l'évaluation aura à être soumise aux Commissaires aux apports et à la fusion, pourrait conduire à un rapport de quatre actions Saft pour neuf actions Alcatel Alsthom.

Le Conseil d'administration, convoqué le 23 avril prochain, aura à se prononcer sur les modalités définitives de l'opération qu'il soumettra aux actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

Locate

Le Conseil d'administration de Locatel, filiale d'Alcatel Alsthom, s'est réuni le 2 avril 1991 sous la présidence de M. René DATTOLA pour arrêter les comptes de l'exercice, d'une durée exceptionnelle de seize mois, clos au 31 décembre 1990.

Pour un chiffre d'affaires consolidé de 7219 millions de francs, le résultat net part groupe s'établit à 4.1 millions de francs. Au cours du précédent exercice d'une durée de douze mois clos au 31 août 1989 le chiffre d'affaires consolidé était de 504,2 millions de francs et le résultat net part groupe était une perte de 9.2 millions de francs.

Le résultat de Locatel société mère fait ressortir un bénéfice de 0,6 million de francs pour l'exercice clos au 31 décembre 1990 contre une perte de 6,5 millions de francs pour l'exercice précèdent.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale de juin prochain d'affecter le résultat au report à nouveau qui sera ramené de -10,7 millions de francs à -10,1 millions de francs.

Le Président a ensuite rappelé au Conseil que la société, après avoir mené à bien des opérations de restructuration et de réorganisation, doit renforcer sa structure financière pour assurer son développement.

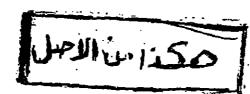
Le besoin de fonds propres dépassant largement la capacité d'appel sur le marché, une fusion absorption de Locatel par Alcatel Aisthom est envisagée permettant ainsi aux actionnaires de Locatel de recevoir des actions Alcatel Alsthom et de bénéficier du potentiel de croissance d'une titre internationalement reconnu et jouissant d'une grande liquidité.

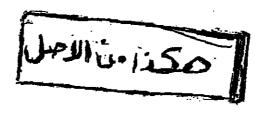
Cette fusion, qui devrait avoir lieu avant la fin du premier semestre 1991, sera précédée d'une filialisation des actifs en vue de constituer une nouvelle société qui reprendra le nom de Locatel et dont le bilan d'entrée permettra de couvrir ses besoins de financement.

Une estimation de la parité conduit, sous réserve de l'avis des Commissaires aux apports et à la fusion, à un rapport de trois actions Locatel pour une action Alcatel Alsthom.

Le Conseil d'administration convoqué pour le 23 avril prochain aura à se prononcer sur les modalités définitives des opérations en vue de les soumettre aux actionnaires lors de la prochaine Assemblée générale.

> ALCATEL ALSTHOM





28 Le Monde • Mardi 9 avril 1991 •

Postes à + de 400 KF

Puissant Groupe Industriel recherche pour une de ses sociétés bretonnes, 220 MF -

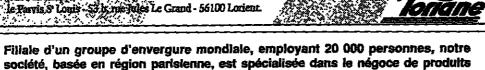
DE CENTRE DE PROFIE

Spécialisé dans les produits carnés destinés aux industriels transformations et assembleux, nous mixons au quotaire rivis critères impératifs : l'épanguissanent des hommes, mie gestion rigoureuse productivité/qualité, une orientation

Votre personnalité, votre expérience, votre fonction sont en adéquation avec nos exigences.

industriels et réalise un CA de 120 MF avec une clientèle très variée.

Mens, d'adresser votre canification (CV + lettre manuscrite + photo Join l'envalogne et le contrier apporte conseil - la Société LORIANE



Directeur administratif et financier H/F

Rattaché au Directeur Général, animant une équipe de 15 personnes, vous collaborez efficacement à la définition de la politique financière de l'entreprise : reporting mensuel groupe, tableaux de bord, plan à 3 ans et préconisation des moyens. Vous supervisez tous les aspects administratifs, juridiques et comptables.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (ESC, Sciences PO, ISG) et avez nécessairement vécu une expérience de 3 à 4 ans de gestion financière de préférence en PME ou en Cabinet.

Vous connaissez les possibilités qu'offre l'informatique et êtes bilingue anglais.

Plus "businessman" que "comptable", vous faites preuve d'une grande souplesse d'adaptation

Nous avons des résultats performants, des projets en cours et ce poste peut vous permettre d'évoluer au sein du Groupe...

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence LM 169 A à notre Conseil Dominique GILLE -ARCO - 18 avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

PARIS/RHÔNE-ALPES/MEDITERRANEE

ARCO

GROUPE INTERNATIONAL DE COMMUNICATION

RECHERCHE

LE DIRECTEUR INTERNATIONAL DE SON DÉPARTEMENT ÉTUDES ET RECHERCHE

Fort d'une expérience de plusieurs années principalement acquise dans des sociétés de Conseil et de Recherches en Marketing, vous serez responsable de la mise en place et du développement d'une structure de conseil intervenent à la fois pour les services de notre Groupe et ceux de nos clients dans le domaine de produits de grande consommation.

Déjà familiarisé avec l'analyse des marchés et de l'attitude et des comportements des consommateurs, vous êtes prêt à intervenir dans chaque pays d'Europe.

Vous êtes parfaitement bilingue (français/anglais), maîtrisez éventuellement d'autres langues et êtes prêt à vous investir dans ce projet stratégique pour notre Groupe.

> Merci d'adresser votre candidature, lettre, CV et prétentions à Consult BP 88 75222 PARIS Cedex 05

A 30/35 ans, votre formation juridique supérieure et votre expérience des Ressources Humaines ont falt de vous un spécialiste du droit social. Précis et rigoureux, vous êtes un homme de dialogue ayant le goût des contacts et des négociations.

Au sein de la Direction des Ressources Humaines du Crédit Commercial de France, nous vous proposons de devenir le responsable du service réglementation du

Entouré d'une équipe de 3 per sonnes que vous animez, vous veillez à l'actualisation de la réglementation du droit du travail ainsi qu'à sa bonne application en Interne, notamment en conseillant les responsables hiérarchiques.

recherche un :

H/F

De plus, vous gérez les ruptures de contrat de travail et le suivi des contentieux prud'homaux. Enfin, vous menez toutes études juridiques et sociales nécessaires et représentez le CCF dens certaines instances profes-

REPRODUCTION INTERDITE

Fort de cette expérience, vos qualités reconnues d'assurance et de diplomatie vous droit permettront d'envisager une social évolution au sein de notre groupe en fonction de votre potentiel et de vos aspirations.

> Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous la référence DS, à Eric Bureau -Direction des Carrières du CCF 103, Champs-Elysées 76419 Paris Cedex 08.



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

filiale Française d'ORACLE CORP., leader des Systèmes de Gestion de Bases de Donn ORACLE FRANCE offre la technologie logicielle la plus novatrice pour la construction de Pour accompagner son développement. ORACLE FRANCE (480 personnes, 438 MF de CA)

En collaboration ovec notre Responsable Juridique, vous interviendrez dans les domaines contractuels et fiscaux pour .

 volider l'application des procédures internes de suivi des affaires, - conseiller les opérationnels dans l'élaboration de contrats et marchés

suivre les relations avec les instances juridiques de la maison-mère (USA) et les autres filiales Européennes. - sulvre en liaison avec le Directeur Financier, la fiscalité de la société.

Diplômé(e) d'un 3ème cycle (DEA, DESS option Propriété intellectuelle et/ou Fiscolité), vous avez 2 à 5 ans d'expérience en Cabinet ou Entreprise Informatique. Vous faites preuve d'un sens opérationnel et concret, d'une réelle volonté d'aboutir. Autonome, vous almez prendre des initiatives et avoir des responsabilités.

BILINGUE ANGLAIS

Merci d'adresser lettre-manuscrite, CV et FRANCE

prétentions sous la référence JO3 à ORACLE FRANCE Service Recrutement - 16/32, rue Henri Régnault - 92411 COURBEVOIE Cedex. INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE - IN A O AGENCE CENTRALE DES ORGANISMES
D'INTERVENTION DANS LE SECTEUR AGRICOLE

établissements publics recrutent JURISTES

- ACOFA -

Renseignements par téléphone au 40,58,70,92 ou échre avant le 25 avril 1991 (poste ACOFA) et le 3 mai 1991 (poste INAO) à l'ACOFA, 2 rue Saint Charles, 75740 Paris cedex 15.

Ce groupe est le constructeur leader de l'est de la France, avec près de 300 saiariés et plus d'un milliard de chufire d'alfaires réalisé en 1990. En plus des activités traditionnelles (maisons individuelles, appartements...), cette entreprise réalise et commercialise des locaux tertisires et de l'hôtellerie. Au delà de ses diverses implantations sur le territoire français, le groupe concrétise ses volontés internationales par la création de notivelles agences dans divers pays européens. C'est dans ce cadre qu'il recherche un

Directeur de programme immobilier en Allemagne futur directeur général

<u>La jonction</u> : véritable patron de votre société, vous exercez l'intégralité de l'activité de promotion immobilière. Vous assurez la direction commerciale, technique et financière des programmes, de l'approche et l'étude présiable à l'exécution et la conduite des opérations.

Votre profii : de formation supérieure, vous justifier d'une expérience significative qui vous confère une bonne connaissance du domaine immobilier en Allemagne. Vous êtes autonome et savez traiter rapidement et simultanément plusieurs affaires. Votre réseau relationnel, alifé à votre savoir-faire de négoclateur, conduira à la réussite de l'implantation du groupe en Allemagne.

La société vous propose un salaire qui vous garantira un fixe significatif. renégocié au profit d'un commissionnement plus important lors de la pieine activité et une fonction évolutive dans laquelle vous vous réaliserez pieinement en tant que véritable associé partenaire.

Envoyez CV et photo, sous rél. AL292C, al Florian Mantione Institut, Consell en recrutement, 16 rue du Travall, 67088 Strasbourg : ou consultez la définition de foscilon sur Minitel 3815 code SOFTEL.

Florian Mantione Anstitut

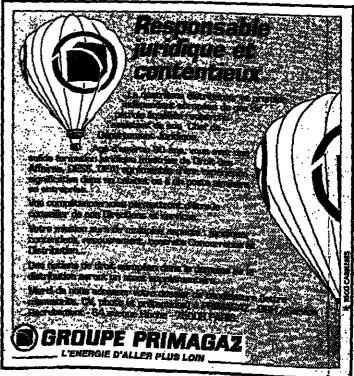
Importante société d'édition spécialisée en droit des affaires offre poste évolutif

JEUNE JURISTE

De formation DESS, DEA en Droit ou équivalent, une première expérience vous a permis de vous familiariser avec les disciplines juridiques d'entreprise ou leur communication. Généraliste, ouvert à l'acquis de solides méthodes rédactionnelles auxquelles vous serez formé, vous prendrez progressivement en charge des missions diversifiées telles que l'élaboration et le suivi de plans de formation et d'animation, des études prospectives, ainsi que la mise en place de méthodologies.

Si ce poste nécessitant de bonnes capacités rédactionnelles, de l'aisance relationnelle, de la rigueur et une polyvalence certaine vous intéresse, envoyez lettre manuscrite motivée accompagnée d'un C.V. sous la référence 8656 à :

ERT



Adjoint(e) des affaires

15.

Sept. We

THE PERSON NAMED IN

Adjoint(e) du Directeur des affaires contentieuses

An sein du Secrétariat Général, notre Direction est le véritable conseil juridique interne du groupe. Nous avons comme interlocuteurs les opérationnels de nos magasins et de nos filiales. Nous intervenons dans des affaires très diverses, couvrant tous les domaines du droit privé, avec une prédominance du droit de la consommation et du

Diplômé(e) en droit des affaires ou D.J.C.E., vous avez déjà une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'avocats ou dans un grand groupe, au cours de laquelle vous vous êtes familiarisé(e) avec le droit du travail et le droit lié à la distribution et la publicité.

Votre sens de la diplomatie, ainsi que la qualité et la fermeté de vos avis, vous permettront de mener à bien en toute autonomie vos dossiers. Une grande capacité de travail, une organisation rigoureuse et la faculté de traiter simultanément de nombreuses affaires sont des qualités indispensables dans ce poste (basé à Paris).

Merci d'écrire sous référence 989/M en précisant votre niveau de rémunération à A. L Conseil 35 rue de Naples 75008 Paris.

Groupe International leader sur son marché recherche un

Juriste International à fort potentiel

Paris Ouest

et pouvez justifier d'une expérience significative (5/7 ans) du droit des affaires dans un environnement international.

En liaison directe avec les services et filiales du Groupe, vous aurez dans un premier temps en charge le suivi juridique des projets, implantations et contrats internationaux, et interviendrez

en amont des leur négociation.

Votre fort potentiel (qualités de négociateur, formation en droit des affaires (DICE,DESS,DEA) pragmatisme, anglais courant, apriludes au fonction de direction. Ce posse implique de fréquents déplacements à l'étranger.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence TV6845MO.

Michael Page Tax & Legal

GROUPE SECURITÉ NOUVELLE, Correcte des satisfactes recherche pour son département

JURISTE

e droit privé, vous quise en compagnie contentieux ou conseil

obilier constituerait un atout Pareo C.V.: philos et prétentions à : CURFIE NOBVELLE - Direction du Personnel 81, nie Talbout 75431 PARIS Cedex 09.

> MUTUELLE ASSURANCE recherche pour la Region Parisienne

Assistants Juridiques

Maîtrise Droit + exercice quelques années. Profession avocat, hulssier, notaire ou assimilé.

Merci d'adresser votre CV avec photo + prétentions sous référence 82968 à PROJETS 12 rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra.

Juriste Contentieux

AGRICOLE de

a DORDOGNE LE SENS DE

L'EXCEPTION

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mumel de la Dordogne (800 personnes) recherche un collaborateur pour son unité Juridique et Contentieux. Sous l'autorité du responsable d'unité vous devrez : - prendre en charge de façon rigoureuse et efficace la gestion des dossiers contemieux et procéder au recouvrement des créances. - contribuer à l'amélioration des procédures de pré-

vention et de gestion du risque client. De formation juridique supérieure, maîtrise de droit privé ou des affaires avec au moins 3 ans d'expérience dans le recouvrement, votre sens de l'organisation et votre dynamisme, seront les meilleurs garants de votre évolution.

didature sous ref.F112/LM à Pierre GINESTEL Merci d'adresser votre candidature sous réf.F112/LM à Pierre GINESTE SEMA SELECTION, 54 bis rue Alsace Lorraine, 31000 TOULOUSE

SEMA SELECTION Paris - Lyon - Toulo

LOUIS VUITTON MALIETEE A PARIS

iotre entreprise, 4,5 milliards de chiffre d'affaires en 1989 dont 80 % à Pexportation, 2 700 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe.

JURISTE D'ENTREPRISE

Basé a la Défense Grande Arche, vous interviendrez au sein d'un service de quarre personnes dans les domaines suivants : Droit des sociétés - Dossiers urances - Rédaction de contrats.

Vous êtes diplômé d'études superieures juridiques - spécialité droit des affaires, et disposez d'une expérience réussic d'environ 5 ans en entreprise ou en conseil : votre anglais est operationnel.

Des qualités d'analyse, le sens du relationnel, un esprit pénéralisse et une anitude concrète et opérationnelle seront les atouts majeurs de votre réussite. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) à notre conseil : QUTEL Ressources et Perspectives - 160 rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

Le Monde

seillers

A 30 ans minimum, de formation supérieure en gestion et comptabilité (DECS ou équivalent), vous avez acquis une parfeite maîtrise des techniques de gestion financière au sein d'une PME / PMI, d'un cabinet d'expertise ou d'audit. sein d'une PME / PMI, d'un cabinet d'expertise ou d'audit.
Aujourd'hui, vous souhaitez développer votre domaine de
compétences en y intégrant une dimension de conseil.
Nous vous proposons au sein de nos directions régionales
une mission primordiale auprès de nos concessionnaires:

• en faisant appliquer la politique de gestion préconisée par
notre société

• en les conseillant et lesaidant dans la gestion de leur en les conseillant et lesaudant dans la gestion de leur entreprise (analyse des résultats, bilan, élaboration des budgets, projets d'investissements, incidents et risques

en participant à la recherche et au choix des futurs ionnaires, vous contribuerez à la santé financière et économique de notre réseau, élément essentiel de notre

Organisé, rigoureux et mobile, avec de réciles qualités de négociateur, votre réussite vous permetira d'évoluer dans la fonction ou dans une activité commerciale au sein de la filiale ou du groupe.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. CGZ/M, à FIAT AUTO FRANCE SA. Direction du personnel et de l'organisation, 80-82 quai Michelet, 92532 Levallois-

Les projets qui vont loin méritent qu'on les suive de près

bloctricité et nucléaire

5 milliords do CA,

résolument tournée

Pour les secteurs

de l'Energie, do Transport,

de l'Industrie, de Bélissont tertigire

et de Nodéalre, des projets nation

Contrôleur de gestion

Acteur dans l'équipe de Direction de votre unité ou projet et rattaché au Directeur du contrôle de gestion, vous assurez en liaison avec les Opérationnels, le suivi des budgets, les reprévisions des dépenses et l'analyse des écarts.

CONTROLEUR

DE GESTION

Votre professionnalisme et vos capacités à intégrer une équipe vous protessionalement et vos capacites à integrer une equipe vous permettent de faire parler les chiffres et de préconiser les mesures permettant l'amélioration de la rentabilité.

Par ailleurs, vous serez conduit à mener des audits sur des filiales prande projete tant en France qu'à l'étange. ou grands projets tant en France qu'à l'étranger.

De formation ESC, école de gestion ou Ingénieur, vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum du contrôle de gestion en entreprise générale. Vous avez une réelle maîtrise de l'anglais. Votre capacité à anticiper et à mobiliser les compétences et les forces de l'entreprise est un atout pour nous rejoindre et évoluer au sein

Poste basé à Cergy-Pontoise (accès direct par le RER Ligne A).

Merci de nous adresser CV et prétentions, sous la référence 09/04, à Spie Batignolles, Frédéric Guinier, Pôle Edison, Parc St-Christophe, 95861 Cergy-Pontoise Cedex.

Spie Batignolles

予整性に対する - エン・(Fig.)。

BORROSE SPECIES

THE PERSON STATES

100円できま

RESPONSABLE DU SERVICE INSPECTION-CONTROLE

Banque

Strasbourg - Ce très important groupe bancaire français offre une opportunité de tout premier plan pour un spécialiste de l'inspection bancaire à qui sera confiée la responsabilité du service contrôle interne. Basé au siège du groupe et animant une petite cellule de professionnels, il sera en charge de l'application et de l'évolution des procédures, la vérification et l'amélioration de leur fiabilité pour tout ce qui concerne le suivi des règles de risques (réseau, services internes, salle des marchés). Une forma-

tion supérieure spécialisée, l'expérience du contrôle (3 à 5 ans), la pratique de l'informatique et de solides qualités de dialogue et de pédagogie seront les meilleurs atouts de réussite dans un contexte professionnel particulièrement stimulant et offrant de réelles perspectives de carrière à moyen et long termes. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6722M - PA Consulting Group 3, quai Kléber - 67055 STRAS-BOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54.

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Cabinet International, membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'audit et de Conseil

De formation supérieure comptable, diplôme d'une école de commerce ou équivalent, vous avez acquis 2 à 3 ans d'experience en entreprise ou en cabinet. édez une bonne connaissance de l'utilisation des logiciels de consolidation.

Vous souhaitez encadrer des équipes sur des missions de consolidation : mise en place de consolidation, amélioration des procédures existantes. Vous interviendrez au sein de groupes français et internationaux dans des secteurs d'activité variés. Venez perticiper au développement de notre département consolidation à Paris.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M/50/D à notre Conseil B, evenue Delcassé 75008 PARIS.



RECRUTEMENT

Caen

CONTROLEUR

DE GESTION

Filiale d'un grand Groupe agro-alimentaire Français (C.A. 5 milliards de F.), notre société est spécialisée dans la tabrication et la distribution de produits trais à base de poisson (CA 100 millions de F, effectif 100).

Notre developpement très rapide, plus de 40 % par an, nous impose de structurer notre entreprise. Pour cela, nous créons le poste de

Directement rattaché au Directeur Général, il est chargé de mettre en place les outils nécessaires aux contrôles (de gestion, d'exploitation, financier). Il en assure le suivi et se voit par ailleurs confier différentes tâches d'administration et d'organisation.

Pour ce poste devant évoluer vers la fonction de Directeur Administratil et Financier, nous recherchens un candidat de formation supérieure (sup de co...) ayant acquis une expérience d'environ cinq ans dans le contrôle de gestion ou l'audit.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 48/4121 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE

8, rue de Barri - 75008 PARIS Tél. : (1) 42,89,26,54

ASSISTANT TECHNIQUE DES CREDITS AUX PARTICULIERS Banque

Un important établissement financier très implanté sur la région ouest de Paris recherche un assistant technique "crédits aux particuliers". Intégré au sein du département des engagements, il aura un rôle de soutien aux agences sur le plan technique en les assistant dans le montage de dossiers de crédit et dans la relation qu'elles entretiennent avec des clients ou des prescripteurs. Par ailleurs, il devra mener les actions de formation permettant de développer la compétence des commerciaux et diffusera l'information technique dont ils

ont besoin. Enfin, il participera activement sous l'autorité de son responsable à la déinition des normes en matière de crédit. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'un moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et justifiant d'une expérience bancaire dans le domaine des engagemens ou de l'exploitation. Ecrire à Hugues CELERIER en précisant la référence A/F9877M PA Consulting Group - 3, rie des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex-Tél. 40.88.79.74.

REPRODUCTION INTERDITE

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Nous recherchons pour la Direction Financière Internationale d'un Grand Groupe Français de la Construction son

RESPONSABLE PROJECT FINANCING

De formation supérieure (Essec, Dauphine, ESC,...), à 28/30 ans, vous avez acquis une première expérience dans une direction financière (industrie, banque, assurance) ou en cabinet d'audit. Vous aurez la responsabilité des montages financiers de complexes immobiliers, hôteliers ou de

Grands Projets d'infrastructures (hôpitaux, aéroport...). De la simulation financière à la mise en place des financements bancaires, votre action pourra s mixtes dans les pays d'Europe de l'Est.

Bon négociateur, maîtrisant les aspects financiers et fiscaux de ces projets complexe saurez convaincre vos partenaires.

La pratique de l'anglais est indispensable, une autre langue serait appréciée. Merci d'adresser CV et prétentions sous référence LM/08.114 à VMH Ressources Humaines, Dominique-Pierre FOUALLY, 3 avenue Erlanger 75016 Paris, qui vous garantit toute



LA VILLE DE NANTES (250 000 habitants)

UN CONTROLEUR DE GESTION chargé au sein de la cellule Contrôle de Gestion de :

er des audits financiers et liscaux des satellites et partenaires de la Ville (Sociétés d'Economie Mixte, Clubs sportifs, Associations culture

- Panticiper à la mise en place du contrôle de gestion interne aux services Profil souhaltá

 - Une formation supérieure financière (ESC option finances, Sciences Po Ecofi, DECS, MSTCF, etc...) est indispensable. - Des qualités de rigueur et d'ouverture d'esprit sont essentielles ainsi que le

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae, photo et prétentions à Monsieur le Député-Maire de Nantes - Direction Générale des Ressources Humaines - Hôtel de Ville - 44036 NANTES CEDEX, avant le 24 avril 1991. Pour tous renseignements complémentaires appeler M. BILLAUDEAU, Pour tous renseignements complémentaires appeler M. BILLAUDEAU, Responsable de la cellule Contrôle de Gestion, Tél. 40 41 99 57.

La Société est présente sur son marché au plan national comme international. Sa structure, décentralisée, est constituée de Divisions Régionales et de nombreuses Filiales (France et Etranger), centres de profit semblables à des PMI (production. commercialisation...). Leur importance est variable mais toutes doivent faire face à leur gestion. Au siège la Direction Financière centralise, harmonise, conseille et consolide. C'est pour la rejoindre que

nous recherchons: Un Jeune Contrôleur de Gestion

Au sein de l'équipe, il s'implique dans l'analyse des moyens utilisés, dans la conception et la mise en ocuvre des moyens proposés en tant qu'outil de gestion (des procédures aux tableaux de bord). Il procède aussi à certaines études financières (acquisitions...).

Un jeune ESC (Finance-Compta.) débutant ou bénéficiant d'une première expérience, même brève. peut trouver dans cette fonction un accès au contrôle de gestion et un tremplin pour l'avenir.

Ce poste se situe à Paris, mais suppose des Merci d'adresser votre candidature sous référence déplacements ponctuels. MJC 445 M à SEFOP, notre Conseil.

SEFOR 11 rue des Pyramides, 75001 PARIS. ∽ MEMBRE DE SYNTEC →

Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, membre d'un Réseau International, situé à Paris VIII°, nous recherchons dans le cadre de notre développement

PARIS AIX EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
EELGIOUE DANMARK DELITSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDON

CHEFS DE MISSION **AUDIT**

De tormation supérieure, vous souhaitez valoriser une expérience de 4 à 5 ons en Cabinet International et affirmer vos compétences dans le domaine de l'Audit et du Commissariat aux Comptes.

Autonomes et rigoureux vous prendrez des responsabilités dans une structure à taille humaine offrant des perspectives d'évolution motivantes.

Vous êtes naturellement attirés par l'esprit d'une profession libérale.

Pour integrer cet environnement stimulant, merci d'adresser votre dossier de candidature à Amyor Auditeurs et Consei 2 rue Washington - 75008 PARIS



EGOR

Association complant 10 Bioblissements en région parisienne recherche pour une résidence de retroite médicalisée.

irecteur H/F

d'une expérience de gestionnaire dans ce type d'établissement, bus mènerez à bien en outre, les travaux de restructuration et d'extension à 80 lits environ.

Merci d'odresser lettre monuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 6865/MO è LBW, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, qui ironamentro.

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

L'INSPECTION GENERALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacemements réguliers en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquererez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction de missions. A ce stade, vous participerez directement à l'information de la Direction Générale sur la gestion et le fonctionnement, dans tous les domaines, des unités du Siège comme des 180 Succursales ou Filiales de la Banque.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande Banque Internationale, présente dans 65 pays.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence IG 1 avant le 15 mai 1991 à :

BANQUE INDOSUEZ Service Recrutement des Cadres 9 rue Louis Murat - 75371 Paris cedex 08

> BANQUE INDOSUEZ L'EXPERTISE EST UN ART

ELLSTHO

AND SHALL FOR

200

💳 क्षेत्रक्षे असूर्य

ng.

Nous sommes leader mondial dans le domaine de la byreautique. Nous recherchens pour notre slège situé en région parisienne un



Rattaché à notre Directeur Financier, vous l'assisterez dans les dossiers d'acquisition d'activités extérieures et vous développerez les outils de gestion de Trésorerie. Vous superviserez également le contrôle de gestion et la comptablité générale tout en étant le garant de nos marges, de

nos résultats, des budgets, du reporting mensuel auprès de notre holding, de la comptabilité analytique et des comptes sociaux. Vous avez complété votre formation ESC ou maîtrise de gestion par un DECS et pratiquez la langue anglaise.

Votre solide expérience (5 années dont 3 dans un cabinet d'audit) ainsi que vos qualités d'organisation et de rigueur vous permettront de mener à bien votre mission.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LM.8/4, à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra. Cette banque française s'est dotée de structures spécialisées pour développer ses activités sur les marchés de capitaux. Pour la direction en charge des opérations de trésorerie et change.

Responsable comptabilité trésorerie-change

Avec une équipe d'une trentaine de collaborateurs, il est avant tout garant de la qualité de son unité en matière de tenue des opérations sur le marché interbancaire et les produits spécifiques de couverture de risque de change et de toux.

- fonctionnelle, car contributive à la réflexion permanente sur les instruments financiers. Sa mission est double: en relation avec ses interlocuteurs du contrôle de gestion, des services centraux de la en resulton uvec ses interiocateurs que comptabilité et des systèmes d'information, comptabilité et des systèmes d'information, - opérationnelle, en animant le rapprochement culturel, organisationnel et technique des - opérationnelle, en animant le rapprochement culturel.

services comptables Francs et Devises, à ce jour distincts. Nous confierons ce poste à un candidat de formation supérieure, avec spécialisation à la comptabilité - DECF, DESCAF... Une expérience d'environ 6 à 8 années comme opérationnel ou auditeur, pour partie au sein de sociétés à vocation financière, le prédispose à l'application des activités de marché d'une des toutes nomières hangues à l'application des activités de marché d'une des toutes nomières hangues

participer à l'évolution des activités de marché d'une des toutes premières banques françaises à dimension internationale.

Brano RAMEAUX, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 04.476 au cabinet M.D.A. – 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

GEC ALSTHOM

LYON

DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE C.A. 7 milliards, recherche pour son Siège à Lyon-Villeurbanne

AUDIT INTERNE MISSIONS INTERNATIONALES

e poste intéresse un (e) Audit de formation type Grandes Ecoles Supérieures de Commerce ayant obligatoirement une première expérience en cabinet ou en entreprise (industrielle de préférence). Il parle Anglais, l'Allemand est souhaité.

Auprès du Directeur du Contrôle de Gestion de la Division il analyse les procédures et les comptes de Départements ou Filiales tant à l'étranger qu'en France.

Evolution vers des postes opérationnels de gestion dans la Division et dans le Groupe.

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

irectement rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion de Directement l'attache au Directement l'analyse de systèmes la Division, il a pour missions principales l'analyse de systèmes de gestion, les budgets annuels et les réalisations mensuelles des Départements et Filiales. Il propose les mesures correctives nécessaires et suit l'application des décisions prises. Une solide formation type Grandes Ecoles de Commerce, la connaissance de l'Anglais et de l'Allemand, la pratique de la micro-informatique sont

Une première expérience en milieu industriel ou Cabinet serait appréciée. Evolution vers la responsabilité du Contrôle de Gestion d'un Département ou d'une Filiale.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence du poste choisi à Mamrégies 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Groupe Multinational recherche pour sa filiale française (CA > 6 Mds de FF)

Responsable Comptabilité/Finance

Rattaché à un membre du Directoire, ce poste stratégique englobe des responsabilités élargies dans les domaines de la fiscalité, de la trésorerie groupe, de la comptabilité, du reporting et du contrôle budgétaire. Votre capacité à gérer des hommes (48 personnes à encadrer) et des systèmes

complexes sera la clé de votre réussite. Ce poste très ouvert sur l'entreprise nécessite un homme de dialogue.

Agé de 35 à 45 ans, vous êtes de niveau

Vous justifiez d'une solide expérience de la

fonction dans une grande entreprise si possible rattachée à un groupe international. Vous possédez de bonnes connaissances de base en

Ce poste constitue une excellente opportunité d'évolution pour un candidat de valeur. Contacter Xavier d'Anglade au (1) 45.53.26.26 ou

adresser CV + photo + nº de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 rue Spontini, 75116 PARIS sous

Michael Page Finance



Filiale pharmaceutique du leader mondial de la Santé Johnson, CILAG avec 250 collaborateurs confirme sa réussite par une croissance en constante évolution + 20 % de CA en 1990 soit 480 MF et par un développement harmonieux de ses equipes et de ses spécialités thérapeutiques. Pour contribuer à la mise en œuvre de notre stratégie à horizon 95, notre Direction

CONTROLEUR DE GESTION

Elaborer, réviser les budgets de plusieurs départements ; analyser différents indicateurs de gestion et participer au reporting selon les procédures groupe constituent les pôles principaux de votre activité au sein de l'équipe du Contrôle de Gestion.

Vous avez un rôle important d'assistance et de conseil aux opérationnels et nous ous confier l'évaluation, le developpement et le suivi des procédures et des systèmes comptables et de gestion. De formation Ecole de Commerce ou Maîtrise de Gestion complétée par un DECF, vous

avez développé vos compétences et votre pratique de l'anglais dans le cadre d'une expérience de 3 à 5 ans acquise idéalement en cabinet d'audit et en entreprise. Poneur de propositions, vous avez une vision dynamique du contrôle de gestion qui vous permettra de vous intégrer rapidement et d'évoluer dans la structure.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant vos prétentions à CILAG, F. Carletto,118-120 rue Marius Aufan, 93200 Levalibis



Réseau National de cabinets d'expertise comptable, membre de l'un des tout premiers réseaux mondiaux d'Audit et de Conseil, nous étoffons nos équipes et recherchons des collaborateurs débutants ou confirmés.

Diplôme de l'anseignement supérieur, vous êtes débutant ou possédez une première

Motivé par la pluridisciplinerité de notre activité, vous êtes attiré par les missions d'assistance et de conseil auprès d'entreprises de taille moyenrie. Vous bénéficierez d'une formation à notre méthodologie, d'un soutien dans la préparation de vos examens professionnels et d'un environnement propica à votre évolution de carrière en

Rejoignez nos équipes à Paris, Bordeaux, Cognac, Montpellier, Nantes, Nice, Pau, Rennes, Roubaix, Saint Quantin, Saint Malo.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M/50/F, en précisant le nom de la ville ou vous souhaitez travailler, à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 PARIS.



RECRUTEMENT

Contrôleur de gestion

LE LIVRE DE PARIS, leader sur le Marché de la vente Directe, est l'une des principales filiales du GROUPE HACHETTE.

Vous contribuerez aux études budgétaires et à leur planification, assisterez le Directeur de Contrôle de Gestion dans le suivi opérationnel de diverses activités de gestion (France et Etranger). D'une manière générale, vous suivrez les résultats de gestion et proposerez

De formation Ecole Superieure de Gestion ou DECS, vous êtes âge d'environ 30 ans et des actions correctives. vous possédez une expérience confirmée de 3 ans minimum en contrôle de gestion ou en Cabinet d'Audit. Vous parlez l'anglais et vous maîtrisez parfaitement l'outil

micro-informatique. Vous avez une réelle capacité de management, et le goût du travail en équipe.

Merci d'envoyer lettre, C.V., photo et prétentions sous réf. 440/M à Jacques de PDIX, LE LIVRE DE PARIS, 3 et 5 avanue Garlande - 92221 BAGNEUX.





Transformer l'en

Peat Marwick Consultants est membre du réseau mondial KPMG. A Paris, 200 Professionnels de haut niveau accompagnent les entreprises dans leur évolution.

Aujourd'hui, l'entreprise qui réussit est celle qui réagit, s'adapte, innove.

Anticiper, accompagner le changement, manager le futur dans un contexte international, c'est le métier de Peat Marwick. Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce et gestion, vous avez fait la preuve de vos compétences depuis 3 ou 4 ans dans les secteurs industrie, services, banque et assurances.

Peat Marwick Consultants vous propose de valoriser votre savoir-faire dans les domaines suivants : organisation, systèmes d'information, planification et gestion, logistique, ressources humaines. La qualité de nos interventions est avant tout celle de nos ressources. Nous vous invitons donc à rejoindre nos équipes de

consultants de haut niveau. Tranformer l'entreprise sera notre mission commune. Isabelle Régnier vous remercie de lui adresser votre candidature sous référence 931-61 à Peat Marwick Consultants Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris La Défense.

Peat Marwick Consultants

Découvrez l'audit à taille humaine

AUDITEUR INTERNE

Société étrangère d'assurances, présente dans le monde entier et particulièrement bien implantée en Europe, nous employons

Rattaché au Responsable de l'Audit vous serez chargé de l'analyse des procèdures et des comptes des différents départements de la société en France. Vous participerez aussi à l'élaboration et à la mise à jour de nouvelles méthodes de

Si vous êtes diplômé d'une Ecole de Gestion + DECF ou équivalent, et si vous justifiez de 2 à 3 ans d'expérience en audit interne dans le domaine des services, idéalement dans l'assurance, portez-vous candidat.

Anglais ou Allemand souhaité. Poste basé à la Défense. Plusieurs déplacements en Province prévus au cours de l'année. Merci d'adresser lettre de candidature. CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 11/3689 E à :

EGOR BANQUES ET SERVICES 8, rue de Berri - 75008 PARIS Tél. : (1) 42.89.26.64

EGOR

PARIS AD, EN PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULDUSE BELGIQUE DANNARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUBAL SWEDEN LINITED KINGDOM

Responsable de comptabilité

PARIS

Société Financière cotée en bourse et holding d'un groupe de sociétés, nous créons ce poste au sein de notre structure parisienne. Rattaché au Directeur de la société, vous serez responsable de la comptabilité générale et financière, de la consolidation des bilans, du reporting mais aussi de la gestion des opérations propres aux sociétés cotées en bourse. De formation DESCF, MSTCF... votre expérience de 8 à 10 ans soit dans un établissement financier, soit dans une holding vous a permis de devenir un professionnel de ces techniques. Votre potentiel et votre capacité d'investissement personnel sont aussi vos atouts pour être très vite opérationnel et évoluer avec

Merci d'écrire sous référence 987/M à A.L Conseil 35, rue de Naples 75008 PARIS.

A. conseil

ruprès de la direction.

Maison de Titres

Filiale d'un Important Groupe International recherche pour Paris Etoile

ÉCONOMISTE DE MARCHÉS

Au sein d'une équipe jeune, dynamique et hautement qualifiée, il prendra en charge le service recherche et aura mission de conseil

En collaboration directe avec les commercianx et les traders, il établira les notes de conjonctures et les documents destinés à la clientèle. De niveau 3 cycle d'économie, votre passion pour la macro-économie et l'analyse de l'épargne est confortée d'un stage longue durée ou d'une première expérience.

L'esprit vif et synthétique, vous parlez anglais et avez de bonnes connaissances en micro-informatique.

Poste motivant pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C. V., photo et prétentions sous nº 8 280 LE MONDE PUBLICITÉ — 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Fiduciaire de France KPMG SAINT-BRIEUC

renforce son équipe d'AUDITEURS et recherche DIPLOMES MSTCF, ESCAE...

ayant au minimum 3 ans d'expérience en cabinet. Adresser CV à : SEC FIDUCIAIRE DE FRANCE

8, place du Colombier BP 509, 35006 Rennes Cedex.

Société industrielle (250 personnes), Filiale d'un recherche pour son siège social situé à proximité immédiate de Provins (77)

grand groupe Français à activités internationales BTS - DUT - BAC +2

lère expérience nécessoire, connaissant anglais, très bon niveou en micro-informatique requis.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant la réf 156834 à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.



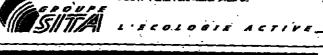
Filiale du Groupe LYONNAISE DES EALIX-DUMEZ, STIA est leader françois dans le domaine de la protection de l'environnement (plus de 3 MdF de CA, 13 000 personnes en France et dans le mande à travers un réseau d'une soixantaine de filiales).

CONTROLEUR DE GESTION

Ratioché au Responsable du Contrôle de Gestion, vous participez au suivi d'un ensemble de Filiales françaises et étrangères (situations trimestrielles - budgets - tableaux de financements) et à la flabilitation du reporting financier dans le sens Filiales/SITA (suivi et analyse de tableaux de bard - mise en place de

Agé de 28/30 ans, vous avez une formation de type IEP, Ecoles de Commerce Paris/Province ou Douphine et une expérience d'au moins 3 ans dans un achinet d'Audit, de préférence anglo-saxon ou dans un grand Groupe, comme auditeur interne ou contrôleur de gestion. Vous maîtrisez l'anglois et éventuellement une

Ce poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements de courte durée en province ou à l'étranger. De nombreuses perspectives d'évolution peuvent être envisagées, tant ou sein de STA que dans le groupe Lyannaise des Eaux-Dumez. Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. 4402-M à Geoffroy Vieljeux Responsable du Recrutement des Cadres - Sita - 7, rue de Logelbach -75017 Paris. Fac 42.67.42.75.



Importante SOCIETE D'ASSURANCE sur la VIE recherche pour ORLEANS

RESPONSABLE MAITRISE d'OUVRAGE-PROCEDURES **ADMINISTRATIVES**

De formation supérieure (DESS gestion, école de commerce, miage, etc...) vous encadrez et gérez une équipe de cinq personnes. Vous avez pour missions principales, en liaison avec les utilisateurs et le Service Informatique, maître d'ocuvre, la conduite de projets, la mise en place et l'organisation des procédures.

Une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires et si possible dans une Société d'Assurance est nécessaire.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, Curriculum Vitae et prétentions sous ref. 301667 à Havas Régies, BP 5329, 45053 Oriéans cedex 01.

Moderate MARATER

1

Créons ensemble la Banque de demain

GMF Banque Noire Banque, filiale du Groupe GMF (90 Sociétés, 16.000 personnes) recherche pour son agence implantée à BORDEAUX,

UN CHARGE

DE CLIENTELE ENTREPRISES

A 30/35 ans, diplômé de l'Enseignement Supérieur on de formation LT.B., vous avez une solide expérience du marché des Entrepris

Vous aurez pour mission générale de procéder : à l'approche, à la relance, au suivi et au développement d'un portefeuille de client Avec l'équipe de Bordeaux, vous mettrez au service de la clientèle votre goût et votre talent pour le commercial.

Avec GMF, vous participerez au développement d'une Banque qui avance. Votre réussite dans une fonction qui privilégie l'autonomie et les responsabilités sera un tremplin pour votre carrière.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + Lettre manuscrite + Photo + Présentions) sous réf. 3Y27 à notre Conseil : CAPFOR NORMANDIE Catherine GUILLARD - 22, bd de la Marne 76000 ROUEN. Informations Minitel 3615 code CAPFOR.

CAPFOR



CHOLPE TERMS NOUSTRES

CA: 4,5 Mds de francs - 5000 personnes. Filiale spécialisée dans les équipements de détente, régulation et robinetterie pour le transport et la distribution du

Responsable Achats

Rattaché au Directeur d'Etablissement, vous définissez la politique d'achat. participerez à la mise en place de l'Assurance Qualité fournisseurs, assurez la recherche et la sélection des partenaires en sous traitance, et négociez les contrats dans le respect des normes qualité, des coûts et des délais. Technicien des achais et négociateur, vous développerez un partenariat aussi bien en interne qu'en externe.

De formation supérieure, vous avez déjà une expérience dans les achats de composants mécaniques, tuyauterie, fonderie. Anglais indispensable Utilisation micro-informatique. Poste basé près de Chartres - Rambouillet.

Pour plus d'informations lapez 3616 code UGE * PLEIADE et adressez votre dossier de candidature sous réf. 3150 C à

> claude debray conseil sa 192 boulevard St-Germain 75007 Paris



Société industrielle, filiale d'un important groupe leader dans le Second Oeuvre Bătiment, nous réalisons avec 300 collaborateurs, un CA de 180 millions de Francs et recherchons

Kesponsable administratif et financier

Nous vous offrons de seconder le Directeur Général dans le développement de la société et d'être plus particulièrement responsable du contrôle de gestion industriel, de la gestion du

personnel et de la comptabilité. Votre objectif sera d'optimiser à partir d'outils existants le contrôle de gestion (établissement et suivi des budgets et prix de revient) ainsi que les systèmes informatiques ; de superviser toutes les actions liées à la gestion du personnel (pale, dossiers sociaux...) et les opérations

comptables (bilan, comptes de résultats, trésorerie...). Environ 30 ans, de formation supérieure (Ecole de Commerce...) vous souhaitez valoriser une expérience de 5 ans en milieu industriel et élargir vos responsabilités dans un contexte formateur où votre potentiel trouvera à s'exprimer par des réalisations concrètes.

Poste à pourvoir en Champagne-Ardennes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence LM 146 C à Marie-José FRANÇOIS - ARCO -18 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

PARIS/RHONE-ALPES/MEDITERRANEE

Nous sommes une banque néerlandaise de tout premier plan. Notre fort développement en France nous amène à rechercher un

hargé de clientèle

A 40 ans environ, de formation supérieure Bac + 4, vous pouvez justifier d'une solide expérience de 10 à 15 ans dans le financement des entreprises. Vous maîtrisez parfaitement toutes les nouvelles techniques de financement et de trésorerie. Parfaitement bilingue anglais, votre connaissance du secteur agro-alimentaire fera la différence.

Vous intégrerez une équipe jeune et dynamique, développerez et gérerez un portefeuille clients composé de PMI et de grandes entreprises.

Votre dynamisme, votre goût du travail en équipe, votre aisance relationnelle pourront s'exprimer pleinement dans cette mission riche en perspectives d'évolution.

Prêt à nous rencontrer ? Adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature, sous référence 256, à MEDIAPA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

Contrôleur de gestion international

Le Groupe HACHETTE DISTRIBUTION ET SERVICES exerce sa vocation de distributeur et diffuseur de presse à trevers 15 filiales implantées dans 9 pays. Ses chaînes de vente au détail comptent près de 2 000 points de ventes. Son chiffre d'affaires attaint 13 milliards

de francs dont plus des 2/3 à l'étranger. De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) vous avez acquis, au cours d'une experience d'environ 5 ans du contrôle de gestion en entreprise internationale, une excellente compréhension des mécanismes organisationnels de l'entreprise. Vous avez ite connaissance de l'anglais ; une seconde langue (espagnol ou allemand)

Votre connaissance de notre activité, acquise sur le terrain, vous permettra d'exercer des fonctions d'assistance et de conseil aux filiales lors de nombreuses missions de courte durée en EUROPE ou en AMÉRIQUE DU NORD. Evidemment vous prendrez aussi en main, au sein de notre équipe basée à Paris, l'ensemble des missions classiques

de la fonction : éleboration et suivi des budgets, reporting, consolidation... Les possibilités d'évolution sont ouvertes en fonction de votre réussite et de vos affinités.



Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. CGI/4 à Frédéric RENAULT, HACHETTE DISTRIBUTION ET SERVICES, 6 rus Pierre 1ª de Serbis; 75016 PARIS.

Cette banque française se positionne parmi les tout premiers établissements sur le marche des options. Pour le traitement de ces opérations, négociées dans la salle des marchés de Paris comme dans celles des filiales étrangères, elle recherche le

Responsable back-office options

ll a pour objectif, avec une quinzaine de collaborateurs, d'assurer le suivi de l'activité et le trallement des options sur les produits de couverture de risque de taux et de change. Sa

garantir la fiabilité et la qualité des informations émanant des desks, en évaluant les mission couvre deux pôles: résultats de gestion, le rapprochement des positions, en suivant la bonne fin des opérations...
- maitriset la gestion des stocks des opérations et leur environnement, en gérant les flux financiers, les flux matières et les stocks chez les établissements de clearing...

Nous confierons ce poste à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure - DESS de vous conjierons ce poste a un canaiaai issu a un cycle ae jormation superieure - DESS de back-office ou de finance, école de commerce... Une expérience de 5 à 6 années lui a permis d'apprécier la richesse des milieux financiers en matière d'instruments, de systèmes d'information, d'organisation, Nous lui proposons d'Intégrer une banque particulièrement vigilante quant à l'évolution de ses hommes et de ses structures.

Bruno RAMEAUX étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence BRa 04.478 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honore, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Au-delà du Contrôle de Gestion...

RHONE-ALPES - 400.000 F+

D atron de 50 personnes dont plusieurs Cadres, vous supervisez le budget, le reporting, la Comptabilité générale, analytique, le suivi des investissements, la gestion des affaires,... et assurez la profitabilité de cet important établissement appartenant à un des tous premiers Groupes Industriels Européens. Vous assurez les liaisons avec le Siège social et les filiales ou

Agé de 35 ans au moins, de formation HEC, ESSEC,... ou Ingénieur + IAE... vous possédez une expérience dans le domaine du Contrôle de Gestion dans un établissement industriel et avez déjà géré des projets importants pouvant s'étaler sur plusieurs années.

Vous souhaitez évoluer dans un contexte international sur des marchés à fort développement et dans un secteur à forte valeur ajoutée intellectuelle.

Des perspectives ultérieures de développement de carrière vous intéressent, écrivez-nous. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat retenu, et saura motiver

un candidat de valeur. Merci d'adresser votre dossier sous référence 91.E.31 à REFERENTIEL 54, cours Lafayette - 69003 Lyon

Le Monde

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'AIDUSTRIE INTERDÉPARTISMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES

SOCIÉTÉ FRANÇAISE NDUSTRIES CHIMPOUES (région Nord Paris)

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Le Monde

Formation A et M. IDN, ENSL... Débutant accepté.

Envoyer CV, prétent, et photo sous le 1º 8283 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Mosttessuy, Parle-7

bureaux

Locations

18URNALISTE

candidat devra possider une expérience professionnelle de 3 ans, si possible dans le domaine de la presse écono-

Merci d'anvoyar lattra manusc., CV + photo et prét à C.C.I.I. 21, avenue de Paria 78000 VERSABLES

INSTITUT
D'ENSEIGNEMENT SUP.
PRIVÉ recherche
PROFESSEURS VACATAIRES

locations

non meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

L'AGENDA

Tourisme

ito-Maxime. Loue F2 à la sonaine Vus mer 200 m nisce.

Vacances

Vos qualités humaines seront vos stouts de réussite pour mener au mieux les res-ponsebilités qui vous seron-confiées par votre PDG, auquel vous serez directe-Nous vous remercions d'envoyer votre candidature à HAVAS RÉGIES TOULON N° 73238.

Conseiller(e) en formation esprit d'initiative et d'équipo pour intégrer organisme performant. Balagan, 19, r. Béranger, 3° Agence d'urbanisme

ÉCONOMISTE

urbaine, habitet, logement AUDC, 13 bis, rue Carno 51000 CHALONS-SUR MARN

ENCYCLOPAEDIA

UNIVERSALIS recherche
COLLABORATEURS
(H. ou F.)
Bon nivesu de culture géné
rale pour poste à caractèr
commercial (pas de porte-à

nimercal que de parter.
Formation assurés.
Rémunération très motivante comportant un minimum garanti.
Evolution de carrière repide pour candidat de valeur.
Tél.: 47-54-04-71

CONTROLEUR QUALITE à temps pertiel
cherché par entreprise
lustrielle, 50 salariés, (
Colombes (92 700).
rm. assurée à candidatle
syant bac (scientif. + 2.

ser CV, rétéro prétentions sous réi, nº 8279 Au Monde Publicité 5, rue de Monttes 75007 Paris

sous contrat région Rhônes-Alpes recrute pour l'année prchaine UN PROFESSEUR pour enseigner à temps

Adresser candidature à : M. le Maire Hêtel de ville 92237 Gennevillers Cede:

LYCÉE PRIVÉ

Ville de GENNEVILLIERS

RESPONSABLE DU SERVICE

ÉCONOMIQUE

l'activité économique locale et commerciale, d'administrer l'immobille d'entreprise et les locaux à usages commerciaux, de gérar les demandes d'implantation d'entre-

o impaintant prises par la constitution de fichiers informatisés, de perticiper à l'élaboration des politiques économiques ainsi qu'à la définition des stravégies de promotio et de communication.

eu sein de la direc de la planification u (Cadre A ou Contra

ripier.
l'épreuve nº 8 du DECF (comprabilité approfon-de et révision): et le comprabilité en pre-mière année de classe préparatoire HEC, Option TC (Baca G2

Écrare sous nº 8277 Le Monde Publicaté 5, rue de Monttessuy 75007 Pans HEBDOMADAIRE

JOURNALISTE (anglais indispensable, alismand appréció), imation et/ou sapérie en matière d'économe des transports. Écrire à Moreux S.A. 190, bd Haussmann 75008 Paris

DEMANDES D'EMPLOIS rait sa plume

JEUNE HOMME 25 ANS formation BAC Expérience Presse RECHERCHE

CONTRAT DE QUALIFICATION SECRÉTAIRE DE RÉDACTION dans le cadre d'une FORMATION CFPJ

Disponible immédiatement Écrire M. C. LISBONIS 86, rue des Gravilliers - 75003 Paris

L'IMMOBILIER locaux commerciaux

appartements ventes 14º arrdt ALÉSIA

dans imm, plane de 1. PERSE DUPLEX 170 m² en 5 P., tr. cft, cheminis. PRESTATIONS DE LUXE 5 800 000 F. 43-20-26-35 MARTINE IMMOBILIER

91 - Essonne Verrières-le-Buisson term. de 4 fr. de perc boisé. 4 PECES, 75 m² au 3* ét. 5é., 3 ch. + loggies. Park. cave. Pris tres commodités. 1 060 000 F. 80-11-86-92.

appartements achats Rech. URGENT 100 à 120 m² Parls préf. 5°, 6°, 7°, 14°, 15°, 16°, 12°, 9°, PAIE COMPT 48-73-48-07.

Locations Part, vd ou loue HALI 1000 m² tout usege. Par-kings. Terrain 1 hs. Natio-nals 20, 12 km nord LBAOGES. T. 87-32-03-88, ap. 20 h. meublées

demandes **RÉSIDENCE CITY**

GRIGHT such pour dispenses françois d'importantes groupes anglo-sexons. Lux LEUX APPARTEMENTS MEUSLES LOYERS GARANTIS TÉL: (1) 45-27-12-19

A PARTIR DE 50 F HT/mola Votre ADRESSE COMMERCIALI PARIS 1", 8", 9", 12", 19", 17", LOCATION DE BUREAUX, INTERDOM, 43-40-31-46 8. av. de Mesaine, 75008
PARIS recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES OU MEUBLES.
HOTEL PARTIS-OUEST.
Tél.: (1) 45-62-30-00. VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE 16- CHAMPS-EL YSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO Burx, secrét., tél., télex, fex. Domicil.: 170 à 390 F/M. CIDES 47-23-84-21

VOTRE SIÈGE SOCIAL **BOMICILIATIONS** SARL - RC - RM
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services

43-55-17-50

حكدا باالاصل

France Télécom entre dans le capital de la Banque Hervet

capital de la Banque Hervet. Cette opération se traduit par un ballon d'oxygène de 200 millions de francs pour les fonds propres de la banque

Trois raisons peuvent expliquer cette opération : la première est qu'elle permet à l'État de jouer son rôle d'actionnaire sans ponctionner le budget. Déjà, a la fin de l'année dernière. Pechincy, groupe industriel nationalisé, avait transféré à la Banque Hervet l'ensemble du porte-feuille de crédits immobiliers du Crédit chimique, sa filiale bancaire, en

France Telécom a annonce, lundi 8 avril, que sa filiale Cogecom a pris une participation de 8,3 % dans le pres de la Banque Hervet respectent à nouveau les exigences du ratio Cooke (le rapport entre fonds pro-

Seconde raison : le courant d'affaires, en matière de conseil en ges-tion de trésorerie notamment, déjà amorcé entre les deux établissements. devrait être renforcé. La forte spéciafisation de la Banque Hervet dans l'investissement immobilier devrait aussi profiter à France Télécom, qui dispose d'un patrimoine foncier important. Enfin, dernière raison, le conseil juridique, fiscal et financier, l'une des forces de la Banque Hervet, intéresse France Télécom pour ses échange d'une participation de intéresse France Télécom pour s 7,24 % (ramenée aujourd'hui à opérations internationales à venir.

Les difficultés d'Eurotunnel

Les navettes du tunnel sous la Manche ne seront pas prêtes pour le 15 juin 1993

jusqu'à son inauguration, le 15 juin 1993, un projet à haut risque. A peine sorti des aléas d'un chantier exceptionnel qui ne compte plus que 8 kilomètres de tunnels à creuser sur 151, voici que le matériel roulant cause, à son tour, des soucis au consortium Eurotunnel, qui ne pourra pas mettre en service ses navettes le jour de l'ouverture.

En effet, la commission intergouvernementale chargée de veiller à la sécurité a refusé les portes coupe-feu de 60 centimètres de large prévues entre les voitures des navertes réservées aux automobilistes et exigé une largeur de 70 centimètres. Cette modification empêchera les constructeurs de livrer à temps les premières rames et l'ouverture partielle du service devrait être repoussée au mois de septembre 1993; les navettes ne fonctionnant à plein régime qu'à partir du mois de décembre de la même année. Ce retard n'empêchera pas les trains et les TGV d'emprunter le tunnel, mais la SNCF a d'ores et déjà

Le tunnel sous la Manche restera annoncé que ses convois mentront un peu plus de temps que prévu entre Paris et Londres, en raison de délais dans la mise en service de la ligne à

> Autre souci pour Eurotunnel : la commission intergouvernementale refuse les wagons à claire-voie qui seront réservés au fret. Pour empêcher la diffusion des incendies, elle voudrait des wagons complètement fermés, qui ne peuvent empor-ter des chargement suffisants en rai-son de leur poids. Les discussions se poursuivent entre l'exploitant et ses autorités de tutelle pour concilier les exigences de la sécurité avec les

Enfin, M. André Bénard, président ait, le lejanvier 1993, aucune dérogation à la suppression des ventes hors taxes à l'intérieur de la CEE», car de telles exceptions avantageraient considérablement les compagnies de navigation concurrentes du tunnel, en leur apportant des recettes supplé-AL F.

REPÈRES

COMMERCE INTERNATIONAL

L'accord de libre-échange Etats-Unis - Mexique inquiète le Canada

Après avoir rencontré le président Bush à Houston, au Texas, le prési-dent du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, aura plusieurs entretiens cette semaine à Ottawa avec le premier ministre canadien, M. Brian Mulraney. Au centre des discussions : l'accord de libre-échange dans lequel les deux pays vont se trouver impli-qués avec les Etats-Unis.

Un accord de libre-échange a déjà été conclu fin 1988 entre les Etats-Unis et le Canada, et est entré en application début 1989 Washington pousse maintenant le Mexique à conclure un accord semblable, qui inquiète un certain nombre de Canadiens et notamment ceux qui, déjà hostiles à l'accord de fin 1988,

s'étaient opposés à M. Brian Mulroney, artisan du traité

POLITIQUE ANTI-INFLATION Le gel des avoirs bancaires brésiliens

jugé inconstitutionnel

Le gel des avoirs bancaires - au-dessus de certains plafonds - décidé en mars 1990 pour dix-huit mois au Brésil dans le cadre du plan Collor de lutre contre l'inflation (le Monde du 19 février et du 19 mars) a été jugé inconstitutionnel, vendredi 5 avril, par un tribunal fédéral de Sao Paulo. Au moins 15 000 personnes ont présenté des demandes de déblocage de leurs avoirs dans l'Etat de Sao Paulo. Le tribunal a estimé que le gel constituait un « prêt obligatoire », qui ne pouvait pas entrer en vigueur immédiatement mais seulement «lors de l'exercice fiscal prochain». Le gouvernement peut maintenant faire appel auprès du tribunal fédéral

🗕 AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTĖS ~

supreme. - (AFP.)



Le 28 mars 1991, sous la présidence de M. Jacques Merceron-Vicat, le Conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990. Au cours de cette séance, le Conseil a établi l'ordre du jour et les documents qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 14 juin 1991 à 11 heures au siège social.

Le chiffre d'affaires consolidé, en progression de 14,2 % sur celui de l'exercice précédent, s'élève à 4 873 862 000 F. Le résultat net passe de 370 061 000 F à 400 530 000 F. La capacité d'aunofinancement de l'exercice atteint 694 903 000 F contre 614 683 000 F en 1989.

Avec un effectuf de 3 500 personnes; le Groupe représente:

— 6 millions de tonnes par an de ciment;

— 4 millions de tonnes par an de béton prèt à l'emploi;

— 12 millions de tonnes par an de granulais;

— 400 000 knt/jour en transport routier;

C'est aussi la production de;

Produits industriels destinés au bâtiment et aux travaux publics (mortiers spéciaux, enduits, chimie du bâtiment...)

La fabrication de papier pour l'impression et l'écriture et la production de saes d'emballage.

Consent d'administration a coopté comme administrateur le Docteur

saes d'emballage. Le Conseil d'administration a coopté comme administrateur le Docteur

Le Conseil d'administration a coopté comme administrateur le Docteur Le Conseil d'administration a coopté comme administrateur le Docteur Karl Krobuth.

L'Assemblée générale ordinaire qui suivra se prononcera notamment sur L'Assemblée générale ordinaire qui s'est élevé à 271 396 477 F l'affectation du résultat de la sociéné mère, qui s'est élevé à 271 396 477 F contre 277 236 039 F en 1989 pour un chiffre d'alfaires respectivement de 2 307 471 000 F en 1990 et 2 138 733 000 F en 1989.

Le Conseil proposera la mise en paiement le 1" août 1991 d'un dividende de 5 F pour une action d'un nominal de 25 F, soit 38 976 000 F de distribution totale, auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 2,5 F, soit un revenu brut par action de 7,5 F.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS MASTITUT MATIONAL DE LA STATISTIQUE

40 1040-1-1 10-1			
	29-3-91 -	5491	
Valence frame, à rev. variable Valence todastralies Valence todastralies Pérodes-Esemple Chinale Médallerjas, noticampus Beccatich, électronique Beccatich, électronique Bédallerias, noticampus Bédallerias, noticampus Bédallerias, noticampus Bédallerias, noticampus Bédallerias, forcitampus Bédallerias, forcitampus Bédallerias, forcitampus Tynesports, loistes, services Crédit Innepne Sécondi	1133 1288 1135 1182 1113 1199 1125	115.1 122.7 112.3 122.3 127.4 113.4 113.5 121.7 124.9 115.2 115.2 115.2 115.2 115.2 115.2	
Ensetimement et possessette . Base 100 : 28 décent		-	

Base 100 en 1972

PAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

8258 100 : 31 décent	ubre 19	81
Indica gladral Products de base Constructor States d'Arabipament States de conson, durables Blans de conson, non desables Blans de conson, non desables Blans de conson, non desables Sarvices Sarvices Sarvices	479,7 288,9 614,5 201,9 487,A 198,3 798,3 582,4	491,4 408,7 521,7 299,2 411,4 699,4 198,9 516,3
Sociétés de le sone leute ex- ploitant principalement à	428.5	426.8

TOKYO, 8 avril 🖡

La Bourse de Tokyo a fini en beisse lundi 8 avril à l'Issue d'une séance terne. L'Indice Nikkei a cédé 159,68 points, soit 0,60 %, à 26 607,65 points. Quelque 500 millions de titres ont changé de mains contre 480 millions au cours de la séance de vendredi.

Selon les opérateurs, le marché, faute d'orientation sur les taux, à hésité à s'engager. L'absence d'un geste de la Réserva fédérale améticaine, en matière de loyar de l'argent, après le publication des mauvais chiffres de l'amploi pour le mois de mars, a béaucoup déçu. Le démission de M. Ichiro Ozawa, secrétairs général du Perti libéral démocrate, au pouvoir, n'a eu démocrate, au pouvoir, n'a eu guère d'effet sur la séance, les intervenants n'y voyant aucun signe de crise politique.

VALEURS	Cours du 6 avril	Cours du B avril
Akei Bridgestone Cueno Fuji Besk Horda Motors Messushar Blectric Missushar Blectric Missushar Hosey Sony Corp. Toyona Motors	791 1 150 1 600 2 670 1 460 1 750 815 6 560 1 850	900 1 130 1 580 2 610 1 470 1 740 806 6 550 1 850

PARIS, 8 avril

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note faible, à l'image des autres grandes places internationales. En repli de 0,33 % dès les premières cotations, les valeurs françaises ont continué d'évoluer dans le rouge tout au long de la matinée. En début d'après-muit, l'indice CAC 40 s'inscripait traigues en recut le 0.5 %). o apresement, i mode cut 40 s mis-crivait toujours en recut (- 0.5 %). Plus tard dans le journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New-York, l'indicateur de le place accu-sait une baisse de 0,51 %.

Le marché parisien a lui aussi été déu, semble-t-il, comme l'avaient de déu, semble-t-il, comme l'avaient été les marchés new-yorkals, vendred demier, et rippor, quelques heures plus tôt dans la mainée, du maintien de la politique monétaire américaine en l'état, alors que les milieux financiars espérélent une américaine en l'état, aors que les milleux financiers espéralent une légère détente du loyer de l'argent outre-Atlantique. En effet, après la publication, vendred 5 avril, des chiffres concernant le chômage aux Etats-Unis, à son plus haut niveau depuis quarre ens, démontrant ainsi que la reprise n'était pas encore de retour, les intervenants ont attentu en vain, un geste de la ont attendu, en vain, un geste de la Réserve fédérale comme elle le fit à plusieurs reprises ces derniers mois quand l'économie américaine donnait des signes de raientis

Cela étant, le marché a aussi profité de cette journée pour consolider ses positions après la hausse sensible de la semaine dernière. Du côté des valeurs, les arbitrages entre Paribas et Ciments français d'une part et entre Alcatel, Alsthom et la Générale Occidentale d'eutre part ont continué de Alsthom et la Génerale Occaden-tale, d'autre part ont continué de mobiliser l'attention des Interve-nants. Ce fut aussi le cas d'Euro-turnel, dont la mise en service des navettes pour touristes est diffé-rée, en raison d'un changement de conception des barrières anti-feu. Cette mise en service tardive entraînerait une réduction des reve-nus prévus pour 1993. A la mi-journée, Eurotumnal abandonnait près de 3 % pour un volume d'un million de titres.

GRANDE-BRETAGNE

Record de défaillances d'entreprises au premier trimestre

Près de 8 000 défaillences Pres de 8 000 deraulances d'entrepnses ont été enregistrées de janvier à mars en Angleterre et au pays de Galles, un record depuis l'établissement de ces statiques en 1980, selon le groupe d'informations financières Dun

Par rapport au premier trimes-tre 1990, les défaillances d'entrere 1990, les défaillances d'entre-prises ont augmenté des deux tiers, illustrant les ravages de la récession commencée l'été der-nier, indique l'étude. Pour mémoire, la Grande-Bretagne avait enpresenté en 1990 un mémoire. la Grande-Bretagne avait enregistré en 1990 un record dans les faillites d'entreprises, avec près de 25 000 défaillances, représentent une hausse de 35 % sur celles enregistrées en 1989, affichant ainsi le chiffre le plus élevé connu depuis dix ans (10 651 défaillances en 1980).

Selon les experts de Dun and Bradstraet, les défaillances pour-raient toucher 40 000 sociétés cette année.

FAITS ET RÉSULTATS

a Philips révise ses prévisions pour 1991. — Un chiffre d'affaires stag-nant et un retour aux bénéfices di-féré : 1991 ne sera pas, pour Phi-lips. l'année du rétablissement féré: 1991 ne sera pas, pour Philips. l'année du rétablissement anoncé. Dans un avant-propos au rapport d'exercice 1990, publié le vendredi 5 avril, le président de la multinationale néerlandaise. M. Jan Timmer, écrit en effet qu'il « n'est pas exclu » que la restauration de sa rentabilité « se munifeste un peu plus tard qu'initialement preu ». Fût-ce en douce, M. Timmer opère ainsi un pas en artière évident : en présentant. le 28 février dernier, les compus définitifs de l'exercice 1990 (le Monde du le mars), il avait déclaré que Philips regagnerait de l'argent dès cette année, « abstraction même faite du rapport de la vente à Whirpoot des purts (de Philips) dans la joint-venture » créée en 1988 avec le fabricant américain d'électronénager. Ce même jour, M. Timmer avait également lait savoir que le chiffre d'affaires de la litme d'Eindhoven, pour les deux premiers mois de l'année (22,2 milliards de francs) était en répression de 4 % par rapport à jauvier-février 1990. On peut douc penser que la situation ne s'est pas améliorée en mars et que les dirigents de Philips prétion ne s'est pas améliorée en mars et que les dirigeants de Philips pré-férent jouer la carte de la prudence quant à l'issue de l'exercice en dance.)

cours. - (Correspondence.)

Attachem: bonne année, malgré aux conjoncture difficile. - Atochem, filiale du groupe Elf Aquitaine dans la chimie de base et de spécialités, a enregisté en 1990 un bénéfice net en très légère progression, à 2,6 milliards de francs contre 2,4 milliards de francs au cours de l'encroice préedent. Ces chiffres tiennent compte de l'intégration effective de Pennwalt dans Atochem North America et du rapprochem North America et du rappro-chement avec Orkem dans le cadre de la restructuration de la chimie française. Cependam ils n'incluent pas la plus-value générée par la ossion de la Seigneurie à Total (800 millions de frança). Toutefois. le résultat, à périmètre constant, serait en haisse de 25 %, ce qui, comme l'a souligné son président. M. Jacques Puéchai, constituerait

malgré tout une bonne performance au regard des résultats de l'industrie chimique dans le monde. Le chiffre d'affaires, pour sa part, est passé de 36,6 milliards de francs en 1989 à 52,4 milliards de francs, se repartissant en parts pratiquement égales : 25,7 miliards dans fa chimie de spécialités et 26,7 milliards dans fa chimie de base.

Deux firmes japonaises vont roe-vrir le restaurant parisien Prunier. -Le grand magasin japonais Sogo et la société immobilière nippone Kowa Real Estate Investment vien-nent de racheter pour 4,4 milliards de yen. (180 millions de francs) la firme Prunier SA Maison de France, propriétaire de l'immeuble qui abritait le grand restaurant parisien Prunier, avenue Victor-Hugo, actuellement formé. A parts égales, les deux nouveaux proprié-taires y ouvriront dès cette année un restaurant japonais de qualité Deux firmes ignomaises vogt rogun restaurant japonais de qualité qui, gardant le nom de Prunier, ser-vira des spécialités de poissons nip-pones mais aussi françaises, selon un porte-parole de Sogo. L'ouver-ture d'un second restaurant dans le même immeuble est envisagée. Sogo est une chaîne de grands magasins basée à Osaka. Kowa est le plus important investisseur immobilier en France. Il vient de racheter le siège parisien du groupe français Lyonnaise des caux-Dumel, après avoir acquis notamment à Paris les immeubles de la dalle Montparnasse et l'ancien immeuble des Charbonnages de France.

D EMC rachète les activités plasti-ques de Cousin Tessier. - Le groupe chimique d'Etat EMC a signe un accord de principe avec les actionnaires de Cousin Tessier en vue de reprendre les activités exercées par cette entreprise dans les plastiques et les caoutchoues thermoplastiques. Cette acquisition, dont la filiale LVM sera l'héritière, permettra à cette dernière société de renforcer son intégration société de rentorcer son integration avait dans les compounds techniques de spécialité, un axe de développement stratégique pour le groupe EMC. Cousin Tessier est un des leaders français dans ce domaine, avec un chilfre d'affaires de 200 millions de francs.

PARIS

LAME									
Se	con	d ma	rché	(sélection)					
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demie cours				
Alcanel Citales	3900 290	3800 290	Guintoli	960 255	960 255				
Asystei	106 161 10 885	161 10 840	DIA	310 132 896	309 883				
Boiron (Ly) Soisset (Lyon)	387 210 20	381 212	Loca investis.	100 279 20 93 50	100 280 95				
CAL-de-Fr, (C.C.L) Catherison	1110 430 597	1100 430 598	Mers Comm	144 50 153	142 				
CEGEP.	175 30 310 530	175 315 939	Presbourg	84 90 380 510	354 800				
Conference Conference Conference	280 810 295	290 815 288 20	Rhone-Alp.Sar (Ly.) Se H. Masignon Select invest (Ly)	181 20	298 186 60				
Delmas	470 895	468 886	Serios	465 130 264	454 90 256 10				
Descrip Wortes Cin Description of Giral Deverley	400 297 50 1065	297 1068	Sopra	310 272	308 280				
Deville	401 140 90 265 10	400 140 10 270 10	Visi et Cie	194 111 10 792	199 80 111 10 791				
Europ. Propulation Finacor Frankoparis	370 128 145 80	356 148	LA BOURS	E SUR N	AINITEL				
GFF (group tent.)	312 10 376 220 90	313 375 220	36-1	5 TAI	PEZ MONDE				
Groupe Grippy	66Z	665	1						

	_
MATIF	
Notionnel 10 % Cotation en pourcentage du 5 avril 199	r
lombre de contrats : 86 056	

COURS		ECHE	ANCES	_	
	Juin 91	Sep	91		Dec. 91
Dernier	156,14 105,68	10 16	106,16 105,46		105,86 1 6 5,34
	Options	sur notionn	ei		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTO	NS i	DE VENTE
LINIX D EXTREME	Juin 91	Sept. 91	Juin 9		Sept. 91
105		1,11			
(CAC 4	ATER	ME		

CAC	40	A	T	E	R	M	E
	-		~~				

Volume: 6 094.	σ	MATIF)	
COURS	Avril	Mai	Juin
Denást	1 868 1 849	1 898 1 870	1 860 1 856
			

CHANGES

Dollar: 5,7235 1 Le dollar a commencé la semaine en hausse sur le marché des

changes de Tokyo, gagnant 0,70 yen pour ciorurer la séance à 137,00 yens contre 136,30 yens vendredi 5 avril. A Paris, le billet vert a également poursuivi son ascension, atteignant 5,7235 F au fixing, contre 5,6725 F à la clôture des échanges interbancaires de ven-dredi et 5,6430 F au fixing du

même jour. FRANCFORT 5 avril Dollar (en DM)____ 1,6373 1,6922 5 avril 8 avril Dollar (cr. yers)... 136,30 137,00

MARCHÉ MONÉTAIRE Paris (& avril).

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90) Valeus étrangères ... 113/49 (SBF, base 100 : 31-12-81) NEW-YORK (Indice Dow Janes)

__ 2 924,50 2 896,78 LONDRES (Indice a Financial Times a) 4 avril 5 avril 2 524,59 2 545,39 2 607,29 2 014,50 138,59 137,89 85,65 85,55 Mines d'or. FRANCFORT 1 571,97 1 586,87 TOKYO

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN	UN MOIS		X MOS	SIX Mois		
	+ 1445	+ best	Bep.+	or dip	Rep. +	ce dép. –	Rep. 4	ou dip.	
\$ EU \$ can Yes (100)	5,7280 4,9606 4,1795	5,7320 4,9662 4,1839	+ 150 - 20 + 36	+ 160 - 8 + 56	+ 302 - 30 + 86	+ 322 - 5 + 113	+ 838 - 34 + 320	+ 86 + 3	
DM Florin FB (100) FS L (1 000)	3,3817 3,0013 16,4310 3,9953 4,5569 10,0760	3,3861 3,0042 16,4480 4,0908 4,5619 10,0880	+ 5 + 2 - 30 + 24 - 54 - 250	+ 20 + 10 + 20 + 39 - 72 - 220	+ 5 + 1 + 10 + 52 - 182 - 490	+ 26 + 16 + 110 + 74 - 145 - 440		+ + + + + + + + + + + + + + + + + + +	

TAUX DES EUROMONNAIES

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde-RIL **ENTREPRISES** à 22h15 sur RTL Mardi 9 avril Jean-Marie Luttinger, mission formation pays de l'Est. « Le Monde Initiatives » du 10 avril publie une enquête sur les voies de la réconciliation

école-entreprise.

14

- 68

MARCHÉS FINANCIERS

MITTOITE	Cours relevés à 13 h 48
BOURSE DU 8 AVRIL	Compan- szion VALEURS Cours Presider Demier % procesion cours +-
Company VALERIANE Cours Presider December 5	50 50 20 50 20 +0 40 40 40 45 40 45
March Marc	
1200 Consess fram: 452 452 452 720 Lindows 700 894 -0.86 220 Sarot. 1905 1895 2000 44.98 248 1895 1895 2000 14.98 248 248 248 248 248 248 248 248 248 24	
105 Codes 580 S90 S90 S90 S90 S90 S90 S90 S90 S90 S9	
	nission Rachet VALEURS Frais incl. net VALEURS Frais incl. net Prais incl. net 1121 76 1094 40 173 58 174 17
VALENDS day not construct Construct	240 83 841 33 805 16 Madistrantific. 194 61 195 42 195 72 195 161 195 162 19
Espains 1100 esci	i détaché - o : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ♦ ; prix précédent - ■ : marché cominu 1
Persign (1 \$ can)	

Murdoch et Burda lancent «Super Zeitung» en Allemagne

Murdoch, s'intéresse de très près à l'ancienne Allemagne de l'Est, Alors qu'il ferme la plupart de ses jour-naux australiens (la dernière victime en date étant le Sunday Herald de Melbourne), il projette de lancer le 15 avril sur le territoire de l'ancienne RDA un journal populaire baptisé Super Zeitung.

L'investissement, partagé avec l'éditeur bavarois de magazines Burda, représente environ 500 millions de francs. La diffusion espérée est de l'ordre d'un million d'exemplaires. Une cible qui a toutes les chances d'être atteinte, compte tenu de l'expérience des deux associés. En plus du prestigieux Times, le groupe de M. Murdoch édite aussi en Grande-Bretagne plusieurs journaux populaires comme le Sun, dont le format tabloïd, les gros titres et les photos très déshabillées sont

Le patron de presse américain appréciés par des millions de lec-d'origine australienne, M. Rupert teurs. Quant à Burda, quatrième teurs. Quant à Burda, quatrième groupe de presse allemand, il a lancé récemment deux hebdomadaires bas de gamme dans l'ancienne Allemagne de l'Est, Super Ilhu et Super TV, qui se vendent chacun à plus de I million d'exemplaires.

Fort de cette double expérience, Super Zeitung utilisera en plus les mêmes recettes que le Sun: informations à sensation et pin-up dans le plus simple appareil. De plus, le journal, qui sera réalisé par une rédaction venue de l'Ouest, se présente comme «la Voix de l'Est »: une façon de se différencier du Bild Zeitung, le journal populaire du groupe Springer, qui est diffusé à plus de 5 millions d'exemplaires, dont 600 000 exemplaires à l'Est. En guise de réplique, le Bild étudie une édition spécifique à l'ancienne Allemagne de l'Est.

Springer affiche « Claro » dans les kiosques espagnols

de notre correspondant

La presse à sensation a pour la première fois franchi les Pyrénées, sous l'égide d'un spécialiste en la matière : le groupe Axel Springer. Le holding allemand détient en effet 50 % du capital du nouveau quotidien vendu, depuis le lundi 8 avril, dans les kiosques espa-gnols: Claro. L'autre moitié des espagnol Prensa espanola, qui édite déjà le quotidien conservateur ABC

« Isabel Pantoia : nous la verrons toute nue!» : cet énorme titre barrant la première page du numéro de lundi, et faisant allusion à la prochaine sortie d'un film d'une eune vedette de la chanson espagnole, donne le ton. Parmi les titres choisis de « une », figurent également, outre le sport, « Le sexe et les juges », « L'orgic sexuelle d'Ali McGraw », ainsi que « Bébés en vente pour i million de pesetas». Le tout avec la présentation graphique traditionnelle de la presse à sensation : gros titres, articles très courts, couleurs attrayantes, impression de haute

Le projet est ambitieux : le tirage initial annoncé est de 600 000 exemplaires, les investisliards de pesetas (540 millions de

francs), et Claro fera paraître chaque jour, sur vingt-quatre pages. une édition nationale et trois régionales. Cent soixante-dix journalistes fixes participent à l'aventure.

Claro réussira-t-il à trouver sa place sur le marché, déjà saturé, des quotidiens espagnols? Les promoteurs du projet assurent qu'ils ne cherchent pas à faire concurrence aux journaux existants, mais au contraire à capter le public qui, à l'heure actuelle, n'en achète pas. Seuls 30 % des Espagnols lisent aujourd'hui un quotidien, sont-ils valoir, et la presse à sensation peut donc aspirer à un marché potentiel réel dans les milieux populaires. Les titres de « une » du premier numéro sont d'ailleurs là pour indiquer sans ambiguité quelles sont les cibles de Claro!

THIERRY MALINIAK.

a La mémoire courte et les Funérailles » de l'audiovisuel. – L'association La mémoire courte nous prie de préciser que c'est elle - et non l'association Les pieds dans le Paf comme nous l'avions indiqué par erreur (le Monde du 6 avril) - qui a organisé puis annulé les « Funérailles de la télé publique», prévues le 6 avril à Paris.

poétique. Prix de Paris. - 4. Napoléon pour un Suisse. - 5. Dans une série de sept. Peut glacer quand elle est chaude. - 6. Souvent observée chez

bourse. - 8. Pas annoncée Adminis trent. – 9. Va et vient. Quartier de Venise. Fête à l'étranger.

Solution du problème in 5493

Horizontalement

1. Traits. Opportun. - II. Recrépis

VII. Sanaga. Apnés. - VIII. Béret. Noé. Och. - IX. Múr. Ne. Identité. -

X. Asiles. Ce. Anes. - XI. Sis. Suspect. - XII. 10. Ail. Ut. -

pect. - XII, Io. Ail. Ut. -XIII. Adolescence. Ara. -XIV. Gère. II. Uhlan. - XV Ere.

Verticalement

1. Trompes. Mariage. ~ 2. Repue. Abus. Oder. ~ 3. Actes. Néns. Ore. ~ 4. Ire. Epar. Lilie. ~ 5. Tératogènes. ~ 6. Spartiates. Asie. ~ 7. Ces. Sicle. ~ 8. Ost. Sanicule. ~ 9. Pseudopodes. Nul. ~ 10. Patronnée. Péché. ~ 11. Ogre. Ne. El. ~ 12. Rés. Aie.

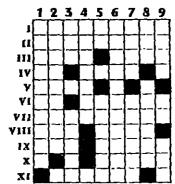
Tact. As. - 13. Dace, Oint. Ana. -14. Entracte. Ur. - 15. Nasses. Hési-

GUY BROUTY

s spécialistes de la recherche. -Petit, au café. Le cordon de la

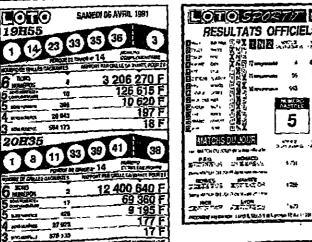
PROBLÈME Nº 5494

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT i. Qui peut nous rendre tout noir. II. Le coin du feu. - III. Poussée de fièvre. A bras, d'est un fanfaron. -IV. Conjonction. Disposer des cou-leurs. - V. Lactée, n'est évidemment feurs. ~ V. Lactee, in est evidemment pas ferrée. ~ VI. Dans le vant. Des chaussures populaires. ~ VII. Très ressemblant. ~ VIII. Coule dans le Bocage. Suprème, dans un culte. ~ IX. Lantilles. Pas sombre. ~ X. Travail qui demande des forces. ~ XI. Voyages passent en passenort. gent sans passeport.

VERTICALEMENT Bien attrapées quand elles sont mises en balance. - 2. Elément d'une population flottante. - 3. Tempète



LOTO SPORTH Nº 16 RESULTATS OFFICIELS 419 354 F 31 468 F 93 1 930 F MASTOLE 5 MATCHS DU JOUR And Andrea 2000年 2月20日 10月2日 10月1日 11月1日 THE PARTY

Le renflouement des chaînes publiques

M. Charasse voudrait prendre à Thomson et à la Sept l'argent promis à A 2

Comment financer les 500 millions de francs promis pour 1991 par le premier ministre pour sauver Antenne 2-FR 3 (le Monde du 5 avril)? Laissée sans réponse par M. Michel Rocard, cette question donne lieu depuis quelques jours à de discrètes passes d'armes gouvernementales. Le ministre du budget, tenu à l'écart lors de l'arbitrage de Matignon, se rappelle aujourd'hui au bon souvenir de ses collègues au nom des grands équilibres budgétaires. Pour vêtir Pierre, il... déshabille Paul, suscitant inquiétudes ou récriminations, y compris au ministère de la communication, pourtant considéré comme le grand vainqueur de la décision de M. Rocard.

Les 500 millions de francs promis Antenne 2-FR 3 seront en effet intégralement financés par redé-ploiement. Pour renflouer les deux chaines publiques, on va ponctionner les budgets d'autres chaînes publiques et du champion de la télé-vision haute définition : 350 millions seront prélevés hors audiovisuel et la société nationalisée Thomson en fcra, pour l'essentiel les frais. Sa dotation en capital de 2 milliards de francs sera abaissée : 1.8 milliard, Toutefois, pour ne pas pénaliser le groupe nationalisé, les ministères de l'économie et du budget étudient une solution de remplacement : l'entrée du Crédit lyonnais - banque nationalisée - dans son capital, aux côtés de l'Etat et de France-Télécom.

Quant aux écone dans les ressources de l'audiovisuel public, elles donnent lieu à de nouvelles discussions. « En mars. nous croyions en avoir sini, dit un responsable, lorsque le gouvernement avait rendu ses arbitrages sur le premier train d'économies demandées par Michel Charasse pour participer l'effort de guerre français dans le Golfe. Le premier ministre avait annoncé le prélèvement de 150 millions de francs sur la tresorerie de Radio-France internationale. Ce sont en fait réellement 225 millions qui avaient été discrètement porctionnés mais au moins les autres sociétés de l'audiovisuel public avaient été épar gnées. Aujourd'hui, après la « victoire » du président d'Antenne 2-FR , tout est à réfaire.»

Des 150 millions de francs à trouver, 80 proviendront d'un miraculeux excédent du produit de la rede vance réalisé l'an dernier. Plus douloureux sera le prélèvement de 45 millions de francs dans la tréso-rerie de la SEPT. La chaîne culturelle redoute désormais de se trouver dans une position d'infériorité devant ses partenaires allemands désormais beaucoup plus riches qu'elle. Enfin, 25 millions de francs d'économies n'ont pas encore été trouvés. La SEPT encore, les régies publicitaires d'Antenne 2-FR 3, dont les trésoreries sont elles aussi floris santes, ou bien encore le compte de soutien aux industries de l'audiovisuel pourraient figurer parmi les nouvelles victimes... L'empoignade risque d'être sévère.

QUES, ECONOMIES EL STRATEGIES DES MEDIAS

Sommaire du n° 22

AVRIL-MAI-JUIN 1991 DOSSIER: JUSTICE ET MÉDIAS

Claude GRELLIER

Juges et journalistes

Daniel SOULEZ LARIVIÈRE

Faiblesse du pouvoir judiciaire et médias

Claude FURET

Les « blessés » de la presse réclament justice

Jean-Claude SERGEANT

La presse britannique à la recherche d'une déontologie

Frédéric NGUYEN / Pierre JACQUIN L'information victime des rapports entre justice et médias

La confidentialité de sources

Pierre MUSSO / Guy PINEAU

Italie : le gouvernement des juges dans l'a-règlementation

L'impossible procès du groupe Hersant

Justice européenne et réglementation des médias

Et les rubriques régulières : Analyses, Repères, Baromètre, Bibliothèque

En vente dans les libraines et directement au (1) 47.23.61.88

ζ.

François de COUSTIN

CARNET DU Monde

Naissances

ont le plaisir de faire part de la naix sance de

Mathilde.

le 29 mars 1991, à Paris. 103, quai de la Glacière, 75013 Paris.

<u>Mariages</u> - Corinne C. CHAIX, Denis B. SCHLUMBERGER,

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a en lieu à New-York, le 5 avril 1991. M. et M. Jean MEDURIO, M. Marie-Rose MiCHEL,

sont heureux d'annoncer le mariage de

Jean-Pascal

et Josy.

5, place des Tilieuis, 26200 Montélimar.

Décès L'Association des anciens médecins de santé navale et d'outre-mer, a le regret de faire part du décès du

> nédecia colonel (CR) Pierre AUDHUY et de son épouse, née Jeanne BERMES.

- Thierry Cardot, Gonzague et Marie-Ange Desforges, Aurore, Cédric, Diane et Gwénaelle

Desforges, ses petits-enfants, Janine de Longchamp. ont la douleur de faire part du décès subit de

M= Georges CARDOT, néc Denise Martin,

survenu à son domicile le 29 mars

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont eu lieu dans l'intimité fami-

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, avenue Montaigne, 75008 Paris. 8, rue du Lunain,

Elle est retrouvée

choisi de nous quitter le 2 avril 1991. Jean-Renaud et Gauthier Le Milon, Micheline Bochet-Le Milon. Et tous œux qui l'aimaient sont dans

Eue est retrouvee. Quoi ? L'Eternité. C'est la mer allée Avec le soleil. Le monde a soif d'amour. Tu viendras l'apalser. Anthur Rimbaud.

61, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly, 6, rue des Coutures-Saint-Gervais, 75003 Paris.

- M= Louis Joxe, Claude et Ivan Nabokoff, Alain et Cecilia Joxe, Pierre et Valérie Joxe. Denis Joxe et Celine Braillon

ses entants,
Sandra Joxe et Christian Labrande,
Alexis Nabokoff, Catherine Nabokoff,
Marianne Joxe, Marie-Cécile Joxe,
Nicolas Joxe, Julien Joxe, Benoît Joxe,
Bandire Jose ses petits-enfants, Héloïse Labrande et Mélisande

Les familles Joxe, Robichon et

ont la douleur de faire part du décès de

Louis JOXE, ambassadeur de France, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'honneur médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 6 avril 1991

Les obsèques auront lieu le mardi 9 avril 1991, à 9 h 30, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris-le, et seront suivies de l'inhumation au cime-tière de Jouy-en-Josas (Yvelines).

39, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

- Les membres de la Fondation et du jury du prix Pierre-Lafue, Le couseil d'administration dans son

Les trappistes de l'abbaye Notre-Dame-des-Neiges, font part avec une profonde tristesse de

Louis JOXE, de l'institut, bassadeur de France, ident de la France, résident de la Fondati

president de la Fondation et du jury du prix Pierre-Lafue. 75015 Paris.

21, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

 Volande Pierre Lafue. unic à la mémoire de l'abbé Albert Malmanche T, fait part avec une grande douleur de la disparition de

> Louis JOXE, de l'Institut, ambassadeur de France,

21, rue du Cherche-Midi. 75006 Paris.

 L'Association française d'action artistique (AFAA), a la profonde tristesse de faire part du décès de son président

Louis JOXE. ambassadeur de France, membre de l'Institut, grand officier de la Légion d'ho

survenu à Paris, le 6 avril 1991. Les obsèques auront lieu le mardi 9 avril 1991, à 9 h 30, en l'église Saint-

Germain-l'Auxerrois, Paris-10, et seront suivies de l'inhumation au cimetière de Jouy-en-Josas (Yvelines).

(Lire page 9.) - Les familles Barbier, Junod, Laut, Louzier.

es neveux, nièces

Et amis proches,
ont le chagrin de faire part du décès de

M= Berthe JUNOD,

urvenu le 2 avril 1991, dans sa quatre-

38, rue du Cardinal-Lemois 75005 Paris. M. Junod, 3, avenue Calas, 1206 Genève (Suisse).

M= Michèle Monteil, sa fille, M= Ariane Monteil, Et keur familie ont le douleur de faire part du décès de

M. René MONTEIL,

survenu le lundi le avril 1991, en son domicile, dans sa quatre-vingt-troi-

La cérémonie religieuse, célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, Paris-15, et l'inhumation au cimetière « socien » de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), ont eu lieu le jeudi 4 avril

5, rue Henri-Duchène, 75015 Paris.

 M~ Tebani√anine Sylvain. Ses enfants Et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Adolphe SYLVAIN,

dans sa soixante et onzième année, le 22 mars 1991, à Tahiti.

BP 349, Papeete, Tahiti, ... Polynésie française.

Mr. Lucie Padaly. M≈ Françoise Padoly, MM. Georges et Gabriel Padoly, na- penedicte et Geneviève Padoly, ses petits-enfants, out la douleur de faire part du rappel à Dieu de es enfants, Ms= Bénédicte et Geneviève Padoly,

M= veuve Alexandre PADOLY, née Reinette Eveling-Monnerville,

survenu le 4 avril 1991, dans sa quatre-

La cérémonie religieuse a été célé-brée le lundi 8 avril, à 14 h 30, en l'église Saint-Lubin, à Rambouillet.

caveau familial au cimetière de Ville-momble. L'inhumation a eu lieu dans le

Sous-préfecture de Rambouillet. - Pierre et Michèle Soubie, Marie, Marion, Patricia et Christian Frédéric,

leurs filles, gendre et petits-fils, Raymond, Marie-Suzanne Sou et leur fille Catherine, André et Madge Costedoat, Les familles Soubie, Costedoat e

ont la tristesse de faire part du décès de

M= Yvonue SOUBIE, née Costedoat, conservateur honoraire des bibliothèques, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques

L'inbumation a cu lieu dans l'intimité familiale, à Sault-de-Navailles (Pyrénées-Atlantiques).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Avis de messe

- Une messe sere célébrée le mer-credi 17 avril 1991, à 18 b 30, en Ampère, Paris-17, à l'intention de

Suzanne MASSON,

décédée le 20 mars

De la part de Ses enfants, Sa famille, Et des conseils d'administration du Mouvement pour les villages d'enfants, et de la Fondation Salve.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le mercredi 10 avril 1991, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 33, avenue Marceau, Paris-16-, à la mémoire de

Mathias POLAKOVITS, dit Pani Mathias,

décédé le 9 avril 1987.

<u>Anniversaires</u> - Pour le douzième anniversaire de

docteur Paul DUCAS,

que ceux qui l'ont aimé peusent à lui. - En ce quinzième anniversaire du

Joseph-Jean MORER, commandeur de la Legion d'ho

une pensée toute particulière est demandée de la part de Me Morer, à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et restent fidéles à son souvenir.

Communications diverses

Bernard Levy, directeur régional de W. Finance (groupe Worms) et Michel Mathies, chargé des relations extérieures de la Banque Nuger, ont exterioures de la osciété, à Cler-mont-Perrand, le premier cabinet indé-pendant de conseil en gestion de patri-moine de la région Auvergne.

Société des Etudes rem Lundi 15 avril, à 17 h 15, saile VI du Collège de France, conférence de Mar Roselyne Rey, chargée de recherche au CNRS, sur « Renan et l'idée d'évolution ».

> Nomination - Bernard HERBOLD,

ecteur de l'agence du per de la BNP. de la BNP, de la BNP. membre du conseil de surveillance des plans d'entreprise de la BNP,

médaille grand or du travail, est appelé aux fonctions de cons du directoire d'Envergure Finance à compter du 2 avril 1991.

51, roe Cardinet, TEL: 40-54-78-78.

<u>Soutenances de thèses</u>

- Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le mercredi 10 avril. à 14 houres, salle des Actes, centre admi-nistratif, Mahmoud Meftah : « Les élites et les idéologies politiques en Tunisie. De la lutte anticoloniale à la

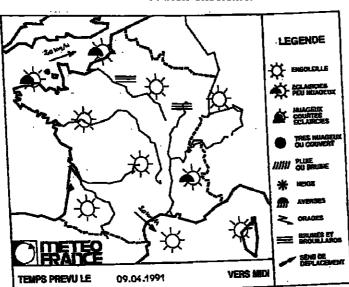
.

TON THE

PIERRE GEORGES

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 9 avril 1991 Brumeux et bien ensoleillé.



Art regardence

B 1400

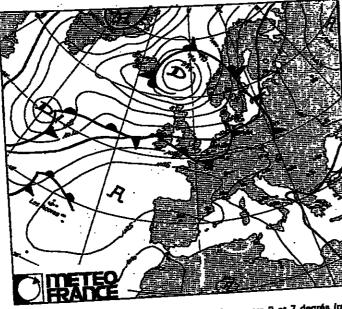
entition of the the

tels SAS

Su Divisit Afr

خلا ازم عبور

SITUATION LE 8 AVRIL 1991 A 0 HEURE TU



Avec la persistance de conditions Avec la persistance de conditions anticycloniques sur la France, le temps restara généralement assez blen enso-leilé sur la majeure partie du pays, avec des températures atteignant souvent les 20 degrés l'après-midi.

Mercradi : beau temps. — Le soleil l'emportere largement sur les quelques petits nuages présents ici ou là.



Valeurs extrêmes relevées entre
Valeurs extrêmes relevées entre
2.04 1991 à 18 heures TU et le 8-04-1991 à 6 heures TU

A	FF JACCIO HARRITZ SORDEAU SOURGES BREST	ANCE	6 B 7 D 3 C 4 C	POULOUSE TOURS PORTEAPITI ÉTR ALGER AMSTERDA	E 30 ANGER 20	6 D 6 C 29 A 2 D 8 D	LUXEMBOTE MADRID MARRAKECH MEXICO MILAN MONTERAL MOSCOU KAIROBI		8 D 4 N 12 B 5 D 6 D 4 C	
	CHERROIL CLEUKNT DLION GRENORL LIDLE LIDLE LIDLE LIDLE NANCY PARES M PAI PERPEX RENES ST-ETED	FEE 14 B 17 13 11 15 18 19 18	11 D 8 B 8 B 10 N 11 D 11 C	BANGEOK BARCELON BELGRADE BEELIN BRUXELE COPENHAG DAKAR HONGKON LEGALE LE CAIRE LESBONNI LONDRESS LOS ANGELOS	E 18 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15	26 CD C C N P D C C N P D D D D D D D D D D D D D D D D D D	OSLO PALMA DE MI PÉCIN BRO DE JANE ROME SINGAPOUE STOCKROL SYDNEY TURIS VARSOVIE	30 7 11 13 180 - 28 19 1 - 33 4 - 13 - 23 - 16 - 19 - 15 - 18	17 D 3 P D 19 D 19 N 26 N 18 C P 18 C P 10 C N 10 C	
١	STRASB	B B	C ciel	D citel degrape	N ciel nuoseux	Onge	Poluic	T tempēto	neige	3
	3verse	pimine	COMPER	degage			Ja Erance	: heure	e léga	ş

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. ment établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

Le deuil blanc

S ADDAM HUSSEIN avait, en son salon-bunker, ce regard veguement sombre dont on ne sait s'il trahit une dépression personnelle ou annonce una répression générale. Et sur ces images figées de l'aréopage irakien en son garde-à-vous perpétuel, le en son garde-a-vous parpetes, o commentateur a annoncé la grande nouvalle : beau-papa venait de déci-der de confier le portefeuille de la défense à M. son gendre.

Pour qui entend faire du pouvoir une affaire de famille la solution évidemment présente quelques avantages. Le moindre n'étant pas de limiter les risques d'ingérence dans le partage du gâteau et l'exercice résolu de la terreur.

D'ingérence, concept diplomati-

TF 1

que pour qualifier l'assistance à paix médecine? Il faut ne pas dés-Kurdes en danger, il fut beaucoup question, ce week-end. Fallait-il s'immiscer, ainsi, contre toutes les règles de l'ordre international dans le désordre national irakien? Danielle Mitterrand est venue sur la 5, vendredi soir, affirmer que oui,

que c'était un devoir, que nul ne concevrait de laisser, ainsi, un voisin martyriser ses enfants sans réagir. Les visages kurdes, journal après journal, n'ont pas dit autre chose, cette fuite éperdue de la vie dans le froid, la neige et la feim. Et les Nations unies ont fini par admettre, au prix d'une bonne résolution, la nécessité de rompre ce deuil blanc.

Après la guerre chirurgicale, la

espérer en tout cas de voir sur CNN, et en direct, sinon cela n'est pas de jeu, les 8-52 bombarder la montagne kurde de montagnes de

Car l'Histoire est là, déjà comptable aux alliés du prix de leur victoire. L'histoire est toujours là, même sur les écrans, à attendre son heure. Samedi ce fut celle de Louis Joxé, père d'un vainqueur et d'une paix. La mort de cet homme, si unanimement présenté comme un grand commis de l'Etat, fut l'occasion de voir ou de revoir Evian, cette paix à l'arraché sur nos passions de l'époque. Est-ce possible? Les images de télévision sont apparues jaunies, comme du vulgaire papier journal.

Cette accélération du temps, Canal + en portait témoignage samedi, en sa nuit rose. Rose comma X, ou comme cochonne, puisque voilà le téléspectateur disposant de la pornographie sur l'évier, comme nos grands-parents recurent l'eau et leurs parents l'électricité. Un seul mot : le raportage sur ce tournage in vivo d'un film porno fut un monument. Non pas pour ce que les acteurs y dirent ou y firent sans préservatif, dans la routine du cinéma d'abattage, mais pour cet avertissement écrit par le réalisateur : « Il s'agissait ici de cinéma, mais dans la vie préservezvous.» Voità que les films X versent dans l'incitation à la sagesse.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :

> signalé dans « le Monde radio-télévision » : a Film à éviter : » On peut voir ; » Ne pas manquer ; » » Chef-d'œuvre ou classique.

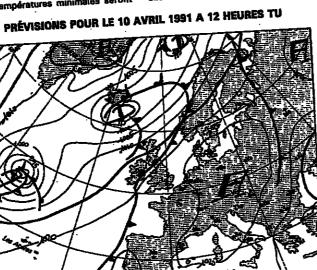
Lundi 8 avril

20.45 Téléfilm: Vous êtes folie Imogène.
De Paul Vecchisti.
22.20 Magazine: Santé à la Une.
Maigrir à plein régime. Avec le Pr Bernard
Guy-Grand, nutritionniste à l'Hôral-Dieu; le
Dr France Aubry, nutritionniste à la Pitié
Salpétrière; le Dr Paule Nathan, nutritionniste à l'hôpital Nord 92; Annie Martineau,
psychologue à l'hôpital Bichat (thérapie du
comportement alimentaire); le Dr André
Dalos-Bourguignon, mésothérapeute.
23.50 Magazine: Va y avoir du sport. 23.50 Magazine : Va y avoir du sport. 0.50 Journal, Météo et Bourse. 1.15 Documentaire : Hommage à André Voisin. 2.15 TF1 Nuit. 7 sur 7. 20.45 Soirée spéciale:
La Nuit des Molières.
Cette soirée, présidée par Vittorio Gassman, sara retransmise en direct du Thétre des Champs-Elysées. Prix et hommages aux comédiens, aux metteurs en scène, aux spectacles comiques, aux décors...

comprises entre 2 et 7 degrés (rares gelées matinales), atteignant localement 8 à 9 degrés sur la côte méditerra-

Les températures maximales seront comprises entre 16 et 21 degrés sur le moltié nord, entre 18 et 22 sur le quart sud-est, entre 21 et 25 sur le quart sud-

Les températures minimales seront



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale

22.45 L'Orestie. Pièce d'Eschyle, recréée et filmée par Ber-pièce d'Eschyle, recréée et filmée par Ber-nard Sobel, avec Nada Strancar, André Marcon, André Wilms. 0.30 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cînéma : Shocker. = Film américain de Wes Craven (1989). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : La Campagne de Cicéron. ■■ La Campagne de Cicéron. ■■ Film français de Jacques Davila (1989).

0.10 Cinéma :

Jours et nuits d'Eva Blue.

Film français, classé X, de Francis Lero
(1978).

20.50 Téléfilm : Le Retour de Kung Fu. 22.30 Cinéma : L'Arnour violé. EE Film français de Yannick Bellon (1978). 0.25 Journal de la nuit. 0.33 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

20.35 Cinéma :
Les Trois Mousquetaires.
Film américain de Richard Lester (1973).

22.25 Série : Hongielong Connection. 23.15 Série : Le Prisonnier.

0.05 Documentaire :

Bonjour chez vous. 0.30 Six minutes d'informations. 0.35 Magazine : Dazibao.

0.40 Magazine : Jazz 6. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.00 Une leçon particulière de musique avec Kenneth Gilbert. 21.00 Cinéma : Buisson ardent.

Film français de Laurent Pertin (1987). 22.25 Court métrage : SWB. De Gérard Pirès. 22.50 Court métrage : Livraison à domicile.

23.00 Documentaire : Réflexions faites.
Carlo Ginzburg, de Robert Maggiori et Philippe Collin.

FRANCE-CULTURE

20.30 L'Histoire en direct. Coluche : Histoire d'un mec.

21.30 Dramatique. L'ombre bleue, de Sylvain Corthey.

22.40 La radio dans les yeux. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Strasbourg) : Till Concert (en direct de Strasbourg): Til Eulenspiegel, poème symphonique op. 28, Fruhling, September, Beim Schlafengehen, Im Abendrot, Symphonie domestique, de R. Strauss, par l'Orchestre phiharmonique de Strasbourg, dir. Theodor Guschlbauer; sol.: Grace Bumbry, soprano.

23.07 Poussières d'étoiles.

Mardi 9 avril

16.15 Cînéma: 19.50 Divertissement : Le Bébète Show. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet. la septième compagnie? ☐ Film français de Robert Lamoureux (1973). Avec Jean Lefebvre, Pierre Mondy, Aldo

22.15 Cinéma :

0.00 Cinéma:

L'Emissaire. D Film américain de Jan Scholtz (1988).

<u>la 5</u> 16.25 Youpil L'école est finie.

rediff.).

17.05 Magazine: Giga.
De Jean-François Bouquet. La Fête à la maison: Quoi de neuf, docteur?; Reportages.

18.10 Jeu: Des chiffres et des lettres.
Animé par Laurent Cabrol.

18.30 Série: Alf (rediff.).

19.05 Série: Mac Gyver (rediff.).

20.00 Journal et Météo.
20.45 Cinéma: L'espion qui m'aimait. ■ 20.45 Cinéma : L'espion qui m'aimait. E Film britannique de Lewis Gilbert (1977). chroniqueur mondain. 20.00 Journal et Météo.

23.00 Magazine:
Cinéma, cinémas 2°.
D'Anne Andreu, Michel Boujut et Claude
Ventura. Kira Muratova; Oliver Stone; Alain

le lion des Pyrénées (dernier épisode

Qu'avez-vous fait de vos vingt ans? De Christine Ockrent, Françoise Sagan (rediff.).

Les Mystères de Paris. □ Film français d'André Hunebelle (1962).

0.10 Journal et Météo.

22.25 Journal et Météo.

16.25 Club Dorothée.

18.50 Feuilleton : Santa

17.30 Série : Chips (rediff.). 18.20 Jeu : Une famille en or.

19.20 Jeu : La Roue de la fortune.

20.50 Cinéma : Mais où est donc passée

22.25 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechevanne.

0.20 Journal, Météc et Bourse.

16.10 Feuilleton : Gaston Phébus,

FR 3

Bashung. 0.05 Journal et Météo. U.Ub Journal et Wietso.

0.25 Musique: Jazz à Antibes.
John Mac Laughlin (1). Blue in green, Belo Horizonte, Are you the one?, par John Mac Laughlin, guitare, Kai Eckhard, basse, Trilok

FR 3

16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

17.30 Amuse 3.
18.10 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journel de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.

20.30 INC.
20.35 Téléfilm : Un médecin des Lumières.
De René Allio (2- partie).
22.10 Journal et Météo.
22.30 Télévision régionale. 20.30 INC.

23.30 Variétés : Eurotop.

0.20 Magazine : Espace francophone. 0.50 Musique : Carnet de notes. CANAL PLUS

La Merveilleuse Anglaise. Film britannique de Ken Annakin (1962). 18.00 Canaille peluche.
Marianne première.

18.50 Top 50. Présenté par Marc Toesca.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Milou en Mai. *** Firm français de Louis Malle (1989).
22.10 Firm français de Louis Malle (1989).

J'ai épousé une extraterrestre. D Film américain de Richard Benjamin (1988). Avec Dan Aykroyd, Kim Basinger (v.o.).

17.45 Série : Star Trek. 18.40 Série : Allô Nelly Bobo.

19.05 Jeu : La Ligne de chance. 19.40 Série : Les Aventures de Léon Duras,

20.40 Journal des courses. 20.50 Cinéma :

La Bataille de Midway.
La Bataille de Midway.
Film américain de Jeck Smight (1975).

23.10 Magazine : Ciné Cinq.

23.25 Cinéma :

23.25 Cinema:
Onza jours, onze nuits. D
Film italien de Joe d'Amato (1987).
1.00 Journal de la nuit.
1.10 Dernain se décide aujourd'hui.
1.15 Le Club du Télé-achat.

16.40 Série : Drôles de dames. 17.30 Jeu : Hit hit hit hourra! 17.35 Jeu : Zygomusic. 18.05 Série : Tonnerre mécanique. 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.

19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm: Toby dans le Grand Nord. De Jean-Claude Lord.

22.15 Téléfilm : L'Héritière oubliée. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Magazine : Dazibao.

0.10 Musique : Boulevard rock'and hard. La SEPT

Chroniques de France. Mozent en Gascogne. De Jean-Claude Brin-

17.30 Danse : Le Corsaire. Chorégraphie de Marius Petipa. 19.00 Documentaire : Martial Solal. 19.25 Documentaire : Chapeleiros.

D'Adrian Cooper. 19.55 Chronique : Le Dessous des cartes. 20.00 Documentaire : Les Fontainiers de Madrid.

D'Olivier Hom. 21.00 Magazine : Mégamix.

De Martin Meissonnier. 22.00 Magazine : Dynamo.

22.20 Documentaire : Par amour. De Solveig Anspach. 22.30 Téléfilm : L'Arbre mort.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Quoi de neuf sous le soleil? 21.30 Sur les traces de l'Ozerlag, un îlot de l'archipel du goulag.

22.40 Les nuits magnétiques. Le regard des aveugles (1). 0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda, Michel Portal. FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 1- mars à l'Opéra de Concert (donné le 1- mars à l'Opéra de Montpellier): Capriccio (Clair de lune, scène finale), de R. Strauss: Le sacret de Suzanne, de Wolf-Ferrari, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. : Uwa Mund.

23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENDYAN EVEC ANNICK COJEAN et la colleboration du « Monde ».

Sizun et à Compiègne-nord) mais aussi un

recul supérieur à deux points à Houdan (Yve-

En revanche, les écologistes, qui n'étalent

pas présents lors des consultations précé-

dentes, réalisent des scores non négligea-

bles. Ainsi à Compiègne-nord, avec 18,49 %

des voix, ils talonnent le socialiste; à Trem-

blay-en-France, ils dépassent la barre des

8 %, et franchissent les 6 % à Beaufort-en-

lise 72,25 % des 70ix.

669 suffrages exprimes.

pord (1stour) .

Mitterrand à la dernière élection prési-

destielle (plus de 55 % le 8 mai 1988).

Maire du ches-lieu depuis 1959,

février dernier, avait été réélu au pre-

mier tour des cantonales de septembre 1988 par 2 984 voix (63,91 %) contre 1 474 (31,56 %) à M. Patrice Rondenu,

PS et 211 (4.51 %) à M. Gérard Pichon, PC, sur 10 300 inscrits, 4 824 votants (soit 53,16 % d'abstention) et 4

OISE : canton de Compiègue-

inscr., 16 481; vot., 7 981; abst.,

51,57 %; suffr. expr., 7 719. MM. Philippe Marini, m. de Com-

piègne, CNI, 3 685 voix (47.73 %);

Bernard Hellai, cons. mun. de Compiègne, PS, 1 520 (19,69 %);

Jean-Claude Lefebvre, Verts, 1 428 (18,49 %); Alain Peltier, FN, 597

(7,73 %); Jacques Desmoulins, PC,

(Décédé le 30 janvier dernier, Pierre

Desbordes (RPR), adjoint au maire de Complègne, conseiller général depuis 1978, avait été réélu au premier tour

des cantonales de 1988 par 4 394 voix (58,95 %) contre 1 854 (24,87 %) à M. Bernard Hellal, PS, 646 (3,66 %) à

M. Jacques Desmoulis, PC et 559 (7,50 %) à M. Denis Greboval, FN, sur 16 645 inscrits, 7 632 votants (soit

54,14 % d'abstention) et 7 453 suf-

L'augmentation de la participation

par rapport un scrutin de 1988 a essen-tiellement profité au candidat des

Verts. Ce dernier entame le capital des

antres formations : aiasi la droite perd

11.22 points de pourcentage et 709 suf-frages, le PS et le PC régressent res-pectivement de 5,18 points (- 334 volx) et de 2,33 points (- 157 voix). Seul le FN euregistre une légère pro-gression : + 38 voix et + 0,23 point)

YVELINES : canton de Houdan

Inser., 13 912; vot., 7 119; abst.,

48,82 %; suffr. expr., 6 957.

MM. Henri Cucq, député, RPR, 3
106 voix (44,64 %); Jacques Perrier, div. d., 1 487 (21,37 %);
Pierre Pezet, FN, 847 (12,17 %);
Bruno Pinel, PS, 757 (10, 98 %);

Georges Bodu, écol., 439 (6,31 %); M™ Liliane Senevat, PC, 321

[Le PS, le PN et le PC font moins blen qu'en 1985 : le Parti socialiste perd près de neuf points de pourcen-

tage, le Front national plus de deux, et le Parti communiste presque un et

Démissionnaire pour raison de

santé, Louis Vassout, div. d., avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985 par 4 904 voix (58.57 %)

oet mars 1985 par 4 904 voix (26.37 %) contre i 635 (19.52 %) à M. Bertinad, PS, 1 196 (14.28 %) à M. Lantz, FN, 510 (6,09 %) à M. Peiffer, PC et 127 (1,51 %) à M. Maignaa, div. d.. Il y avait en 8 372 suffrages exprincés et 8 626 votants (soit 33,24 % d'abstention) sur 12 922 inscrits.]

Cest vous qui ovez raison,
EXIGEZ "LA MODE

ET L'ARGENT

DE LA MODE"

La Mode vous séduit, alors que

les prix de la Mode vous horripilent.

Voyages, livres, sports, sorties,

sollicitent assez votre "budget-plaisits"

► Mais vous adorez la Made, et la

seule formule qui vous convienne,

c'est... Beaucoup de Mode

pour peu d'urgent.

Alors, avez-vous pensé aux Tissus

Rodin? Là, les prix n'ont plus rien

à voir. La mode qui loisse votre

budget intoct ou presque...

A partir de 30 F le mètre.

(4,61 %). Il y a ballottage.

(1e tour).

489 (6,33 %). Il y a ballottage.

Vallée et à Houdan.

Les élections partielles

La gauche régresse

quatre cantonales) étaient organisés, dimanche 7 avril. La participation est en augmentation dans trois cantons (Sizun dans le Finistère, Beaufort-en-Vallée dans le Maine-et-Loire et Compiègne-nord dans l'Oisel. Elle diminue à Tremblay-en-France et dans le canton de Houdan (Yvelines). Le Parti communiste, même s'il conserve la municipalité de Tremblay-en-France (un contestataire de la direction communiste remplaçant un autre contestataire), régresse

Cinq premiers tours (une municipale et dans toutes ces consultations, confirmant ainsi son affaiblissement. La situation pour la gauche non communiste n'est guère plus encourageante. Elle recule tant dans le Maine-et-Loire que dans l'Oise et les Yvelines, la seule exception se trouvant dans le Finistère avec un gain de moins de deux

> Le Front national connaît au mieux de légers gains (un peu plus d'un point à Tremblay-en-France mais moins de un point à

RPR); liste du Front national conduite par M. Yves Raketitch.

cons. mun. sort., 1 541 voix (15,38 %), 3 sièges (3 FN); liste des Veris, conduite par M. Mau-

rice Le Calvez, 861 voix (8,59 %),

La liste d'union de la gauche conduite par le député « refondateur » communiste, M. François Asensi, l'a emporté, avec près de 58 % des suffrages exprimés, au premier tour de l'élection manicipale partiells provoquée par la démission, le 7 mars, du maire communiste de Tremblay-en-France depuis vingt-six ans, M. Georges Prodhomme, conseiller général, et de neuf de ses trente-quatre conseillers municipaux. Contestataire au sein du PCF. M. Prudhomme son-

conseillers municipaux. Contestataire au sein du PCF, M. Prudhomme son-haitait qu'un autre contestataire lui succède. M. Aseasi était conseiller municipal de Villepiate. Opposée à cette élection partielle, la fédération communiste de Seine-Saint-Denis, qui avait été placée « devant le fait accompil », a, malgré tout, apporté son soutien à la liste unitaire de la gauche.

Avec un taux de participation sensi-

En 1989, les résultats du premier

tour avaient été les saivants : lascr., 17 632 ; vot., 10 675 ; abst., 39,45 % ; suffr, expr., 10 459 ; liste d'union de la

suffi, expr., 10 459; liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Georges Prud homme, PC, 6 474 voix (51,89 %), 30 sièges (19 PC, 10 PS et 1 div. g.); liste du FN conduite par M. Jean-Jacques Fauchtein, 1 477 (14,12 %), 2 sièges (2 FN); liste d'union de la droîte conduite par M. Pierre Coelembier, UDF, 1 442 (13,78 %), 2 sièges (1 UDF-CDS et 1 RPR); liste divers droîte conduite par M. Daniel Loppia, 1 066 (10,19 %), 1 siège (1 div. d.).

i siège (1 Verts).

... et quatre cantonales

conseiller général depuis 1965, Roger Serreau, UDF-CDS, décédé le 13 FINISTÈRE : canton de Sizua

(1º tour). Inscr., 3 071; vot., 2 404; abst. inscr., 3 U71; vot., 2 404; abst., 21,71 %; suffr. expr., 2 314. MM. Jean-Pierre Breton, m. de Sizun, div. d., 1 198 voix (51,77 %), ELU; Henri Thérin, m. de Locmélar, div. g., 1 030 (44,51 %); M™ Yvonne Prigent, PC, 57 (2,46 %); M. René Corler, FN, 29 (1,25 %).

(Le maire du chef-lien, M. Jean-[Le maire du chef-lieu, M. Jean-Pierre Breton, âgé de quarante-neuf ans, agriculteur, succède à Jean Le Saint, div. d., auclea maire de Com-mana, décédé en février dernier. M. Henri Théria, âgé de quarante-qua-tre ans, euseignant, n'a pu récupérer le siège que M. François Pouliquea, PS, avait perdu au premier tour des cauto-nales de septembre 1988 au profit de Jean Le Saint.

vants : inser., 3 198; vot., 2 341; abst., 26.79 %: suffr. exor., 2 310: Joan La 26,79 %; saffr. expr., 2 310; Jean Le Saint, 1 208 voix (52,29 %); François Pouliquen, PS, 985 (42,64 %); Jean-Loois Prigent, PC, 107 (4,63 %); Renè Corler, FN, 10 (0,43 %).

biement identique à celui de mars 1929 (58,12 % contre 60,54 %). M. Asensi réalise un score à peine inférieur à celui obtenu par le maire sortant. Sa liste devance largement celle de l'opposition parlementaire qui améliore de plus de quatre points son résultat précédent, en raison de l'absence d'une liste divers droite. La liste du Front national rétrograde à la troisième place malgré un gain d'un peu plus d'un point et les Verts, absents en 1989, font que percée en recueillant près de neuf cents voix. MAINE-ET-LOIRE : cauton de Beaufort-en-Vallée (1" tour). Inser., 10 459; vot., 6 045; abst.

inscr., 10 459; vot., 6 045; abst., 42,20 %; suffr. expr., 5 872. MM. Jean-Charles Taugourdeau, m. de Beaufort-en-Vallée, sout. RPR, 2 379 voix (40,51 %); Gérard Nicolas, sout. UDF, 1 359 (23,14 %); Paul Davie, div. g., 944 (16,07 %); Alain Pasquier, div. d., 505 (8,60 %); M. Annick Roux, 4col. 353 (601 %); M. Serce 505 (8,80 %); MA Annie Roux, ecol., 353 (6,01 %); MM. Serge Sauvage, PC, 220 (3,74 %); Jean-Marius Audras, FN, 112 (1,90 %). Il y a ballottage.

ILa gauche non communiste perd 15,5 points de pourcentage et 530 voix dans un canton traditionnellement de centre gauche qui a la particularité d'être le canton rural du département à avoir le plus voté pour M. François

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

C'est beau, la politique!

OI, je suis baba i ils ont bien travaillé pendant le week-end, les socialos. Ils se sont vraiment arrachés pour améliorer leur image, elle bavait un peu sur les bords, aux yeux d'une opinion bëtement goguenarde. C'était d'une tenue, d'une formidable hauteur de vue, cette convention de Cachan. La classe i ils n'allaient quand même pas passer leur temps à blablater sur le nouvel ordre international, l'exode, le martyre des deux millions de Kurdes crevant de froid et de faim aux frontières de l'Irak et sur le droit à l'ingérence l Quel

lls s'en tamponnent, les Français. Non, ce qui les passionne, c'est de la connaître enfin la date du prochain congrès du PS. Fallait les voir accrochés à leurs transistors, le nez collé sur les écrans de télé, pendus au téléphone : Où ca en est ? J'ai raté le dernier flash de France Info à cause des hurlements de mon abruti de gamin, qui s'est fourré les doigts dans la prise électrique. Alors, c'est pour décembre ou pour juin?

Question capitale. Rapport aux élections cantonales de mars. L'important, c'est de les perdre si on veut gagner la présidentielle. Vous me suivez? Non? Attendez que je vous explique : trois mois avant cette sanglante défaite, Mauroy a une chance de garder son fauteuil de premier secrétaire. Trois mois après, Fafa le lui pique, les doigts dans le nez. A moins que le Rocky soit viré entre-temps par mon Mimi et fasse alliance avec Jospin pour sauver la mise à Mauroy, qui lui renverra ensuite l'ascenseur de l'Elysée. Pigé?

C'est beau, c'est grand, la politique i On pourra pas les accuser de négliger les intérets supérieurs du pays, nos princes. Ils étaient tellement absorbés par ce passionnant débat d'idées qu'ils ont commis une légère étourderie, en laissant hier soir un petit juge d'instruction perquisitionner dans les locaux d'Urbatechnic, rue Rochechouart, et mettre sous scellés cinq caisses de dossiers compromettants. La substitut du procureur est arrivé les coudes au corps, hors d'haleine : Eh là, stop i Je vous dessaisis. Ouf i La justice l'a échappé belle.

Attentats en Corse. - Un atten-«R» (utilisée par le mouvement nationaliste clandestin « Resistenza ») a gravement endommagé, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 avril, les six villas d'un complexe touristique, à Pianotoli-Caldarello, près de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Six hommes armés et cagoulés ont neutralisé, en les ligotant, les personnes présentes dans une pizzeria proche du lotissement - dont le propriétaire du restaurant M. Jean-Charles Maniccia, qui est aussi gérant du complexe touristique - avant de placer des charges qui ont explosé deux heures plus tard. Dans la nuit de jeudi à vendredi, un autre attentat signé par l'organisation «A droga basta» (la drogue, ça suffit), proche de la mouvance nationa-liste, a endommagé un bar à Ajac-

d La Réunion : M. Sudre d'accord pour une quatrième chaine locale de télévision. - M. Camille Sudre, président-directeur général de Télé-Free-DOM, la chaîne pirate de télévision dont la saisie des émetteurs avait été à l'origine des émeutes survenues dans l'île de la Réunion, s'est déclaré d'accord, dimanche 7 avril, sur la Cinq, pour participer à la création d'une quatrième chaîne locale, à condition

que celle-ci « continue dans l'esprit de Free-DOM, qu'elle soit au service du public, des Réunionnais, et qu'elle soit populaire et gratuité.

17.

Jan 1999

≓.

. .

Zims.

9200

100 mg

2 🕶

item.

3 B 2 1

æ ..

...

1 4 6

in single

I M. Millon pour des candidatures uniques RPR-UDF. -M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a souhaité, dimanche 7 avril au « Forum RMC-l'Express », que « les primaires pour la présidentielle soient acceptées » par le RPR et l'UDF en conseillant cependant à ces deux formations de ne pas oublier les autres élections. « Si on veut un candidat unique à la présidentielle, a-t-il dit, il faut en même temps vouloir des candidatures uniques aux régionales, aux cantonales, aux législatives, car autrement les Français ne comprendraient pas. »

G SEYCHELLES: le parti anique favorable à des réformes. - Le Front progressiste du peuple sey-chellois (SPPF), le parti unique au pouvoir, s'est prononce, samedi 6 avril, à la fin de son 9 congrès, pour l'organisation éventuelle d'un référendum sur des réformes de société, sous la surpervision d'autorités internationales, afin de consulter le pays sur l'introduction du multipartisme. - (AFP.)

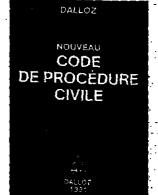


La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz: une réactualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

Une municipale...

SEINE-SAINT-DENIS: Trem-

blay-en-France (i r tour). Inscr., 17 532; vot., 10 191; abst., 41,87 %; suffr. expr., 10 015. Liste d'union de la gauche conduite par M. François Asensi, dép., PC, 5 804 voix (57,95 %), 31 sièges (20 PC et apparentés, 11 PS); liste UDF-RPR conduite par M. Pierre Calembier, cons. mun. sort., UDF-PR, 1 809 voix (18,06 %), 4 sièges (2 UDF et 2

LESSENTIEL

SECTION A

Débats

à Lomé..

« Histoire de l'infamie » (suite). par Bernard-Henri Lévy et Guy Konopnicki ; Un enjeu : « La

L'agitation

au Togo Violentes manifestations

La situation au Koweït Les autorités vont autoriser le retour des citoyens exilés et promettent des élections 5 et 19

La convention du PS Débats sur le contrôle des ventes d'armes et sur la date du prochain congrès

L'Eglise catholique et le « droit à la vie » Après un consistoire, Jean-Paul II prévoit une encyclique condam-nant les Etats qui autorisent

La succession Hoppenot Dispersion, à Drouot, de chefs-

d'œuvre de deux collectionneurs d'art moderne et d'extrême-

Automobilisme : ie nouveau « Dakar »

En 1992, le Railye prendra Le Cap pour destination. Un entre-tien avec Gilbert Sabine 18

SECTION B

Le développement en Amérique latine Le Japon est déterminé à

accroître son influence...... 19 Le tourisme en URSS M. Jean-Michel Baylet, à Mosco demande des efforts aux Soviéti-

CHAMPS ÉCONOMIQUES

 Le complexe militaro-indus triel dans le monde : les Etats sous la pression du Congrès · Conjoncture : la fin des illusions en Europe . Le ooker du l'étalon-or

Offensive de la presse populaire en Europe

Springer lance Liaro an Lupus et Murdoch crée Super Zeitung 36 Springer lance Claro en Espagne,

Services Abonnements... Annonces classées.. 28 à 33 Loto et Loto sportif .. Météorologie ... Mots croisés.

Radio-Télévision Spectacles..... La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7-8 avril 1991 été tiré à 529 636 exemplaires.

Les Verts condamnent les thèses sur le poids du «lobby juif » dans la guerre du Golfe

Réunis en conseil national

La première réunion du conseil national inter-régional des Verts depuis la guerre du Golfe a été marquée, dimanche 7 avril, par un vit incident survenu après la diffusion d'un texte, signé par un ancien porte-parole du mouvement, qui dénonce « le rôle belligene d'Israel et du lobby sioniste». Ce n'est qu'au terme d'un long débat de procédure que cette « contribution personnelle » a été condamnée par les

Une fois encore, alors que l'ordre du jour du conseil national inter-régional des Verts était consacré à un double débat sur l'Europe des régions et sur les effets du TGV dans l'aménagement du territoire, le mouvement écologiste a dérapé. L'un de ses dirigeants, M. Jean Brière, porte-parole jusqu'à la dernière assemblée générale de Strasbourg et candidat des Verts dans la troisième circonscription du Rhône aux élections législatives partielles des 27 janvier et 3 février, a pris l'initiative de diffuser un long texte sur u le rôle belligène d'Israël et du lobby sioniste », dans lequel ii affirme notamment qu'e Israel. Etat raciste, théocratique, militariste, expansionniste, ayant une politique fondée sur une logique de guerre permanente, avait pour objectif principal la destruction de

Après avoir estime qu'aux Etats-Unis, « le poids du lobby juif a été déterminant pour faire pencher la balance en faveur de la guerre». M. Briere analyse l'attitude des médias et des intellectuels pendant la guerre du Golfe en dressant une

liste des « déclarations délirantes des auteurs juifs », d'Elie Wiesel à Daniel Cohn-Bendit. « Il est impossible de recenser les juifs et les nonjuiss des médias, mais pour la télé, il saut citer Bromberger qui, charmant et impeccable avec son næud papillon, posait ingénuement la question: faut-il tuer Saddam?», écrit ainsi M. Brière.

Considérant que ce texte n'engageait que son auteur et qu'en outre la question soulevée n'était pas inscrite à l'ordre du jour, le CNIR a considéré dans un premier temps qu'il n'était pas nécessaire de le ondamner. La proposition d'un délégué d'exclure M. Brière du mouvement a provoqué des protestations. Ce n'est qu'après prise de

l'examiner sur le fond.

conscience de l'effet que pourrait avoir dans l'opinion la diffusion du texte que, sur la proposition de M. Gérard Monnier-Besombes, député européen, une nouvelle motion « désavouant » les écrits de M. Brière a été soumise à l'assemblée, selon la procédure assez rare du vote nominatif. Celle-ci a recueilli quarante-quatre voix, deux abstentions et vingt-sept refus de vote, une grande partie de la minorité du mouvement écologiste, à laquelle appartient M. Brière, considérant qu'on ne pouvait condamner le texte sans

Devant la réticence de près d'un tiers du CNIR à prendre position, une déléguée, Me Maryse Arditti, conseillère municipale de Narbonne, a annoncé sa démission, tandis que le trésorier des Verts, M. Etienne Tête, quittait précipitamment la tribune. Pour sa part, M. Jean Brière a présenté « une auto-critique » pour regretter la diffusion du texte, mais non son contenu.

36. CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS